HISTOIRE INTIME

DE

LA RUSSIE.

Imprimerie de la Société Typographique Belge,
AD. WAHLEN ET COMPAGNIE.

ÉTUDES SUR L'EMPIRE DES TSARS.

HISTOIRE INTIME

DE

LA RUSSIE

SOUS LES EMPEREURS ALEXANDRE ET NICOLAS,

et particulièrement

PENDANT LA CRISE DE 1825;

PAR

J. H. Schnitzler.

EPHPHETHA, quod est adaperire.
(MARC. VII, 34.)



BRUXELLES.

MELINE, CANS ET Cie, LIBRAIRES-ÉDITEURS.

LIVOURNE. | LEIPZIG.
MÊME MAISON. | J. P. MELINE.

1847



PRÉFACE.

Nous sommes fidèle à nos premières affections. Après avoir, au début de notre carrière, consacré à la Russie tout ce que nous avions de forces et d'ardeur pour la science, nous nous sommes imposé le devoir d'étudier à fond et sous toutes ses faces ce magnifique sujet, et nous n'en avons pas détourné le regard un seul jour, même au milieu des occupations multiples attachées à la direction d'une volumineuse encyclopédie.

C'est le fruit de ces études ultérieures que nous venons soumettre à l'appréciation indulgente des juges éclairés.

Ils nous tiendront compte, nous l'espérons, des difficultés contre lesquelles nous avions à lutter; car il ne s'agit plus ici de ces paisibles travaux de statistique, de géographie et d'ethnographie, auxquels le public a fait si bon accueil dans le temps : en abordant le domaine de l'histoire, bien plus, de l'histoire contemporaine, nous touchons forcément aux questions politiques les plus brûlantes, et nous avons contre nous à la fois la pénurie de matériaux, les préjugés des hommes, et nos propres hésitations, nées de la crainte de froisser certaines susceptibilités, malgré la rigoureuse impartialité dont nous ne croyons pas nous être départi un seul instant.

Mais il faut ou se taire ou dire les choses telles qu'on les a vues et comprises. Tant que nos recherches se rapportaient principalement aux sciences auxiliaires de l'histoire, nous avons pu ne pas déplaire au gouvernement russe, et la faveur dont on nous supposait l'objet de ce côté-là nous a même été imputée à crime [1], bien qu'elle

[1] Ce n'est pas à l'auteur de *La Russie en* 1839 que ceci s'adresse. M. de Custine a bien voulu s'occuper de nous en plusieurs endroits de son livre, et c'est un honneur d'autant plus grand que nous ne le partageons guère qu'avec l'excellent historien Karamsine. Voici ce qu'il dit dans un de ces passages (t. II, p. 335, de

n'ait eu d'autre effet pour nous que quelques distinctions honorifiques obtenues sans aucune

l'édition format anglais), après avoir donné un petit extrait de *La Russie, la Pologne et la Finlande :* « Je dois dire ici, une fois « pour toutes, que ce bon et utile ouvrage, protégé à Péters- « bourg, est extrêmement partial, *du moins dans la forme du « langage, condition nécessaire si l'on veut faire tolérer en Russie « ce qu'on écrit touchant ce pays.* » Malgré ce reproche de partialité, suivant nous non mérité, il n'y a rien dans ce passage qui dépasse les bornes d'une loyale critique ; d'ailleurs le correctif du reproche est dans les mots qui le suivent et que nous avons soulignés, mots qui attestent que le spirituel voyageur nous avait parfaitement compris.

Ce n'est donc pas de lui qu'il peut être question : la critique a ses droits, et moins que personne nous voudrions les contester ; mais ces droits ont été outre-passés d'une manière inqualifiable dans le long article de *la France littéraire,* qui nous concerne. Cette attaque était d'autant plus gratuite que les preuves de la fausseté des assertions étaient sous les yeux de l'auteur. Sans parler de nos articles *Catherine II*, *Alexandre Ier* et autres de l'*Encyclopédie des gens du monde,* nous avions publié, en 1831, une brochure sur la question de la Pologne, écrite avec beaucoup de modération, mais aussi pleine d'une franchise reconnue par plusieurs honorables Polonais. Loin de plaire à Saint-Pétersbourg, elle y avait été mise à l'*index*, et dès lors nous dûmes nous abstenir, même de faire hommage de nos ouvrages sur la Russie à S. M. l'empereur, avant qu'on nous le demandât expressément. Depuis, nous n'avons rien écrit sur ce sujet, sinon des articles de la même Encyclopédie, où, précisément au temps de notre prétendue faveur, nous avons choisi pour collaborateur chargé des articles concernant la Pologne, M. Théodore Morawski, un des ministres de l'insurrection de 1831. Voilà jusqu'où allaient nos complaisances !

espèce de démarches de notre part, à la suite d'un succès de librairie dû aux suffrages de la presse et du public. Sur le terrain de l'histoire proprement dite, des considérations de ce genre sont inadmissibles; les faits s'enchaînent les uns aux autres, on ne peut pas en faire un triage à volonté, et lorsqu'ils donnent lieu à des observations sévères, il est bien permis, il est même louable, d'en modérer l'expression, mais non de reculer devant cette tâche, non de subordonner à de simples convenances le respect pour la vérité, qui est l'honneur de l'historien.

Appelé sur ce terrain par une de ces circonstances qui décident de la vie d'un homme, nous n'avons voulu manquer à aucun de nos devoirs : nous avons rendu hommage à la vérité même alors qu'elle pouvait être pénible à dire ou désagréable à entendre; en louant tout ce qui nous a paru digne d'éloge, en faisant une large part au bien, nous n'avons pas caché le mal; nous l'avons fait ressortir, au contraire, là où il nous semblait urgent d'y porter remède, où il pouvait résulter de la franchise de nos paroles quelque avantage réel, peut-être pour tout un peuple, car les grands effets tiennent souvent à de petites cau-

ses, et la Providence se sert parfois des plus humbles instruments pour l'accomplissement de ses plus grands desseins. En revanche, nous pouvons nous rendre ce témoignage d'être étranger à toute passion haineuse, à tout esprit de dénigrement.

Veut-on savoir la circonstance de notre vie, d'ailleurs obscure et renfermée dans le silence du cabinet, à laquelle nous venons de faire allusion? Nous avons passé quatre ans en Russie. A peine arrivé à Saint-Pétersbourg, il nous a été donné d'être témoin d'un des plus graves événements dont les annales russes aient à garder le souvenir. Après avoir été présent sur le champ de bataille du 26 décembre 1825, nous avons assisté à une crise, longue, pénible, et qui a mis à nu bien des plaies cachées, laissé deviner bien des secrets politiques, en même temps qu'elle a été comme la pierre de touche des caractères. Nous avons été en position de bien voir, de recueillir des renseignements dignes de foi. Ces observations personnelles, ces renseignements, et d'autres encore, fruit de notre séjour à Moscou pendant le couronnement de l'empereur Nicolas, nous les avons consignés dans un journal resté intact jusqu'à ce jour, mais qui, dans cet inter-

valle de vingt années, s'est enrichi de beaucoup d'additions explicatives et de faits nouveaux puisés à différentes sources.

On ne nous reprochera pas de nous être trop pressé de livrer au public un travail qui avait besoin d'être mûri par l'étude : vingt ans de sursis, c'est beaucoup par le temps qui court, c'est plus même que nous ne devrions avouer peut-être, dans la crainte que la possibilité d'une si longue préparation ne dispose le lecteur à juger plus rigoureusement un ouvrage dont nous ne nous dissimulons pas les défauts. Mais d'autres occupations nous étaient imposées et nous espérions toujours que des mémoires particuliers, mis au jour par les parties intéressées ou leurs familles, viendraient éclaircir les assertions officielles contenues dans les pièces du grand procès criminel de 1826. Cette espérance a été déçue. A part un seul ouvrage d'un Russe, impliqué dans ce procès, homme d'un grand mérite, mais dont le mémoire justificatif traite des sociétés secrètes sans toucher aux effets de la conspiration [1], rien de sérieux n'a été publié à ce sujet. Les compatriotes des Pestel, des Ryléïef, des

[1] Voir la note 11 du t. IV.

Troubetzkoï, ou, pour ne citer que de nobles victimes, des Michel Orlof, des Alexandre Mouravief, des Nicolas Tourghénief, ont gardé jusqu'à ce jour un silence si obstiné sur un événement d'une portée immense, qu'on pouvait craindre que l'histoire ne prît le change sur son vrai caractère ; et il était permis dès lors à tout autre de dire simplement et consciencieusement ce qu'il en savait, soit pour l'avoir vu de ses propres yeux, soit par suite d'informations recueillies avec soin et scrupuleusement vérifiées. Peut-être même un étranger, impartial, véridique, bien renseigné, était-il mieux placé qu'un Russe pour faire connaître enfin la vérité tout entière.

Pour nous, c'était d'ailleurs un engagement depuis longtemps pris avec le public. Dans notre *Statistique générale de la Russie*, après avoir exposé les principaux faits du règne d'Alexandre, voici ce que nous disions en note dès l'année 1829 : « Quant aux malheureux événements de la fin « de ce règne, ils ne sont encore connus qu'im- « parfaitement. Témoin de ces sanglants débats « qui se sont passés en partie sous nos yeux, « nous essayerons, dans une autre occasion,

« de fixer l'opinion à cet égard et d'offrir à l'his-
« toire des matériaux qu'elle n'ait point à ré-
« cuser. »

C'est là le but du présent ouvrage. Mais nous ne nous sommes pas renfermé dans ce programme : à l'histoire de la révolte de 1825 et de la longue crise qui en a été la suite, nous avons donné pour introduction un aperçu général de l'histoire de la Russie, puis un abrégé de celle du règne d'Alexandre et un récit circonstancié de la mort de ce prince, au sujet de laquelle de fausses opinions sont encore accréditées. De plus, dans ce cadre historique nous avons fait entrer un tableau de mœurs très-étendu, une appréciation de la société russe et des institutions qui la régissent, ou plutôt des institutions dont elle aurait besoin et qui lui manquent encore complétement. Ainsi, pour faire connaître l'organisation judiciaire de l'empire, nous nous sommes longuement arrêté sur le procès des conspirateurs, et à l'occasion du code de lois dû à l'empereur Nicolas, nous avons jeté un coup d'œil sur toute la législation moscovite. L'histoire des sociétés secrètes nous a conduit à signaler les passions diverses qui se cachent sous les dehors de l'immobilité, de même que les muti-

neries de paysans ont naturellement amené l'examen de la grande question de l'émancipation des serfs. Essayant de suppléer au silence obligé des écrivains russes, nous avons établi l'urgence des réformes, et nous avons osé dire à une puissante nation, ainsi qu'à son gouvernement, ce que l'Europe attend d'eux avant de les reconnaître définitivement comme membres de la grande famille.

Ce n'est pas tout. A l'histoire contemporaine nous avons joint une partie rétrospective. Sous bien des rapports, la Russie est encore un pays fermé : nous avons cherché à l'ouvrir pour la science, en réunissant dans nos appendices, ainsi que dans des notes sous le texte, une quantité considérable de notions diverses, biographiques, statistiques et autres, généralement difficiles à trouver à cause de l'extrême indigence des publications russes. Nous citerons comme exemple la notice sur le général Araktchéïef, favori d'Alexandre : les hommes compétents savent s'il est facile de se procurer les éléments d'un tel travail ; ils comprendront ce que le nôtre a dû nous coûter de recherches. C'est surtout un intérêt de curiosité qu'excitent les sujets de cette nature ; d'autres, au contraire, comme les origines de la maison Roma-

nof, ou la généalogie de quelques familles princières, présentent un intérêt tout scientifique, et la première de ces études a eu, en outre, une haute importance à nos yeux à cause de la révolution dynastique qui s'y rattache. Amassant ainsi dans nos volumes une grande abondance de faits, nous avons voulu en rendre l'usage commode au moyen d'un répertoire alphabétique très-précis et très-détaillé.

Ces matériaux de toute nature, extraits de nos collections, n'en sont encore que la plus faible partie. Notre intention est de les faire suivre de beaucoup d'autres, accompagnant l'histoire des événements subséquents du règne de Nicolas [1]. C'est à ce projet que se rapporte le titre générique d'*Études sur l'empire des tsars*, placé en tête du titre particulier au présent ouvrage et qui servira de lien aux diverses parties de cette publication, offrant chacune un ensemble complet.

On le voit, nous sommes résolu à remplir jusqu'au bout la tâche à laquelle tant d'années de notre vie ont déjà été consacrées. Personne, à coup sûr, ne s'en étonnera. La position de la Rus-

[1] Guerre du Caucase et de Perse, guerre de Turquie et affaires de la Grèce, insurrection de la Pologne, etc., etc.

sie en Europe est la plus grande question de l'avenir : vitale pour la France, elle l'est encore à un plus haut degré pour l'Allemagne sur laquelle l'empire des tsars pèsera de tout son poids dès qu'il ne rencontrera plus d'obstacles en Pologne. Pour notre pays, cette position est tout au moins une question de prépondérance, d'influence, d'équilibre ; mais pour l'Allemagne c'est une question de vie ou de mort, d'indépendance, de nationalité. Il est temps d'envisager cette perspective menaçante, encore récemment signalée par MM. Thiers et de Lamartine ; il est temps d'étudier sérieusement un empire qui peut donner lieu à de telles craintes. La nature lui a accordé « une place ingrate mais immense sur le globe, » a dit le coloriste incomparable [1] que nous venons de citer en société d'un historien plus froid, mais d'un jugement plus sûr ; nous ajouterons que cette place, autrefois un désert, se couvre d'habitants, et que nulle part le progrès de la population n'est aussi sensible. A l'avénement de Pierre le Grand, il y a un siècle et demi à peine, la Russie n'avait encore que seize millions d'âmes : elle en a aujourd'hui près de soixante millions ; et pour

[1] *Histoire des Girondins.* Un vol. in-8°, chez Meline, Cans et C[e].

qu'on ne s'imagine pas que les conquêtes ont eu la principale part dans cette augmentation, nous ajouterons que dans le même intervalle la superficie de l'empire s'est accrue seulement d'un quart : de 14,500,000 kilomètres carrés, elle a été portée à un peu plus de 20 millions. C'est surtout à l'excédant des naissances sur les décès qu'il faut attribuer ce chiffre formidable de 60 millions d'âmes, digne sujet de préoccupation pour l'Europe entière. La même progression se fait remarquer dans les revenus de l'empire : à la mort du tsar réformateur, le total ne dépassait guère 60 millions de francs; au commencement de ce siècle, il s'était déjà élévé à 350 millions; aujourd'hui il n'est pas au-dessous de 500 millions. Et, qu'on le sache bien, pour expliquer cette marche ascendante, il n'est nullement besoin de songer aux mines d'or de l'Oural ou de l'Altaï.

Ainsi, *hic Rhodus, hic salta!* là est l'avenir, là se préparent de graves événements. Que faisons-nous cependant pour ne pas être pris au dépourvu? Où sont nos preuves d'une sérieuse et profonde étude de la matière? Tous nos grands historiens, tous les maîtres de l'art, dépensent les ressources infinies de leur esprit et de leur imagination à

mettre en relief une période de nos propres annales, et, par le prestige de leur talent, enchaînent, pour ainsi dire, l'attention des lecteurs à cette France, sans doute le plus digne objet de leur curiosité comme de leur amour, mais aussi le moins inconnu de tous. Aucune autre histoire, il est vrai, n'offre un intérêt si dramatique; aucune n'est à ce point palpitante d'émotions. Mais l'histoire des pays étrangers rectifierait nos idées sur bien des choses, y jetterait plus de variété, étendrait notre horizon, nous enrichirait de lumières auxquelles notre sécurité politique semble intéressée. Pourtant, à peu d'exceptions près, ce vaste champ reste en friche parmi nous. C'est pour aider à remplir cette lacune que, consultant plus notre zèle que nos forces, nous avons entrepris ces études historiques sur l'empire des tsars, où à défaut de talent, le lecteur trouvera du moins un amour sincère de la vérité et des recherches consciencieuses. Ce travail nous a personnellement soutenu dans un temps de déceptions et d'épreuves, et si, indépendamment de son but scientifique, il devait en résulter quelques bonnes impulsions pour le pays qu'il concerne, nous serions pleinement dédommagé des peines et des veilles dont il est le fruit.

Au reste, nous le répétons, si notre besogne est achevée pour le moment, notre tâche n'est pas accomplie dans son ensemble. La Russie, citadelle bien gardée, nous cache encore une multitude de secrets, et pour nous en rendre maître, peut-être faudra-t-il plus d'une fois encore répéter notre cri de guerre :

EPHPHETAH, OUVRE-TOI !

INTRODUCTION.

Résumé historique. — D'où vient la Russie et où va-t-elle?

Notre civilisation moderne est le résultat de la combinaison de trois éléments, tous puissants par eux-mêmes, mais qui se sont fondus néanmoins complétement les uns dans les autres. Ces trois éléments étaient : le génie de Rome avec les institutions sociales perfectionnées d'une nation qui datait de loin, et ses hautes lumières en partie empruntées aux Grecs, eux-mêmes héritiers des sages de l'Orient; la liberté germanique, puissant levain jeté dans une société vieillie, énervée, stationnaire, et dont les membres avaient besoin de se retremper, après une longue léthar-

gie, par le sentiment de la dignité personnelle, si profond chez la race teutonne, alors récemment sortie de ses forêts primitives; enfin, la religion chrétienne, spiritualisme admirable, auquel l'homme a dû, avec la connaissance de sa vraie patrie, ces tendances idéales et mystérieuses qui l'élèvent au-dessus de la matière et cimentent la confraternité entre lui et ses semblables. La sagesse pratique des Romains, la noble fierté des barbares, les espérances infinies et la loi de charité puisées dans l'Évangile, voilà ce qui a fait le monde européen, voilà ce qui lui a donné son esprit particulier, esprit si différent de celui de l'Asie dont il est près de triompher aujourd'hui, grâce à la supériorité que lui assurent les découvertes journalières de la science sur laquelle il s'appuie.

L'esprit européen est comme un lien qui enlace tous les peuples chrétiens, les rapproche, les unit malgré leurs dissentiments passagers, et finira peut-être par les confondre un jour matériellement. Depuis des siècles, il a fondé au milieu d'eux un empire spirituel où tous, quels que soient leur origine, leur langue, leur génie spécial, sont dominés par des idées, des sentiments et des espérances identiques.

La Russie, aujourd'hui une des provinces de cet empire, resta longtemps en dehors de ses limi-

tes : de là son caractère à part, de là cette différence si grande qu'on remarque, sous bien des rapports, entre son peuple et ceux de nos pays d'Occident. Un des trois éléments dont nous avons parlé lui a manqué tout à fait ; le second, elle en a eu tout au plus quelques parcelles, et le troisième y a pénétré sous une forme particulière, moins favorable à l'émancipation intellectuelle.

Qu'on nous permette d'expliquer notre idée par quelques courts développements.

La domination du peuple-roi n'atteignit jamais, comme on sait, le Nord de l'Europe et de l'Asie. Froide et silencieuse, cette région resta inaccessible aux anciens, habitués à l'action bienfaisante du soleil sous un ciel presque toujours serein. Elle était pour eux enveloppée de mystère. La regardant comme le siége de la magie, ils en redoutaient les sortiléges, et s'ils savaient par ouï-dire qu'elle recélait des métaux précieux, l'idée ne pouvait leur venir de se mettre en possession de trésors qu'ils supposaient gardés par des créatures monstrueuses, tantôt griffons, tantôt nains ou géants, par des peuples auxquels leur imagination ou les bruits propagés soit à dessein, soit par la peur, prêtaient les formes les plus étranges, les moins propres à attirer les voyageurs. D'une part donc, les aigles des Césars ne pénétrèrent point jusque-là ; de l'autre, l'invasion

germanique, destinée à rajeunir le monde romain, prit sa direction dans un tout autre sens; et si néanmoins elle effleura les populations encore clair-semées de l'ancienne Sarmatie, ce fut grâce à l'esprit entreprenant de quelques-uns de ses enfants perdus, véritables chevaliers errants, toujours tentés par l'appât du butin ou des glorieux combats, et qu'aucun danger, aucune distance, ne rebutaient. Ces Normands, établis à Novgorod et à Kief, ne laissèrent pas d'y exercer une action sur les mœurs et l'organisation sociale; mais, arrivés en trop petit nombre, ils se fondirent bientôt dans la race slavonne, et déjà au bout d'un siècle il resta peu de traces du contact de cette dernière avec la race germanique. Quant au christianisme, le troisième des éléments dont nous avons parlé, ce n'est pas non plus de Rome, de la métropole commune de l'Occident, que la Russie le reçut : il lui vint de Constantinople dont les maîtres, méconnaissant l'essence de cette loi d'amour, avaient fait d'elle un instrument de despotisme, et où le clergé, par de vaines querelles, au sujet de subtilités stériles, en avait paralysé les nobles élans, si bien que l'esprit de vérité propre à l'Évangile et recommandé par lui sur toutes ses pages, étouffait sous le formalisme universel.

En Occident, l'Italie et l'Allemagne ont été le

point de départ de la civilisation moderne; la civilisation russe en a eu un tout autre : elle procède des Grecs du Bas-Empire, d'un peuple vieilli, usé, retombé en enfance, courbé sous une domination despotique et chez lequel la religion, elle-même asservie, avait perdu sa force régénératrice. Car à Constantinople, l'Église était devenue l'humble servante du trône, dont elle rehaussait l'éclat sans lui faire ombrage, au lieu qu'en Occident, un prêtre, assis sur le tombeau de saint Pierre, osa se constituer hardiment le gardien de la liberté évangélique et ne craignit jamais d'opposer sa houlette de pasteur même aux sceptres des rois, quand il croyait les intérêts spirituels en péril.

La Russie n'est donc pas restée seulement en dehors du monde romain, mais en dehors du monde latin dans toute l'extension de ce mot. Si, par la première cause, elle s'est privée d'un droit positif, fruit d'une culture déjà ancienne, et de l'héritage d'institutions qui, même aujourd'hui, n'ont pas encore perdu toute leur valeur, par la seconde, en ne fléchissant pas sous l'autorité des papes, alors les défenseurs des droits de la pensée et les représentants du principe spirituel au milieu des violences du moyen âge, elle s'est isolée du mouvement chrétien si essentiellement civilisateur, et les passions généreuses de nos aïeux

n'ont point eu d'échos dans ses vastes solitudes. Quoique visitée, comme nous l'avons dit, par des guerriers normands qui lui présentèrent au moins un reflet de la vie aventureuse des héros fiers de leur valeur, la Russie ne connut point la féodalité [1], ce vaste réseau aux mailles brillantes, qui serra bien fort sans doute les populations romanes et germaniques, mais les couvrit aussi comme d'une égide tutélaire sous laquelle elles trouvèrent le bon ordre, une organisation bien entendue, le spectacle des mœurs policées, ainsi que des moyens d'instruction mis à la portée des localités les plus modestes. Dès lors, la Russie, engagée dans une voie toute différente, resta séquestrée de l'Europe; presque seule dans toute la chrétienté, elle ne répondit pas au cri d'enthousiasme religieux qui non-seulement poussa aux croisades, mêlée immense où les peuples, en apprenant à se connaître, étendirent leur horizon

[1] Le système d'apanages établi d'abord à Kief, et ensuite dans les autres grandes principautés russes, ne mérite point d'être appelé de ce nom, et le servage, d'ailleurs d'origine presque moderne en Russie, comme on le verra plus loin, ne constitue pas non plus la féodalité. Dans celle-ci, nous voyons une hiérarchie d'hommes qui connaissent leur valeur et qui la limitent respectivement; un certain ordre, gage de progrès, plutôt qu'une tyrannie pesant sur le grand nombre et divisant la société en deux classes, les maîtres et les esclaves. Pour juger une institution, il faut la prendre à ses commencements, et non pas dans l'état de décrépitude.

respectif, mais fut aussi le germe de la chevalerie. Cette institution, en consacrant l'empire des femmes, adoucit les mœurs, et, en exaltant par-dessus tout la religion du serment, soumit la brutalité personnelle du guerrier au joug de la loi d'honneur; la religion eut alors pour auxiliaire la loyauté, et bientôt on s'éleva aux notions de rigoureuse moralité dans lesquelles l'homme vraiment civilisé puise ses règles de conduite, sans jamais chercher à se soustraire à leur inflexible loi.

Ce n'est pas tout. Impliquée dans le schisme d'Orient et, par suite, complétement retranchée de la grande famille catholique, la Russie est restée privée du secours dont elle eût eu besoin, à l'époque la plus désastreuse de son histoire, lorsque les hordes de Tchinghiz-Kan, parties des déserts de l'Asie moyenne, poussèrent jusqu'à elle leurs courses dévastatrices, la couvrirent comme de nuées de sauterelles, et lui imposèrent un dur esclavage. Peut-être, dans le principe même, les efforts réunis de la chevalerie n'auraient-ils pas suffi à arrêter un torrent qui la déborda plus tard à Liegnitz et à Wahlstat; mais du moins, avec un tel renfort, la lutte pouvait se prolonger, l'héroïsme chrétien pouvait se faire jour, et la chute devenir à la fois moins profonde et moins ignominieuse. L'idée seule d'avoir pour

témoin de sa résistance l'Europe attentive à ce spectacle, la certitude d'exciter toutes les sympathies du monde civilisé pouvait exalter les courages et enfanter des miracles au sein d'une population, peu chevaleresque à la vérité, mais non pas insensible à la gloire militaire, très-attachée à la foi de ses pères et animée d'un ardent amour de la patrie. Quoi qu'il en soit, aucun appel ne fut fait à la valeur des guerriers d'Occident; ils ne s'émurent point à la nouvelle de l'invasion mongole et n'y virent point un motif d'entreprendre une croisade à laquelle l'Église, spectatrice indifférente, ne les conviait pas. La Vladimirie, la Moscovie, provinces lointaines de Kief récemment fondées au milieu de populations finnoises adonnées au paganisme, étaient tout au plus connues de nom; d'ailleurs des schismatiques, aux yeux des héros de la croix, étaient à peine des chrétiens. Les Russes furent écrasés dans deux batailles (1224 et 1237), et ils subirent la domination de la horde [1] d'Or et du kan de la steppe. Un abaissement, qui dura deux siècles, s'ensuivit et laissa des traces profondes dans les mœurs de ce peuple, européen d'origine, aussi bien que les Celtes et les Germains, mais que ses

[1] C'est peut-être *orde* qu'il faudrait écrire, malgré l'usage, car ce mot est le même que celui d'*orta*, compagnie de janissaires. Il signifie habitation d'une tribu.

rapports avec l'empire de Byzance avaient déjà façonné à la servitude orientale, et auquel ses conquérants imposèrent encore à un plus haut degré l'immobilité des habitudes asiatiques. Tombé dans un oubli absolu, il n'eut plus aucun rapport avec l'Europe, et même lorsqu'il se releva enfin de cette chute, lorsque le signe de la rédemption fut arboré au haut des clochers surmontant le croissant vaincu, même alors la Moscovie resta isolée, sans relations avec le monde chrétien dont l'empire de Byzance, conquis par les Turcs othomans, avait cessé de faire partie. On lui refusa jusqu'au nom russe, car d'autres portions de l'héritage des fils de Rurik le Normand prétendaient être seules la vraie Russie, et le pape Innocent IV, en conférant le titre de roi au prince de Galitch ou Halitch, avait admis et sanctionné cette prétention. Une nouvelle puissance, la Lithuanie, puissance païenne mais agrandie des débris de la principauté de Kief et en possession de la capitale même de saint Vladimir, s'était interposée entre les vieux siéges de la civilisation et cet État, moitié slavon, moitié finnois, placé aux confins de l'Europe et de l'Asie. Dans ce pays, déjà lointain lui-même, des chefs de sauvages s'étaient érigés en conquérants et avaient fait trembler tous les peuples d'alentour : le royaume de Russie (Galitch), pas plus que la

Kiovie, n'avait échappé à leur domination ; l'ordre Teutonique, sentinelle avancée des Latins, avait trouvé en eux de formidables ennemis. Que pouvait-il y avoir au delà de ces barbares qui méritât encore de fixer l'attention de la catholicité ? Or ces barbares se laissèrent entamer par la civilisation, et leur grand prince païen consentit à reconnaître la loi de l'Évangile. Mais pour ceindre la couronne des Piasts et partager la couche de l'héritière de Casimir le Grand (1386), Jagellon entra, non pas dans la communion de l'Église orientale, qui était celle de la majorité de ses sujets, mais dans la communion catholique, seule admise en Pologne. Ses possessions dont faisaient partie, comme nous l'avons dit, indépendamment du pays letton, domaine primitif de ses ancêtres, la Russie de Kief et celle de Galitch, et qui comprenaient la ville sainte considérée comme leur métropole par tous les Russes sans distinction, ajoutèrent une force considérable au royaume d'Hedwige dès lors affaibli par les dissensions intestines, et y furent complétement réunies dans la suite (1589). Les Polonais, ennemis des Moscovites et souvent obligés de les combattre, ne parlèrent d'eux qu'avec mépris, et les peignirent en toute occasion sous les plus noires couleurs, à l'exemple du clergé latin qui avait en abomination ce peuple schismatique. A entendre

les Polonais, alors comme encore de nos jours, il n'existait pas de Russie en dehors de leur domination : au delà, il n'y avait que des Moscovites, issus du mélange de quelques Slaves avec on ne sait quels peuples finnois [1]. Au fond, cette distinction n'a rien de sérieux, car, après tout, d'où vient le nom russe? De Rurik, chef d'une bande de Russes ou Rosses, ou encore de Varèghes (Varangiens), c'est-à-dire de Normands. Or les grands princes de Vladimir et de Moscou, sous la souveraineté desquels ne tarda pas à tomber aussi Novgorod, la ville où Rurik vint d'abord s'établir, étaient, comme les grands princes de Kief, comme les rois de Galitch, de vrais descendants de ce premier fondateur de la puissance russe; et en quittant, à leur suite, le siége primatial, d'abord établi dans la ville de saint Vladimir, c'est sous leurs auspices que les métropolitains conservèrent les vénérables traditions de la religion de leurs communs ancêtres. Du reste, ces questions, autrefois brûlantes, peuvent paraître oiseuses aujourd'hui que *toutes les Russies*, sauf celle de Galitch, devenue, sous le nom de Gallicie, un royaume autrichien, sont également soumises au sceptre moscovite. Un fait qu'il importe de constater, c'est que la réunion de la Lithuanie avec

[1] Voir sur cette question notre ouvrage *La Russie, la Pologne et la Finlande*, p. 22 et suiv.

la Pologne acheva de faire de cette dernière l'ennemie irréconciliable de la Moscovie. Constamment en lutte avec elle, elle lui arracha des provinces par lambeaux, et menaça à plusieurs reprises même sa capitale. Cette lutte, à la fois religieuse et nationale, devenant plus vive de siècle en siècle, conduisit enfin les guerriers de la république nobiliaire jusque dans l'enceinte sacrée du Kreml [1] de Moscou, où sont les sanctuaires révérés de la nation, les tombeaux des grands princes, des tsars [2], des métropolitains et de beaucoup de saints martyrs. La chrétienté, devenue attentive, pensa même un instant voir réunies sur la même tête la couronne de Vladimir Monomaque [3] et celle des Piasts et des Jagellons. Mais, après une crise épouvantable où tout semblait condamné à périr, les Moscovites se relevè-

[1] Nous nous servons de la forme russe *Kreml*, au lieu du français *Kremlin*. En vieux slavon, *krem*, *kremen*, signifie pierre ou caillou, et tous les Slaves appellent *krem* ou *kreml* une enceinte fortifiée. Différentes villes russes ont leur Kreml, et, chez les autres Slaves, on trouve les villes fortes de Kréménetz, Krémentchoug, ou autres semblables.

[2] Voir, dans les Notes et Éclaircissements (note 1re), un mémoire sur l'origine et la signification de ce titre encore aujourd'hui en usage et réservé aux seuls souverains de la Russie.

[3] Il ne faut pas confondre Vladimir Monomaque, qui a eu pour mère une princesse impériale de Byzance, avec saint Vladimir, dit l'*égal des apôtres*, qui fut l'auteur de la conversion des Russes au christianisme. Celui-ci régna de 980 à 1015; l'autre de 1113 à 1125.

rent encore une fois; un élan presque inattendu fit pencher la balance en leur faveur. La paix fut conclue; toutefois la rivalité entre les deux peuples se perpétua jusqu'à l'entier asservissement de l'un d'eux, au temps de nos pères.

Une merveilleuse résurrection, commencée sous Ioann III Vassiliévitch, continuée sous Ioann IV Vassiliévitch [1] dit le Terrible, et accomplie sous les tsars de la maison de Romanof, révéla une puissance nouvelle à l'Europe, stupéfaite des coups qu'elle voyait ces Moscovites, tout à l'heure encore humbles sujets des Mongols, porter à tous leurs ennemis, Polonais, Suédois, ou Tatars de Crimée, vassaux de la Turquie. De ce moment, il n'était plus guère possible d'ignorer leur existence; on ne pouvait plus contester le nom de chrétiens à ces vainqueurs des Infidèles marchant sous la bannière de la croix; et dans sa condescendance pour eux, l'Europe alla jusqu'à rechercher leur alliance contre l'ennemi commun, les Othomans.

Cependant, encore sous les premiers Romanof, les mœurs et le gouvernement russes formaient un contraste frappant avec ceux des peuples civi-

[1] L'équivalent du nom de Jean, en russe, est Ivan, excepté pour les souverains; ceux-ci sont appelés Ioann, d'après les formes plus solennelles de la version slavonne du Nouveau-Testament. C'est donc abusivement qu'on dit Ivan IV le Terrible.

lisés. La religion se réduisait à un formalisme stérile, admettant toutes les superstitions, excluant toute vie spirituelle, tout examen, tout progrès ; le clergé, sans instruction et se complaisant dans son ignorance, n'avait d'action sur les fidèles que par les pratiques extérieures du pontificat ; il croyait faire preuve de science quand il agitait des questions oiseuses auxquelles les distinctions les plus subtiles étaient impuissantes à prêter un intérêt sérieux; mais il ne montrait aucun goût pour la prédication, malgré son double avantage de tenir en éveil l'esprit de ceux qui prêchent et d'offrir souvent à l'intelligence de ceux qui écoutent le seul aliment à sa portée, en même temps qu'elle les familiarise avec les notions morales du christianisme si propres à former le caractère, avec celles par exemple qui se rapportent à la dignité humaine et à l'égalité fraternelle de tous les hommes devant Dieu. Le souverain était un fétiche qu'on adorait le front contre terre ; dans son imperturbable gravité, conséquence naturelle d'un cérémonial puéril, il rappelait les rois de l'Ancien Testament plus que les guerriers couronnés du Saint-Empire ou des autres monarchies latines, comme le patriarche moscovite, un instant placé à la hauteur même du trône [1], rappelait le grand

[1] Voir, dans la notice sur les Romanof (Notes et Éclaircisse-

prêtre juif plutôt que les pontifes de Rome, souvent grands hommes d'État, amis des sciences et des arts ou savants eux-mêmes, quelques-uns toujours prêts à se mêler activement au tourbillon de la vie, d'autres adonnés au luxe, recherchant les plaisirs et ne s'abstenant pas de ceux-là même qui semblaient le plus incompatibles avec leur profession. D'aristocratie, à peine on en voyait trace sous ce régime despotique où, vis-à-vis du maître, il n'y avait que des esclaves, placés sans doute à différents degrés de l'échelle des rangs, mais tous humbles, rampants, entravés par la crainte dans tous leurs mouvements. Si cette formule *Le tsar a ordonné, les boïars ont conseillé* [1] a jamais eu une application sérieuse, ce n'a pu être que par exception, et déjà sous Alexis Mikhaïlovitch, père de Pierre le Grand, ce temps était passé : d'ailleurs, on était boïar selon le bon plaisir du monarque, et quelque haute que fût cette dignité, elle n'était pas transmissible héréditairement. Il existait bien une caste privilégiée composée de princes issus des différentes branches de la famille de Rurik, et de simples nobles d'une illustration héréditaire, plus ou moins ancienne; mais elle n'était rien sans la

ments, note 2), les détails que nous donnons sur le patriarche Philarète.

[1] *Velikii Goçoudar oukasal, boïaré prigovorili.*

faveur du tsar et sans le service effectif de l'État, auquel on n'était admis que par lui. Rien de chevaleresque chez ces nobles, nulle indépendance! Ce n'est pas là qu'on eût pu rencontrer de ces orgueilleuses devises comme on en voyait sur les écussons de nos preux, barons féodaux ou simples gentilshommes, et que toutes les hauteurs de Louis XIV n'ont pas empêché leurs fils de transmettre à leur descendance jusqu'à ce jour. Une servilité plus absolue encore, quoique moins déplaisante et moins volontaire, régnait dans les classes inférieures de la société : la bourgeoisie, peu nombreuse même aujourd'hui, se réduisait alors à quelques cent mille familles, et les cultivateurs, dont les humbles villages étaient disséminés dans de vastes déserts, attachés à la glèbe depuis le règne de Boris Godounof, laissés dans l'état le plus inculte par un clergé insouciant. croupissaient dans une ignorance avilissante, d'où la monotonie de leur existence n'était guère propre à les tirer.

Même dans les rangs élevés, la vie était sans charme. Les femmes, renfermées dans le gynécée, n'avaient nulle action sur les hommes, comme elles illettrés, et dont toute l'activité s'épuisait, dans les temps ordinaires, en sourdes intrigues, en vaines querelles de préséance et en dévotions extérieures multipliées. Embarrassés d'un cos-

tume pesant et peu favorable aux libres mouvements du corps, ils se rétrécissaient également l'esprit, d'ailleurs rempli de la peur du maître, par les minuties d'une étiquette impérieuse et par les excessives susceptibilités d'un amour-propre ridicule.

Tel était le peuple russe, quand parut Pierre le Grand, l'homme à la volonté de fer, vaste et puissant génie qui eut pour ainsi dire l'instinct de la civilisation. Animé de passions vives, il ne subit pas lui-même à tous égards l'empire de cette dernière, mais il s'en fit l'ardent apôtre au milieu de son peuple, qui, de gré ou de force, dut se prêter à une transformation. Résolu à le tirer de son isolement, principale cause de son infériorité, il le poussa violemment dans des voies nouvelles. Voyant la mobilité des hommes multiplier autour d'eux les ressources, et la fortune publique suivre pas à pas l'accroissement des fortunes particulières, il prétendit que les Moscovites à leur tour sortissent de leur léthargie pour réclamer leur part de prospérité et de richesse. Il prit en aversion les longues barbes, les cafetans à l'orientale et les hauts bonnets fourrés; une tenue, un costume si empesés paralysaient, suivant lui, tous les mouvements; il signifia aux classes supérieures son désir que les femmes se réunissent désormais avec les hommes

dans des cercles de société, où chacun se formerait par l'échange des idées; il fit voyager au dehors les fils de ses boïars, et emmena lui-même dans ses fréquentes pérégrinations, ceux de ses serviteurs qu'il regardait comme les plus aptes à tirer profit de leur contact avec une manière d'être nouvelle. Il essaya d'extirper entièrement de son pays le caractère oriental, et, au dire de l'impératrice Catherine II [1], ce qui lui facilita cette tâche c'est que les habitudes qu'il trouva établies ne s'accordaient nullement avec le climat : « Il introduisit des mœurs et des coutumes européennes chez un peuple d'Europe, » fait-elle observer expressément. Cette œuvre de régénération, Pierre l'accomplit sur la plus vaste échelle. Des étrangers furent attirés en grand nombre, non plus seulement, comme autrefois, pour entourer la personne du souverain d'une force militaire qui, loyale et dévouée, servît en même temps de modèle pour l'organisation des troupes indigènes, mais afin de répandre dans leur nouvelle patrie les usages et les méthodes adoptés dans l'ancienne, afin de remanier en quelque

[1] Voir sa fameuse *Instruction pour la commission des lois*, chapitre Ier, § 7. Elle avait cru nécessaire d'y faire encore cette déclaration expresse : « La Russie est une puissance européenne. » Pour nous, cela ne fait pas matière à doute : on a tort d'envisager les Russes comme des Asiatiques, ils ne le sont pas plus que nous-mêmes.

sorte la Russie sur le patron de l'Allemagne, de la Hollande, de la France. Les arsenaux, les chantiers, les ateliers de toute espèce, les chambres et bureaux administratifs, les conseils mêmes du souverain se peuplèrent d'immigrants ; les hautes écoles, rares en dehors du clergé, furent remises à la direction de ces étrangers ou fondées suivant leurs avis, et l'on conçoit avec quels sentiments de répulsion et de jalousie, bien plus, avec quelle épouvante profonde, les Moscovites, qui avaient l'orgueil de l'ignorance, durent voir s'abattre sur leurs villes ces nuées de civilisateurs professant une religion différente de la leur, et dont ils connaissaient si peu la langue, qu'ils les confondirent tous, quelle que fût leur extraction, sous la dénomination d'Allemands ou de *niemtzi* [1], laquelle, dans leur bouche, a conservé jusqu'à ce jour une expression de dédain rancunier. Des résistances s'organisèrent sous des auspices illustres. Le clergé, sans consistance propre et pauvre d'esprit, n'osa pas entrer en lutte ouverte avec un athlète si formidable; mais il fomenta sous main la rébellion des strélitz et ne fut pas étranger sans doute aux vaines tentatives faites par le fils aîné de Pierre, de concert avec la tsarine, sa mère, reléguée dans un couvent. Toutes ces en-

[1] Au singulier, *niémetz ;* au pluriel, *niemtzi.* De même, *stréletz,* arquebusier, fait au pluriel *streltzi.*

treprises échouèrent cependant contre la ferme résolution et l'admirable persévérance du tsar réformateur. Des mœurs nouvelles furent inoculées à la Russie; les hautes classes tout au moins durent s'y façonner. Toutefois, comme la grande masse, dans un pays aussi étendu, parvint naturellement à s'y soustraire, il en résulta cet abîme toujours béant et bien difficile à combler, qui sépare de l'immense majorité du peuple, les nobles conquis par la civilisation et renforcés depuis des classes bourgeoises dans un grand nombre de provinces et de villes allemandes successivement réunies à l'empire. D'ailleurs, en cela vrai Russe, Pierre le Grand, dans la transformation qu'il imposa à son pays, s'attacha malheureusement plus aux intérêts qu'aux principes : tandis que tous les progrès matériels excitaient ses sympathies au plus haut degré, les idées de moralisation, de perfectionnement social et religieux, avaient peu de prise sur lui : il voyait dans la civilisation plutôt un élément de force qu'une condition de dignité pour la nature humaine. La culture de son peuple s'en ressentit ; mais, dans l'ordre des intérêts matériels, rien n'échappa à son attention, à son infatigable activité. Lumières et puissance étant pour lui deux mots synonymes, et la puissance ayant pour base la richesse, il n'épargna rien de ce qui pouvait

vivifier le commerce, faire fleurir l'industrie, acclimater chez lui tous les arts, donner une représentation suffisante près de sa personne à toutes les branches du savoir, mettre en communication entre elles toutes les parties de son empire, lui-même rapproché des mers, où, comme par enchantement, on vit apparaître des escadres; rien, en un mot, de ce qu'il fallait pour entretenir partout la vie et le mouvement. Nous avons nommé la mer, cette grande route du commerce international, cette voie merveilleuse qui unit les nations plus qu'elle ne les sépare : elle fut son point de mire perpétuel, et non-seulement il bâtit à proximité du golfe de Finlande sa ville de Pétersbourg qui devint pour la Russie une porte ouverte sur l'Europe, il s'obstina aussi à devenir maître de l'embouchure de ses fleuves, de la Néva, de la Duna [1], du Dniéper, du Don, comme il l'était déjà du Volga et de la Dvina septentrionale.

Pierre le Grand traça à la Russie le plan de sa politique : dominer le cours de ses fleuves, se tenir la Baltique ouverte, confiner les Suédois dans leur presqu'île, affaiblir la Pologne en y fomentant les divisions, profiter le plus possible

[1] Les Russes disent Dvina; mais dans le pays même, en Livonie, on dit Duna. Voir notre ouvrage *La Russie, la Pologne et la Finlande*, p. 387 et 561.

de la décadence de l'empire Othoman, attirer dans sa sphère les chrétiens d'Europe et d'Asie soumis soit aux Turcs, soit aux Persans, étendre encore au delà son influence et ses vues d'un futur commerce avec une partie du monde à laquelle elle touchait par une ligne immense; enfin la faire compter pour quelque chose dans les affaires d'Occident, de manière que le tsar pût se flatter de mettre un certain poids dans la balance où se pèsent les intérêts des souverains de la grande famille chrétienne, tel était déjà le programme du fils d'Alexis, au milieu des embarras presque inextricables où sa passion des réformes l'avait enlacé à l'intérieur de son empire.

Ce programme reçut son exécution : chacun des successeurs du grand homme, entraîné, souvent malgré lui, par le ressort puissant de la machine gouvernementale que celui-ci avait organisée et mise en jeu, y contribua pour sa part ; mais ce fut une femme, bien plus, une étrangère, qui y mit le sceau. La Russie, du moins dans ses sommités, fut graduellement rompue aux habitudes de la vie policée, et le génie moscovite, c'est-à-dire moitié byzantin, moitié oriental [1], dut reculer devant le génie des peuples de l'Eu-

[1] Par suite du contact avec le Bas-Empire et avec les Mongols, non pas en vertu de l'origine du peuple. Les Slaves, nous l'avons dit, n'ont pas d'autre origine que nos populations d'Occident

rope, agressif et envahisseur de sa nature et que d'ailleurs les anciennes barrières n'arrêtaient plus. Cependant longue fut encore la lutte entre les deux éléments : l'élément russe reprit un instant le dessus sous Pierre II, qui alla résider dans la vieille capitale; sous Anne, revenue à Pétersbourg, et sous l'enfant qui lui succéda nominalement, la direction des affaires resta aux mains des Ostermann, des Biren, des Munich; puis, l'influence allemande fut de nouveau ruinée à l'avénement d'Élisabeth Pétrovna, malgré la prétention de cette princesse à marcher sur les traces de son père et à accomplir tous ses desseins. L'antagonisme cessa enfin sous Catherine II. Cette femme supérieure, que le prince de Ligne appelait spirituellement Catherine *le Grand*, affermissant la Russie dans son assiette nouvelle, réalisa jusqu'au bout les vues de l'homme illustre dont elle occupait le trône jusqu'alors livré à l'usurpation, comme le prouvait son propre avénement. Étrangère par sa naissance, elle affecta de paraître Russe de cœur et se fit de ses tendances nationales un appui près des vieux Moscovites et une arme contre son inepte époux, engoué de la Prusse et des usages germaniques.

L'Asie, si l'on veut, est le berceau commun, et les environs du Caucase sont la route par où Celtes, Germains, Slaves, tous les peuples, enfin, ont jadis pénétré en Europe.

Catherine s'engoua plutôt de la France, dont l'élégante sociabilité contrastait singulièrement avec le pédantisme allemand de cette époque. Elle en fit comprendre le charme à sa cour, plus disposée à recevoir des leçons de l'étranger depuis que les maîtres n'étaient plus exclusivement des Hollandais et des Allemands. Elle se concilia toutes les sympathies de la noblesse russe, et les *mougiks* (on appelle ainsi les hommes du peuple portant la barbe et le cafetan), émerveillés de ses manières affables et résolues, de son respect pour tout ce qu'ils révéraient eux-mêmes, de ses flatteries adroites, s'éprirent d'un sincère amour pour elle et lui donnèrent bientôt, dans le langage cordial et métaphorique qui leur est propre, le titre caressant de *matouschka* ou de mère. Catherine s'appliqua dès lors à faire oublier sa qualité d'Allemande [1], et elle choisit presque exclusivement parmi les Russes non-seulement les instruments de sa puissance, les Orlof, les Galitsyne, les Potemkine, les Roumantsof, les Panine, les Bezborodko, etc., mais jusqu'aux complices de sa vie sensuelle, vie sans doute coupable, car elle donnait de haut l'exemple de la débauche, mais que l'on ne peut pas accuser

[1] « Saignez, saignez-moi bien, dit-elle un jour à son médecin anglais, afin qu'il ne reste plus une seule goutte de sang allemand dans mes veines ! »

toutefois d'avoir arrêté ni détourné de son but l'activité dévorante d'un règne grandiose à tous autres égards. Catherine réussit ainsi à réconcilier entre eux les deux éléments opposés : l'esprit étranger prévalut, mais en cessant d'être allemand et en se donnant les apparences d'un esprit indigène et national, grâce aux hommes de pur sang qu'elle en avait nourris.

Sous Catherine II, l'Occident s'habitua à compter avec cette puissance de fraîche date dont pendant si longtemps il avait à peine daigné s'apercevoir. « On négligeait son immensité, a dit le marquis d'Argenson, par le mépris de sa barbarie; mais, ajoute-t-il, elle est devenue redoutable et très-digne qu'on réprime son trop de pouvoir. » En effet, les temps étaient changés : nier la grandeur de la puissance nouvelle, ce n'était pas la supprimer. L'Europe dut se résigner à modifier son système, comme elle le fera de nouveau dans un avenir prochain, quand elle se rendra un compte plus exact des dangers auxquels l'exposent les progrès journaliers d'un empire qui aujourd'hui n'est plus bien loin de l'Oder ; l'orgueil des vieilles monarchies, jusque-là fort roide à l'endroit de ce dernier venu, dut se prêter à des concessions. Si Pierre le Grand a fait de la Russie une puissance européenne par les mœurs et par les lumières, Catherine II la fit

reconnaître comme telle par ses armes et sa diplomatie. Elle ne souffrit point qu'on lui contestât son titre impérial [1], déploya par terre et par mer des forces imposantes, et donna une si haute idée de ses ressources que son alliance ne tarda pas à être recherchée. Le partage de la Pologne lia étroitement avec elle la Prusse et même l'Autriche si fière du sceptre des Césars que tenait alors une femme, Marie-Thérèse, moins capable certainement que l'autocrate [2] russe, mais dont la vie régulière était la condamnation des déportements de cette dernière. Néanmoins le pacte d'iniquité, inouï dans l'histoire, désastreux pour l'Europe, fut conclu, et depuis le lien d'une commune complicité unit les trois cours du Nord; la suppression de la république de Cracovie, dernier débris de la Pologne, vient encore de le resserrer, il y a seulement quelques mois [3], et il fera leur force contre l'Occident, jusqu'au jour où tout équilibre sera rompu entre elles, où la crainte de l'une forcera les deux autres à séparer leur cause de la sienne et à chercher ailleurs un point d'appui ou à se le prêter mutuellement. Le partage de la Pologne fut une première révolution dans le

[1] Voir les discussions auxquelles ce titre donna lieu, dans notre *Statistique générale de la Russie*, p. 439-449.

[2] Nous aimerions mieux dire l'*autocratrice*, d'après la forme grecque du féminin d'*autocrator*.

[3] Convention de Vienne du 6 novembre 1846.

système européen : Catherine en prépara une seconde encore imminente, par l'humiliation de la Turquie, désormais annulée comme puissance[1].

Ses victoires sur terre et sur mer remuèrent profondément les populations chrétiennes soumises à l'empire du croissant, et, de ce moment, les Grecs et les Slaves, heureux de trouver des coreligionnaires de la même communion dans ces hommes qui frappaient de si grands coups sous leurs yeux, se remirent à rêver leur délivrance. Catherine, de son côté, rêva un autre partage dans les régions du Danube et du Bosphore, et, s'il avait été dès lors possible, elle l'eût consommé de concert avec Joseph II, empereur d'Allemagne, qui, dans cette espérance, était entré en alliance avec elle, après être allé lui faire personnellement sa cour à Saint-Pétersbourg. Joseph II ne fut pas la seule tête couronnée qui apprit le chemin de la capitale du Nord : sans parler de l'héritier de la couronne de Prusse, on y vit arriver bientôt le roi de Suède, suivi, à quelques années de distance, d'autres princes et monarques. Un peu avant la visite impériale, événement qui donna à penser à toute l'Europe, celle-ci avait été témoin d'une nouveauté plus surprenante encore et qui grandissait prodigieusement, aux yeux de tous, un État à peu près inconnu cent ans auparavant.

[1] Voir la note 3 des Notes et Éclaircissements.

Aux conférences de Teschen (1779), la Russie avait eu l'honneur d'être choisie pour arbitre entre l'empereur d'Allemagne et le grand Frédéric. L'apparition de deux armées moscovites en Italie et en Hollande sous Paul Ier, les exploits de Souvorof, le langage impératif du monarque lui-même, achevèrent d'assigner à cette puissance un rang prépondérant en Europe. Aussi, non contente de s'ériger en protectrice des États secondaires avec lesquels Paul était uni par des liens de parenté ou d'alliance, comme Naples, la Sardaigne, la Bavière, le Wurtemberg, Bade, elle était maintenant de taille à stipuler pour le corps germanique, et l'exemple de Paul ne fut point perdu pour son successeur. De plus, assis sur un trône transmis sans règle fixe, au gré de la violence, tantôt à l'un tantôt à l'autre membre de la famille impériale, indigène ou étranger, l'autocrate se fit néanmoins le champion de la légitimité et prit en mains la défense des vieilles monarchies contre le gouvernement français alors hostile à ce principe. Ce ne fut pas encore assez pour l'ambition de cette puissance née d'hier. Sous Alexandre, au temps des prodiges de l'empire français, elle tint la balance entre ce dernier et ses nombreux antagonistes. Aussi Napoléon, après l'avoir acceptée un instant (1803) pour médiatrice entre lui et l'Angleterre, songea-t-il bientôt à partager

avec elle le monde civilisé, en devançant la marche du temps qui, si l'on en jugeait par certains symptômes, semblerait réserver à l'Europe un partage en deux lots, l'un compacte, l'autre uni peut-être par les liens d'une confédération. Au temps des revers de Napoléon, la Russie, profitant du reflet brillant que faisaient encore une fois tomber sur elle les qualités personnelles de son souverain, joua le premier rôle dans le congrès de rois assemblé à Vienne. A partir de là, rien ne se fit sans elle, pas même la pacification de l'Espagne, laquelle, si elle ne devait pas rester abandonnée à ce pays même, était du moins, ce semble, une question exclusivement française et anglaise, où la Russie, à l'autre extrémité de l'Europe, n'avait rien à voir. Mais la pentarchie européenne s'était constituée [1], et dans cette association des grandes puissances par excellence qui s'étaient faites les arbitres des peuples, l'empire des tsars n'était pas au dernier rang. Sous le règne actuel, la paix d'Andrinople (1829) et d'autres actes d'une habile diplomatie ont encore augmenté sa prépondérance.

Maintenant, cette prépondérance réelle que la maladresse de ses rivaux et l'imprévoyance de

[1] *Pentarchie*, hégémonie ou domination des cinq plus grandes puissances. Nous parlerons bientôt d'un livre curieux, publié il y a quelques années en Allemagne et intitulé *la Pentarchie européenne*.

ses prétendus amis lui ont laissé prendre, a-t-elle un fondement solide, ou bien doit-on la regarder comme factice et passagère?

La base est large, il faut en convenir, car la Russie, c'est tout un monde. Son étendue est plus que la moitié de celle de l'Europe entière, plus de dix fois celle de la France. Elle se continue en Asie, sans solution, sur une autre masse territoriale qui forme de son côté le tiers de toute cette partie du monde. Veut-on les chiffres exacts? La superficie de la Russie d'Europe est de près de 5 millions et demi de kilomètres carrés ; celle de la Russie d'Asie ne reste guère au-dessous de 15 millions, et celle de la Russie d'Amérique est d'environ 1 million; total 21 millions de kilomètres carrés, c'est-à-dire plus du double de l'Europe qui n'a pas en tout 10 millions de kilomètres carrés de superficie; près d'un sixième de l'ensemble des terres habitées ou habitables. Sans doute, les possessions russes en Asie et en Amérique, d'ailleurs situées sous un climat inclément, ne sont autre chose qu'un territoire colonial encore désert à ce point qu'en répartissant sur toute son immense étendue la population entière, clairsemée même dans ses régions occidentale et méridionale, on ne trouve pas encore trois habitants par kilomètre carré, tandis que l'on en compte près de 12 dans la Russie d'Europe et en

France 65. Mais ce territoire colonial, contigu à la mère patrie, forme avec elle un seul et même tout. Un cinquième au moins de la Sibérie est susceptible d'une bonne culture, et la terre y recèle les trésors qui tentent le plus la cupidité des hommes, l'or et l'argent, sans parler du platine et des métaux appelés vulgaires, quoique au fond beaucoup plus précieux. En Europe même, des espaces vides, sans trace de culture, s'étendent à perte de vue ; mais néanmoins l'empire des tsars y compte environ 56 millions de sujets; et pour donner une idée de l'importance que pourra prendre un jour, dans un avenir même très-prochain, ce monde nouveau, encore si mal peuplé aujourd'hui et en partie plongé dans la torpeur de la vie barbare, il suffira de rappeler que les naissances y sont à la population comme 1 est à 23 ou à 24, tandis qu'en France cette proportion est seulement de 1 à 34 ou 35, et que le renfort annuel venant de cette source dépasse 2 millions, tandis que chez nous il n'a pas encore atteint un million. Telle est la rapidité avec laquelle la population russe augmente, qu'il faudra moins d'un siècle, qu'il ne faudra peut-être pas 80 ans, pour la doubler, c'est-à-dire pour changer en 120 millions le chiffre actuel de 60 millions. Et, arrivé à ce point, certes on n'aurait pas encore atteint la limite, car grande est la

fertilité du sol moscovite, grande la variété de ses productions et fécond en ressources l'esprit de ses habitants. En l'absence du génie créateur, on ne peut leur refuser une aptitude merveilleuse pour tous les genres de travaux, et une extrême facilité d'imitation. Remarquables par leur vigueur native, ils se façonnent aisément à toutes les situations [1]. Doux de caractère, gais, inaccessibles à l'idée du danger, ils sont en même temps âpres au gain, habitués à la défiance aussi bien qu'à la soumission, et ont tous les défauts qui dérivent de là, mais auxquels il ne serait pas impossible d'emprunter un bon côté, l'astuce, le besoin de l'intrigue, une souplesse morale égale à leur souplesse manuelle et qui, malheureusement, ne recule ni devant le mensonge, ni devant une action déshonnête. La Russie est le siége d'une civilisation jeune, active, remuante, ambitieuse, dont chaque jour constate un progrès nouveau. Elle est d'ailleurs unie, compacte, soumise à une seule et unique loi, loi vivante en quelque sorte et à laquelle la religion, encore en possession de toute sa puissance malgré son défaut de lumières, sert de point d'appui.

« Cet empire, placé sur les confins de l'Europe et de l'Asie, » a dit M. de Bonald, « pèse à la fois

[1] Voir à ce sujet, dans les Notes et Éclaircissements (note 4), un extrait curieux du livre de *la Pentarchie européenne.*

sur toutes les deux, et, depuis les Romains, aucune puissance n'a montré une plus grande force d'expansion. Il en est ainsi dans tout État où le gouvernement est éclairé et le peuple barbare, et qui réunit l'extrême habileté du moteur à l'extrême docilité de l'instrument. »

Ce jugement est plein de vérité, et en portant le regard sur les formes colossales de cet empire doué de cette grande force d'expansion, on a pu se demander avec quelque apparence de raison : Qu'est-ce que la France, la Grande-Bretagne (isolée de ses immenses colonies), l'Allemagne, l'Italie, que sont ces vieux siéges d'une civilisation peut-être décrépite, auprès de ce théâtre d'une vie nouvelle, active, exubérante, énergique ?

Cependant, demanderons-nous à notre tour, où sont en Russie les caractères vigoureux, où sont les esprits puissants qui font les grands peuples ? La force numérique peut-elle tenir lieu du ressort moral ? Et d'ailleurs n'y aurait-il pas précisément dans ces proportions colossales quelque principe de dissolution ? N'en trouverait-on pas un autre dans cette civilisation hâtive, plus superficielle que foncière, plus luxueuse qu'efficace au profit de la moralité, et qui ne s'appuie pas sur la seule base solide, les institutions et les mœurs ? Nous n'affirmons rien, seulement nous croyons qu'en y regardant de près, on verrait le

remède à côté du danger, et nous avons de la peine à nous rendre compte de cette prédiction de Napoléon, si réellement il l'a faite, qu'avant dix ans l'Europe serait ou cosaque ou toute en république.

Ce que nous comprenons parfaitement, au contraire, ce sont les alarmes qui, dans le moment actuel, se manifestent de toutes parts en Allemagne. Le nœud de la question russe est évidemment la Pologne, au sujet de laquelle nous nous bornerons ici à une seule observation, ayant à y revenir plus d'une fois dans le cours de cet ouvrage. De deux choses l'une, a dit avec raison un publiciste anonyme : ou la Pologne restera une plaie et un danger pour la Russie, ou elle deviendra un grand danger pour l'Europe. Traduisons cette proposition en d'autres termes. Relativement à la Pologne, l'empereur de Russie s'occupe d'un grand travail d'assimilation commencé avant l'invention du panslavisme [1], mais que cette nouveauté récemment apparue à l'horizon européen, et dont certains Polonais se sont emparés avec une ardeur inattendue, peut seconder efficacement. Ce travail réussira ou ne réussira pas. Dans le dernier cas, on verra peut-être se réaliser cette prédiction de M. de Chateau-

[1] Nous en parlerons tout à l'heure.

briand : « Les Moscovites ne se guériront de la Pologne qu'en en faisant un désert. » Mais avant que le silence de la mort règne au milieu d'un immense amas de ruines, à combien de secousses ne faut-il pas encore s'attendre ! et à quels embarras nouveaux les trois puissances copartageantes, par l'effet d'une rémunération providentielle, ne seront-elles pas condamnées ! Dans le premier cas, si le travail d'assimilation réussit, soit par le triomphe du panslavisme dirigé dans un sens russe de commun accord avec une partie de la noblesse polonaise; soit par le système suivi jusqu'ici, où, passant à pieds joints par-dessus l'élément noble, rebelle aux désirs du tsar, celui-ci agit de préférence sur les classes moyenne et inférieure auxquelles il inspire moins d'aversion, la Russie ne fera-t-elle pas un grand pas en avant? ne se glissera-t-elle pas bien près du cœur même de l'Europe? Et quand le royaume de Pologne sera devenu l'avant-garde de la puissance moscovite, décorée du titre d'empire des Slaves, croit-on que la Gallicie et la Posnanie, plus hostiles aux Allemands qu'on ne le pensait, malgré les bienfaits qu'elles ont reçus d'eux, croit-on que ces autres démembrements de l'ancienne république de Pologne resteront en arrière et voudront se plier à la domination allemande, antipathique à leur race ? Ne faut-il pas craindre

alors que toute la monarchie des Jagellons ne se reconstitue au profit d'un peuple, jusqu'alors le rival acharné des Polonais, mais qui aura su tirer un parti habile de l'incurable légèreté de ceux-ci, de l'inconsistance et du manque de sérieux dans le caractère des Slaves en général? Sans doute, le grand empire des Slaves que nous supposons, se construirait pour un temps seulement; sans doute, il apporterait, plus encore que l'acquisition de Constantinople dont on s'est longtemps bercé au Palais d'Hiver, et qui ne parait pas encore prête à s'accomplir, un renfort considérable à ce principe de dissolution que nous avons déjà signalé comme existant au sein même du colosse moscovite; mais en attendant, que deviendrait l'équilibre européen, et la malheureuse Allemagne en particulier, comment se préserverait-elle des étreintes de ces serres menaçantes de l'aigle à double tête, qui ne lâchent plus leur proie une fois qu'elles l'ont saisie? La seule appréhension d'un tel danger, chimérique il faut l'espérer encore, mais qui néanmoins n'a rien d'impossible et qui commence à préoccuper l'Allemagne, atteste le pouvoir de cette divine Némésis qui, poursuivant la vengeance de tous les méfaits [1], atteint les peuples aussi bien que

[1] En signant le projet de partage (1772), Marie-Thérèse ajouta de sa main ces mots : « *Placet*, puisque tant d'hommes et des

les individus, et ne s'arrête pas plus devant les couronnes des rois qu'elle ne recule devant les poignards des bandits [1].

Cependant, si nous faisons abstraction de ces éventualités alarmantes, si nous nous abstenons de lever un coin du voile qui couvre l'avenir,

hommes si entendus me le demandent, mais je serai morte depuis longtemps qu'on apprendra encore ce qui résulte de cette atteinte portée à tout ce qui jusqu'à ce jour passait pour juste et sacré.»

[1] La condition *sine quâ non* de l'acquisition de Constantinople par la Russie, en la supposant réalisable, serait, suivant nous, une alliance avec la France. Mais une telle alliance est-elle possible? Elle serait la rupture de celle des trois puissances du Nord, et cette rupture, la Russie n'en est pas encore à la désirer, malgré les velléités constitutionnelles de la Prusse. Tant que la Turquie sera faible, le tsar se contentera de la *protéger :* vienne le moment de se partager sa dépouille, oh! alors il sera là le premier de tous, et ses intentions sont connues, grâce à certaines dépêches officielles que nous ne manquerons pas de mettre dans tout leur jour. Mais, dans l'état actuel des choses, rien ne presse, rien n'empêche que le *statu quo* ne soit maintenu, et les rapports de la Russie avec l'Autriche, redevenus étroits par suite des dernières convulsions de la Pologne, ceux même avec l'Angleterre, ne sont nullement compromis. Dans cette situation, de quel avantage une alliance avec la France serait-elle pour le colosse du Nord, qui du reste n'a pas encore cessé de la bouder? Nous ne croyons pas que chez nous on ait songé sérieusement à lui faire des ouvertures à cet égard; mais nous sommes convaincu, en tout cas, qu'il ne les aurait pas accueillies, et nous nous réjouissons de cette certitude. Car, après tout, l'amitié de l'Allemagne a bien aussi son prix; l'oppression de cette voisine pacifique ne serait certainement pas dans les intérêts de la civilisation, et ce serait payer un peu cher la rive gauche du Rhin que de l'acquérir à ce prix-là.

quel spectacle que ce monde nouveau apparu du côté de l'Orient, région incommensurable qu'on a si longtemps regardée comme un désert et où s'agitent maintenant soixante millions d'hommes réunis sous un gouvernement fort, intelligent, imbu de toutes les notions répandues en Europe, dont elles constituent la supériorité ! Et ce monde, que nous présage son avénement ? Sans doute il est destiné à devenir la scène où s'ouvrira un nouvel acte du drame de la civilisation humaine, car toute une moitié de l'Europe ne voudra pas borner son rôle à celui de simple spectatrice du mouvement des idées, ni se condamner pour toujours à l'imitation, sans essayer jamais de créer elle aussi et de grossir, de sa part de travail, le riche héritage des peuples.

Il faut l'avouer, jusqu'ici le tribut venu de là est minime ; mais ne désespérons pas pour cela de l'avenir. Comme la région occidentale, sans doute la région orientale a, suivant les desseins de la Providence, sa tâche à remplir au profit de l'humanité. Dire laquelle, on ne le pourrait sans présomption , surtout quant à l'ordre des choses intellectuelles, car il est difficile d'imaginer une phase nouvelle à laquelle la civilisation européenne doive encore s'attendre.

En Occident, toutes les grandes nations ont eu leur mission spéciale, et chacune a rempli son

rôle. Le réveil intellectuel a eu lieu en Italie, berceau de la poésie moderne, mère de tous les arts, et siége du gouvernement spirituel : c'est là qu'a été d'abord développé et nourri le sentiment du beau, émanation du monde infini vers lequel il ne cesse de remonter. L'Espagne et le Portugal ont mêlé les caprices de l'imagination moresque et arabe aux enfantements sévères des arts et des lettres classiques ; en s'élançant sur les mers, où ils ont attiré à leur suite tous les peuples entreprenants, ils ont mis à leur commune disposition un monde nouveau et ont inventé le système colonial, coupable il est vrai d'avoir enfanté l'esclavage et la traite des noirs, mais qui, source de grandes richesses, multiplia aussi les relations et donna lieu à un immense mouvement maritime ; enfin le premier gouvernement à la fois fort au dedans et puissant au dehors se montra dans la péninsule hispanique où la guerre, traitée en science, prit d'abord des formes régulières et systématiques. La Hollande fit voir de bonne heure ce que peut, même contre la nature, l'industrie persévérante d'une population laborieuse ; en donnant l'exemple du travail intelligent, elle fournit aussi la preuve que jamais il ne reste sans récompense ; comme la Suisse, elle offrit d'ailleurs le spectacle d'un gouvernement populaire et sans faste, et opposa

aux forces des vieilles monarchies qui semblaient devoir l'écraser, les vertus civiques de ses enfants, opiniâtres à défendre leurs droits de toute espèce, l'indépendance en politique, la liberté évangélique en matière de religion. L'Allemagne, mère de ces barbares qui ont régénéré l'Occident en infusant leur énergie native dans la décrépitude romaine, nourrit la première dans son sein des bourgeoisies bien constituées, honorables, indépendantes et prospères : c'est parmi ces populations, plus sensibles aux jouissances de la vie intime de l'âme et de la famille qu'aux intérêts bruyants de la place publique, que le libre examen assura son triomphe en secouant le joug des superstitions et d'un dogmatisme intolérant. Le penchant à l'idéalisme, le goût des études, et la facilité avec laquelle l'esprit s'y replie sur lui-même, a fait de l'Allemagne la patrie de la philosophie, le sanctuaire de la science, le laboratoire général où toutes les idées, toutes les notions, n'importe leur origine, sont encore une fois mises au creuset avant de tomber dans le domaine public de l'Europe. Des mains des Hollandais, le trident passa à l'Angleterre : à elle était dévolue la gloire de régner sur l'Océan, d'en mesurer et fouiller partout l'espace, d'unir entre eux tous les peuples par le commerce, et de porter le christianisme, ainsi que notre civi-

lisation basée sur lui, jusqu'aux extrémités du globe; à elle furent départis la pratique des affaires, le génie des grandes entreprises et celui de la politique libérale qui lui permet de prendre son essor, dégagé de toute entrave inutile. La pondération des pouvoirs politiques prit naissance dans la vieille Angleterre : la royauté, l'aristocratie, la démocratie, toujours en présence et également puissantes, y apprirent à se respecter mutuellement et à se limiter sans s'exclure. La liberté, dont l'influence s'étendit à la religion, par cela même révérée, exerça aussi son action sur la littérature, généralement hardie dans ses créations, et le système classique se transforma en ce genre nouveau appelé romantique et caractérisé par la franchise des allures, la variété des formes et la substitution des idées chrétiennes, avec nos vagues aspirations vers l'infini, aux notions et aux sentiments d'emprunt qu'avait légués aux sociétés modernes le paganisme, plus net, plus positif et plus sensible aux jouissances de l'art, mais aussi plus objectif et plus superficiel. Enfin la France eut en partage le sceptre du goût; elle donna l'exemple de la sociabilité et de l'élégance des mœurs. L'idiome de son peuple s'en ressentit : naturellement empreint de netteté, de grâce et de finesse, il fut cultivé, poli, assoupli avec un soin extrême, et

ne tarda pas à devenir en tous pays la langue des salons et de la diplomatie, à former, à la place du latin, la langue universelle, ce lien qui rapproche et unit les membres épars de la grande famille humaine. L'esprit français, vif, délié, moqueur, intarissable en ressources, devint en quelque sorte le levain qui activa le développement des intelligences plus lentes, mais plus fortes peut-être et plus étendues, des autres nations. Certes, la nôtre n'a pas eu, et encore aujourd'hui elle n'a point, le monopole de l'initiative des idées; mais le génie de la propagande, l'art de mettre ces idées en lumière, de frapper par elles les imaginations, d'en faire comme un courant électrique pénétrant partout et auquel rien ne résiste, n'appartient à aucune autre, au même degré. Facilement électrisée elle-même; elle communique ses impressions autour d'elle, et plus d'une fois son enthousiasme a entraîné le monde, malgré lui peut-être, dans des voies nouvelles que d'autres avaient infructueusement reconnues et sondées.

Ainsi chaque peuple a payé son tribut à l'œuvre laborieuse de leur commun avancement: nous n'avons mentionné que ceux auxquels il a été donné d'y prendre la plus large part; mais d'autres encore, la Pologne et la Suède par exemple, n'y sont pas restés tout à fait étrangers.

Des trésors de toute nature se sont ainsi amassés avant que la Russie eût seulement connaissance de ce travail séculaire, dont elle profite à volonté quoiqu'à titre gratuit ; et l'on ne voit pas trop ce qu'il lui serait possible d'y ajouter encore.

Cependant, comme nous l'avons dit, elle aussi doit avoir sa mission , et, au milieu de tant de positions prises , sans doute elle finira par trouver la place où la sienne est marquée. A cet égard, tout se réduit pour nous à de simples conjectures. On devine, par exemple, que la mission de la Russie doit être de l'ordre temporel, bien plus que de l'ordre spirituel, avoir plus d'analogie avec celle de l'Angleterre qu'avec celle de l'Allemagne, et plus encore peut-être avec celle des États-Unis, d'ailleurs supérieurs à la Russie par les mœurs, et plus avancés mille fois sous le rapport de la diffusion des lumières. Nous avons peu d'espoir que le génie moscovite arrache aux arts et aux sciences des secrets impénétrables jusqu'ici, ou que, trouvant la solution des questions religieuses qui nous tiennent en suspens, conciliant le besoin d'autorité et de certitude avec les justes exigences de la raison, il ouvre à l'Évangile une ère nouvelle et amène cette rénovation chrétienne vainement attendue jusqu'ici quoique depuis longtemps annoncée ;

nous ignorons si l'empire des tsars est appelé à fonder en Europe, sur une grande échelle, le système patriarcal, où le souverain, suivant les vues de certains illuminés polonais, se passant de toute loi écrite, dédaignant nos précautions paperassières, gouvernera les peuples par la « spontanéité », puisera la sagesse dans l'inspiration, et aura pour base de son autorité « la loi d'amour », par laquelle s'établirait une attraction réciproque entre lui et ses sujets; nous ne savons pas davantage si c'est dans son vaste sein que se feront les essais d'une nouvelle organisation sociale, l'application en grand d'un communisme sérieux, à peu près impossible chez nous, mais peut-être plus praticable dans les pays nouveaux, presque incultes, où tout est encore à faire et où le monarque est lui-même propriétaire d'une grande partie de ses sujets, ainsi que des terres qu'ils exploitent. Nous ignorons tout cela; mais ce que nous voyons plus clairement, c'est l'action que la Russie exerce déjà ou exercera plus tard sur les populations d'alentour. L'Église d'Orient ayant manqué d'un protecteur puissant jusqu'au commencement du siècle dernier, ses enfants, soumis les uns à la domination turque, les autres à celle de l'Autriche, courbaient humblement la tête devant l'islâm, ou restaient écrasés par la supériorité des Latins;

mais depuis que la Russie s'est emparée de ce protectorat, la conscience de leur force et de leur nombre leur est revenue ; ils se sont redressés, prêts à défendre leurs droits méconnus, à résister à l'oppression s'ils devaient encore en sentir le poids. Le réveil des Slaves, non-seulement dans l'empire othoman, mais dans la Bohême, en Hongrie, dans les provinces illyriennes et dalmates, est l'ouvrage de la Russie : au bruit des coups qu'ont portés à différentes reprises aux infidèles ces coreligionnaires du Nord contre lesquels les efforts même de Napoléon ont échoué, ils se sont tous émus, et les souvenirs de l'histoire, longtemps effacés, ont reparu devant eux, rappelant à la Bohême son ancienne illustration à la fois littéraire et politique, Jean Huss d'une part, de l'autre Ottokar, le rival de Rodolphe de Habsbourg ; faisant revivre les anciens rois de la Boulgarie, maîtres aussi des provinces du Danube, et les *krals* (rois) de la Servie, ce dernier boulevard de la chrétienté, le kralévitch Marko un peu mythique, le grand kral Étienne Douchàn, et la glorieuse déroute (1449) du Champ des Merles (Campo Kossovo); enfin réveillant les regrets de Raguse au sujet de ses prospérités passées et de la part qu'elle prenait alors au commerce de l'Adriatique. Toute cette race si nombreuse, qui, à partir de ce golfe,

s'étend jusqu'à la mer Blanche, et de l'Erzgebirge jusqu'au Balkan, fut en quelque sorte régénérée, retrempée par le noble sentiment de la nationalité; elle se mit à compter ses maîtres, les Allemands, les Madiares [1], les Turcs; et quelle fut sa surprise en se trouvant presque en majorité, et néanmoins asservie? La position réciproque des vainqueurs et des vaincus changea aussitôt, surtout dans l'empire du croissant où l'attitude nouvelle de ces raïas, qui tournaient maintenant hardiment leurs regards vers le Nord et ne dissimulaient plus leurs sympathies et leurs espérances, brisa les derniers ressorts d'une société que la foi en elle-même abandonnait.

Réhabiliter une race entière et lui faire sa place en Europe à côté de la famille germanique et de la famille romane, tel devait être le premier grand effet de l'avénement de la Russie comme puissance européenne. Cette tâche, que la Pologne n'a pas su remplir, la Russie la poursuit sans bruit, et déjà l'on peut prévoir qu'elle s'en acquittera jusqu'au bout. Sera-ce à son profit ou à celui d'une autre combinaison politique? L'avenir répondra à cette question; mais bien certainement

[1] Vrai nom des Hongrois. Les Allemands écrivent *Madjares*, mais leur *j* se prononce autrement que le nôtre. Les Madiares n'ont rien de commun avec les Slaves : ils ont, au contraire, beaucoup d'affinité avec les Turcs, et occupent le milieu entre eux et les Finnois.

ce sera au profit de la civilisation et de l'avancement général de l'humanité [1]; car suivant les décrets de la Providence tous les mouvements des peuples aboutissent à ce résultat.

Toutefois, outre cette tâche, la Russie en doit poursuivre une autre, non moins fondamentale et qui tient particulièrement à sa position géographique. Cette seconde tâche, dans l'accomplissement de laquelle la Turquie, avec moins de préjugés et d'entêtement, eût pu devancer l'empire des tsars, consiste à fondre l'Europe avec l'Asie. Placée aux confins de ces deux parties du monde, la Russie les voit en présence dans son propre sein, et son bras peut atteindre jusqu'au cœur du vieux continent primordial. Elle a pour voisins tous les nomades des steppes de la haute Asie, et de plus des nations jusqu'à ce jour presque isolées : les Khivains, les Boukhares, d'autres Turcomans, les Chinois dans une étendue de plusieurs centaines de lieues, et jusqu'à ces impénétrables Japonais avec lesquels elle est mise en contact par la chaussée maritime que forme son archipel Aléoutien. Avant d'être apte à remplir cette tâche, la Russie a dû faire face à l'Europe, se pénétrer de son esprit et recevoir d'elle l'initiation aux sciences et aux arts; contre

[1] Voir, dans les Notes et Éclaircissements (note 5), ce que nous pensons du panslavisme et de ses dangers pour l'Europe.

son gré elle l'a fait, poussée par le rude poignet de Pierre le Grand. Maintenant imbue de toutes nos idées, livrée comme nous à toutes les branches de l'industrie, en possession de tous nos secrets, y ajoutant celui d'une persévérance que les difficultés ne réussissent pas à lasser, elle peut se retourner vers l'Asie, s'efforcer de la rendre tributaire de ses talents acquis, l'attirer dans sa sphère, animer par des intérêts nouveaux tous ces peuples plongés dans une stupeur léthargique ou isolés par le fanatisme religieux; elle peut apprendre à leur école, pour nous le transmettre, tout ce que l'imagination des Orientaux, leur esprit rêveur et mystique, enfanteraient encore de conceptions propres à réveiller chez nous l'idéalisme en défaillance et à combattre, par les fraîches impressions de la poésie, la sécheresse de la vie matérielle et le positivisme des affaires. En comprenant ainsi sa tâche, la Russie, au lieu de menacer l'Europe, lui rendrait un service immense, véritable restitution de tant de bienfaits qu'elle en a reçus; elle marquerait dignement sa place au sein de la grande famille, et elle contribuerait dans une large mesure à l'accomplissement des destinées de notre espèce, emportée sur les ailes du vent dans une carrière nouvelle, plus grandiose et plus étendue.

Quoi qu'il en soit de ces espérances, une chose

est certaine : c'est que l'apparition de la Russie sur la scène du monde doit tôt ou tard modifier profondément toute la vieille routine du système d'équilibre. Déjà les proportions ne sont plus les mêmes : ce qui paraissait grand autrefois est aujourd'hui singulièrement rapetissé à nos yeux. L'Europe est en quelque sorte doublée : il en résulte un déplacement de forces qui oblige les vieux États d'Occident à chercher au dehors, en Asie, en Afrique, en Amérique, où s'élève un autre colosse, de nouveaux points d'appui. A coup sûr, l'avenir de notre partie du monde sera différent de ce qu'a été son passé.

Dans cet ouvrage, nous avons entrepris d'étudier sérieusement la puissance moscovite en possession désormais de jeter un poids énorme dans la balance où se pèsent tous les grands intérêts. Il nous a été donné d'en contempler nous-même le théâtre, et nous avons été témoin de l'inauguration d'un règne qui, traversé à son début par des épreuves de toutes sortes, nous a laissé voir par cela même quelques-uns de ses rouages secrets, et a mis à nu des parties de l'organisme social habituellement couvertes d'une épaisse enveloppe. Nous rattacherons à l'histoire de la crise de 1825 et de quelques années qui l'ont ou précédée ou suivie, les commentaires politiques et moraux auxquels ce spectacle a donné lieu, ainsi

que des notions diverses, puisées à bonne source, utiles à répandre, et qui grossiront quelque peu le fonds si mince encore d'une partie de la science historique restée presque inculte par suite du mutisme officiel et de la rareté des publications particulières dignes de foi. L'amour de la vérité guidera notre plume, et aucune espèce de prévention passionnée ne nous empêchera de l'apercevoir; mais aussi nous ne nous laisserons pas éblouir par le bruyant appareil de la force; car ce qu'il nous importe précisément de savoir, c'est jusqu'à quel point la Russie, devenue un épouvantail pour l'Europe, joint à la force la dignité morale sans laquelle il n'y a pas de véritable grandeur.

CHAPITRE PREMIER.

Alexandre Ier Pavlovitch. — Son caractère et son règne.

Lorsque, au commencement de ce siècle (24 mars 1801), le court et bizarre règne de l'empereur Paul fit place à celui d'Alexandre, l'aîné de ses fils, destiné à le faire promptement oublier [1], l'œuvre de Pierre le Grand était accomplie dans sa partie essentielle : la Russie, incorporée au système européen, était pour ainsi dire mise en valeur à l'aide de débouchés maritimes nouvellement acquis, d'un commerce extérieur moins restreint qu'autrefois, et de l'activité d'une population tirée de sa torpeur séculaire. La Russie avait un trésor, elle avait une flotte et elle était maî-

[1] Né le 13 décembre 1777, il était, à ce moment, dans sa vingt-quatrième année.

tresse du cours de ses principaux fleuves jusqu'à la mer. Une seule chose lui manquait, outre le soleil, que la nature, sévère pour elle, lui a refusé : la justification du vieux titre de ses souverains. Avant les empereurs, les tsars et les grands princes, et à leur exemple les patriarches ou les métropolitains leurs devanciers, s'étaient intitulés tsars, métropolitains, etc., de *toutes les Russies;* or, la Russie de Galitch ou Russie Rouge, reconnue royaume chrétien dès 1250, était encore, comme elle l'est toujours, en des mains étrangères, bien qu'elle eût changé de maître assez récemment [1]. Du reste, les limites naturelles étaient atteintes sur la plupart des points; et même la nouvelle capitale, si violemment improvisée sur un sol reconquis [2], mais qu'aucun traité n'avait encore légalement restitué aux Russes, était couverte, du côté du nord, contre les invasions des Suédois, en possession de ce sol depuis près d'un siècle, par une portion de la Finlande [3] que le second fondateur de l'empire avait également conquise sur cette nation rivale, désormais abattue.

Ainsi la politique était satisfaite : laissant les pays du dehors s'agiter et s'affaiblir mutuellement, Alexandre pouvait reporter toute son attention sur le dedans, où un champ immense était resté en friche. Les Russes,

[1] Le partage de la Pologne l'avait donné à l'Autriche avec toute la Gallicie, province composée d'éléments russes et d'éléments polonais; mais ces derniers sont prédominants.

[2] Saint Alexandre Nevski s'était déjà rendu maître du pays à l'embouchure de la Néva. De là son nom de Nevski (prononcez Nefski).

[3] Appelée alors Vieille-Finlande.

a-t-on dit quelque part, ont commencé le travail de la civilisation par le superflu, et, en effet, on ne peut voir sans surprise à quel point, sous certains rapports, le nécessaire a été perdu de vue par eux. Fidèle aux impulsions qu'il avait reçues de Pierre le Grand, l'État ne s'est préoccupé que de ses propres besoins, abandonnant ses membres à eux-mêmes relativement à tout ce qui concernait les intérêts purement humains, l'avancement moral et intellectuel de chacun. Maintenant il était urgent de s'occuper des individus, de leurs conducteurs spirituels, de tous ceux qui exerçaient une autorité quelconque dans le pays; la grande tâche, c'était la moralisation du peuple; et, pour l'aborder avec fruit, il importait de rentrer dans les voies du génie national auquel on avait fait violence, de l'intéresser aux améliorations projetées, et de se donner ainsi pour auxiliaire le ressort le plus puissant qu'il soit possible de mettre en jeu.

Nul plus qu'Alexandre ne semblait fait pour comprendre et remplir une telle mission. Son règne pouvait d'autant plus devenir pacifique, que l'élève de César Laharpe connaissait une autre ambition que celle des conquêtes, une autre grandeur que celle du guerrier triomphant sur les cadavres dont une armée vaincue a jonché un champ de bataille; et que le peuple russe, quoique très-apte à la guerre et d'un courage à toute épreuve, n'est pas à vrai dire belliqueux. Maître d'un État qui, en deçà même de l'Oural et du Caucase, avait déjà une étendue décuple de celle de la France, quel avantage réel Alexandre eût-il emprunté au génie de la guerre, quand même il l'aurait possédé?

Jamais attente plus grande ne s'était attachée à la

personne de l'héritier présomptif d'une couronne. On n'ignorait pas que ce prince, si beau de figure, d'un port si majestueux, si séduisant de paroles et de manières, avait été élevé dès le berceau par Catherine II elle-même, femme sujette à toutes les infirmités du sexe, mais en même temps une de ces intelligences d'élite qui devancent leur époque, comprennent tout comme d'inspiration, et renouvellent la face des choses; autocrate par circonstance, absolue dans ses volontés par la conscience de son génie, mais ayant l'âme trop haute et l'esprit trop éclairé pour ne pas admettre et partager les idées libérales dont l'Occident se faisait gloire [1]. On savait que, formé à une telle école, le jeune grand-duc [2] avait été confié ensuite, sous la garde de Nicolas Saltykof, depuis prince et feld-maréchal [3], aux soins d'un instituteur homme de bien, et imbu de l'esprit nouveau [4]; que la semence jetée par celui-ci

[1] Elle adressa à l'auteur du livre *de la Solitude*, ces lignes écrites de sa propre main : « J'ai fait cas de la philosophie, parce que mon âme a toujours été singulièrement républicaine. Je conviens que c'est peut-être un singulier contraste que cette trempe d'âme avec le pouvoir illimité de *ma place*; mais aussi personne en Russie ne dira que j'en aie abusé. »

[2] Nous nous conformons à l'usage en exprimant, sous cette forme, un titre qui, plus exactement, s'écrirait *grand prince* (*véliki-kniaz*). C'est ainsi que s'intitulaient anciennement les souverains, chefs de la famille qui souvent se composait de beaucoup de princes (*kniaz*), pourvus d'un apanage, mais non entièrement soustraits pour cela à leur autorité.

[3] Mort en 1816.

[4] Nous avons déjà nommé César Laharpe, né dans le pays de Vaud, en 1754, et qui n'attendit pas qu'il eût quitté la Russie (1790) pour embrasser avec chaleur les principes de la révolution française. Depuis, membre du directoire exécutif de la république helvétique, ses opinions ne l'empêchèrent pas d'être bien accueilli

dans une intelligence bien douée avait germé; que, plus tard, la vie soldatesque n'avait point eû de charme pour le jeune héritier d'un si vaste empire, et que, contrairement à l'exemple de ses devanciers, on l'avait toujours vu préférer un simple costume civil à l'éclat martial de l'uniforme. On se rappelait son mariage précoce avec une princesse à peine adulte, mais comme lui pleine de grâce et de beauté; union pour laquelle Catherine avait devancé l'âge, afin que les mœurs de son petit-fils fussent préservées de toute impureté. On avait d'ailleurs hâte d'oublier le règne extravagant de Paul, qui, enfant déshérité de l'amour de sa mère, avait, depuis sa mort, agi en haine d'elle, comme pour la punir dans son œuvre de l'abandon contre nature où elle l'avait laissé.

Par toutes ces causes, l'avénement d'Alexandre fut salué d'acclamations sincères et unanimes. Au dehors, le vieux Klopstock le célébra dans une ode où il adressait des félicitations enthousiastes à l'ange tutélaire de l'humanité. Au dedans, la joie ne connut pas de bornes, et elle éclata avec force dans les provinces baltiques, encore en 1802, lorsque l'empereur, pour avoir une première entrevue avec Frédéric-Guillaume III, roi de Prusse, fit le voyage de Memel. Ce fut, de Pétersbourg à la frontière, une vraie marche triomphale. Les habitants de Riga insistèrent pour dételer les chevaux de sa voiture afin de la traîner eux-mêmes; et, ne pouvant s'en défendre, le monarque arriva au château jadis

par son élève, devenu empereur, lors du voyage qu'il fit à Saint-Pétersbourg, en 1802; et lui-même reçut, en 1814, au Plessis-Piquet, la visite d'Alexandre. Laharpe mourut, à Lausanne, le 30 mars 1838.

archiépiscopal de cette vieille ville marchande, ayant pour cortége toute la bourgeoisie, et entouré des manifestations les plus vives d'amour et de respect. Les étrangers même prirent part à l'entraînement général : un capitaine de navire de Lubeck se fit jour à travers les rangs serrés du peuple jusqu'à la portière du carrosse : « Place, place! s'écriait-il presque hors de lui, il faut que mes yeux voient le prince de la paix (*den Friedenskaiser*) ! »

Le prince de la paix! tel Alexandre était en effet attendu, et tel il s'annonçait lui-même. La guerre déclarée à l'Angleterre peu de temps auparavant n'avait plus d'objet sérieux : le nouvel empereur s'empressa d'y mettre fin. Avec la France, on n'était déjà plus en hostilité; le fils de Paul, élevé par un républicain, ne partageait nullement la peur que ce prince, d'un esprit mobile et irritable, avait toujours eue des jacobins; libre de toute prévention contre ce pays régénéré par une révolution, il signa une paix qu'il ne tenait qu'au premier consul de rendre durable. Un traité de commerce avec la Suède était tout préparé. Nonobstant l'acte d'incorporation de la Géorgie, la guerre restait suspendue du côté de la Perse. Exempt d'embarras dans ses relations avec le dehors, Alexandre pouvait donc porter son attention sans partage sur l'intérieur où, comme nous l'avons dit, tout était à faire, où il y avait bien autre chose à réformer que des barbes et des cafetans.

Juste, libéral, philanthrope, enthousiaste, Alexandre était réellement digne d'une telle tâche. Pourtant, il s'en laissa distraire, et il est triste de dire que ce fut l'ambition qui l'en détourna. Car « vain de ses inten-

tions honnêtes mais fugitives, » selon les paroles de M. Thiers, il était pressé de jouer un rôle en Europe et avait hâte de mettre en pratique, sur un vaste théâtre, les théories enfantées par lui de concert avec de jeunes amis ou ministres non moins inexpérimentés que lui-même ou qui, comme le prince Adam-George Czartoryiski, avaient des arrière-pensées personnelles. D'un autre côté, dans l'accomplissement de la tâche indiquée, on ne pouvait manquer de rencontrer des résistances sans cesse renaissantes, de se heurter contre des obstacles formidables : car le bien public se trouve rarement d'accord avec tous les intérêts privés, et, pour triompher des difficultés, il était besoin d'une fermeté, d'une persévérance, qu'excluait peut-être la douceur de caractère d'un prince plus fait pour aimer que pour sévir.

Ce qui est certain, c'est qu'Alexandre resta dans les mêmes errements que ses prédécesseurs : les affaires générales l'occupèrent plus que celles de son empire ; et, à l'instar de la politique de son père, la sienne fut souvent moins russe qu'européenne, présentant d'ailleurs ce contre-sens de s'épuiser en efforts à l'égard d'un état social avancé et qui concernait autrui, quand il eût fallu s'attacher à tirer de sa barbarie native celui dont on avait mission spéciale de s'inquiéter. Toutefois, la politique désintéressée appartient plus particulièrement à la seconde moitié du règne d'Alexandre : dans la première, il marcha sur les traces de Catherine II en agrandissant la Russie, et ses vues bienveillantes ne furent pas toujours exemptes des calculs de l'égoïsme. Entraîné par la politique générale dans des guerres fréquentes, ce prince philanthrope et paci-

fique ajouta aux 300,000 lieues carrées de son héritage plus de 30,000 autres [1], même sans compter la Géorgie, l'Imérelh et la Mingrélie, contrées caucasiennes définitivement cédées à la Russie sous son règne, mais acquises déjà par son père. Non-seulement il couvrit encore mieux son empire du côté de la Suède par la conquête de toute la Finlande, il en franchit même les limites naturelles, du côté de l'Europe aussi bien que du côté de l'Asie : ici, en arrachant à la Perse, avec une première portion de l'Arménie, siége antique d'une population chrétienne, plusieurs kanats musulmans situés en avant d'elle, de l'autre côté du Caucase; là, en réunissant sous son sceptre la majeure partie du grand-duché de Varsovie, arrosé par la Vistule, dont le cours inférieur (cette observation ne tardera pas à être faite [2]) est à la merci d'une autre puissance.

Ces conquêtes, en partie l'effet des circonstances, n'étaient pas toutes prévues. Mais Alexandre ne résistait pas à l'entraînement. Lorsqu'il monta sur le trône, il était animé des résolutions les plus généreuses : ses premiers actes l'attesteraient, même à défaut de cet ordre du 5 juin 1801, par lequel le jeune tsar chargeait le sénat dirigeant de lui adresser un rapport *sur la substance de ses devoirs et de ses droits*; malheureusement les séductions d'un rôle éclatant l'enlevèrent à cette activité modeste, quoique plus méritoire, où beaucoup de persévérance ne promettait encore que des résultats

[1] Exactement 492,740 kilomètres carrés, ce qui est un peu moins que la superficie de la France.

[2] *La Pentarchie européenne* y a préludé par d'autres observations analogues. Voir la note 6 des Notes et Éclaircissements.

lents et souvent contrariés par la malveillance [1]. Doué d'un cœur bon et sensible, d'une imagination presque orientale, d'une intelligence peu commune, d'un esprit souple et fin (quelques-uns même disent rusé, et Napoléon, qui voyait en lui le Grec du Bas-Empire, était de leur avis), le jeune autocrate relevait ces qualités naturelles par une éducation soignée et des mœurs élégantes; mais aussi elles se trouvaient malheureusement unies en lui à un caractère mobile, sans fermeté, sans patience, ce qui le rendit quelquefois complice du mal qu'il détestait au fond de son cœur. Cette observation est essentielle, selon nous; elle explique des contrastes choquants que déroulerait à nos yeux, s'il nous était permis d'entrer dans les détails, le tableau de ce règne, du reste incontestablement un des plus beaux dont la Russie puisse se glorifier.

Contentons-nous d'en esquisser les principaux traits, d'abord en ce qui concerne l'intérieur, et ensuite relativement aux affaires étrangères.

A son début, les réformes se succédèrent rapidement, aux applaudissements de l'Europe. Non-seulement Alexandre mit fin immédiatement au système de

[1] Ce rôle plus éclatant flattait les goûts de la nation, ou du moins de la noblesse qui, presque seule, la représente encore. Dans un passage curieux de son livre *La Russie en* 1839, que nous aurons quelquefois à citer, M. de Custine, après avoir parlé d'un heureux effet d'optique « de la grande mécanique à coulisses qu'on montre aux étrangers sous le nom de l'empire russe, » ajoute ces réflexions pleines de sens et de vérité : « Voilà où peuvent tomber la politique, la religion, la justice, l'humanité, la sainte vérité, chez une nation si pressée de monter sur le vieux théâtre du monde, qu'elle aime mieux n'être rien pour agir tout de suite, que de se préparer lentement, dans une féconde obscurité, à devenir quelque chose, pour agir plus tard. » (T. III, p. 385.)

terreur et d'absurdes vexations introduit par Paul, il disgracia aussi les instruments dont ce prince maniaque s'était servi, et répara les injustices criantes qu'il avait commises sans être précisément ni cruel, ni méchant. Après avoir aboli la terrible *expédition secrète* [1], inquisition d'État à laquelle présidait le procureur général Oboulyaninof, espèce de grand vizir dont relevaient les autres ministres, privés alors de la faculté de travailler directement avec le souverain, il institua un conseil permanent, point de départ du conseil de l'empire, et mit à l'étude la réorganisation complète de l'administration centrale. Il se relâcha aussi des rigueurs de la censure touchant la presse, et accorda plus de liberté pour l'introduction des livres étrangers. Il réduisit les impôts en même temps que les dépenses de sa cour, et renonça, pour la première année, au recrutement, mesure odieuse en Russie à ceux qu'elle frappe et par cette raison accompagnée d'horribles violences. Sérieusement appliqué aux affaires, il travaillait presque autant que son aïeule qui, levée dès cinq heures de matin, avait déjà consacré trois heures à son peuple quand ses ministres venaient conférer avec elle. Il se fit présenter par tous les chefs d'administration des comptes rendus détaillés, et les livra ensuite, chose jusqu'alors sans exemple, à la publicité par l'impression. Il abolit aussi la torture, rougissant d'elle comme

[1] Nous avons le regret d'ajouter qu'il la rétablit l'année suivante; il est vrai, modifiée et en la confiant à d'autres mains. Pourtant l'ukase du 2 avril 1801 en avait motivé l'abolition sur ce que, « dans un État bien organisé, tous les crimes doivent être découverts, jugés et punis *uniquement par la force générale des lois.* »

d'une lèpre honteuse pour la société; défendit la confiscation des biens héréditaires, hélas! si largement appliquée, dans ces derniers temps, au patrimoine des malheureux Polonais; déclara avec solennité qu'il répugnait à ses sentiments de faire des dons de paysans, comme cela s'était pratiqué jusqu'alors, et ne permit plus d'insérer dans les journaux ces scandaleuses annonces de ventes de chair humaine qu'on avait l'habitude d'y lire. Il s'appliqua à la réforme des tribunaux, établit des peines pécuniaires contre les magistrats prévaricateurs, constitua le sénat en une haute cour de justice, et le divisa en sept départements afin de remédier à la lenteur des procès; il rétablit la commission des lois instituée par Catherine pour la confection d'un code, œuvre à peine commencée alors, mais dont il pressa l'avancement. Puis il s'occupa du commerce, rendit des règlements au profit de la navigation, étendit et améliora les communications intérieures, favorisa l'instruction publique, renforcée de plusieurs nouvelles universités et d'un grand nombre d'écoles secondaires ou inférieures, et permit à chacun de ses sujets de choisir le genre d'occupation auquel ses moyens le rendaient le plus apte, sans égard pour d'anciens préjugés nobiliaires ou autres, de même qu'il avait rétabli pour tous la liberté, suspendue pendant le dernier règne, de voyager à l'étranger. Une autre faculté précieuse date de lui : c'est celle qui permet aux nobles de vendre à la fois à leurs serfs la liberté de leur personne et des portions de terre qu'ils posséderaient en toute propriété. Alexandre jeta ainsi la base de l'institution d'une classe de cultivateurs libres, c'est-à-dire non attachés à la glèbe. Sous ses auspices,

la bienfaisance un peu fastueuse mais presque illimitée de sa mère, l'impératrice Marie Fœdorovna, fonda tous ces hospices et ces institutions d'éducation, nobles ou bourgeoises, auxquels son nom devra l'immortalité. Enfin, pour s'assurer par lui-même de la fidélité de ses agents et de leur exactitude à se conformer à ses ordres, pour connaître les besoins des localités et en faire arriver jusqu'à lui les désirs et les doléances, il entreprit de fréquents voyages, admettant auprès de sa personne des hommes de toutes les classes et accueillant avec affabilité les placets qu'on lui présentait. Ce fut dans le premier de ces voyages, près de Kovno, que, témoin de la chute d'un homme, qui en halant une barque, vit le câble se rompre dans ses mains et tomba violemment contre terre, il courut à ce malheureux, le releva et le soutint lui-même dans ses bras pendant qu'un chirurgien, appelé par son ordre, le saigna; ce fut dans un autre, en 1807, qu'il eut le bonheur d'être plus directement encore le sauveur d'un de ses semblables, pauvre paysan qui se noyait dans la Vilia. Ce souvenir lui fut doux toute sa vie, car l'éternelle justice a voulu que toute bonne action portât sa récompense en elle-même; mais Alexandre accepta aussi avec une modeste simplicité la médaille d'or que lui décerna une société fondée pour encourager les services rendus à l'humanité.

Il faudrait faire l'histoire de sa vie pour rappeler tous ses nobles desseins, toutes ses entreprises généreuses, et tel ne saurait être ici notre but [1]. Chacune

[1] On trouvera d'excellents matériaux pour un travail de cette nature dans le recueil de Storch, *Russland unter Alexander I*, vol. in-8°. Il y est dit expressément (t. Ier, p. 18), que l'empe-

des paroles, chacune des actions du monarque respirait la bonté, le désir de se faire aimer, un libéralisme parfait, et l'amour le plus vrai de l'humanité. Quelques autres exemples entre mille le prouveront.

Voici d'abord une de ses déclarations concernant la servitude; elle est extraite d'une lettre écrite en français à un des personnages les plus élevés de l'empire, qui venait de lui demander le don d'une terre en propriété héréditaire: « Pour la plus grande partie, les « paysans de la Russie sont *esclaves;* je n'ai pas be« soin de m'étendre sur l'avilissement et le malheur « d'un état pareil. J'ai donc fait vœu de ne pas en « augmenter le nombre, et j'ai pris pour principe « de ne pas donner à cet effet des paysans en pro« priété [1]. »

Le trait suivant fait voir à quel point Alexandre, qui, même sur le trône, essayait d'être homme parmi les hommes, avait le sentiment de l'égalité. En 1802, la noblesse d'un gouvernement limitrophe lui envoya une députation pour le prier d'honorer de sa présence une fête qu'elle désirait lui donner à son casino. Ayant appris qu'aucun individu de la classe bourgeoise n'était admis dans cette société close et que les invitations avaient été adressées exclusivement aux nobles, le monarque libéral en exprima son étonnement; il ne parut point à la fête, mais fit organiser le jour même un grand bal où furent réunis tous les principaux habitants de la ville, sans distinction de classes. Lui-même, en dansant quelques polonaises, donna la main

reur voulait réunir, comme Tacite le dit de Nerva, *imperium et libertatem.*

[1] Storch, *Russland unter Alexander I,* t. IV, p. 362.

à des dames choisies indistinctement dans la noblesse et dans la bourgeoisie.

La fermeté s'allie à l'esprit de justice dans la lettre qu'il adressa, vers 1803, à une princesse Galitsyne lorsqu'en invoquant le secours de l'empereur en faveur de son mari en butte aux poursuites de ses créanciers, elle osa lui rappeler qu'il n'y avait pas de loi pour lui. « Me mettre au-dessus de la loi, madame, lui écrivit-« il, je ne le voudrais pas quand même je le pourrais ; « car dans le monde entier je n'admets pas de puis-« sance légitime qui ne découle des lois. Plus que qui « que ce soit, au contraire, je me sens l'obligation de « veiller à leur observation ; et même dans les cas où « il est permis à d'autres d'être indulgents, je ne puis « être, moi, que juste. » Ce principe que la loi est supérieure à la volonté du souverain, il le proclama de nouveau en 1811, et jamais il ne l'abjura. Jamais aussi, dans ses discours, il ne démentit sa répugnance pour le pouvoir absolu. Écrivant, en date du 13 janvier 1813, à son ancien ami le prince Adam-George Czartoryiski [1], toujours préoccupé du sort de la Pologne, il flatta son sentiment national par les assurances qu'on va lire : « A mesure que les résultats militaires se développe-« ront, vous verrez à quel point les intérêts de votre « patrie me sont chers. *Quant aux formes, les plus libé-« rales sont celles que j'ai toujours préférées.* » Il parla dans le même sens aux représentants de la nation polonaise réunis autour de sa personne, à l'ouverture de la diète, le 27 mars 1818 [2] : « L'organisation qui était

[1] Voir dans la note 7 des Notes et Éclaircissements.

[2] Nous nous conformons, pour les dates en général et à plus forte raison en ce qui concerne la Pologne, au calendrier grégo-

« en vigueur dans votre pays, dit-il, a permis l'établis-
« sement immédiat de celle que je vous ai donnée, en
« mettant en pratique les principes de ces *institutions*
« *libérales* qui n'ont cessé de faire l'objet de ma solli-
« citude, et *dont j'espère, avec l'aide de Dieu, étendre*
« *l'influence salutaire sur toutes les contrées que la Pro-*
« *vidence a confiées à mes soins.* Vous m'avez ainsi offert
« les moyens de montrer à ma patrie ce que je prépare
« pour elle depuis longtemps, et ce qu'elle obtiendra
« lorsque les éléments d'une œuvre aussi importante
« auront atteint le développement nécessaire [1]. » L'affranchissement des serfs esthoniens, entrepris dès 1802 et consommé en 1816 (ukase du 16 mai), celui des serfs de la Courlande (ukase du 25 août 1817) déposent en faveur du même esprit; et lorsque, le 5 mars 1819, les députés de la noblesse livonienne soumirent à l'approbation de l'empereur les bases d'une opération semblable à l'égard des serfs de leur province, voici la réponse remarquable que le monarque leur fit : « Je
« suis bien aise de voir que la noblesse de Livonie a
« rempli mon attente. Vous avez donné un exemple
« qui mérite d'être imité. Vous avez agi dans l'esprit
« de notre siècle, et vous avez senti que *les principes*
« *libéraux seuls peuvent fonder le bonheur des peuples.* »

Tel fut constamment, pendant près de vingt ans, le langage d'Alexandre. Son esprit était frappé du manque complet de garanties pour ses sujets dans leur position sociale. On le reconnaît encore dans la réponse

rien, qui diffère de douze jours du comput arriéré, encore usité en Russie.

[1] Voir aussi la lettre d'Alexandre au prince Zaïonczek, vice-ro de Pologne, en date du 19 octobre 1818.

un peu orgueilleuse qu'il fit à madame de Staël, lorsqu'elle le complimenta sur le bonheur que ses peuples, privés d'une constitution, avaient d'être gouvernés par lui : « *Je ne suis qu'un accident heureux,* » lui dit-il.

Si nous consignons ici tant de nobles paroles d'Alexandre, c'est moins pour en faire honneur au souverain, que pour rendre hommage aux sentiments de l'homme, à la sincérité bienveillante de ses intentions. Car, disons-le sans détour, il y avait de l'inexpérience et quelque chose de chimérique à songer, relativement aux peuples gouvernés par Alexandre, à des institutions libérales pour lesquelles ils ne sont pas mûrs, dont ils n'ont ni l'intelligence, ni le besoin. Abandonnées à la noblesse, ces institutions n'ont pas produit de bons fruits en Pologne, et ils n'en auraient pas de meilleurs en Russie où toutes les espérances de progrès reposent encore uniquement sur la tête du monarque. Il sera temps d'y donner plus de liberté à tous, lorsque la classe moyenne présentera assez de force numérique pour se faire respecter de chacun : or ce résultat, c'est du pouvoir absolu seul qu'on peut l'attendre, et la classe privilégiée n'y prêtera point les mains. Ce qu'il faut à la Russie, ce n'est pas ce qu'on appelle les libertés publiques, c'est l'affranchissement matériel des masses, c'est la légalité et la justice pour tous, c'est la moralité individuelle et l'extirpation d'une affreuse lèpre sociale, inconnue parmi nous, la vénalité des fonctionnaires. Contre tout cela, il n'existe qu'un remède : la volonté honnête et ferme de l'empereur.

Dirigée dans cet esprit, l'activité d'Alexandre eût mieux valu, ce nous semble, que ces discours d'ailleurs si dignes des lumières du siècle. Quoi qu'il en

soit, il déploya longtemps un grand zèle, et sa résolution de tout voir par lui-même tint bon pendant plusieurs années. Mais il se sentit arrêté par mille entraves : les instruments de ses volontés, dont il eût eu besoin, lui manquèrent souvent, et il ne montra pas toujours assez de caractère pour soutenir contre les intrigues et les obsessions, les bons ministres qui pouvaient l'aider efficacement. Les immenses distances que l'empereur Nicolas, au dire du marquis de Custine, a désignées comme une des principales plaies de son empire, rendent d'ailleurs le contrôle extrêmement difficile, sinon impossible, et Alexandre s'en laissait facilement distraire par l'idée de l'influence qu'il avait à exercer sur les affaires générales de l'Europe dont il se croyait l'un des arbitres naturels. Des questions d'alliances, de garantie interposée, souvent aussi des intérêts d'amour-propre, devinrent pour lui des causes de guerres plus ou moins désastreuses, pendant lesquelles la vieille routine eut beau jeu dans l'intérieur de son empire. Découragé à la fin, maté, si l'on veut nous permettre cette expression, revenu de ses illusions de jeunesse, il résista moins à l'indolence qui le gagnait et qui se conciliait plus qu'on ne pense au premier abord avec le mouvement perpétuel auquel il se livra de sa personne jusqu'à la fin de sa vie, courant çà et là, brûlant les grandes routes, sans objet bien déterminé et sans utilité réelle. Il se voyait seul contre un mal immense, la corruption [1], et, cessant de lutter avec ce mal, il abandonna le soin des affaires, qui allèrent à la dérive.

[1] Nous en parlerons plus en détail dans la suite de cet ouvrage. En attendant, on lira avec intérêt quelques lignes, sur cette ma-

Et en quelles mains tomba le gouvernail ainsi déserté par le pilote? Dans celles du général Araktchéïef [1], homme actif, prudent et dévoué sans doute, peut-être homme à bonnes intentions, nous voulons le croire, mais Russe de la vieille roche, sans instruction suffisante, sans probité politique, arbitraire, impérieux, entouré de suppôts hostiles au progrès; d'ailleurs dominé par d'indignes amours qui fournissaient à des hommes appartenant aux régions les plus hautes, à des membres de riches familles princières, l'occasion de signaler leur bassesse et leur avidité en faisant leur cour à la femme objet de l'attachement du favori. Sous l'influence d'Araktchéïef, la censure devint de plus en plus sévère, étroite, méticuleuse; on entoura d'entraves l'importation des articles de la librairie étrangère; une inquisition tyrannique fut exercée contre plusieurs professeurs de la nouvelle université de Saint-Pétersbourg, et l'on prescrivit partout aux autres de baser strictement leurs cours sur un manuel ou programme imprimé et approuvé par l'autorité supérieure; la franc-maçonnerie fut supprimée; pour dégoûter les Russes des voyages à l'étranger, on multiplia les formalités et les vexations. Beaucoup d'autres rigueurs, depuis longtemps oubliées en Russie, s'ajoutèrent à celles-là. En un mot, impitoyable et sombre, Araktchéïef exerçait avec une extrême sévérité un pouvoir émané d'un maître chez qui la douceur était poussée jusqu'à la faiblesse; qui, comme on en a fait

tière, extraites du livre anonyme anglais récemment publié sous le titre de *Revelations of Russia*. Voyez Notes et Éclaircissements.

[1] Voir une notice sur lui dans la note 9, *ibidem*.

la remarque, aimait à discuter en philosophe les droits de l'humanité et s'apitoyait sur ses souffrances avec la charité d'un chrétien.

Étrange inconséquence! Mais tel est le résultat presque inévitable de l'absence de cette fermeté de caractère sans laquelle les meilleures intentions sont frappées de stérilité. Nous retrouverons le même contraste dans la vie privée du monarque, sur laquelle le chapitre suivant nous offrira l'occasion d'arrêter un instant les regards du lecteur [1]. Enfin, le manque de suite et d'unité se fait également remarquer dans sa politique extérieure, que nous essayerons d'apprécier à son tour. La direction suivie dénote constamment, dans l'esprit qui y préside, moins de fixité que d'intelligence et de finesse, plus d'ardeur à calmer les exigences de l'amour-propre que d'attachement aux principes. Quand les théories de jeunesse ont perdu leur prestige, ce sont les impressions du moment qui font adopter telle ou telle politique, et, plus tard, ce sera au gré des influences étrangères que le puissant autocrate arrêtera ses déterminations.

Plus que personne, avant Alexandre, l'empereur Paul, par la part qu'il prit à la coalition de 1798, avait impliqué la Russie dans les affaires générales de l'Europe. Grâce aux victoires remportées par Souvorof sur la Trébie et à Novi, cet État, naguère ignoré, avait pu jeter un poids énorme dans la balance où s'équilibraient des prétentions multiples et rivales. On l'a vu plus haut, une fois déjà il avait garanti la paix entre

[1] M. de Chateaubriand, étendant son examen jusqu'au domaine inviolable de la conscience, arrive encore aux mêmes conclusions. Voir *Congrès de Vérone et guerre d'Espagne*, t. I, p. 205.

les puissances ; sous Paul, il se fit à la fois le pivot de la neutralité armée du Nord et le champion de l'indépendance des États d'Empire. Dominée par l'influence du premier consul, la diète de Ratisbonne ne voyait de contre-poids que dans la protection de l'autocrate, qu'elle s'empressa d'accepter comme second garant de son organisation nouvelle. « On voyait, » est-il dit dans un écrit officiel émané du cabinet russe et divulgué par suite de circonstances fortuites [1], « on voyait dans ces derniers jours de l'ancien ordre de choses en Allemagne, tous ces princes tourner leurs regards vers la Russie, comme vers un sauveur. Celle-ci fit son possible pour la délivrance de son allié et pour la conservation de l'Empire et de ses droits. » Si néanmoins l'Empire succomba, si ses droits furent méconnus, ce ne fut pas la faute de la Russie, insinue l'auteur du Mémoire, mais peut-être de ceux qui auraient dû la seconder, et dont la déférence pour une autre intervention ou la lâche soumission à son égard, perdit tout en peu de temps.

En effet, si, ayant tant de besogne chez elle, la Russie était néanmoins décidée à se mêler aux intérêts de ses voisins, elle ne pouvait se donner une plus noble mission que celle de placer sous sa sauvegarde l'indépendance de l'Allemagne. Cette position prise en Europe, ce protectorat que son pays exerçait déjà vis-à-vis de Naples et de la Sardaigne, flattait l'amour-propre du jeune monarque ; il y tenait, et il n'était pas besoin du meurtre juridique de l'infortuné duc d'Enghien pour le pousser dans la troisième coalition formée,

[1] *Mémoire sur l'état et l'avenir de l'Allemagne,* pièce insérée au *Portfolio,* t. Ier, no 2.

en 1804, avec l'Autriche et la Suède par l'Angleterre qui ne marchandait pas ses subsides. Le plan de l'abbé Piatoli, s'il eut réellement aux événements la part qu'un habile historien lui attribue, était tout à fait de circonstance, car l'Europe entière ne pouvait pas se courber sous la volonté d'un seul homme. Quoiqu'en hostilité avec la Perse qui refusait de ratifier l'incorporation de la Géorgie, et quoique menacé d'une guerre avec les Othomans, que l'ambassadeur de France poussait à reprendre les armes contre un voisin toujours dangereux, Alexandre n'hésita plus après la réunion de Gênes à l'empire français, devenu ainsi maître de toutes les côtes, depuis ce point de la Méditerranée jusqu'à Hambourg. L'armée russe parut en Moravie, en Silésie, sur les bords de la Baltique; et même après la décisive journée d'Austerlitz, lorsque l'Autriche se résigna à signer la paix, Alexandre ne se pressa point de poser les armes, mais refusa sa ratification au traité conclu à Paris par M. d'Oubril, son chargé d'affaires. Ami personnel du roi de Prusse, il était en outre sous le charme de la reine Louise dont l'esprit élevé, uni à une grande beauté, avait fait sur lui une vive impression. Dans une seconde entrevue qu'ils avaient eue ensemble, ils avaient visité tous trois, à Potsdam, la nuit, à la lueur des flambeaux, le caveau où repose le grand Frédéric. A genoux sur sa tombe, les deux souverains s'étaient tendu la main par-dessus le cercueil et s'étaient juré un éternel attachement. Mais Frédéric-Guillaume, plein d'hésitation et qui dépendait d'ailleurs de ses ministres, n'était pas encore prêt à rompre avec la puissance formidable dont il avait été jusqu'alors l'allié trop complaisant.

La possession du Hanovre finit cependant par le brouiller avec Napoléon, et la guerre éclata. La présomption des Prussiens qui, se croyant encore au temps de leur grand roi, se flattaient d'improviser la victoire, les fit courir à leur perte. D'abord, malgré le terrible désastre d'Iéna, leurs nouveaux alliés remplirent loyalement leurs engagements vis-à-vis d'eux. Eylau n'ébranla pas encore les résolutions d'Alexandre, mais elles ne furent pas à l'épreuve d'un nouveau malheur : la sanglante bataille de Friedland abattit le courage du tsar, et ses idées prirent dès lors une autre direction. Le vainqueur pouvait franchir le Niémen, insurger la Lithuanie et ressusciter la Pologne, anéantie douze ans auparavant. Les devoirs de l'amitié ne tinrent pas contre de telles appréhensions : d'ailleurs, l'admiration pour le grand capitaine qui avait restauré le trône et l'autel en France fournit bientôt un nouvel aliment au cœur enthousiaste d'Alexandre. Alors fut conclue la paix de Tilsit (1807), « afin de sauver la monarchie prussienne, » est-il dit dans le Mémoire déjà cité, mais sans doute aussi par des motifs moins désintéressés, car il est permis de ne pas prendre à la lettre cette explication officielle. En effet, sans nier que la paix ne fût alors une nécessité pour la Russie comme pour la Prusse, on ne comprend pas, si le salut de cette dernière en était l'unique objet, que le plus sûr moyen d'obtenir la paix fût pour Alexandre un agrandissement personnel. Il sacrifia les deux champions de la cause commune [1], et les intérêts les plus

[1] Ce ne fut sans doute pas sans une intention d'ironie que, dans une lettre du 16 juillet, le roi de Prusse écrivit au roi de Suède, Gustave IV : « Immédiatement après l'armistice, *mon allié* a

élémentaires de son pays furent méconnus en même temps. D'une part, en vertu du traité de Tilsit, le roi de Prusse dut céder à son voisin du Nord la province de Bialystok (Bélostok), « afin de rétablir, assurait-on, la limite naturelle du côté de la Pologne; » d'autre part, Alexandre, qui convoitait la Finlande, s'engagea à forcer le roi de Suède, ce persévérant et trop exalté antagoniste du conquérant français, non-seulement à poser les armes, mais à se soumettre au système continental dont, au mépris des intérêts de son empire, il consentit lui-même à subir le joug. C'est là un troisième reproche à adresser au tsar. « L'empereur Alexandre acheta la paix de Tilsit au prix d'un sacrifice bien plus onéreux pour l'empire qu'une campagne malheureuse. » Cette observation judicieuse a été faite par une femme, admiratrice enthousiaste de son souverain [1]. Effectivement, rien ne pouvait être plus grave pour la Russie qu'une rupture avec l'Angleterre. Ce pays, vaste fabrique, est le principal débouché des produits de l'agriculture moscovite, consistant, comme

conclu la paix pour lui seul. » Il fallut bien que Frédéric-Guillaume III suivît son exemple; mais le chevaleresque Gustave ne voulut pas entendre parler d'accommodement. De même qu'il avait renvoyé au roi de Prusse le cordon de l'Aigle Noir, lorsque celui-ci eut conféré cet ordre à Napoléon, de même aussi il fit rapporter à Saint-Pétersbourg son cordon de Saint-André, que lui avait donné l'empereur Paul, avec lequel il avait des traits frappants de ressemblance. Comme lui, il avait ce qu'on appelle vulgairement un grain de folie. Mais, pour revenir au traité de Tilsit, il y était dit que c'était seulement *par égard* pour Alexandre que Napoléon restituait une partie de ses États à Frédéric-Guillaume.

[1] Madame la comtesse de Choiseul-Gouffier, née Tisenhaus. Voir ses *Mémoires historiques sur Alexandre*, p. 48.

on sait, en grains, suif, lin, chanvre, graine de lin, peaux, articles auxquels on peut ajouter encore le bois, le cuivre et quelques autres. Ces produits, matières premières que l'industrie transforme en les mettant en valeur, sont pour les Anglais d'une nécessité absolue. Aussi le commerce de la Russie est-il en grande partie dans les mains de leurs négociants. Ils y importent en revanche les denrées coloniales amoncelées dans leurs entrepôts, et les objets de fabrication perfectionnée que l'industrie russe, encore jeune, ne sait point égaler; le surplus se solde en argent, et c'est de Londres que le numéraire vient aux grands propriétaires russes. Ceux-ci, appauvris par leurs habitudes de faste et d'ostentation, sont toujours pressés de vendre et ne trouvent pas encore dans leur pays même assez de grands centres de consommation. Les deux nations ne peuvent donc se passer l'une de l'autre. L'échange établi depuis des siècles par la force des choses est avantageux aux deux parties, mais il est surtout indispensable aux Russes, et pour que le tsar y renonçât, il eût fallu des motifs graves, l'honneur des principes, le danger de la patrie ou la dignité nationale compromise.

Faut-il croire qu'Alexandre, un peu vain de sa nature, flatté des avances de Napoléon et d'ailleurs fasciné par son génie, se soit laissé prendre à l'appât des promesses; qu'acceptant les conditions secrètes du traité [1], il ait consenti à partager l'empire du monde avec la France, alors plus prépondérante que la Russie ne l'est aujourd'hui? C'eût été un commencement de

[1] Pour ces conditions secrètes, nous renvoyons le lecteur aux Notes et Éclaircissements, à la fin du présent volume, note 10.

réalisation de ses projets de jeunesse dont on affirme qu'il avait caressé l'idée avec les Czartoryiski, les Kotchoubeï, les Novociltsof, les Stroganof, qu'il regardait comme ses amis personnels; mais en attendant c'était la résurrection de la Pologne, la restauration au moins partielle d'un voisin hostile et incommode; c'était en même temps la dissolution de cette solidarité, favorable à la Russie, que le partage des domaines de l'infortunée république nobiliaire avait établie entre les trois puissances copartageantes, engagées ainsi, sur un point important, dans une seule et même politique; enfin, c'était, d'après la remarque déjà faite, un immense préjudice porté aux intérêts matériels du pays.

Ou bien serait-il vrai, comme l'a pensé un biographe d'Alexandre, que « à Tilsit il ne fit que consentir; que sa position ne lui permettait pas de refuser, et qu'il ne se tira d'un mauvais pas qu'à force de souplesse et de dissimulation? » Mais l'état de ses affaires était loin d'être désespéré; son propre empire était encore intact, et la campagne de 1812 a fait connaître quelles chances incertaines on courait en s'y attaquant. Néanmoins c'est une opinion assez généralement accréditée que le tsar ne vit dans ce traité qu'un moyen de s'approprier, sous de faux semblants, la Finlande, possession d'un ancien allié, mais jugée nécessaire à la Russie pour l'arrondir davantage et mieux couvrir sa capitale, placée à une extrémité de l'empire. Relativement à l'Angleterre, son intention n'était pas, ajoute-t-on, de rester longtemps en guerre avec elle; en attendant, l'acquisition importante dont nous venons de parler valait bien, à ses yeux, le prix élevé auquel il l'ache-

tait, nous voulons dire le sacrifice momentané de la principale source de revenus, pour l'empire aussi bien que pour les particuliers.

On éprouve quelque embarras à se prononcer pour l'un ou l'autre de ces avis. Mais quant au dernier motif allégué, vrai ou faux, il n'eût sûrement pas été avoué par une saine politique : car, en décourageant les antagonistes de Napoléon, l'Angleterre, la Prusse, la Suède; en autorisant, même momentanément, ses nouvelles usurpations au delà de la ligne du Rhin et des Alpes, quel garant Alexandre avait-il de la possibilité pour lui-même de rétablir plus tard l'équilibre rompu? D'ailleurs, une conduite si astucieuse n'eût-elle pas donné un démenti formel à tant de nobles paroles sorties de la bouche du jeune monarque, et à l'idée que, d'après ses propres désirs, on devait se faire dans le public de son caractère et de ses sentiments chevaleresques? M. de Chateaubriand [1] a porté sur lui le jugement suivant : « Sincère comme homme, en ce qui concernait l'humanité, Alexandre était dissimulé, comme demi-Grec, en ce qui touchait à la politique ; » et un mot plus dur encore a été prononcé sur son compte à Sainte-Hélène : « C'est un Grec du Bas-Empire! » Peut-être ces jugements sont-ils empreints de trop de sévérité, mais la politique qu'on prête à celui qui en est l'objet les eût pleinement justifiés.

Au reste, l'embarras que nous avouons a été exprimé, même dans des pièces officielles, par des juges plus compétents que nous. On le retrouve dans les lignes remarquables qui vont suivre et qu'un ambassa-

[1] *Congrès de Vérone*, t. Ier, p. 186.

deur de France, accrédité auprès d'Alexandre, fort estimé de lui et de tous ceux qui l'ont connu, le vicomte de la Ferronnays, adressa, en date du 19 mai 1823, au ministre des affaires étrangères de France [1] :
« Ce qui tous les jours devient pour moi plus difficile
« à comprendre et à connaître, c'est le caractère de
« l'empereur lui-même. Je ne crois pas qu'il soit pos-
« sible de mieux parler qu'il ne le fait le langage de la
« franchise et de la loyauté : une conversation avec
« lui laisse toujours une impression favorable; vous le
« quittez persuadé que ce prince unit aux belles qua-
« lités d'un vrai chevalier toutes celles d'un grand
« souverain, d'un homme profondément habile et doué
« de la plus grande énergie. Il raisonne à merveille,
« il presse ses arguments, il s'explique avec l'éloquence
« et la chaleur d'un homme convaincu. Eh bien! au
« bout de tout cela, l'expérience, l'histoire de sa vie
« et ce que je vois tous les jours vous avertissent de
« ne pas trop vous y fier. Des actes multipliés de fai-
« blesse vous prouvent que l'énergie qu'il met dans
« ses paroles n'est pas toujours dans son caractère;
« mais, d'un autre côté, ce caractère faible peut tout
« à coup éprouver un accès d'énergie et d'irritation,
« et cet accès peut suffire pour faire prendre subite-
« ment les déterminations les plus violentes et dont

[1] Ce ministre était alors M. de Chateaubriand, et c'est à lui qu'on doit la connaissance de cette correspondance. L'extrait qu'on va lire se trouvait primitivement dans le tome II de son livre *Congrès de Vérone, Guerre d'Espagne*, 2e feuille. Des réclamations ayant sans doute été faites encore à temps, cette feuille, dans l'édition publique, fut remplacée par un carton où les mêmes lignes ne se trouvent plus.

« les conséquences deviendraient incalculables... D'ail-
« leurs, il est un peu jaloux de nous; il ne se console
« pas que Paris soit toujours la capitale de l'Europe,
« et que Pétersbourg ne reste qu'une superbe fabrique
« dans un marais, que personne ne vient visiter, et
« dont tous les habitants s'échappent et s'éloignent aussi
« souvent qu'ils le peuvent. L'empereur, enfin, est
« méfiant à l'excès, preuve de faiblesse; et cette fai-
« blesse est un malheur d'autant plus grand que ce
« prince est, dans toute l'étendue du mot (du moins
« je le crois), le plus honnête homme que je connaisse;
« il fera peut-être souvent du mal, mais il aura tou-
« jours le désir de bien faire. »

Ces différentes données serviront au lecteur à arrêter son opinion sur le caractère d'Alexandre. Pour nous, nous reprenons le fil des événements.

Lors de la campagne de Wagram, en 1809, la Finlande était conquise jusqu'au Tornéo [1] et la paix de Frédérikshamm conclue. Aussi l'ardeur d'Alexandre était-elle déjà bien refroidie : il ne se pressa pas de réunir son armée à celle de l'empereur des Français, naguère encore tant admiré à Erfurt, pendant cette époque d'intimité où, sans l'opposition énergique de l'impératrice mère, Marie Fœdorovna, l'enthousiasme du tsar pour son glorieux allié serait allé jusqu'à lui donner en mariage une de ses sœurs [2]. Au demeurant, ce fut peut-être cette entrevue même d'Erfurt qui dissipa les illusions d'Alexandre, à supposer qu'elles aient été réelles et sincères. Du moins un diplomate dont

[1] Il y a une ville et une rivière de ce nom.

[2] La grande-duchesse Catherine, depuis reine de Wurtemberg.

Napoléon faisait grand cas [1], a publiquement affirmé que, dans ces conférences, l'autocrate insista vivement pour que l'empire Othoman fût dès lors partagé entre eux deux. Il réclama la Moldavie et la Valachie, qu'à toute autre époque l'Autriche eût pu lui disputer. Ce n'est pas tout. « Il faut bien, dit-il en 1808 au duc de Vicence, que j'aie la clef qui ouvre la porte de ma maison, » et cette clef n'était rien moins que Constantinople. Mais déjà il s'était emparé, de sa propre autorité, d'une des clefs de la Baltique, et peut-être Napoléon lui en gardait-il rancune. Quoi qu'il en soit, à l'époque dont nous parlons les troupes russes franchirent un peu tard les frontières des États autrichiens. Néanmoins la Russie ne fut pas oubliée, en 1810, dans le traité de Schœnbrunn : elle consentit encore une fois à s'enrichir de la dépouille d'un allié de la veille, allié peu aimé il est vrai, et ne dédaigna pas ces portions de quelques districts de la Gallicie orientale qu'elle a depuis restituées à l'Autriche et qu'elle eût dû chercher à conserver comme faisant partie de ses domaines primitifs.

Si la réalisation des plans d'Alexandre, en ce qui concerne la Turquie, souffrit un long retard, Napoléon poursuivit sans relâche l'accomplissement des siens. D'une part, s'obstinant à exclure l'Angleterre du continent, et ne se reposant que sur lui-même de la garde des côtes maritimes, il reculait successivement jusqu'à la Trave, dans le Mecklenbourg, les limites de son

[1] Discours de Bignon à la chambre des députés, séance du 7 janvier 1834. — On a nié, dans la *Pentarchie*, p. 85 et suiv., qu'Alexandre ait pu tenir ce langage; mais les preuves qu'on donne à l'appui de ce démenti ne sont pas d'une grande solidité.

empire, sans même respecter le duché d'Oldenbourg, en considération des liens de famille qui l'unissaient à la Russie; d'autre part, il agrandissait sans cesse le duché de Varsovie, maintenait une forte garnison à Dantzig et mûrissait ses vues au sujet du rétablissement éventuel de la Pologne. A la fin, la patience d'Alexandre se lassa; et de son côté, la noblesse moscovite, lésée dans ses intérêts essentiels par le maintien, il est vrai plus apparent que sincère, du système continental, n'étouffait plus ses murmures. La force des choses ramena donc le monarque à une politique plus saine et plus loyale; d'ailleurs, quel moment plus favorable pour une rupture pouvait-il attendre que celui où l'héroïque résistance des Espagnols tenait en échec des forces françaises considérables? Le tarif russe du 31 décembre 1810 (12 janvier 1811), qui aggravait les conditions faites à nos importations, fut le prélude d'un changement de système. Napoléon vit un autre sujet de plainte dans la tolérance de plus en plus grande avec laquelle on admettait dans les ports russes les navires britanniques, d'abord en les faisant passer pour portugais, puis bientôt en dédaignant même de prendre ce masque. Sur ce pied, une rupture était inévitable, et l'ambassadeur, prince Alexandre Kourakine, se vit obligé de quitter Paris. Enfin, le 24 juin 1812, l'armée français passa le Niémen.

Sous la médiation de la Suède et de la Grande-Bretagne, une paix avantageuse venait de mettre fin à la guerre, déjà longue et suspendue seulement par l'armistice de Slobosia et le congrès de Yassi, entre la Russie et l'empire Othoman. On sait que le traité de Boukarest, du 28 mai 1812, recula les limites méri-

dionales de la première jusque sur le Pruth et le Danube. Le sultan se chargea aussi d'amener à des dispositions pacifiques le schah de Perse que les suggestions de la diplomatie anglaise, alors hostile à la Russie, avaient poussé à une incursion dans l'isthme du Caucase ; cependant le traité de Gulistan ne fut signé que le 12 octobre 1813. Dès le mois de juillet 1812, la Russie, après s'être mise d'accord avec la Suède, conclut encore des traités avec l'Angleterre, à Œrebro, et avec les cortès d'Espagne, à Véliki Louki.

Du reste, au grand étonnement de tout le monde, elle se trouva mal préparée à la lutte dont elle devait cependant sortir avec tant de gloire, et l'idée malheureuse qu'eut d'abord Alexandre de prendre en personne le commandement de l'armée fut cause que l'on perdit un temps précieux. Toutefois, il renonça bientôt à cette prétention, malgré sa confiance dans les hautes lumières du second qu'il s'était choisi dans la personne du général Pfuhl[1], militaire distingué qui, après avoir quitté le service de la Prusse en 1807, avait été attaché à la personne du tsar et l'accompagnait sans attributions officielles. Ce fut cet étranger, et non pas le ministre de la guerre Barclay de Tolly (lui-même traité d'Allemand par toute l'armée, quoique né en Livonie et par conséquent sujet russe), qui fut l'auteur du plan de campagne adopté, nous voulons dire du système défensif et du camp de Drissa. L'idée fort simple de battre l'ennemi par l'immensité du pays ne serait point venue à un Russe de pur sang, quand même, par exception, il eût été tacticien supérieur

[1] Mort à Stuttgard, le 7 mai 1826, à l'âge de plus de 70 ans.

comme l'était Barclay de Tolly, si digne à tous égards de l'affection de son maître. Néanmoins, dans ce péril extrême, l'armée demandait à grands cris un chef de nom russe.

Mais, n'entrons pas dans les détails; au point où nous sommes, ils ne nous offriraient que des souvenirs pénibles pour un cœur français. Certes, ce ne fut pas le génie d'Alexandre, ni celui du rusé Koutousof [1] qui sauva la Russie: ce furent les fautes de Napoléon et les rigueurs inaccoutumées d'une saison que le manque d'abris et de subsistances rendait horriblement meurtrière; ce fut l'incendie de Moscou, dont on ne peut faire ni honneur ni reproche à personne, car il a été l'effet de la rage semi-vandale, semi-patriotique d'une populace éperdue, furieuse d'être abandonnée, par les hommes des classes riches, au milieu de leurs maisons qu'ils n'avaient pu emporter comme le reste de leur avoir. Alexandre, tout le premier d'ailleurs, se montra modeste après la victoire, même alors qu'il brisa réellement les chaînes de l'Europe. Ce qu'il importe de constater ici, c'est que ces événements, décisifs dans

[1] On voit par les Mémoires de madame de Choiseul-Gouffier, p. 155, comment Alexandre jugeait le feld-maréchal, tout en l'accablant de ses faveurs. « Ce vieillard a raison d'être content, dit-il entre autres, le froid l'a bien servi. » *Ce vieillard*, c'est ainsi qu'il désignait habituellement le prétendu vainqueur de Napoléon. Il lui gardait rancune, il est vrai, d'avoir été proclamé l'homme de la situation. A la Moskva (Borodino), personne ne le conteste, Koutousof livra une bataille qui fait honneur à la bravoure, à la persévérance de l'armée russe; mais n'y avait-il pas un peu de fanfaronnade à s'en attribuer le gain, tout en abandonnant le terrain aux Français? Toutefois, ajoutons pour être juste, que cette fanfaronnade eut le mérite de soutenir le courage des troupes.

sa vie, le ramenèrent à une politique moins contraire aux intérêts de son pays, et lui assignèrent en outre un rôle pour lequel il semblait né, bien plutôt que pour l'autocratie d'un tsar russe, celui de libérateur et de bienfaiteur de l'humanité. Il fut l'âme de la coalition qui renversa l'empereur des Français; sa présence, son enthousiasme, ses paroles heureusement trouvées, électrisèrent tout le monde, et même pour la nation vaincue l'humiliation fut moindre d'avoir un tel vainqueur. Quelle grâce, quelle noblesse dans ces mots adressés aux Parisiens : « Si je suis arrivé tard, n'en accusez que la valeur française ! » Elle ne le cède point à cet autre mot d'un prince chevaleresque de la famille restaurée des Bourbons : « Rien n'est changé; il n'y a qu'un Français de plus ! » Et peut-être au fond de ces dernières paroles n'y avait-il pas la même sincérité. L'autocrate inspira donc une grande confiance à la nation française, reconnaissante de sa modération au sein de la victoire, de sa générosité, de la délicatesse même de ses procédés, émerveillée surtout de trouver dans le souverain d'un peuple qu'elle qualifiait encore de barbare, toute la distinction que donne l'éducation la plus soignée, jointe à ces qualités rares dont la nature dote à son choix le cœur des hommes qu'elle affectionne. « La paix, l'amitié, le bonheur des Français, dit-il, voilà mon triomphe. » Triomphe digne d'envie, en effet, et dont peu de princes ont pu se vanter.

Cette époque fut incontestablement la plus belle du règne d'Alexandre, et jamais son pays n'avait paru destiné à jeter sur le monde un si vif éclat [1]. On est

[1] « Nous avions emprunté aux aînés de la famille européenne

presque tenté, à ce spectacle, de souscrire à cette assertion un peu orgueilleuse de l'auteur du Mémoire officiel cité plus haut : « La Russie a fait ce qu'elle a « voulu faire pour le bien de tous : elle a sauvé la « liberté universelle, consolidé l'indépendance des « pays continentaux, conquis pour l'Allemagne l'inté- « grité de son territoire et de ses droits. »

Néanmoins, en y réfléchissant, n'est-ce pas attribuer à la Russie seule ce qui fut l'œuvre de la coalition tout entière, de la nation britannique surtout si persévérante dans son antagonisme contre la France, non pas révolutionnaire, mais conquérante et visant à la monarchie universelle? Sans doute, les motifs par lesquels l'Angleterre avait rompu le traité d'Amiens n'avaient rien eu de bien impérieux : un vif désappointement dans le haut commerce et une jalousie très-prononcée dans toutes les classes, telle en avait été la source. Mais, tout en blâmant cette rupture, il faut convenir que l'Angleterre défendit ses intérêts commerciaux et politiques avec courage, grandeur et fermeté. Du côté de la Russie, la lutte n'avait rien de si gigantesque; quand, poussée à bout, elle reprit les armes, il y allait de son existence même : ce fut pour le foyer domestique, *pro aris et focis*, qu'elle se battait. Pour elle, ce fut une guerre sainte. Toutefois, lorsqu'elle eut détruit ou rejeté hors de ses frontières les légions qui l'avaient envahie, loin de s'arrêter et de chercher à négocier séparément une paix conforme à ses intérêts particuliers, elle voulut associer à son triomphe les autres

leur civilisation et leurs mœurs : Alexandre acquitta notre dette envers les nations étrangères. » *Journal de Saint-Pétersbourg*, 1825, nº 152.

peuples, la plupart encore docilement courbés sous l'oppression. Elle leur annonça un vengeur, elle les appela à l'indépendance, et, leur faisant honte de leur asservissement, elle alla (circonstance qu'elle a depuis oubliée) jusqu'à provoquer leur désobéissance à l'égard de leurs gouvernements. « La crainte peut encore en-
« chaîner *vos souverains*, s'écrie Alexandre dans la
« proclamation de Varsovie (22 février 1813) : qu'une
« funeste obéissance ne vous retienne pas! Aussi mal-
« heureux que vous, ils abhorrent la puissance qu'ils
« redoutent, et ils applaudiront ensuite aux généreux
« efforts que doivent couronner votre bonheur et leur
« liberté! » . . . . « Si, par un reste de pusillanimité,
« ceux-ci (vos souverains) persistent dans leur funeste
« système de soumission, il faut que la voix de leurs
« sujets se fasse entendre, et que les princes qui plon-
« geraient leurs peuples dans l'opprobre et le malheur,
« soient *traînés* par eux à la vengeance et à la gloire [1]. »

Personne n'avait encore osé tenir un pareil langage. Chez Alexandre, dans ce moment solennel où il se sentait dans son rôle, point d'hésitation, point de détour : il voit le but, et veut y arriver à tout prix. Pour couper court aux rivalités jalouses, il se résigne à laisser à un autre le commandement suprême qu'il eût ambitionné pour lui; mais toujours on le trouve aux premiers rangs, à Dresde, à Leipzig, partout; et quand Schwarzenberg hésite à marcher sur Paris, où le pousse la haine irréconciliable du Corse Pozzo di Borgo contre son compatriote couronné, c'est Alexandre qui fait voir que cette mesure est possible, qu'elle est né-

[1] *Biographie universelle* de Michaud, t. LVI, p. 175.

cessaire, et son avis l'emporte. Il n'avait aucun intérêt à nous réduire à la nullité politique : car la puissance de l'Autriche, celle surtout de la maîtresse des mers et des Indes, ne sauraient rester sans contre-poids. Aussi est-ce lui qu'il faut en remercier, si la France n'est pas sortie de cette lutte à mort plus meurtrie encore, si l'Alsace lui est restée, si, même après le second traité de Paris, elle n'a pas cessé d'être une puissance respectable. L'esprit large et élevé d'Alexandre dominait dans les conseils et imposait silence aux craintes méticuleuses de ses alliés. Les souvenirs du jacobinisme, terrible épouvantail pour ceux-ci, ne lui faisaient point peur à lui : on le vit bien au choix des hommes dont, une fois arrivé à Paris, il écouta les avis, à la déférence avec laquelle il accueillit ceux du général Laharpe, à la préférence, objet de mille jalousies, qu'il donna à l'ex-révolutionnaire Pozzo di Borgo pour être son ambassadeur près du cabinet des Tuileries.

Si, en réglant ainsi les destinées du monde, Alexandre est encore assailli çà et là par l'irrésolution, elle ne s'étend pas néanmoins aux intérêts essentiels de la Russie. Sur certains points il est catégorique. Ainsi, il ne rendra pas le grand-duché de Varsovie occupé par ses troupes; il exige qu'il lui soit formellement cédé; et s'il consent à ce que Cracovie reste en dehors du nouveau royaume, au moins faut-il qu'aucune des deux autres puissances spoliatrices de la Pologne ne prétende à cette ancienne métropole où sont les tombeaux des rois Piasts, mais que le successeur d'Alexandre a néanmoins livrée à l'Autriche qui l'avait possédée jusqu'en 1809. Ainsi encore, après la seconde



restauration des Bourbons, depuis qu'il sait que pendant le congrès même de Vienne, en février 1815, un traité avait été conclu contre lui par l'Autriche, l'Angleterre et la France, à l'instigation du prince de Talleyrand, il ne veut plus que ce trop habile ministre reste à la tête des affaires, et ne laisse le choix à Louis XVIII qu'entre Pozzo di Borgo [1] et le duc de Richelieu, tous deux autrefois à son service.

Après avoir tant fait pour le repos du monde, que fit Alexandre pour le bonheur de la Russie ? car il était juste que sa patrie, le pays dont il portait la couronne, eût sa belle part à l'activité philanthropique qu'on l'avait vu déployer partout, aux applaudissements de l'Europe. Il faut le dire, indépendamment du milliard de l'indemnité, qu'encore Alexandre se prêta de bonne grâce à laisser réduire à une quotité plus raisonnable, cette part, un nouveau royaume de Pologne érigé en sa faveur, fut moins une acquisition avantageuse qu'un embarras, un principe d'affaiblissement. Et si l'orgueil national vit avec satisfaction cette vieille rivale enfin terrassée, le nouvel ordre de choses devint cependant pour lui une véritable source d'humiliation. En effet, ces libertés publiques dont les Polonais (bien entendu, la classe privilégiée de ce pays, où, jusqu'à nous, la noblesse seule a compté pour quelque chose) allaient

[1] Nous donnerons dans la suite de nos publications sur la Russie une notice sur ce diplomate, qu'une haine profonde contre Napoléon avait mêlé aux conseils des ennemis de la France, que cependant il n'a jamais cessé d'aimer. Nous présenterons de curieux extraits de ses dépêches officielles, et nous fixerons notre attention sur l'attitude assez bizarre qu'il prit au moment de la révolution de 1830.

jouir sous les auspices du tsar, les Russes en étaient complétement privés ; aussi excitèrent-elles naturellement leur jalousie. Comme on devait s'y attendre, ces vaincus leur parurent plus favorisés qu'eux, la nation dominante, les vainqueurs, les vrais enfants du puissant autocrate. Au fond, nous l'avons dit, l'absence de ces libertés n'était pas pour eux un malheur; l'autocratie est plus favorable au développement simultané de toutes les classes, que ne le serait un régime constitutionnel dont la noblesse seule aurait le bénéfice; mais certaines garanties, au moins, étaient nécessaires de l'aveu de tous. L'état du pays appelait des réformes : l'aristocratie se souciait peu de celle à laquelle Alexandre s'était longtemps appliqué, l'abolition du servage, la création d'une classe de cultivateurs libres et, s'il était possible, propriétaires ou fermiers à vie des champs qu'ils arrosent de leurs sueurs; mais elle en réclamait d'autres pour sa part, et ce qui formait l'objet des désirs les plus légitimes de tous, c'était une administration probe et paternelle, une justice digne de considération et de respect, incorruptible, humaine, exerçant ses devoirs sans acception des personnes.

Le rétablissement de la paix, le retour d'Alexandre dans ses États, promettaient à la Russie des efforts dirigés dans ce sens; mais l'attente générale fut trompée. Au lieu de chercher à guérir des plaies qui nous rappellent involontairement ces sépulcres blanchis dont il est souvent question dans l'Évangile, le tsar en détourna son attention. Celle-ci resta fixée sur l'Europe, dont Alexandre eut constamment à s'occuper depuis le congrès de Vienne et surtout depuis la conclusion de la Sainte-Alliance (26 septembre 1815),

cette fille chérie qui marque d'une manière bien tranchée l'entrée de ce monarque dans une époque nouvelle.

On reconnaît aujourd'hui que l'opinion publique a eu tort d'incriminer si violemment et de présenter sous un jour odieux cet acte, à la vérité extraordinaire et extra-politique, mais où, néanmoins, se montre une conception élevée, généreuse, et qu'une belle âme seule pouvait enfanter. Édifiante par l'expression de sentiments dignes de la chaire évangélique, cette magnifique déclaration était peu applicable à la vie réelle : aussi est-elle restée stérile; le concert européen aurait pu s'établir sans un tel programme, et l'on a fait découler de celui-ci ce qui n'y était pas en réalité, l'hostilité contre le besoin de réformes dont le siècle, clairvoyant après tant de secousses, était partout travaillé. Rien de plus inoffensif que cette homélie diplomatique, et nous serions bien étonné qu'un sourire malin n'ait pas effleuré les lèvres de Louis XVIII lorsqu'il y apposa plus tard sa signature. Quant à sa portée humanitaire, quant à la réalisation du système de paix et de fraternité universelles, à coup sûr, le règne systématiquement pacifique de Louis-Philippe a, sous ce rapport, mieux servi les intérêts de l'humanité que cette profession de foi de trois souverains appartenant à trois communions chrétiennes différentes, et qui n'ont pas tous réprimé pour cela l'esprit exclusif inhérent à chacune d'elles et poussé quelquefois jusqu'à l'intolérance, au moins par l'un des trois gouvernements.

Nous devons à l'instituteur d'Alexandre, à César Labarpe, une apologie ingénieuse de la Sainte-Alliance,

apologie qui mérite d'être recueillie, bien que l'acte, au fond, n'ait plus besoin d'être justifié. « Quoique « intrépide au milieu des dangers, dit-il, Alexandre « avait horreur de la guerre. Connaissant à fond les « abus qui excitaient le mécontentement des nations, « il espéra que, pendant la durée d'une longue paix, « dont le besoin se faisait généralement sentir, les « gouvernements européens, reconnaissant la néces- « sité d'entreprendre les réformes que réclamaient les « besoins du siècle, s'en occuperaient sérieusement. « Pour atteindre ce but, une tranquillité profonde « était indispensable ; et, comme les bouleversements « qui s'étaient succédé pendant près de trente ans, « paraissaient avoir fort affaibli les anciennes idées « d'ordre et de subordination, il crut pouvoir y sup- « pléer en faisant un appel solennel à la religion. De « la part de ce monarque au moins, nul doute que cet « appel ne fût une émanation de son noble cœur....; « mais le génie du mal s'empara bientôt de ces con- « ceptions philanthropiques pour les tourner contre lui- « même. La réunion, dans la plaine des Vertus (10 sep- « tembre 1814), d'une armée russe de 160,000 hommes « prête à agir, avait frappé de stupeur la diplomatie « européenne qui assistait à cet imposant spectacle ; « mais cet étalage des forces militaires d'un grand « empire l'effrayait bien moins que la puissance invi- « sible et toute morale qu'avaient créée la magnani- « mité et les principes bien connus du monarque qui « disposait de ces forces. A cette époque, en effet, du « nord au midi et du couchant à l'aurore, les regards « des opprimés se dirigeaient sur Alexandre Ier ; mais « de ce moment aussi date le complot qui s'ourdit en

« secret pour le dépouiller de ce redoutable pouvoir « moral qui lui donnait pour auxiliaires tous les amis « des lumières et de l'humanité, l'universalité des « gens de bien. Disposé par sa modération innée à « consentir à tout ce qui pourrait rassurer contre son « influence prépondérante, et voulant à tout prix dis- « siper les terreurs qu'on feignait d'éprouver, il con- « sentit à l'établissement d'une cour d'aréopage, où la « simple pluralité des suffrages prononcerait sur les « mesures à prendre en commun pour le maintien de « la tranquillité générale. Le génie du mal entrevit « bien vite le parti qu'il pourrait tirer de cette géné- « reuse abnégation d'une influence prépondérante. « Grâce à la direction fâcheuse qu'on parvint à donner « à la marche des affaires communes, la confiance des « nations fut altérée, et le monarque magnanime qui « l'avait méritée à tant de titres, la vit se perdre, aux « applaudissements impies des ennemis de sa gloire, « qui osaient imputer à sa volonté toute-puissante les « mesures les plus impopulaires qu'ils dictaient à leur « aréopage [1]. »

Cette explication fait honneur à la piété de l'homme à qui il avait été donné de jeter d'excellentes semences dans le noble cœur d'Alexandre; cependant nous la trouvons quelque peu forcée. Une explication plus simple à donner, selon nous, c'est de dire que la Sainte-Alliance fut le fruit de l'exaltation que la grandeur des événements dont Alexandre fut un des prin-

[1] Lettre adressée au *Globe*, en date du 25 juillet 1829. Voir t. VII, nº 65 de ce recueil français. Elle répond à un article sur la *Notice sur Alexandre, empereur de Russie*, par Empeytaz. Genève 1828, in-8°.

cipaux acteurs, avait excitée dans un esprit vague et rêveur, dans une âme impressionnable, sentimentale et naturellement disposée à un certain mysticisme. Toutes les émotions étaient épuisées : la religion seule, qu'un prêtre de sa communion, l'éloquent Platon, lui avait autrefois enseignée, mais dont une protestante, Mme de Krudener, l'avait depuis entretenu avec plus de fruit et avec tant de persuasion, qu'elle avait laissé chez lui une empreinte profonde; la religion seule, disons-nous, pouvait désormais entretenir dans son cœur cette chaleur salutaire et dans ses nerfs cette tension que l'homme déjà avancé dans la vie, usé par les émotions, éprouvé de mille manières, ne trouve plus à la fin qu'en puisant à cette vraie source du bonheur intérieur. On l'a dit bien mieux que nous ne pourrions le faire : « Lorsque les organes s'émoussent et que les jouissances sensuelles échappent, il faut nécessairement que, privées d'une activité intellectuelle suffisante pour remplacer ce qu'elles ont perdu, *certaines* âmes trompées, mais nobles et élevées, cherchent dans la sphère sans limites des affections religieuses un vaste dédommagement [1]. » Ce n'est peut-être pas non plus sans raison qu'un publiciste a fait cette réflexion au sujet d'Alexandre : « Un cruel accident de sa vie lui pesait comme le remords [2]. » En

[1] Alph. Rabbe, *Histoire d'Alexandre Ier*, t. Ier, p. 248. — Mais pour mettre fin à toute incertitude à cet égard, nous reproduirons, dans la note 11 des Notes et Éclaircissements de ce volume, les explications données sur l'origine de la Sainte-Alliance, par Alexandre lui-même, dans une conversation qu'il eut en 1818 avec le docteur Eylert, évêque évangélique prussien.

[2] Capefigue, *Histoire de la restauration*, t. II, p. 300.

effet, la mort violente de Paul, dont il était pourtant innocent, lui avait laissé un souvenir poignant. Dans tous les cas, il était pénétré de la nécessité de faire sa paix avec Dieu, et c'est là un sentiment devant lequel l'historien s'incline, prêt à pardonner même, en sa faveur, ce quiétisme obtus qu'engendre souvent la vie ascétique, et qui, paralysant la volonté, arrêtant l'action, semble inconciliable avec les devoirs attachés à l'auguste mission de présider aux destinées d'un grand peuple.

Au reste, César Laharpe a certainement raison sur un point. La Sainte-Alliance impliqua l'empereur de Russie dans une cause qui jusqu'alors n'avait pas été la sienne, celle de l'esprit stationnaire, dont l'Autriche, depuis la réforme de Luther, était le représentant systématique. « Il doit être permis aux rois d'avoir des « alliances publiques pour se défendre contre les so- « ciétés secrètes, » voilà, au dire de M. de Chateaubriand, l'explication qu'il ne tarda pas à donner lui-même de ce traité, lorsque l'empereur François, avec lequel, comme avec le roi de Prusse, il s'était lié d'une amitié intime [1], eut jeté dans son âme les ombrages de la sienne, infiniment plus étroite; lorsque, lui faisant sentir le danger de ces déclarations libérales, que suggérait au tsar un esprit naturellement expansif et généreux, il eut réussi à lui communiquer ses craintes au sujet de l'attitude, un peu insolente peut-être, de la jeunesse exaltée des universités, à

[1] Mais sans doute avec moins d'entraînement : car, certes, il n'y avait rien dans ce prince, bon, mais froid et formaliste, qui répondît à cet enthousiasme sous l'empire duquel s'était conclue l'amitié d'Alexandre avec Frédéric-Guillaume III.

l'alarmer enfin jusque sur cette possession de la Pologne, objet de la jalousie autrichienne, et que l'action des sociétés secrètes compromit bientôt effectivement. M. de Metternich, le prince de la diplomatie d'autrefois, c'est-à-dire de la diplomatie patiente, souple, tortueuse, souterraine, acheva d'ébranler la noble confiance d'Alexandre : il le travailla adroitement, tantôt lui prodiguant les caresses, tantôt excitant ses craintes, et il finit par prendre le même ascendant qu'avait exercé autrefois sur lui le génie de Napoléon. Incessamment circonvenu, Alexandre se façonna aux allures méticuleuses de la politique autrichienne, il n'eut plus d'autre volonté que celle du chancelier de cour et d'État. « Depuis l'époque du congrès (de Vienne), a dit un diplomate russe dans une pièce officielle [1], en parlant des rapports de la Russie avec l'Autriche, les déférences et les offices n'ont pas eu de terme; » et une observation plus forte encore d'un diplomate français confirme la vérité de ses paroles [2].

Dominé par les considérations qu'on lui suggérait, l'autocrate se détourna peu à peu des idées libérales qui lui étaient familières. Les affaires générales, étrangères à son empire, l'absorbèrent; il fut constamment

[1] Dépêche du comte Pozzo di Borgo à M. le comte de Nesselrode, en date de Paris, 28 novembre 1828.

[2] « Je connais par expérience le savoir-faire de M. de Metternich, écrivait, en date du 19 juin 1823, le vicomte de la Ferronnays à son ministre; je l'ai vu plus d'une fois faire adopter ici (à Saint-Pétersbourg) des mesures dont l'utilité était au moins douteuse... Il a fait croire tant de choses à l'empereur depuis quelques années, qu'il ne désespère pas encore de lui persuader, etc., etc. » Voir la même feuille 2 du t. II du *Congrès de Vérone*, d'après l'édition primitive.

en course d'une extrémité de l'Europe à l'autre, et habitué ainsi à une agitation permanente (car il comptait en outre par milliers de lieues les voyages entrepris dans son propre empire), il ne put rien faire avec suite, et n'accomplit par conséquent rien de durable. A peine revenu du congrès d'Aix-la-Chapelle (1818), il courut à Varsovie où des scènes tumultueuses avaient éclaté (1820); de là, après les événements du Piémont et de Naples, il fallut se rendre au congrès de Troppau (octobre 1820), puis encore (janvier 1821) à Laybach, où il n'avait pas plutôt sanctionné le nouveau principe de l'intervention armée introduit dans le droit public, qu'il reçut la nouvelle de l'insurrection des Grecs poussés à bout par leurs dominateurs, et qui prirent enfin la généreuse résolution de vaincre ou de mourir pour la sainte cause de l'indépendance nationale et de la religion outragée. « Le prince de Metternich décida « de rétablir le glaive du sultan sur la tête de ce mal« heureux peuple; pendant quatre ans, il paralysa et « déjoua les plus nobles sentiments, sans égard ni à « la délicatesse de la position de la Russie, ni à ses « intérêts, abusant constamment de la confiance qui lui « était accordée, et ne faisant jamais une promesse « que pour y manquer. » Ce n'est pas nous qui jugeons ainsi M. de Metternich, c'est la diplomatie russe elle-même [1]. En vain les Grecs invoquent l'humanité de leur puissante voisine, leur coreligionnaire, leur ancienne alliée, leur complice peut-être; en vain les vœux de l'Europe entière la poussent à cette *interven-*

[1] Même dépêche du comte Pozzo di Borgo, du 28 nov. 1828, pièce admirable.

tion; à Pétersbourg, les cris de détresse de l'Église d'Orient ne sont pas entendus; on ne s'y émeut pas à la vue, renouvelée d'autrefois, d'un des pontifes de la religion nationale pendu au portail de son église; on détourne les yeux du massacre; on est insensible même aux insultes dont l'ambassadeur russe, ancien ami d'Alexandre, est l'objet; et quand, perdant patience, le baron de Stroganof prend ses passe-ports, il est froidement accueilli, on ne songe guère à lui obtenir réparation. « J'ai cru remarquer dans les troubles du Péloponèse, » a dit Alexandre à M. de Chateaubriand, « le signe révolutionnaire, dès lors je me suis abstenu. » Mais, par la même raison, il ne s'abstint pas lorsqu'il s'agit d'une invasion en Espagne entreprise à l'effet de restaurer sur son trône absolu Ferdinand, prince peu fait cependant pour conserver à la royauté le respect des peuples. Il fut l'âme des délibérations du congrès de Vérone (octobre 1822), et peu s'en fallut qu'il n'usât de contrainte envers la France, son intime alliée, pour la décider, malgré l'opposition de l'Angleterre, à se charger de l'exécution des mesures violentes arrêtées en commun.

Tels étaient les fruits de cette étroite amitié entre les trois souverains du Nord : l'imagination d'Alexandre se créa des fantômes qu'il ne cessa plus de combattre, et il perdit de vue la réalité, les affaires de son pays qui réclamaient impérieusement ses soins.

Ainsi avorta un règne qui semblait destiné à régénérer le pays, mais qui, plus grand au dehors qu'au dedans, s'épuisa à servir des intérêts étrangers. Tout s'explique par le caractère individuel du monarque, « qui n'a offert que des surfaces, rayonnantes il est

« vrai d'un doux éclat, mais où la mansuétude a plus
« brillé que la force, et sur lesquelles ont successive-
« ment glissé des idées d'emprunt et des systèmes
« sans liaison nécessaire entre eux [1]. »

[1] Alph. Rabbe, *Histoire d'Alexandre Ier*, t. Ier, p. 4.

ÉTUDES,

NOTES ET ÉCLAIRCISSEMENTS.

I

(A la page 26.)

DU TITRE DE TSAR.

On varie à l'égard de l'orthographe de ce mot : anciennement, il s'écrivait toujours *czar;* mais, depuis le commencement de ce siècle, l'usage adopté déjà par le Clerc, d'écrire *tzar* ou *tsar,* s'établit insensiblement. La dernière forme est la seule qui se rapporte exactement à la prononciation russe.

La forme *czar* nous vient des Polonais : les Allemands même l'ont reçue d'eux, quoique dans leur langue le mot eût dû s'écrire Zar[1], leur z étant une articulation dure, composée des deux consonnes *t* et *s*. Mais loin de prononcer ce mot *gzar,* comme nous faisons en France, les Polonais disaient *tchar;* ils écrivent maintenant *car,* et prononcent *tsar* aussi bien que les Russes, car leur *c* équivaut à *ts* et n'a rien de commun avec le *k*.

[1] Comme l'a fait Strahlenberg, il y a près d'un siècle.

On a cru voir dans l'orthographe *czar* l'étymologie du mot, dérivé par abréviation, disait-on, de *Cæsar*, César, empereur. Cependant il y a à cela une objection assez grave, c'est que dans la version du Nouveau Testament en vieux slavon le nom de César se présente toujours sous la forme de *Kessar* ou *Keçar* [1], et que le titre de *tsar* y est donné aux rois, non aux empereurs. L'empereur de Constantinople reçoit bien des annalistes russes la même qualification de *tsar*, mais les plus anciens lui donnent aussi celle de *Keçar*. Chez les Slaves autres que les Russes, le titre de *tsar* est peu connu.

Mais alors d'où vient-il? où les Russes l'ont-ils pris? Voici ce que dit à ce sujet Karamzine, le plus estimé des historiens russes [2] : « Ce nom n'est pas une abréviation du latin *Cæsar,* comme beaucoup de personnes le supposent sans fondement, mais un vieux terme des langues orientales; connu chez nous par la traduction slavonne de la Bible, il a été employé pour désigner les empereurs de Byzance, et plus récemment, les kans mongols; en persan, il implique l'idée du trône ou du pouvoir suprême; on le reconnaît aussi dans les syllabes finales du titre des rois d'Assyrie et de Babylone, Phalas-sar, Nabonas-sar, etc. » Dans une note, le scrupuleux historien ajoute : « Dans notre traduction imprimée des Écritures saintes, on trouve toujours en russe *Kessar* à la place de *Cæsar; tsar*, au contraire, est un tout autre mot. »

Comme il est habituellement employé à l'occasion

[1] *Isydé provélénié oth Keçara Avgousta* (il émana un édit de César-Auguste), Luc, II, 1. — *Vozdaditié ibo Keçaref Keçarevi* (rendez donc à César ce qui revient à César), Math., XXII, 21.

[2] *Histoire de l'empire de Russie*, t. VI, chap. VII.

des rois de Kasan, d'Astrakhan et de Sibérie, et comme Ioann IV Vassiliévitch paraît l'avoir adopté surtout depuis la conquête de ces deux royaumes voisins, Huppel [1] pense qu'il sera venu de là, que les autocrates russes, aprèscette extension considérabledonnée à leur territoire, se seront parés du titre des souverains voisins vaincus par leurs armes.

La conquête de la Sibérie, à laquelle le grand-prince de Moscou eut fort peu de part, est de l'année 1582, celle d'Astrakhan de l'année 1557, enfin l'incorporation définitive de Kasan eut lieu en 1552 [2] : or, d'après Huppel lui-même, Ioann IV s'attribua le titre de tsar dès 1547 : ce mot se trouve en effet dans le formulaire de son couronnement qui eut lieu dans les premiers jours de cette année [3]. Jusqu'à ce moment, dit Müller, le savant historiographe de l'empire, les souverains de la Moscovie ne s'étaient pas servis eux-mêmes de ce titre, mais il leur avait été donné cependant dans un grand nombre de cas, par exemple, en 1477, lorsque la bourgeoisie de Pskof envoya une députation au

[1] *Staatsverfassung des Russischen Reichs*, t. Ier, p. 260.

[2] Dès 1487, toutefois, Kasan avait été pris par Ioann III, et le tsar de ce démembrement du Kiptchak était tombé au pouvoir du grand-prince.

[3] Voy. Muller (*Sammlung Russischer Geschichte*, t. V, p. 461). La date de 1545 qu'on trouve là ne peut être qu'une faute d'impression : c'est 1547 qu'il faut lire. Dans cette année eut lieu le couronnement d'Ioann IV Vassiliévitch, qui venait d'atteindre sa dix-septième année; cette cérémonie, encore peu usitée en Russie à cette époque, se fit simplement (voir Karamzine, tome VII, chap. VII) : il ne fut question ni de sacre ni d'admonestation publique par le métropolitain. A cette occasion, les théologiens firent remarquer que les prédictions de l'Apocalypse s'accomplissaient, la sixième tsarie érigée en Russie complétant le nombre d'empires dont elle parle.

grand-prince Ioann III Vassiliévitch. A l'année 1505, Karamzine affirme que, fier de ce dernier titre, ce même souverain ne prétendit pas à un autre, et que, « dans ses négociations avec les étrangers seulement, il faisait mention de celui de *tsar*, comme titre honorifique de la dignité de grand-prince, lequel était depuis longtemps en usage dans son pays. Isiaslaf II (1146-1154) et Dimitri Donskoï [1] (1362-1389) s'étaient déjà donné cette qualification. » Sous Vassili, successeur de Ioann III et père de Ioann IV, elle était devenue assez habituelle.

Voici l'explication qui nous paraît la plus probable.

Quelle que soit la vraie étymologie du mot, il était employé alors non plus seulement pour désigner l'empereur de Constantinople, mais aussi à l'égard du grand kan de la Horde d'or et des kans qui régnaient dans les États du Kiptchak démembrés de sa vaste domination, à Kasan, à Astrakhan et en Crimée. Tant que le grand-prince de Moscou se reconnaissait vassal ou tributaire de ces princes tatars, il leur donna le titre de tsar, supérieur au sien; mais quand cette puissance fut tombée en dissolution, quand les souverains de Kasan et d'Astrakhan eurent été vaincus et humiliés, dès ce moment, se regardant au moins comme leur égal, il adopta leur titre pour lui-même, et bientôt il y attacha l'idée de sa suprématie sur eux.

Cependant, en Occident, on continua de faire une distinction formelle entre *tsar* et *césar,* et cette distinction, Pierre le Grand la reconnut en commençant

[1] De même qu'on appelle les souverains Ioann et non pas Ivan, de même aussi on emploie vis-à-vis d'eux la forme de Dimitri, et non pas celle de Dmitri, applicable à toute autre personne.

à s'attribuer ce dernier titre, ainsi que celui d'empereur (1721), et en substituant la qualification de *césarevna* à celle de *tsarevna* jusqu'alors donnée aux princesses ses filles, tandis que les filles de Ioann V conservèrent leur titre de *tsarevna*. Ainsi que nous l'avons dit ailleurs [1], Pierre entendit si bien se placer sur la même ligne que le chef du saint-empire romain ou d'Allemagne, qu'il se fit appeler, comme lui, sur une médaille frappée en 1696, *povélitel Moskofskoï prissno prirastitel*, ce qui répond exactement à *Imperator semper Augustus* [2].

Mais en adoptant ce titre nouveau, Pierre le Grand avait moins en vue de s'arroger un pouvoir plus considérable que d'en rendre l'expression conforme à celle de l'autorité du premier monarque de l'Europe civilisée. Le titre de tsar se sentait un peu de la barbarie moscovite : il lui substitua celui de César pour faire voir à tous qu'il se regardait comme un membre, et comme l'un des premiers membres, de la famille des souverains d'Occident. Sans doute il n'attachait pas d'autre importance à ce changement, car, aux yeux des Russes, le tsar avait toujours été un dominateur suprême, un roi des rois. Aussi la république de Pologne n'avait-elle cessé de le contester au grand-prince, comme elle le fit ensuite pour le titre d'empereur qu'elle ne reconnut aux souverains russes qu'en 1764, une année après la France et l'Espagne qui, en l'accordant à Catherine II, avaient fait certaines réserves.

[1] *Essai d'une statistique générale de la Russie, accompagnée d'aperçus historiques*, p. 443.

[2] Le titre de *povélitel*, supérieur à tsar, était déjà en usage sous les prédécesseurs de Pierre le Grand.

Pour attester la haute idée que les Russes attachaient au mot *tsar* il suffira de citer le témoignage de quelques auteurs connus. Celui du baron de Herberstein, ambassadeur de Ferdinand I[er] à la cour de Moscou, est formel : Czar *solum Cæsarem seu Imperatorem dici existimant : unde factum ut Rutheni interpretes, audientes principem suum ab exteris nationibus sic appellari, cœperint et ipsi deinceps* Imperatorem *nominare, nomenque* Czar *dignius esse quam regis (licet idem significent) existimant.* Voir *Commentarius Rerum Moscov.*, p. 17. Le Français Margeret qui, du temps de Henri IV, servit à Moscou, avec le grade de capitaine, dans la garde du corps du faux Démétrius (Dimitri Ioannovitch), parle absolument dans le même sens : « Or, quant au tiltre « qu'ils prennent, » dit-il, « ils pensent qu'il n'y en ait « nul plus grand que celuy qu'ils ont, se faisans ap- « peler Zar. Ils appellent l'Empereur des Romains « *Tsisar,* qu'ils ont dérivé de Cesar, et tous les Roys « *Kroll*, à l'imitation des Polonois. Ils appellent le « Roy de Perse *Kisel Bascha*, et le Turc *Veliqui Ospodar* « *Tursk*, qui veut dire grand Seigneur de Turquie, à « l'imitation de ce qu'on l'appelle grand Seigneur. « Mais ce mot de ZAR, ce disent-ils, se trouve aux « saintes Écritures. Car partout où il est parlé de « Dauid ou de Salomon, ou d'autres Roys, ils sont ap- « pelez Zar Dauid, Zar Salomon qui est, comme nous « interpretons, Roy Dauid, Roy Salomon, etc. Et ainsi « retienent le nom de Zar comme plus autentique, « duquel nom il pleut iadis à Dieu d'honorer Dauid, « Salomon et autres regnans sur la maison de Iuda et « Israel, disent-ils, et que ces mots Tsisar et Krol « n'est que invention humaine, lequel nom quelqu'vn « s'est acquis par beaux faits d'armes. A cet effect

« après que Theodore Iohannes[1] Zar de Russie eust « leué le siege de devant Narve, laquelle il avait assie- « gée, et que les deputez et ambassadeurs de part et « d'autre furent assemblez pour conclure la paix entre « la Russie et Suede, ils débattirent plus de deux « iours sur le tiltre que Theodore voulait avoir d'Em- « pereur, les Suedois ne le voulans reconnoistre pour « tel. Les Russes disent que le mot de Zar estoit en- « cores plus grand que Empereur, et ainsi fut l'accord « fait qu'ils le nommeroient tousiours Zar et grand- « duc de Moscovie, chacune des parties pensant avoir « trompé l'autre par ce mot de Zar, etc., etc. » *Estat de l'empire de Rvssie et grande duché de Moscouie*, pages 13-15.

Ces textes sont curieux, et le point historique à éclaircir n'est pas dénué d'intérêt : quant à la politique, elle n'a plus rien à voir en ceci, et ce n'est, certes, pas par rapport à elle que nous nous livrons à cette discussion. Peu importe aujourd'hui le titre des princes, puisqu'on accorde celui de reine, avec la qualification de Majesté, à une obscure cacique de quelqües îles de l'Océanie où l'on ne compte pas 10,000 habitants. Tout ce que nous voulons prouver, ce sont les hautes prétentions que les souverains russes faisaient valoir dès la fin du moyen âge : à peine vainqueurs des Tatars, dont ils avaient si longtemps et si humblement porté le joug, ils se montrèrent altiers, bouffis d'orgueil, et daignèrent à peine voir leur égal dans l'empereur d'Occident, vis-à-vis duquel tous les ambassadeurs moscovites observèrent strictement et minutieusement le cérémonial que l'étiquette de la cour de leur maître

[1] Fœdor Ioannovitch.

leur prescrivait. Voici en quels termes Ioann IV Vassiliévitch écrivit un jour au roi de Suède, alors moins puissant, il est vrai, que ne l'ont été depuis les Gustave-Adolphe, les Charles-Gustave et les Charles XII : « Il ne convient pas que tu mettes ton nom avant le « Nôtre, car l'Empereur et d'autres grands monarques « sont Nos frères à Nous, et tu n'oserais pas te nommer « leur frère, attendu que le pays de Suède n'égale « pas à beaucoup près la grandeur de leurs États... De « Notre part, il n'y a pas d'orgueil, mais Nous t'avons « écrit comme il convient, eu égard à Notre monarchie « et à ton royaume. Jamais on n'avait entendu « dire que les grands monarques de toute la Russie « aient eu affaire aux princes de Suède; mais ces « princes s'adressaient à Notre ville de Novgorod, etc. » (Voir Novikof, *Bibliothèque russe.*) En effet, c'est seulement par l'intermédiaire du gouverneur moscovite de cette ancienne république marchande que la Russie traitait alors avec les rois de Suède.

Malgré cette haute importance du titre de tsar, le roi de Géorgie et celui d'Iméreth le prenaient également, et du consentement de la Russie. Le dernier s'intitula même, sans façon et sérieusement, *roi des rois* jusqu'à la fin [1]. Du reste, en ce qui concerne le Caucase, il faut une longue étude pour connaître tous les titres qu'y portent les différents princes et que le gouvernement russe reconnaît en partie encore maintenant. Voici les principaux de ces titres : *tsar, dadian, gouriel, bédiel* ou *bédiân, chamkhal, outzmeï, kan, sultan, surkhaï, atabeg,* etc., etc.

[1] Brosset, *Discours prononcé à l'assemblée générale de l'académie de Saint-Pétersbourg*, p. 31.

Tsarie se disait en russe et se dit encore *tsarstvo* : dans le titre *in extenso* de l'empereur, la Pologne, Kasan, Astrakhan, etc., figurent encore aujourd'hui comme des tsaries inséparables de l'empire. Le titre de la tsarine était, dans la même langue, *tsaritsa*, et celui des enfants du tsar, *tsarévitch* quant aux mâles, et *tsarevna* quant aux princesses. Nous avons dit que Pierre le Grand changea pour ses filles le titre de *tsarevna* en celui de *césarevna*, ou de *tsésarevna*, s'il faut écrire exactement comme l'on prononce. Catherine II renouvela celui de *césarévitch* en faveur de son fils Paul. Celui-ci le conféra ensuite, en 1799, non pas à son héritier présomptif, mais à son second fils, le grand-duc Constantin, qui le porta jusqu'à sa mort. Alors il fut attaché à la personne de l'héritier présomptif, car les autres princes de la famille impériale s'appellent aujourd'hui grands-ducs (grands-princes) ou grandes-duchesses, et non pas césarévitchs ou césarevnes. En le conférant à son fils aîné par ukase du 10 septembre (29 août) 1831, voici comment s'exprima l'empereur actuel : « En vertu de la loi d'orga-« nisation relative à la famille impériale, Nous ordon-« nons que Notre bien-aimé fils, l'héritier du trône de « toutes les Russies, S. A. I. le grand-duc Alexandre « Nikolaïévitch, soit nommé, à partir de ce jour, dans « toutes les occasions, successeur (*naslednik*), césaré-« vitch et grand-duc. » C'est un peu long, mais... *byt po cemou*, ainsi soit-il, suivant la formule de la signature impériale.

Ajoutons une dernière explication. La terminaison *vitch* (non pas *witz* ou *wicz*), au féminin *evna* ou *ovna*, est patronymique, comme on sait; peut-être rappelle-t-elle le grec υἱός, fils; peut-être aussi marquait-elle un

diminutif. En Russie, en adressant la parole à un homme bien né (pour nous servir d'un terme de l'ancien langage), on l'appelle par son prénom suivi de son nom patronymique, et l'empereur lui-même, si un sujet l'apostrophait par cette forme : Nikolaï Pavlovitch, serait à peine en droit d'y trouver à redire, tant elle est dans les convenances et rappelle un usage vieux et respectable.

II

(*A la page* 28.)

LA MAISON DE ROMANOF, AVANT ET APRÈS SON AVÉNEMENT AU TRÔNE.

Quoique l'histoire de Russie embrasse, avec une authenticité parfaite, dix siècles et soixante-neuf règnes (sans compter ceux des princes et rois de Halitch ou autres secondaires), nous y voyons l'autorité souveraine, plus ou moins régulièrement transmise de père en fils, renfermée dans un nombre de familles beaucoup plus restreint que n'a été celui des dynasties dans les divers pays d'Occident. Communément et officiellement, dans cette histoire, il n'est fait mention que de deux dynasties :

L'une ayant pour auteur un étranger, un conquérant scandinave, *Rurik*, désigné comme Varèghe ou Normand, dynastie qui s'éteignit sous la pourpre, en 1598, lors de la mort de Fœdor, fils de Ioann IV Vassilié-

vitch le Terrible, mais en laissant après elle une multitude de lignes collatérales dont sont issues beaucoup d'illustres familles princières florissant encore aujourd'hui;

L'autre indigène, dit-on, non pas issue de la première, mais alliée à elle par mariage, celle de *Romanof*, continuée jusqu'à ce jour par la maison actuellement régnante.

Entre ces deux dynasties séculaires, il n'y a que le court intervalle des années 1598 à 1613, époque de troubles et d'une affreuse anarchie, où quatre personnages d'origine diverse, Tatars, Russes, Polonais, occupèrent éphémèrement, à titre électif ou par usurpation, un trône avili, entouré de périls, et qu'ils ne surent pas défendre contre les imposteurs arrivant de toutes parts pour le leur disputer.

Voici la chronologie complète des princes de ces deux maisons, avec celle des phases de l'interrègne.

CHRONOLOGIE DES SOUVERAINS DE LA RUSSIE.

I. Dynastie de Rurik.

1. Rurik. 862
2. Oleg. 879
3. Igor Rurikovitch. 912
4. Sviatoslaf Ier Igorévitch [1] 945
5. Iaropolk Ier Sviatoslavitch. 972
6. Vladimir Ier Sviatoslavitch, le Grand, l'égal des Apôtres. 980
7. Sviatopolk Ier Iaropolkovitch 1015
8. Iaroslaf Ier Vladimirovitch. 1019
9. Isiaslaf Ier Iaroslavitch 1054

[1] Olga régente, 945-957.

10. Vsévolod Ier Iaroslavitch 1078
11. Sviatopolk II Isiaslavitch 1093
12. Vladimir II Vsévolodovitch Monomaque. . . . 1113
13. Mstislaf Vladimirovitch le Grand. 1125
14. Iaropolk II Vladimirovitch. 1132
15. Vsévolod II Olgovitch [1]. 1139
16. Isiaslaf II Mstislavitch 1146
17. Viatcheslaf Vladimirovitch. 1154
18. Iourii ou Ghéorghii Ier Vladimirovitch Dolgorouki. 1155
19. Isiaslaf III Davydovitch [2] 1157
20. Rostislaf Mstislavitch. 1159
21. Mstislaf II Isiaslavitch 1157
22. André Ier Iouriévitch *Bogolioubski* [3]. 1167
23. Mikhaïl Ier Iouriévitch 1173
24. Vsévolod III Iouriévitch le Grand. 1176
25. Constantin Vsévolodovitch. 1212
26. Iourii ou Ghéorghii II Vsévolodovitch 1219
27. Iaroslaf II Vsévolodovitch 1238
28. Sviatoslaf II Vsévolodovitch 1247
29. Mikhaïl II Iaroslavitch 1248
30. André II Iaroslavitch. 1249
31. Alexandre Ier Iaroslavitch *Nevskii*. 1252
32. Iaroslaf III Iaroslavitch. 1263
33. Vassili Ier Iaroslavitch 1272
34. Dimitri Ier Alexandrovitch. 1276
35. André III Alexandrovitch [4]. 1294
36. Mikhaïl III Iaroslavitch. 1304
37. Iourii III Daniilovitch *Moskovskii*. 1319
38. Dimitri II Mikhaïlovitch 1322
39. Alexandre II Mikhaïlovitch. 1325

[1] D'une branche collatérale.

[2] Idem.

[3] Il avait pris le titre de grand-prince en même temps qu'Isiaslaf III, qui y avait des droits moins directs; mais il n'exerça ses droits qu'à partir de 1167.

[4] Daniel Ier Alexandrovitch régna, de 1293 à 1304, à Moscou.

40. Ioann Ier Daniilovitch *Kalita* 1328
41. Siméon Ioannovitch *Gordii*. 1340
42. Ioann II Ioannovitch. 1353
43. Dimitri III Konstantinovitch [1]. 1359
44. Dimitri IV Ioannovitch *Donskoï* [2]. 1363
45. Vassili II Dimitriévitch. 1389
46. Vassili III Vassiliévitch *Temnoï* 1425
47. Ioann III Vassiliévitch *Gordii*. 1462
48. Vassili IV Vassiliévitch. 1505
49. Ioann IV Vassiliévitch *Groznii* 1534
50. Fœdor Ier Ioannovitch 1584

II. Princes d'origine diverse.

51. Boris Fœdorovitch (Godounof). 1598
52. Fœdor II Borissovitch [3]. 1605
53. Vassili V Ioannovitch (Chouïski) [4]. 1606
54. Vladislas Ier Wasa [5]. 1610

III. Dynastie de Romanof (la maison de Holstein-Gottorp comprise).

55. Michel ou Mikhaïl IV Fœdorovitch 1613
56. Alexis Mikhaïlovitch. 1645
57. Fœdor III (ou II) Alexéïevitch. 1676

[1] D'une autre branche, issue d'André II Iaroslavitch.

[2] Avec ce premier vainqueur des Tatars, la première branche reprend.

[3] A cette époque, le trône fut occupé par Dimitri Ioannovitch, surnommé *Samozvanetz* ou l'Imposteur (1605-1606). Voir notre article *Faux Démétrius*, dans l'*Encyclopédie des gens du monde*. Après lui vinrent encore plusieurs autres imposteurs, sans parler de sa femme Marine Mniszech.

[4] Il descendait de Dimitri III Konstantinovitch, le 43e prince de la série.

[5] Fils de Sigismond III, roi de Pologne.

58. Ioann V Alexéïevitch [1]. 1682
59. Pierre Ier Alexéïevitch le Grand (seul)[2] . . . 1696
60. Catherine Ire Alexéïevna. 1725
61. Pierre II Alexéïevitch 1727
62. Anne Ioannovna 1730
63. Ioann Antonovitch 1740
64. Élisabeth Pétrovna 1741
65. Pierre III Fœdorovitch. 1761
66. Catherine II Alexéïevna la Grande 1762
67. Paul Pétrovitch 1796
68. Alexandre Pavlovitch. 1801
69. Nicolas Pavlovitch. 1825

Telle est la série des souverains qui ont occupé le trône, du grand-prince Rurik à l'empereur Nicolas, soit à Kief, soit à Vladimir (sur la Kliazma) et à Moscou, c'est-à-dire, dans la grande-principauté proprement dite, laquelle devint successivement une tsarie et un empire. Dès la première moitié du XIVe siècle, ils étendirent leur titre à *toute la Russie* [3]; cependant il existait des *terres russiennes* en dehors de leur domi-

[1] Conjointement avec son frère Pierre Alexéïevitch. Sophie, régente.

[2] Premier empereur, *imperator*. Auparavant, le titre était *povélitel*, maître, autocrate.

[3] Ou *toutes les Russies*. Cependant la forme du texte est peut-être plus exacte; car, au lieu de *goçoudar vsérossiiski*, on lit dans de vieux documents *goçoudar vséïa Rousi* (prononcez *Rouci*), ce qui fait voir aussi, pour le dire en passant, que la Moscovie ne s'appela pas toujours *Rossia*, mais que la forme *Roussia* ou *Rousa* (*Rouça*) lui était applicable aussi bien qu'aux terres russiennes proprement dites. Voir *Sobranié goçoudar stvennykh gramoth i dogovorof* (Moscou, 1813, 3 vol.), t. Ier, et Reutz, *Geschichtliche Ausbildung der russischen Verfassung*, tome Ier, p. 110.

nation, et bientôt même celles-ci affectèrent de regarder cette qualification comme n'appartenant qu'à elles. L'histoire de Russie, dans son ensemble, doit embrasser ces contrées aussi bien que la Moscovie [1], et le lecteur sera sans doute bien aise de trouver ici, en outre de la liste précédente, celle des princes et grands-princes de Halitch, investis aussi du titre de rois de Russie, et qui descendaient tous de saint Vladimir le Grand par Iaroslaf Ier ou de Vladimir II Monomaque par Mstislaf II Isiaslavitch, le vingt et unième prince de la série précédente.

Le fondateur de la principauté de Halitch était Vladimirko, fils de Volodar, lequel était fils de Rostislaf et arrière-petit-fils d'Iaroslaf Ier.

CHRONOLOGIE DE LA MAISON DE HALITCH.

1. Vladimirko Volodarovitch. 1124
2. Iaroslaf Vladimirkovitch. 1153
3. Vladimir Iaroslavitch 1188
4. Român Mstislavitch [2]. 1188
Interrègne 1205

[1] Nous avons été un des premiers à appeler l'attention sur ce point, c'est-à-dire sur l'extension qu'il convient de donner à l'histoire de la Russie (voir *La Russie, la Pologne et la Finlande*, p. 510, à la note). Bien des critiques russes, qui ne s'en étaient pas avisés auparavant, ont depuis cru ne jamais avoir assez de dédain pour l'excellent et digne Karamzine, par la raison que ce point de vue n'a pas été encore le sien.

[2] Ici commence l'autre branche, celle qui descendait de Vladimir II Monomaque, et qui occupait déjà le trône de Vladimir en Volhynie, qu'il faut bien distinguer de Vladimir sur la Kliazma. Dans l'intervalle, Vladimir Iaroslavitch et Béla II, roi de Hongrie, disputèrent le trône de Halitch à Român.

5. Daniel Romanovitch [1] 1211
6. Vassilko Romanovitch 1266
7. Lev Daniilovitch [2] 1270
8. Iourii Lvovitch. . . . . : . . . 1301
9. André et Lev (Léon). 1316
10. Iouri II. 1324
11. Boleslaf Troïdénovitch, duc de Mazovie, neveu de Iourii. 1336
Casimir III, roi de Pologne et beau-frère de Boleslaf, s'empare de Halitch 1340

Revenons maintenant à la Moscovie et à la dynastie des Romanof.

On ne compte officiellement, avons-nous dit, que deux dynasties qui, sauf un court intervalle, se sont succédé sur ce principal trône de la nation russe. Cependant, à vrai dire, la maison impériale actuelle, issue de Pierre le Grand par sa fille Anne, morte duchesse de Holstein-Gottorp, en 1728, est distincte de celle des Romanof, absolument comme la maison de Lorraine, qui occupe le trône impérial d'Autriche, l'est de celle de Habsbourg. Elle en est une branche féminine (la branche masculine s'éteignit dans la personne de Pierre II), qualifiée en outre de cadette relativement à

[1] Koloman, fils d'André, roi de Hongrie, lui disputa le trône. C'est Daniel qui reçut d'Innocent IV, en 1253, le titre de *rex Russiæ;* il reconnut le pape comme vicaire de saint Pierre et pour son *père* à lui; et l'abbé de Messine, légat d'Innocent, le couronna en son nom. Son frère Vassilko avait déjà été reconnu par le même pape en qualité de *rex Laudemariæ,* roi de Vladimirie, ou, comme l'on a dit depuis, Lodomérie (royaume de Galicie et de Lodomérie). Daniel, une fois investi du titre de roi, ne tarda pas à rompre ses liaisons avec le pontife de Rome.

[2] Il établit sa résidence à Lvof, c'est-à-dire à Léopol ou Lemberg, aujourd'hui chef-lieu de la Galicie.

la descendance de Ioann V Alexéïevitch, frère aîné de Pierre, laquelle descendance, après avoir régné en la personne d'Anne Ioannovna, s'arrêta, en 1764 et années suivantes, à la mort de Ioann Ier Antonovitch (maison de Brunswick) et de ses frères et sœurs exilés. Pour être dans le vrai, c'est *maison de Holstein-Gottorp* [1] qu'il faudrait appeler cette branche féminine de la ligne cadette.

Ce nom, on évite de l'employer; cependant il ne le cède à aucun autre, pour l'ancienneté comme pour l'illustration. Le fondateur de la maison, Adolphe, évêque-souverain du Sleswig en 1556, comptait parmi ses ancêtres des rois de Danemark et de Suède; bien plus, le second de ces royaumes scandinaves échut à sa postérité en même temps que l'empire de Russie. Sous tous les rapports, la maison de Holstein-Gottorp marche de pair avec les vieilles dynasties de l'Europe; la splendeur de son arbre généalogique est incontestable et incontestée. Jusqu'au XVIIIe siècle, le sang royal, dans cette maison, s'est transmis de génération en génération, pur de tout mélange, tandis qu'il allait s'altérant, dans la maison Romanof, longtemps avant la généreuse mésalliance de Pierre le Grand avec l'orpheline de Marienbourg [2]. Car, en Russie, c'était un usage consacré par les siècles que les tsars pouvaient admettre à partager leur trône des filles de sujets, nobles sans doute, mais du reste quelquefois très-obscures. On se rappelle la cérémonie du choix qui avait lieu dans ces occasions.

Pourquoi donc, malgré l'illustration plus grande de

[1] Voir la fin de cette étude.

[2] Voir notre article *Catherine Ire*, dans l'*Encyclopédie des gens du monde*.

la maison de Holstein-Gottorp, la famille impériale de Russie rapporte-t-elle plus volontiers son origine aux Romanof, longtemps simples sujets moscovites, puis rapprochés du trône, où, en 1613 seulement, ils montèrent par élection? Il n'est pas difficile de répondre à cette question. Le nom allemand de Holstein-Gottorp, d'ailleurs d'une prononciation difficile pour les Russes, sonne mal à leur oreille. Toujours épris de leur nationalité, autrefois ridiculement orgueilleuse, et avec raison jaloux de la soustraire enfin à tout ascendant étranger, ils seraient humiliés de devoir à l'Allemagne, ce pays d'où leur étaient venus sous Pierre le Grand tous ces aventuriers auxquels ils avaient à payer de coûteuses leçons de civilisation, de lui devoir, disons-nous, la personne sacrée de leurs empereurs, à la fois maîtres absolus au temporel et chefs de l'Église, c'est-à-dire représentants de Dieu sur la terre aux yeux des vrais croyants. A la vérité, les premiers grands-princes de Russie avaient également été d'extraction germanique, et d'ailleurs l'Allemagne, comme chacun sait, a été en possession de donner des rois à la plupart des pays de l'Europe; mais les préférences exotiques de Pierre le Grand ont rendu plus vives, plus irritables, à cet égard, les susceptibilités nationales, et, depuis lui, les vieilles haines ont été réveillées par la conduite imprudente de Pierre III, petit-fils du tsar réformateur par les femmes, mais duc de Holstein du chef de son père. Plein d'engouement pour la terre natale [1], cet empereur ne jurait que par le roi de Prusse Frédéric II, et ne dissimulait pas ses dédains pour les

[1] Nous voulons dire l'Allemagne. Il était né à Kiel, le 4 mars 1728, et avait reçu, sur les fonts du baptême, célébré selon le rit protestant, les noms de Charles-Pierre-Ulric.

mœurs et usages du pays sur lequel la volonté d'Élisabeth Pétrovna, sa tante, plus encore que sa naissance, l'appelait à régner. Mieux avisée que lui, l'Allemande Catherine II, son épouse [1], triompha de ces préjugés nationaux à force de souplesse, d'habileté et de génie : elle eut l'air d'oublier sa patrie et celle de son infortuné mari, pour ne se souvenir que du grand aïeul de ce dernier, pour ne se rattacher qu'à lui par les liens de famille, en un mot pour se donner tout entière à son pays d'adoption. Elle n'eut garde de répudier le nom national de Romanof; elle n'avait d'ailleurs aucun intérêt à faire accepter celui de Holstein-Gottorp; il tomba donc en désuétude, et même aujourd'hui la censure officielle ne permettrait pas aux historiens de le replacer en évidence, fût-ce pour combattre les prétentions de fraîche date de certaines familles jadis apanagées, auxquelles, il y a peu d'années, le prince Pierre Dolgorouki [2] a prêté son organe, en opposant le noble sang de Rurik à l'origine incertaine et en tout cas modeste de la maison des Romanof.

Ces querelles sont vaines, il faut en convenir. Les Romanof, dont, depuis l'extinction de la branche de Ioann V Alexéïevitch, frère aîné de Pierre le Grand, les princes de la famille de Holstein-Gottorp sont les seuls héritiers légitimes, ont été jadis appelés au trône

[1] Née à Stettin, le 2 mai 1729, et d'abord protestante aussi, elle s'appelait Sophie-Auguste-Frédérique, princesse d'Anhalt-Zerbst (ligne princière qui s'éteignit à la fin du siècle dernier).

[2] Sous le nom de comte d'Almagro, *Notice sur les principales familles de la Russie*, Paris, 1843, in-8°. Le même prince Dolgorouki est auteur d'un savant travail généalogique sur sa propre maison et sur les autres familles princières de l'empire. En russe. Saint-Pétersbourg, 1840 et années suivantes, in-8°, 4 livraisons.

par le vœu unanime des délégués de la nation, ainsi qu'on le verra plus loin. Après une pareille consécration, leur extraction plus ou moins illustre, et de même leur filiation plus ou moins mélangée, sont des questions de fort médiocre intérêt.

Mais si la réalité de leur droit est démontrée au publiciste, il n'est pas interdit pour cela à l'historien de remonter jusqu'à leur origine, d'examiner les traditions qui s'y rattachent, d'éclaircir enfin quelques faits au sujet desquels toutes les difficultés ne sont pas encore levées.

Lorsque, placé sur la terrasse du Kreml de Moscou, d'où une vue magnifique s'étale devant vous, et tournant le dos à la grosse cloche gisant à terre sur son piédestal, ainsi qu'à la tour un peu massive d'Ivân Véliki, vous suivez des yeux le cours lent et sinueux de la Moskva [1] jusqu'au quartier un peu désert du sud-est appelé Taganka, vous voyez la rive gauche s'élever assez rapidement et se dessiner en jolis coteaux, couronnés de constructions nombreuses. Au premier plan de celles-ci, non loin de la rivière, vous découvrez sans peine une vaste enceinte dont les murailles blanches sont surmontées de toits de tôle peints en couleur verte et au-dessus de laquelle s'élève avec élégance un campanile à quatre étages et d'une hauteur d'environ 65 mètres. C'est le Nouveau Couvent du Sauveur, en russe *Novospaskoï*. Il a servi anciennement de sépulture aux membres de la famille dont nous nous occupons ici.

Ce site remarquable vous attire; la curiosité vous

[1] Vraie prononciation, au lieu de *Moskowa*.

entraîne. Vous descendez sur le quai de la rivière, par un de ces vieux escaliers, une de ces poternes cachées dans la pierre par où se sauva Napoléon quand les ardeurs de l'incendie l'eurent atteint; vous passez devant l'immense Hospice des Orphelins, vous traversez le lit inaperçu de la Iaousa, obscur affluent de la Moskva qui le reçoit immédiatement à votre droite; vous laissez à votre gauche le couvent d'Andronief avec son superbe clocher, et Saint-Martin-le-Confesseur, une des plus belles églises de Moscou, d'une construction toute moderne, église dont la coupole, surmontée d'une pointe d'or, domine tout le quartier; à droite, vous saluez de loin le majestueux monastère de Notre-Dame du Don, situé au milieu de la verture et entouré des charmantes villas qui aboutissent à la barrière de Kalouga.

Gravissez le coteau jusqu'en haut : l'ascension est assez pénible, mais vous serez amplement dédommagé à la vue du spectacle qui vous attend. Devant vous est la vaste plaine dite quartier de Serpoukhof : les hauteurs vous cachent en partie le lit de la rivière qui, plus à l'ouest, sous les montagnes des Moineaux, fait un énorme coude avant de pénétrer dans la cité des tsars, de toucher au pied du Kreml et d'arriver jusqu'à vous; mais partout vous ne voyez, par-dessus les arbres, les prairies, les champs des maraîchers, que dômes et clochers. A votre gauche s'élève l'imposant monastère de Saint-Simon (*Simonofskoï*), entouré d'une muraille rougeâtre, surmonté de tours énormes et nombreuses d'où la vue plane au dehors de la ville jusque vers le château de Tsaritsyne [1]; à votre droite,

[1] La vue, du haut du belvédère de ce couvent, est une des plus

le Kreml, avec ses coupoles et ses croix dorées, étincelle au soleil et vous présente, au-dessus de ses constructions bizarres, une véritable mer de feu.

Mais laissons cet aspect magique : nous n'en serions jamais rassasiés, et entrons dans l'enceinte du monastère. Le pourtour total de cette enceinte est d'environ 600 mètres. Sous le campanile, un portique s'ouvre au visiteur. A droite et à gauche, le long du mur, il aperçoit les bâtiments où sont les cellules des religieux; tout à l'entour des cimetières offrent en abondance de somptueux monuments en granit qui ne couvrent pas seulement la tombe des grands, mais souvent aussi celle des modestes marchands dont la richesse est venue récompenser l'activité. Au milieu de l'enceinte, se trouvent les deux églises, réunies entre elles par une galerie voûtée qui règne le long des deux côtés de la plus importante d'entre elles. Cette galerie, ornée de fresques, est extrêmement curieuse. En y arrivant par un escalier de douze à quinze marches en fer, on voit tout d'abord, sur un fond d'azur enrichi de dorures, un combat entre les Tatars et les Russes. Dans les rangs de ceux-ci est un guerrier portant la balance de la justice, mais la Mort, squelette hideux monté sur un cheval blanc, est près de lui : les Moscovites succombent, et leur prince, que ses vêtements couleur d'incarnat font ressortir, court le plus grand péril. Tout n'est pas perdu cependant. En face, les serviteurs du Christ marchent sans armes; leur Sauveur est à leur tête et la lame d'une épée sort de sa bouche. Les Tatars, armés les uns de longues piques, les autres

remarquables dont on puisse jouir; tout le panorama de Moscou est devant vous.

d'arcs et de flèches, sont mis en fuite : vainement ils brandissent leurs sabres : un serpent à cent têtes qui attend sa proie les engloutit. Tout cela est très-original et peut donner lieu à d'intéressantes études. Le style des figures a quelque chose d'ancien : nous les placerions volontiers à la fin du moyen âge; cependant on assure que ces peintures furent terminées il y a cent soixante ans seulement, en 1690. Elles contrastent avec les anges près de la porte qui mène à l'église principale; ces figures ont un caractère beaucoup plus moderne. A droite est le jugement dernier, à gauche la transfiguration; au-dessus de la porte un Père éternel, créateur du monde. Puis en outre, sur les plafonds, on voit les images des grands-princes et tsars, celles des patriarches et des métropolitains, celles des apôtres entourant Jésus-Christ, etc.

Le couvent Novospaskoï fut construit en cet endroit, dans l'année 1462, par le grand-prince Ioann III Vassiliévitch, qui détruisit la Horde d'or et dont le règne, de plus de quarante ans, fut un long triomphe sur les Mongols et les Tatars.

Des deux églises, celle de la Transfiguration (*Préobrajénié Gospodné*) est surmontée de cinq petites coupoles du type ordinaire; c'est là qu'ont été enterrés à la fin du seizième siècle les quatre frères de Michel Fœdorovitch, morts en bas âge; mais l'église a depuis été rebâtie. Auprès, est la sépulture des Chérémétief, chapelle de bonne apparence, dans l'intérieur de laquelle on voit des sarcophages en marbre, armoriés ou couverts de médaillons et d'inscriptions. D'autres familles parentes ou alliées des Romanof, les Iourief, les Tcherkasskoï, etc., avaient pareillement là leurs caveaux funéraires.

Une fois arrivés au trône ou nés dans la pourpre, les Romanof eurent leur place marquée parmi les tombes de la cathédrale de Saint-Michel-Archange au Kreml; mais jusqu'alors le champ de repos avait été pour eux à Novospaskoï.

Outre les quatre frères du premier tsar de cette maison, ses sœurs et des parents divers y furent encore enterrés. Sa mère, la religieuse Marthe, y repose également, ainsi que sa fille aînée, la princesse Irène, qui mourut à Moscou en 1679, après avoir été mariée ou, suivant d'autres, seulement fiancée à Waldemar-Christian Guldenlœwe, comte de Sleswig-Holstein [1]. Ajoutons, enfin, qu'en dehors de ces deux lieux de sépulture, le couvent de femmes Voznécenski (de l'Ascension) et la cathédrale Ouspenski (de l'Assomption), tous les deux au Kreml, renferment aussi des tombeaux de

[1] Waldemar était fils de Christian IV, roi de Danemark, qui lui donna l'île d'OEsel comme apanage. Il arriva à Moscou en 1643; mais, luthérien zélé, il refusa de changer de religion, et dès lors le clergé russe s'opposa à son mariage avec la fille de Michel. Celui-ci, s'il faut en croire le Clerc (*Histoire de la Russie ancienne*, t. III, p. 39), se montra très-libéral dans cette circonstance. Il aimait le prince de Danemark et eût été charmé de vaincre ses scrupules. Waldemar, pressé par lui, persista dans son refus et offrit de faire défendre sa croyance par ses aumôniers; mais les prêtres russes ne voulurent point accepter la conférence. Alors le tsar irrité leur demanda « quelle religion ils professaient donc, puisqu'ils n'osaient la défendre? » L'affaire en resta là; mais Michel ne voulut jamais consentir au départ du prince : il le retint malgré lui, en lui rendant toutefois sa captivité aussi douce que possible. Après la mort de Michel, Alexis rendit à Waldemar la liberté de quitter la Russie : il partit chargé de présents, entra au service de différentes puissances, et mourut à Lublin en 1652. D'après quelques auteurs, ce fut la princesse Anne Mikhaïlovna qu'il devait épouser.

membres de cette famille : dans le premier, c'est celui d'Ouliana (Julie), sans doute la veuve d'Alexandre Nikititch, qui se fit religieuse et mourut en 1624; dans la seconde, c'est celui de Philarète dont nous parlerons bientôt longuement et qui, comme tous les patriarches, repose dans cette église métropolitaine attenante à l'ancien palais patriarcal et où se célèbre le couronnement des souverains.

Remontons maintenant jusqu'au berceau de la famille.

Son nom n'a rien de commun avec la ville de Romanof, dans le gouvernement d'Iaroslavl; celle-ci a reçu le sien d'un prince Român (Romain) Davydovitch, de la maison apanagiste d'Iaroslavl, branche de celle de Rurik. Dans les vieux documents et chroniques, la famille qui nous occupe est à peine nommée. Ce qu'on sait de positif sur elle a été résumé par G.-F. Müller, un des plus grands connaisseurs de l'archéographie russe, dans le passage suivant placé en tête de sa *Vie du feld-maréchal Chérémétief,* dont la famille, ainsi que celles de Kolytchef, Iakovlef, Konovnitsyne et Néplouïef, avait une origine commune avec la maison de Romanof.

« Les livres généalogiques connus de tout le monde, dit-il, lesquels, depuis des temps fort anciens, ont petit à petit été compilés dans le but de constater l'origine des familles russes les plus illustres, donnent aux Romanof et aux Chérémétief le même auteur qu'ils appellent tantôt un Varèghe, tantôt un Prussien et tantôt un Allemand (noms qui tous les trois désignaient

anciennement un seul et même peuple). Ils placent son arrivée en Russie sous le règne du grand-prince Ioann Danilovitch Kalita (la Bourse) ou de son fils le grand-prince Siméon Ioannovitch Gordii (le Fier), variante sans importance puisque le premier monta sur le trône en 1341 [1] et que le second mourut en 1353. A cette époque, raconte-t-on, un homme considérable, André Ivanovitch surnommé Kobyla, vint à Moscou pour servir le grand-prince. A raison de ce surnom, sa descendance figure dans les livres généalogiques sous le nom de *Kobyline*. Comme dans ce temps-là les frères croisés (porte-glaives?) guerroyaient en Livonie afin de répandre la religion chrétienne et de faire fortune pour leur propre compte, et que simultanément la Russie, serrée de près par les Tatars, promettait des récompenses considérables à des hommes d'une valeur éprouvée, il est permis de se représenter l'aïeul des Romanof et des Chérémétief sous les traits d'un chevalier qui, originaire d'Allemagne, se sera rendu d'abord en Prusse et en Livonie, puis de là en Russie, afin de combattre les infidèles. »

Dans ce passage, il importe de distinguer deux choses : le fait de l'arrivée, des bords de la Baltique en Russie, d'André Ivanovitch Kobyla que les anciens Romanof eux-mêmes, à ce qu'il paraît, regardaient comme leur premier ancêtre connu, et la conjecture de Müller d'après laquelle ce Kobyla aurait été un chevalier allemand, peut-être de l'ordre teutonique. En maintenant le fait dans sa simplicité primitive, la conjecture peut être admise, car, quoique appuyée sur une base incertaine, elle n'a en elle-même rien d'invraisemblable,

[1] Il fallait dire 1328.

rien surtout d'impossible. La conjecture tombe, au contraire, comme on le verra plus loin, si l'on adopte l'amplification dont ce fait a été l'objet et à laquelle la critique historique ne peut reconnaître aucune espèce de solidité.

Tant que les tsars de la maison Romanof, presque étrangers encore au système européen, n'avaient de relations suivies qu'avec leurs plus proches voisins à l'ouest ou au midi, et choisissaient leurs femmes parmi leurs sujettes, le fait dont nous avons parlé était à leurs yeux une preuve de noblesse très-suffisante. Les Russes, un peu plus raisonnables en cela que les vieilles familles des pays latins, tiraient vanité, non du nombre de leurs quartiers, de la pureté nobiliaire du sang, mais des traditions de services et de hauts emplois attachés à leur arbre généalogique de génération en génération. On était toujours assez noble, quand on s'était élevé à la haute dignité de boïar, fût-on de l'extraction la plus vulgaire. C'est ainsi qu'en Turquie, où, sans parler des femmes qui, de l'état d'esclaves sans nom, peuvent s'élever, si elles sont choisies pour sultanes, jusqu'au niveau du trône, on a vu des garçons de café ou barbiers parvenir aux postes les plus éminents [1]; en Pologne, plus d'une fois de simples gentilshommes d'une illustration médiocre ont ceint leur front de la couronne des Piasts et des Jagellons; et le prince ou ataman des Cosaks, autres voisins des Moscovites, au temps des premiers tsars de la maison Romanof, était le plus souvent un guerrier sans nom

[1] La même chose arriva en Russie, encore au siècle dernier, à un esclave circassien; nous voulons parler du comte Ivan Koutaïssof, ce puissant favori de l'empereur Paul, et qui avait été son valet de chambre pendant qu'il n'était encore que grand-duc.

n'ayant pour toute fortune que son épée. Michel Romanof, dans la personne de qui cette même maison fut élevée au trône, était fils de boïar et parent par les femmes de la dynastie issue de Rurik. Il devait d'ailleurs sa couronne à une élection libre et régulière : ce n'était pas son ambition personnelle, c'était le vœu de la nation qui l'avait fait tsar. Quel autre titre eût pu valoir celui-là ? Comme lui, son fils Alexis Mikhaïlovitch s'en contenta. Son petit-fils Pierre le Grand adopta, il est vrai, les usages des pays de l'Occident, où la naissance a toujours été d'un grand poids dans l'appréciation des droits de chacun; mais quelle importance pouvait-il attacher à l'arbre généalogique de sa maison, lui qui, dans le choix de la femme appelée à donner des héritiers à l'empire, n'eut pas plus de scrupules qu'on n'en a aujourd'hui même à Constantinople? Marié en premières noces avec une simple sujette de bonne maison [1], n'épousa-t-il pas ensuite une étrangère, née de parents obscurs, et qui, après avoir été la femme d'un dragon suédois, était devenue la maîtresse d'un général russe, peut-être aussi celle du prince Menchikof chez qui le tsar l'aperçut pour la première fois ?

On en était encore au règne des mœurs de l'Orient : la femme, jusqu'alors reléguée dans le gynécée, ne comptait pour rien même relativement à la transmission du sang, et peu importait dès lors son origine.

Mais ceci changea après l'avénement de la maison de Holstein-Gottorp, en 1761. Vis-à-vis des Russes, les membres de cette maison voulaient à toute force être des Romanof, extraction plus nationale de nom et

[1] Eudoxie Lapoukhine.

de tradition : en conséquence, ils durent se préoccuper d'autant plus de la généalogie de cette famille que, répudiant les alliances vulgaires et jaloux de conserver leur rang en Europe, ils choisirent leurs femmes dans les maisons princières d'Allemagne, alors très-méticuleuses sur cet article, à moins toutefois que l'appât d'une couronne ne l'emportât sur la force des préjugés. Au point de vue européen, une généalogie ne remontant pas au delà de 1341 et sans couronne de prince sur son blason, de quelque popularité qu'elle fût environnée dans le pays, dut paraître indigne de leur puissance à des souverains, réellement issus par les mâles d'une maison illustre et fière de ses alliances royales. Pour se satisfaire sur ce point, comme sur tous les autres, ils créèrent à Pétersbourg une chambre héraldique, qui n'eut rien de plus pressé que de se mettre en quête d'une souche primitive, plus ancienne, sur laquelle on grefferait ce faible arbre généalogique sans racines suffisantes.

En pareil cas, on ne cherche jamais sans trouver. En soumettant à une étude approfondie les armoiries, naturellement peu anciennes, des familles Chérémétief, Kolytchef, Iakovlef, Soukhovo-Kobyline, etc., toutes issues de la même souche que les Romanof, on reconnut, dans la couronne d'or surmontant un écusson de gueules de forme ovale, l'indice d'une maison souveraine; dans le chêne, on vit une allusion aux sacrifices que les prêtres du peuple prusso-lithuano-samogitien, accomplissaient sous cet arbre; dans les deux croix d'argent, la preuve de la conversion au christianisme, et dans les lions qui soutenaient l'écusson et dont l'un tenait dans ses griffes un sceptre, l'autre un globe, la confirmation du point le plus essentiel, l'extraction

royale. Rien de cela ne se rapportait rigoureusement à André Ivanovitch Kobyline; mais en faisant de nouvelles recherches on découvrit les traces de son père, et ce père, dont les livres consultés par le savant Müller ne font pas mention, était Glanda ou Glandal Kambila Divonovitch. On accorda la préférence à celui-ci parce que dans le document, sans doute égaré depuis, où l'on avait trouvé son nom, on le voyait désigné comme originaire de la Samogitie et de la Sudavie voisine [1], et comme un membre de la maison princière (en d'autres termes royale, disait-on), qui, depuis un temps immémorial, régnait sur le peuple lithuano-prussien. Or n'était-ce pas précisément ce qui résultait aussi de l'inspection des armoiries? D'ailleurs il eût fallu être frappé de cécité pour ne pas reconnaître dans ce nom de Kambila celui de Kobyla, mot russe qui signifie *jument* et dans lequel le nom primitif s'est évidemment transformé par corruption.

Dès lors plus d'incertitude! cette version est officiellement adoptée; on la trouve pour la première fois dans le *Miroir des souverains russes*, de Malghine, en 1794 (pas avant!), et depuis, elle a été acceptée comme un fait historique. Voici ce que contient là-dessus l'Armorial ou Nobiliaire russe publié depuis 1797 par le département héraldique de Saint-Pétersbourg, en 2 volumes in-4°.

« Ainsi qu'il appert des extraits cités d'auteurs sur les vieux Pruczi, de l'Armorial prussien, et des recherches faites aux Archives du Collége des affaires étrangères, elle (cette maison) est issue d'André Ivano-

[1] La Sudavie fait aujourd'hui partie de la régence de Gumbinnen, dans la Prusse orientale; le chef-lieu était Lyk.

vitch dit Kobyla, descendant du roi prussien Veydevoud, à qui son frère aîné, le roi Prouténo, céda, l'an 305 de Jésus-Christ, la dignité royale, lorsqu'il devint pontife suprême du culte idolâtre dans l'ancienne résidence de la Prusse, au pied du chêne sacré représenté dans les armoiries. Le roi Veydevoud partagea son royaume entre ses douze fils. Un descendant du quatrième, Nédro, prince de Sudavie, de Samogitie, etc., Glanda Kambila Divonovitch, affaibli dans sa lutte contre les chevaliers teutoniques, et vaincu par eux, se rendit avec son fils et une multitude de ses vassaux en Russie, chez le grand-prince Alexandre Iaroslavitch Nevski, et reçut, dans le sacrement du baptême, le nom d'Ivan, et son fils reçut le nom d'André Ivanovitch, vulgairement dit Kobyla. De ce dernier sont issus les Soukhovo-Kobyline, les Romanof, les Chérémétief, les Kolytchef, les Iakovlef et beaucoup d'autres familles. »

On le voit, la conjecture de Müller ne serait plus applicable ici; Kobyla est, non pas un chevalier de l'ordre Teutonique, mais le fils d'une des victimes de l'ordre, un prince païen de la maison royale des Lithuano-Prussiens, un descendant de Veydevoud ou Voïdevod [1] qui, d'après une tradition fort incertaine conservée par Koïalowicz, mais tournée en ridicule par Schlœzer [2], aurait régné jusqu'en 379 et se serait démis de sa royauté à l'âge de 117 ans pour devenir, comme avant lui son frère Prouténo, souverain sacrificateur (*Krivé-Kriveito*) dans le bois sacré de Romové. De même que Prouténo avait donné son nom aux

[1] Ce mot signifie chef, commandant.

[2] *Histoire de la Lithuanie*, dans l'Histoire universelle de Halle, t. L, p. 25.

Prussiens, de même aussi Litvos (Litt-Alanus), le plus jeune des douze fils de Veydevoud, laissa le sien à la Lithuanie, et la Samogitie fut appelée ainsi d'après Saïmo, un de ses frères.

Malheureusement toutes ces données, dépourvues d'une base historique solide, doivent être regardées comme fabuleuses. Non-seulement Veydevoud (le voïvode des Alains) pourrait bien, malgré le témoignage de Koïalowicz, qui s'appuie sur une vieille tradition, n'être qu'un personnage imaginaire, mais la même tradition, non moins fabuleuse en ceci, rapporte qu'à l'arrivée des Italiens (Normands?) sous Palémon, vers l'an 900, la royauté passa de ses descendants à ce dernier, qui fut élu par les indigènes duc ou roi héréditaire de leur pays. Ainsi, la descendance de Veydevoud, si Veydevoud a existé, fut déshéritée longtemps avant l'époque où vécut Glandal ou Glanda, prétendu dynaste dans la même contrée, mais dont l'histoire de Lithuanie et de Samogitie, déjà assez connue alors, ne fait aucunement mention.

Suivant Schlœzer, c'est seulement après la mort de Palémon, vers l'an 1000, qu'un petit jour commence à poindre dans l'histoire prusso-lithuanienne, et, sous ce jour-là encore, on se trouve toujours entre la fable et l'histoire. Même de l'aveu du baron B. de Campenhausen qui, sans doute pour faire sa cour à l'empereur Alexandre, appuya sur la tradition une généalogie complète de la maison Romanof où les difficultés sont très-habilement éludées ou placées dans l'ombre [1], la

[1] *Genealogisch-chronologische Geschichte des Hauses Romanow und seines vorælterlichen Stammhauses*, Leipz., 1805, x et 125 pp. in-4°.

base historique manque absolument dans les données qu'on vient de reproduire ; à ses yeux, tout y est vraisemblable au plus haut degré, mais rien ne présente les caractères de la certitude, même d'une manière approchante.

Aussi l'historien russe prince Chtcherbatof [1], en parlant occasionnellement des Romanof, passe-t-il sous silence tout ce qui est antérieur à André Ivanovitch Kobyla, par lequel il commence leur généalogie. Karamzine fait de même ; en parlant [2] du mariage d'Ioann IV Vassiliévitch avec la jeune Anastasie Romanof, il s'exprime ainsi : « Sa famille descendait d'André Kobyla qui, au quatorzième siècle, est venu chez nous de la Prusse. Ce ne fut pas la haute naissance, ce furent les qualités personnelles de la fiancée qui justifièrent le choix du tsar. »

Nous suivrons maintenant les degrés de la généalogie, et, pour plus de clarté, nous les marquerons par des chiffres romains.

I. Il résulte de ce qui précède que le premier auteur connu de la maison Romanof est André Ivanovitch Kobyla, fils prétendu de Glanda. Après avoir reçu le baptême, il entra au service du grand-prince de Moscou, probablement vers 1330, et, devenu boïar, il jouissait d'une telle considération sous Siméon Ivanovitch Gordii, qu'il fut choisi par son maître, avec un autre boïar, pour aller de sa part à Tver, demander en mariage la fille du prince Alexandre. Il mourut laissant cinq fils.

[1] Prononcez simplement *Tcherbatof*, pour éviter la difficulté de cette articulation double *chtch* qui, dans la langue russe, est rendue par une seule lettre.

[2] Tome VII, chap. VII, de son *Histoire de Russie*.

II. Nous n'avons à nous occuper ici que du plus jeune, Fœdor Andréïevitch Kobyline, surnommé Koschka (le Chat). Il servait sous Dimitri Ioannovitch Donskoï et fut, en 1381, un des témoins de son testament. Lorsque Vassili II, fils du vainqueur du Don, eut rétabli la paix avec Novgorod, Koschka devint, en 1393, l'envoyé du grand-prince près de cette république, dont on ne tarda pas à lui confier le gouvernement. Il était déjà avancé en âge, lorsqu'il fut revêtu de la haute dignité de boïar. Sa descendance porta le nom de *Koschkine;* c'est de l'aîné de ses cinq fils que la famille Romanof est issue, de même que la famille Chérémétief l'est du quatrième.

III. Cet aîné s'appelait Ivan Fœdorovitch Koschkine; mais tout ce que nous savons de lui, c'est qu'à son tour il laissa quatre fils.

IV. Le quatrième, Zacharie Ivanovitch Koschkine, fut boïar sous le règne de Vassili Vassiliévitch l'Aveugle (1425-1462). Ses enfants prirent, d'après lui, le nom de *Zakharine*. C'était alors l'usage de désigner par un nom patronymique tous les enfants issus d'un même père [1]. Le prénom de ce père, légèrement modifié par la terminaison (Zakharine), restait attaché à toute sa descendance au premier degré, de même que

[1] Cette observation ne s'applique pas aux familles princières, lesquelles tiraient leurs noms de leurs possessions ou apanages. Mais, dans celles-ci même, le nom de famille fut souvent emprunté, en outre du nom de baptême, à un surnom ou sobriquet : Dolgorouki signifie longue main; Labanof ou plutôt Lobanof vient de *lobân*, ayant un grand front; Kobyline, de *kobyla*, jument; Kolytchef, de *koltcha*, boiteux; Gorbounof, de *gorboun*, bossu; Lochakof, de *lochak*, mulet; Cherebtsof, de *chérébetz*, cheval entier; Pleschtchéïef, de *plesch*, pelade ou place chauve sur le sommet de la tête.

le rameau dont sortait cette branche se nommait d'après le prénom du grand-père (Koschkine); un rameau supérieur était désigné d'après l'aïeul (Kobyline), et, à défaut de noms de famille, encore inusités alors, le prénom ou surnom de ce dernier formait en même temps la dénomination commune de tout un lignage. Le Clerc, dans sa généalogie de la maison Romanof [1], a expliqué cela tant bien que mal, mais ensuite il est tombé dans une extrême confusion qui ne permet plus de suivre le lignage dans ses divers degrés. Au lieu de la généalogie des Romanof ou plutôt des Kobyline, pour les prendre à leur degré le plus éloigné, il donne celle des Iakovlef, etc.

V. Les Iakovlef descendent de l'aîné des deux Zakharine; mais c'est du second que nous avons à nous occuper ici. Celui-ci, nommé Iourii Zakharitch, c'est-à-dire George fils de Zacharie, servit sous Ioann III Vassiliévitch, fut grand-voïvode dans plusieurs campagnes, surtout contre la Pologne, devint boïar en 1493, et mourut en 1501. Sa femme est nommée Anastasie, mais on ignore à quelle famille elle appartenait. Les enfants de Iourii sont connus sous le nom de *Iourief;* cette branche des Zakharine eut elle-même cinq ramifications.

VI. Le troisième fils de Iourii, Român Iouriévitch Zakharine, servit en qualité de voïvode, et mourut le 12 février 1543. C'est lui qui est l'auteur de la branche des Kobyline appelée d'après lui branche des *Romanof,* c'est-à-dire des Romanovitch ou des enfants de Român (Romain). Les Russes des classes supérieures abrégent ainsi eux-mêmes, par une convenance de mo-

[1] Voir *Histoire ancienne de la Russie*, t. III, p. 4.

destie, leur nom patronymique. Nous sommes les Romanof, disaient les fils d'un père appelé Român, tandis que le monde les appelait, à cause de leur naissance, Nikita Romano*vitch*, ou Ivan Romanovitch. Ce sont là des usages de terroir dont il importe de bien se rendre compte.

VII. A l'origine de cette nouvelle ramification de la branche Iourief-Zakharine, elle se composa de trois fils et de deux filles.

De ces dernières, la plus jeune fut mariée à un prince Sitzkoï; l'autre fut la célèbre Anastasie Romanovna, noble compagne du tsar Ioann IV Vassiliévitch, plus tard surnommé le Terrible. Ioann épousa Anastasie en premières noces, dans l'année 1547. On sait quelle fut l'heureuse influence de cette princesse sur un époux d'un caractère exalté et violent, et combien toute la Moscovie pleura sa mort, arrivée prématurément en 1560. Elle laissa trois fils, dont le plus jeune seulement arriva au trône, mais n'eut point d'enfants. La descendance d'Anastasie, si elle ne s'était éteinte dès la première génération, eût pu être désignée sous le nom des *Rurik-Romanof*, étant issue de Rurik par les mâles, et des Romanof par la ligne maternelle.

Quant aux frères d'Anastasie, le plus jeune d'entre eux seulement, Nikita (Nicétas) Romanovitch, eut de la postérité. Beau-frère du tsar, il jouit d'un grand crédit du vivant de sa sœur, et devint successivement voïvode, premier voïvode et okolnitchéï [1]. Même après la mort d'Anastasie, ce fut un des personnages les plus éminents de la cour d'Ioann IV qui, trompant les espérances conçues de lui jusqu'alors, devint bientôt un

[1] Degré immédiatement inférieur à celui de boïar, dans la hiérarchie de la cour tsarienne.

sombre tyran, un vrai fléau pour tout ce qui l'entourait. En 1565, Nikita fut nommé *dvoretzkoï* ou grand maître de la cour et boïar. Plus tard, lorsque, avant de terminer son odieuse carrière (1584), le tsar voulut faire son testament, il le choisit pour former, avec deux autres boïars, le conseil intime qui devait assister dans le gouvernement son fils Fœdor Ioannovitch, né en 1557 et neveu de Nikita. Au mépris de cette volonté, le beau-frère du jeune tsar, Boris Godounof, s'empara seul des rênes de l'État; Nikita prit l'habit de moine et mourut bientôt après, le 23 avril 1586 (vieux style); Fletscher dit qu'on soupçonna que c'était par le poison.

VIII. On assure que la deuxième femme de Nikita Romanovitch, Eudoxie Alexandrovna, était une princesse de la maison de Souzdal; d'après Novikof, elle était fille du prince Alexandre Gerbatoï [1] : ce qui est certain, c'est qu'il eut de ce mariage de nombreux enfants. Toute sa descendance se composa de sept fils et de cinq filles; mais cinq des fils seulement survécurent à leur père [2].

L'aîné, Fœdor Nikititch, né vers 1550, était un homme aussi distingué par ses facultés morales que par les avantages extérieurs de sa personne; d'ailleurs cousin germain du tsar Fœdor, il semblait appelé à jouer un grand rôle sous son règne. Mais Boris, jaloux du crédit des Romanof, fit tous ses efforts pour le miner, et attira toutes les affaires à lui. Néanmoins Fœdor parvint aux plus hautes dignités. Après avoir fait avec le tsar la campagne de Suède, il commanda l'armée qui, en

[1] Ou Jerbatoï, remarque que nous faisons à cause de la prononciation.

[2] Voir Karamzine, t. X, chap. II.

1596, marcha contre les Tatars, et joignit à la dignité de voïvode le rang de boïar. Le Français Margeret, capitaine aux gardes déjà cité (p. 120), fait mention à cette époque des *Romanovitch* comme étant « les plus grands qui restaient pour lors. » Mais en 1598, le dernier tsar de la dynastie de Rurik mourut, âgé seulement de 41 ans. Sur son lit de mort, il avait désigné pour lui succéder la tsarine Irène, sa femme, sœur de Godounof, et il avait recommandé l'empire à la sollicitude du chef de la famille de sa mère, en même temps qu'à celle de ce beau-frère et ministre.

Au mépris de la volonté de son maître, Boris, comme on sait, usurpa la couronne pour lui-même. Les Romanof, quoique d'une loyauté reconnue, lui furent suspects; il vit en eux des compétiteurs au trône, rivaux de son fils, et, sous divers prétextes que des machinations infâmes avaient dû rendre vraisemblables [1], il se livra contre eux à des persécutions violentes. Après avoir été mis à la torture, la plupart des cinq frères furent exilés (1601), soit à Pélim en Sibérie, soit dans des contrées lointaines du territoire européen; plusieurs même perdirent la vie par l'ordre de Boris.

Nous verrons bientôt le sort de Fœdor, à qui nous consacrerons une notice détaillée; sa femme, Xénie Chestof, forcée comme lui d'embrasser la vie religieuse, fut enfermée dans un couvent des paroisses au delà du lac Onéga, où elle reçut le nom de Marthe ou Marfa.

L'aîné des frères de Fœdor, Alexandre Nikititch, d'abord nommé boïar sous le nouveau règne, mourut

[1] Il en sera parlé plus loin.

étranglé dans l'exil. Sa femme, née princesse Eudoxie Galitsyne, était morte quelques années avant lui, le 1er août 1597.

Le second frère, Michel Nikititch, nommé okolnitchéï par Boris, mourut aussi dans l'exil, ou de mort violente ou de chagrin, en 1606.

Vassili, le cinquième, eut le même sort, le 15 février 1602.

Le quatrième, Ivân, fut rappelé en 1602, mais il était paralysé d'un côté de son corps, par suite d'un coup d'apoplexie.

Les persécutions atteignirent aussi leurs sœurs, Euphémie, mariée à un prince Sitzkoï, et Marthe, femme du prince Boris Tcherkasskoï. Irène, la plus jeune [1], en fut seule préservée : avant la disgrâce de sa famille, elle avait été mariée à Ivan Ivanovitch Godounof, cousin de l'usurpateur. Toute la famille Sitzkoï fut enveloppée dans la même disgrâce; le prince Boris Tcherkasskoï partagea aussi, avec ses enfants, le sort de sa femme; les Chestounof, les Karpof, les princes Repnine, tous amis fidèles des Romanof, furent également au nombre des victimes.

IX. Les enfants de Fœdor Nikititch moururent presque tous en bas âge : parmi ceux du sexe mâle, le seul qui survécut aux orages de cette époque fut Michel (Mikhaïl Fœdorovitch), destiné par la Providence à fermer les plaies dont le malheur des temps et la perversité des hommes venaient de frapper la Russie. On verra plus loin les détails de sa vie et l'histoire de son élection au trône. Avec Michel commence la *dynastie* des Romanof.

[1] Une autre s'appelait Anastasie.

A l'égard de celle-ci, nous placerons ici une observation.

Les membres de cette dynastie se succédèrent sur le trône, presque tous au sortir de l'adolescence. Michel avait dix-sept ans lorsqu'il y fut élevé; son fils Alexis, quinze, et parmi les fils de celui-ci, Fœdor III en avait dix-neuf; Ioann V, seize, et Pierre le Grand, dix. L'empire n'eut point à le regretter : Alexis, juste comme son père, le surpassa pour l'intelligence et l'activité, et Pierre Alexéïévitch devint le réformateur, on pourrait dire le second créateur de la Russie.

X. Marié deux fois, d'abord à une princesse Dolgorouki (1624), puis à Eudoxie Streschnef (1626), Mikhaïl Fœdorovitch eut de cette dernière cinq enfants, dont trois fils. L'aîné, Alexis Mikhaïlovith, né en 1630, régna de 1645 à 1676.

XI. Il fut également marié deux fois.

De son union avec Marie Miloslavskaïa (1648-1669) naquirent douze enfants, dont cinq fils [1]. De ceux-ci, deux occupèrent le trône : le premier, Fœdor III Alexéïévitch, né en 1656, succéda à son père en 1676 et mourut en 1682; le second, Ioann V Alexéïévitch, né en 1666, malgré sa santé débile et ses facultés restreintes, régna au moins de nom, conjointement avec Pierre Alexéïévitch, son frère consanguin, jusqu'à sa mort arrivée en 1696. Parmi leurs sœurs, il faut nommer la tsarevne Sophie Alexéïevna, qui, chargée de la régence au nom de ses frères, alla jusqu'à s'attribuer le titre d'autocrate (*Samoderjetsa*). Née en 1657, élevée

[1] Ici, et plus encore dans ce qui suivra, nous donnons les faits d'une manière plus complète que nous n'avions pu faire dans le tableau généalogique placé à la fin de notre *Statistique générale de l'empire de Russie*.

au pouvoir en 1687, elle succomba, deux ans après, dans sa lutte avec son plus jeune frère, fut obligée de prendre le voile, le 18 septembre 1689, au couvent Novodévitchéi à Moscou, et y mourut le 14 juillet 1704.

Du second mariage d'Alexis Mikhaïlovitch avec Natalie Naryschkine (1671-1676) naquirent un fils et deux filles. Le fils fut le réformateur de la Russie, Pierre Alexéïévitch, né à Moscou le 9 juin (30 mai) 1672, et qui régna avec tant de gloire de 1682 à 1725 [1]. Il mourut le 8 février (29 janvier) de cette dernière année, âgé de moins de 53 ans.

XII. Comme son père et son aïeul, Pierre le Grand fut marié deux fois.

De sa première femme, Eudoxie Lapoukhine (1689-1698), il eut d'abord l'infortuné tsarévitch Alexis Pétrovitch, né en 1690, marié en 1711 à la princesse Charlotte-Christine Sophie de Wolfenbüttel, et qui périt en 1718 d'une manière si mystérieuse; puis, un autre prince, Alexandre, qui, né en 1691, mourut l'année d'après.

De sa seconde femme, la fameuse Catherine Alexéïevna (1713-1725), il eut beaucoup d'enfants, dont plusieurs étaient même venus au monde avant leur mariage. Sauf le prince Pierre Pétrovitch qui, né en 1715, mourut dès le 25 avril 1719, ils furent tous du sexe féminin, Catherine, Anne, Natalie, Élisabeth, Marguerite. L'une d'elles, Élisabeth Pétrovna, née en 1713, régna, comme on sait, de 1741 à 1761.

XIII. Le tsarévitch Alexis laissa deux enfants, une fille, Natalie (morte en 1729), et un fils, Pierre Alexéïévitch. Ce dernier, né en 1715, régna sous le nom de

[1] Voir la notice que nous lui avons consacrée dans l'*Encyclopédie des Gens du monde*.

Pierre II, de 1727 à 1730, année de sa mort.

Cousin germain de Pierre II, Pierre III Fœdorovitch, qui ceignit la couronne en 1761 et que Catherine II, sa femme, détrôna peu de temps après, se place au même degré. Il était fils d'Anne Pétrovna, sœur aînée d'Élisabeth, que Pierre avait mariée, dans l'année de sa mort, au duc Charles-Frédéric de Holstein-Gottorp. Ici commence la branche collatérale du lignage de Pierre le Grand : nous nous en occuperons plus loin.

A la mort d'Élisabeth, en 1761, la branche cadette directe de la maison Romanof était éteinte, car Anne était déjà morte en 1728.

La branche aînée, la descendance directe d'Ioann V Alexéïévitch, l'était également.

On sait qu'elle était montée au trône dans la personne d'Anne Ioannovna, fille de ce prince imbécile, née en 1693. Celle-ci, un instant mariée au duc Frédéric-Guillaume de Courlande (1710-1711), n'eut point d'enfants. Elle régna de 1730 à 1740.

Mais Ioann avait eu deux autres filles. L'aînée, Catherine Ioannovna, née en 1691, épousa un duc de Mecklenbourg-Schwerin, et eut de ce mariage une fille Anna Karlovna, née en 1724. Celle-ci, régente de Russie en 1740, après la mort d'Anne Ioannovna, sa tante, et morte en 1746, laissa cinq enfants. L'aîné, Ioann Ier Antonovitch, régna un instant au berceau, en 1740; mais le trône lui fut ravi par Élisabeth, sa cousine. Il fut alors enfermé en divers lieux, et périt en 1764, sous Catherine II, dans la forteresse de Schlüsselbourg, à l'occasion de la rébellion de Mirovitch qui essaya de le délivrer [1]. Ioann était un Romanof, de la branche

[1] Il a véritablement régné et il existe des pièces de monnaie,

aînée, par les femmes; mais par son père il appartenait à la maison de Brunswick dont son règne eût été l'avénement; celle-ci était le second degré féminin de cette branche aînée. Les autres enfants d'Anne Karlovna et du duc Antoine-Ulric de Brunswick, Pierre et Alexis, Catherine et Élisabeth Antonovitch, moururent dans l'exil, à Horsens en Jutland; la dernière survivante de cette malheureuse famille fut Catherine qui termina obscurément sa vie dans cette ville danoise, le 9 avril 1807.

En conséquence, il ne reste aujourd'hui que la maison de Holstein-Gottorp, ligne féminine de la branche cadette.

Avant d'entreprendre l'histoire de l'élévation au trône de la maison Romanof, disons un mot de l'état de sa fortune à ce moment-là.

Outre sa maison de Moscou, située dans le Kitaï-gorod (ville chinoise), à l'endroit occupé maintenant par le couvent de Znamenskoï, elle possédait des terres nombreuses, récompenses de ses services, dues à la libéralité des derniers tsars de la maison de Rurik. Mais au commencement du dix-septième siècle, lors des persécutions de Boris Godounof, ces biens furent confisqués au profit de la couronne. Cependant, quelques années après, l'usurpateur maria un de ses neveux avec Irène Nikititchna Romanof, sœur de Philarète; et à cette occasion, essayant d'étouffer ses

roubles d'argent, etc., à son effigie. C'est ce prince, connu sous le nom d'Ivan, dont M. de Custine a eu tant de peine à voir le tombeau et dont il parle si longuement, t. II, p. 347 et suiv. (de l'édition in-18), et t. IV, p. 308-328.

ombrages contre une famille dont il redoutait la rivalité pour son fils, il lui restitua une partie de ses anciennes propriétés, notamment le village de Klinn qui était le fond de leur patrimoine. Il s'agit là, non de Klinn, aujourd'hui ville de district du gouvernement de Moscou, sur la grande route entre les deux capitales, mais d'un grand village à église (*sélo*) appartenant au district de Iourief-Polski [1], et peu éloigné de cette ville du gouvernement de Vladimir. Cette terre fut assignée comme séjour aux membres de la famille auxquels Boris avait laissé la vie, et nous verrons bientôt Marthe et son fils s'y retirer. Elle constituait la majeure partie de leur fortune, par conséquent fort médiocre, au moment de l'élévation de Michel.

Voici maintenant l'historique de l'élection de Michel Fœdorovitch Romanof, d'après les meilleures sources. Malgré le vif intérêt des faits et les circonstances remarquables qui les accompagnèrent, aucun historien ne les a racontés avec un peu d'étendue. Karamzine, comme on sait, s'arrête à l'avénement des Romanof, et M. Oustrialof n'a pu consacrer qu'une couple de pages à cette mémorable époque des annales moscovites. Tout se réduit donc pour nous à de simples matériaux encore peu dégrossis et que nous avons trouvés dans Strahlenberg, dans le *Magazin* de Busching, dans les *Narrations sur la Russie* [2] de M. Artsybychef, dans le *Recueil* de Wichmann, dans l'*Histoire de Russie* de

[1] Iourief de la Plaine.
[2] *Povestvovanié o Rossii,* Moscou, 1838-43, 3 vol. in-4°.

M. Hermann et dans un petit nombre d'autres publications.

Après la mort du faux Dimitri (1606) et le règne impossible du faible Vassili V Chouïski (1606-1610), la Russie tomba dans une anarchie profonde. Chouïski n'avait dû la couronne et un instant de faveur populaire qu'à son parent, le héros Skopine; cet unique soutien de sa cause périt prématurément (1610), et la honteuse déroute de Klouchino fut une conséquence immédiate de sa mort pour le tsar, qu'on soupçonnait d'ailleurs d'y avoir pris une part coupable. Chouïski, déclaré indigne du trône, dut en descendre et se cacher dans un couvent. Les Polonais l'entraînèrent ensuite à Varsovie, où il mourut. Le conseil des boïars saisit les rênes du gouvernement.

La désolation alla toujours croissant; de nouveaux imposteurs y mirent le comble [1]; leurs partis nombreux, ramassés de toutes parts, se livraient aux plus affreux brigandages. La Pologne et la Suède cherchèrent simultanément à profiter de ces désordres. Quelques milliers de soldats polonais, commandés par le grand Zolkiewski, firent la loi aux Moscovites, qui se résignèrent alors à accepter pour souverain Vladislas Wasa [2], fils de Sigismond III, et à recevoir garnison

[1] L'histoire ultérieure de Marine Mniszech, veuve du faux Dimitri, et celle de ses rapports avec le second imposteur, surnommé *tsarik* ou le petit tsar, ou encore *Petrouschka* et le brigand de Touchino, sont pleines d'intérêt. Ce dernier, regardé par quelques-uns comme un fils du prince André Kourbski, était, suivant toute probabilité, un juif polonais. On trouvera, plus loin, quelques autres renseignements sur son compte.

[2] Non pas Uladislas. La vraie prononciation est Vladislaf. Il y eut dès lors une espèce d'élection. Outre le prince polonais, les candidats étaient le prince Mstislafski, le prince Vassili Galitsyne

polonaise au Kreml, en attendant qu'on se fût entendu avec le roi sur les conditions auxquelles la couronne de Monomaque serait placée sur la tête de son héritier. Une députation solennelle dut se rendre devant Smolensk, assiégé par Sigismond, qui voulait avant tout s'emparer de cette ville forte, afin d'en faire le boulevard de la Lithuanie [1]; et ce fut Fœdor Nikititch Romanof, alors métropolitain de Rostof sous le nom de Philarète, que les boïars du conseil, parmi lesquels siégeait un autre membre de cette famille [2], choisirent (septembre 1610) pour en faire partie avec les princes Vassili Galitsyne et Mesetzkoï.

Mais pendant que le roi de Pologne amusait les ambassadeurs moscovites par des réponses évasives, le sentiment national se réveilla parmi les Russes, et bientôt il en résulta un soulèvement général contre les Liékhs [3]. Un gentilhomme de Riaisan, Procope Liapounof, le dirigeait. Toutes les villes lui envoyèrent leur contingent. Son avant-garde, commandée par le prince Dmitri Pojarski [4], vint assiéger Moscou; mais elle fut repoussée par l'incendie de la ville, à laquelle le général polonais avait ordonné de mettre le feu. Pojarski fut grièvement blessé, et les divisions entre les autres chefs causèrent la mort du brave Liapounof. Le

et Philarète Romanof. La maison des princes Mstislafski, issus de Ghédimine, s'est éteinte en 1622.

[1] Ce fut en défendant cette place que le général russe Schein repoussa trois assauts successifs.

[2] Ivan Nikititch Romanof, et de plus, un Chérémétief, son beau-frère.

[3] Sobriquet donné aux Polonais.

[4] Ou Pojarskoï; de même qu'on dit Dolgorouki et Dolgoroukoï.

seul monastère de Troïtza [1] persista alors dans sa résistance. Cependant lorsque Cosme Minine, homme supérieur quoique simple boucher, eut élevé sa voix patriotique à Nijni-Novgorod [2], et que la multitude, reprenant courage, eut de nouveau couru aux armes, le prince put se remettre en campagne avec des forces considérables.

Plusieurs mois s'écoulèrent avant qu'il lui fût donné de les conduire à Moscou. Arrivé enfin sous les murs du Kreml, en août 1612, il soutint contre Chodkiewicz, successeur de Gonsiewski, un combat qui dura trois jours, le défit et le mit en fuite. Une partie des troupes polonaises, sous les ordres du colonel Nicolas Struss, rentra dans la citadelle et la défendit encore quelques semaines. Au bout de ce temps, Struss, pressé par la faim, capitula, et, le 22 octobre 1612, les princes Pojarski et Dmitri Troubetzkoï entrèrent ensemble dans cette enceinte qui est le cœur de la Russie et sacrée aux yeux de tous les vrais enfants du pays. Les secours de Sigismond arrivèrent trop tard pour arrêter la fuite des Polonais.

Ainsi furent chassés du sol de la Moscovie ces étrangers qui, jusqu'alors rivaux heureux des Russes, venaient même d'essayer de leur imposer leurs lois et leur religion. Arrivée à son pinacle, leur fortune s'écroula. Désormais on les verra déchoir graduellement : Alexis Mikhaïlovitch leur portera de rudes coups; l'astuce de Catherine II minera le sol sous leurs pieds, et

[1] La laure de Saint-Serge, un des premiers sanctuaires de la nation. Voir notre ouvrage *la Russie, la Pologne et la Finlande*, p. 96 et suiv.

[2] Tout d'abord il prit le titre d'*homme élu de tout l'empire moscovite.*

leur anéantissement complet suivra de près le premier partage de 1772.

A la première nouvelle de ce qui se passait à Moscou, Sigismond III fit arrêter les ambassadeurs du conseil des boïars, et pendant neuf ans Philarète gémit dans une dure captivité, invoquant en vain le droit des gens qui devait le couvrir de son égide. Il ne fut élargi qu'en 1619, après la conclusion de l'armistice entre les Moscovites et la république polonaise [1].

Après tant et de si cruelles disgrâces, un dédommagement était dû à l'illustre prélat : la Providence ne tarda pas à le lui accorder.

On avait attendu seulement la délivrance de Moscou pour mettre fin à la vacance du trône par une élection libre. Celle-ci ne pouvait avoir lieu convenablement que dans ce siége révéré de la puissance tsarienne, au Kreml, où les souverains étaient couronnés à leur avénement et où reposaient leurs cendres après leur mort. Affranchis maintenant de toute influence étrangère, les boïars du conseil expédièrent, en novembre 1612, dans toutes les villes de l'empire des lettres ou mandements par lesquels il fut ordonné au clergé, à la noblesse et à la bourgeoisie d'envoyer immédiatement à Moscou des députés munis de pleins pouvoirs pour se réunir en conseil national (*zemskii Soveth*) et procéder à l'élection d'un nouveau tsar [2]. En même temps, pour ap-

[1] Voir, plus loin, sa notice biographique.

[2] C'est à ce propos que M. le prince Dolgorouki (comte d'Almagro) parle de *deux chambres* qui auraient composé le conseil de l'empire, l'une appelée la chambre des boïars (*douma boïarskaïa*), et composée de ces hauts dignitaires, ainsi que d'un certain nombre de fonctionnaires choisis par le tsar ; l'autre, la chambre des communes (*douma zemskaïa*), formée des députés

peler les bénédictions de Dieu sur cette opération importante, un jeûne de trois jours était ordonné.

Ces ordres furent accueillis dans tout le pays avec un grand enthousiasme; le jeûne fut observé si rigoureusement que personne, disent les rapports contemporains, ne prit la moindre nourriture pendant tout cet intervalle, et que des mères refusèrent même le sein à leurs tendres nourrissons.

Le jour de l'élection arriva : c'était l'époque du carême de 1613.

La race de Rurik, on s'en souvient, n'était éteinte que dans sa branche directe; mais comme les autres branches provenant de cette souche étaient depuis longtemps subdivisées, « les Russes, » dit avec raison Levesque[1], « négligeaient de remonter aux siècles écoulés pour retrouver la tige commune. A présent même, » continue cet historien, « de grandes maisons, issues de branches différentes, mais qui ont une commune

du clergé, de la noblesse et de la bourgeoisie. « La *constitution* imposée à Michel Romanof, ajoute-t-il, jurée par lui en 1613, et par son fils et successeur Alexis en 1645, ne permettait point au souverain d'établir de nouveaux impôts, de déclarer la guerre, de conclure des traités de paix, et de signer des arrêts de mort sans le vote préalable *des deux chambres*. Jusqu'à Pierre I[er], tous les ukases portaient en tête cette formule : *Tsar oukasall, i boïaré prigovorili* (le tsar a ordonné, et les boïars ont décidé). Pierre I[er], qui avait peu de goût pour les *formes constitutionnelles*, abolit les deux chambres, et, depuis, aucun livre russe n'a osé seulement en faire mention. Mais les documents officiels existent aux archives de l'empire. » (*Notice sur les principales familles de la Russie*, p. 30.) Nous craignons que ce ne soit là faire application de nos idées et de nos expressions modernes à un état de choses peu compatible avec elles, et peut-être la suite de ce travail en fournira-t-elle la preuve.

[1] *Histoire de Russie*, t. IV, p. 2.

origine, ne se reconnaissent pas comme formant une même parenté. Enfin l'illustration se tirait moins de l'ancienneté de la noblesse que des emplois. »

On comprend ainsi pourquoi l'extraction directe du sang de Rurik ne fut pas une considération plus décisive pour les membres de l'assemblée électorale.

D'après le baron de Strahlenberg [1], le métropolitain de Rostof, de sa prison à Marienbourg, exerça une grande influence sur la marche des opérations. « Il trouva le secret, » dit cet officier suédois, prisonnier chez les Russes au temps de Pierre le Grand, « de faire passer une lettre en Russie à Scheremetow [2], frère de son épouse. Il l'exhortait dans cette lettre, comme général et sénateur, à prendre à cœur le bien de l'État, et à y porter de même, par des représentations salutaires, les autres sénateurs, ses confrères. Cette lettre contenait aussi beaucoup de choses remarquables... On prétend même que la lecture qu'on en fit dans le sénat le fit tout à coup changer d'avis par rapport à l'élection.

« Voici le principal du contenu de cette lettre.

« Romanow prouve que Gallitzin [3], loin d'avoir eu tort, a bien fait de détrôner Basile Schuiski (Vassili Chouïski), qui s'était attiré lui-même cette disgrâce en violant les conditions sous lesquelles il avait été élu,

[1] *Description historique de l'empire russien*, traduit de l'allemand, t. Ier, p. 70.

[2] Ici Strahlenberg se trompe, et avec lui beaucoup d'autres auteurs, sans excepter même le savant historiographe Müller dans sa *Notice sur le feld-maréchal Chérémétief*. Chérémétief n'était pas le beau-frère de Fœdor Romanof : la femme de celui-ci n'était pas une Chérémétief, mais une Cheslof. Le boïar Fœdor Chérémétief avait épousé une cousine germaine de Fœdor.

[3] Le prince Vassili Galitsyne, un des précédents candidats.

et en agissant en tout avec injustice et cruauté; que, d'un autre côté, Gallitzin avait tort d'avoir élu, et même fait couronner, Uladislas (Vladislas) sans le consentement de tous les autres sénateurs, boïares et woywodes, et que le parti qui avait élu le prince de Suède[1] avait autant de tort que lui; qu'attendu qu'Uladislas prétendait régner aussi despotiquement que les anciens souverains de Russie, dont on ne voyait point d'exemple dans d'autres pays, il aimait mieux finir ses jours dans la prison, que d'être remis en liberté pour être témoin de l'esclavage et de la perte de sa patrie.

« Il prie Scheremetow de faire tout son possible pour conserver l'union dans le sénat, et de tâcher de faire tomber l'élection sur un d'entre eux. Enfin, il lui marque les conditions qu'on doit stipuler avec celui qu'on élira. Elles sont fort détaillées, et, *à ce qu'on prétend*, fondées sur les lois de la république de Pologne. »

Chérémétief fit part de cette lettre au conseil des boïars où elle paraît avoir produit une grande sensation.

« On représenta d'abord dans la première assemblée, » continue Strahlenberg, « qu'il fallait surtout faire attention d'éviter tout ce qui pourrait contribuer à faire naître de nouveaux troubles; que, quelque bonne que pût être l'intention de ceux qui étaient portés pour un prince étranger, on n'exposait pas moins par là la tranquillité du pays en le soumettant à une puissance étrangère, qui peut-être tôt ou tard formerait des prétentions, etc. Que, quant à l'élection d'un souverain de leur corps, il fallait prendre garde de ne donner la

[1] Charles-Philippe, frère de Gustave-Adolphe, proclamé à Novgorod par le général suédois Jacques de la Gardie.

voix à aucun d'entre eux dont la famille fût trop puissante, ou qui eût été trop mêlée dans les troubles passés, crainte de se donner un souverain qui eût trop d'amis ou d'ennemis, dont les uns et les autres pourraient préjudicier au repos public.

« On exigeait surtout que celui qu'on élirait se soumît à toutes les conditions prescrites par l'assemblée, et qu'on ne le couronnât qu'après qu'il eût promis solennellement de s'y conformer.

« Après ces préliminaires, on passa aux voix dont la plus grande partie se trouva en faveur des grands généraux, comme Gallitzin, Worotinski et Schuiski. Mais les sénateurs s'y opposèrent, en alléguant pour raison que les deux premiers ayant été trop impliqués dans les troubles précédents, leur élection ne pouvait pas avoir lieu, selon ce qui était convenu entre eux.

« Qu'on ne pouvait disputer à ces trois seigneurs un mérite éminent et une grande naissance, puisqu'ils sortaient tous trois d'anciennes maisons de princes; mais que la maison Gallitzin était la plus puissante du pays et la plus nombreuse en parents; et que d'un autre côté elle avait pour le moins autant d'ennemis, pour ne pas dire davantage.

« Que Worotinski était fort âgé, qu'il ne régnerait pas longtemps, et que dans sa maison il n'y avait personne de capable pour lui succéder; ce qui occasionnerait bientôt une nouvelle élection et de nouveaux troubles dans le pays. Qu'il y avait du danger de faire tomber l'élection sur Schuiski, parce que son parent avait été détrôné par Gallitzin, et que tôt ou tard il ne laisserait pas de venger cet affront. On conclut par prier très-instamment l'assemblée de faire tomber son choix sur quelque autre personne: »

Nous ignorons jusqu'à quel point les informations recueillies par Strahlenberg sont exactes ; tout au moins a-t-on nié qu'il ait été question, autant qu'il le dit, des princes Galitsyne, Vorotinski et Chouïski. Mais les débats furent longs et tumultueux. Il paraît que les princes Mstislafski et Pojarski refusèrent le trône ; l'élection du prince Dmitri Troubetzkoï échoua, et d'autres candidats furent écartés par des motifs divers. Enfin, après bien des hésitations, on mit en avant le nom de Michel Romanof, jeune homme de seize ans, inconnu à tous par lui-même, mais recommandé par les vertus de son père, et que le patriarche Hermogène, saint martyr de la cause nationale, avait déjà présenté aux suffrages des boïars. Les Romanof se rattachaient par les femmes à l'ancienne dynastie [1] ; les aïeux de Michel avaient été en possession des premières dignités de l'État, et l'on assure même, mais sans autorité suffisante, que le tsar Fœdor Ioannovitch, en mourant, avait légué le trône à Fœdor Nikititch, père du jeune homme. Il remplissait d'ailleurs les conditions du pro-

[1] Cette parenté, très-réelle, ne justifie cependant pas l'expression dont se sert M. Oustrialof (*Histoire de Russie*, fin du chapitre VI), en disant que Michel était *le seul rejeton de la vieille maison tsarienne par la ligne féminine*. Michel ne descendait d'aucun tsar; Anastasie Romanof, qui avait épousé Ioann IV Vassiliévitch, et le seul membre de cette famille qui eût porté la couronne, n'était ni sa mère ni son aïeule. Le même lien de parenté, par les femmes, liait à la maison autrefois régnante d'autres familles nobles du pays. Au reste, nous ne faisons pas un reproche de ce manque d'exactitude au plus récent des historiens russes: les termes dont il s'est servi sont un hommage pour ainsi dire obligé rendu aux idées conventionnelles accréditées en Russie par le gouvernement, qui, absolu en toutes choses, met souvent à la place de l'histoire véritable une histoire officielle plus favorable à ses prétentions ou plus conforme à ses vues.

gramme. « Il ne restait de toute sa famille que trois hommes de vivants, » dit Strahlenberg. « Il n'avait été impliqué dans aucun des troubles précédents, et son père était ecclésiastique et par conséquent porté naturellement pour la paix et pour l'union plutôt que pour des projets turbulents. »

Cette nouvelle candidature, appuyée par le métropolitain de Moscou [1], fut accueillie avec empressement, et, après quelques discussions, elle réussit. Les suffrages unanimes de l'assemblée élevèrent au trône Michel Fœdorovitch.

Voici la principale teneur du procès-verbal qui fut dressé à cette occasion [2].

« Lorsque des différentes villes de tout l'empire de Russie furent arrivés dans Moscou, la capitale, les députés du haut clergé, des métropolitains, archevêques, évêques, archimandrites et igoumènes (prieurs ou abbés), et de plus les boïars, les voïvodes, les nobles (*dvoriané*), les enfants de boïars [3], les hôtes [4], les marchands, les domiciliés et les habitants des districts, tous hommes des meilleurs et des plus sensés, en tel nombre que de besoin.

« Alors, notre Dieu très-bon, adoré dans la sainte Trinité, par l'intercession de la très-sainte Mère de Dieu et des augustes thaumaturges de Moscou, et parce qu'il ne voulait pas laisser languir dans une misère sans limites toute la chrétienté orthodoxe, ni voir flétrie par les Latins et par la foi sacrilége des luthériens

[1] Il n'y avait pas alors de patriarche.

[2] Voir le *Recueil des documents d'Etat*, publié, en langue allemande, par Wichmann, Leipz., 1819, t. Ier, p. 599-643.

[3] Espèce d'écuyers ou de nobles inférieurs.

[4] *Gosteï*, principaux négociants faisant le commerce avec l'étranger.

la vraie et orthodoxe religion chrétienne du rit grec, envoya, selon sa charité, son Saint-Esprit dans les cœurs de tous les chrétiens orthodoxes de tout l'empire russe,

« Afin de faire naître chez tous, jeunes et vieux, et non-seulement chez les adultes du sexe mâle, mais chez tous jusqu'aux enfants à la mamelle, une résolution unanime et irrévocable.

« Après que les hommes ainsi appelés de toutes les villes de l'empire eurent délibéré entre eux, ils prirent en effet une telle résolution et la publièrent dans les termes suivants :

« Sera seigneur, tsar et grand-prince de l'État de Vladimir et de Moscou et de toutes les grandes et splendides villes de la Russie, ainsi qu'autocrate de tous les Russes, Michel Fœdorovitch Romanof-Iourief;

« Et, à l'exception de Michel Fœdorovitch Rom.-Iour., nul ne régnera sur l'empire de Moscou, ni les rois ou fils de rois de Pologne, de Lithuanie et de Suède, ni ceux d'autres États, ni aucun individu appartenant aux familles moscovites ou compris dans le nombre des étrangers qui sont au service de l'État moscovite;

« Attendu que lui, notre auguste seigneur, est le fils de Fœdor Nikititch Rom.-Iour., frère germain du glorieux et puissant seigneur, tsar et grand-prince, autocrate de tous les Russes, Fœdor Ioannovitch, de bienheureuse mémoire.

« Abandonnant à la volonté de Dieu les mesures ultérieures, les chefs de l'Église et tout l'ordre ecclésiastique, de même que les boïars, okolnitchéï, tchaschniks et stolniks [1], toute l'armée fidèle en Christ, les hôtes,

[1] Grands échansons et majordomes (qui avaient la surveillance de la table du tsar).

et les marchands, les domiciliés et les habitants et tous les autres ordres (ou états) de tout l'empire russe, ont fixé, pour passer outre à la confirmation et ratification, un délai de deux semaines, du 7 au 21 février.

« Pendant cet intervalle, les métropolitains et tout le clergé ont adressé leurs prières à Dieu, et ils ont envoyé ensuite des exprès dans les villes chez les boïars de l'empire moscovite, chez le prince Fœdor Ivanovitch Mstislafski et leurs compagnons, pour les mander en toute hâte à Moscou; et ils ont dépêché en secret dans toutes les villes de l'empire, à l'exception des plus éloignées, des hommes sûrs et pieux afin de connaître la pensée de tous les nationaux (sujets).

« Puis, le 21 février, tous se sont réunis dans la cathédrale de l'Assomption, en même temps que les fonctionnaires et les nobles des villes, les enfants de boïars, les chefs des villes, les anciens et atamans, les strélitz, les Cosaques, les hôtes et marchands, pour implorer sur le tsar nouvellement élu la bénédiction du Dieu très-bon. »

L'élection terminée, on désigna ceux qui devaient se rendre près du nouveau tsar afin de lui en faire connaître le résultat, et l'on rédigea les instructions dont ils devaient être munis. Dans cette occasion, le clergé fut représenté par Théodorète (en russe *Féodorite*), archevêque de Riaisan et de Mourom; par Abraham, archimandrite du monastère Tchoudof (des Miracles), à Moscou; par Abraham, cellerier de la laure de Saint-Serge [1], et par d'autres archimandrites ou igoumènes; on choisit parmi les dignitaires le boïar Fœdor Ivanovitch Chérémétief, le prince Bakhtéïarof-Rostofski,

[1] Sans doute le célèbre Abraham Palitsyne.

également boïar, et l'okolnitchéï ou dignitaire du second rang Fœdor Vassiliévitch Golovine, personnages que devaient accompagner divers membres de la noblesse haute ou inférieure; enfin des diaks ou employés de chancellerie, des officiers de l'armée et quelques bourgeois notables complétèrent la députation, comme représentants de la population des villes ou de ce que nous aurions appelé le tiers état.

La députation, ainsi composée, se mit aussitôt en route pour Kostroma, ville située à 316 verstes [1] au nord-est de Moscou, où vivait alors le jeune Romanof avec sa mère.

Né le 21 (12) juillet 1596, Michel ou Mikhaïl Fœdorovitch, avec sa sœur Tatiana le seul enfant que Fœdor Nikititch eût conservé, était alors dans sa dix-septième année; mais l'expérience avait chez lui devancé l'âge. Dès la plus tendre enfance, il avait eu à souffrir des vicissitudes auxquelles sa patrie était soumise. Enlevé à ses parents, privé des jouissances du luxe, il avait d'abord, ainsi que sa sœur, été exilé à Bélo-Ozéro, avec sa tante la princesse Tcherkasskoï. Cependant un adoucissement de leur sort ayant été accordé aux Romanof encore du vivant de Boris Godounof, Michel avait pu, dès le mois de mars 1602, rejoindre sa mère jusqu'alors renfermée dans un couvent encore plus éloigné de Moscou, et l'avait suivie d'abord à leur terre de Klinn, puis, en 1606, dans le couvent d'Hypatius, à Kostroma, qui faisait partie de l'éparchie du père, nommé métropolitain de Rostof par le faux Dimitri. Dans cet asile,

[1] Nous répétons, une fois pour toutes, que la verste russe est, à peu de chose près, l'équivalent d'un kilomètre; elle est à celui-ci comme 1 est à 1.067, par conséquent un peu plus forte.

la triste épouse de Philarète resta cachée sous le voile pendant sept ans.

Mais le grand-hetman[1] polonais Zolkiewski, qui craignait le prestige du nom de Romanof, enleva l'enfant de ce couvent et le remit à son lieutenant Gonsiewski pour le tenir sous bonne garde. Conduit à Moscou, Michel y resta pendant le siége, en partagea les horreurs, et jouit ensuite doublement de la délivrance de son pays, puisqu'elle le délivrait personnellement d'un grand danger. Hermogène ne tarda pas à le désigner comme le futur tsar, et depuis ce temps les Polonais en voulurent à sa vie.

Michel avait profité de la victoire de ses compatriotes pour courir vers sa mère à Kostroma, et il était encore près d'elle dans le couvent d'Hypatius, vraisemblablement sans que jamais la perspective du trône se fût présentée à sa pensée, lorsqu'on leur annonça l'arrivée de Moscou d'une députation solennelle.

Le 12 mars (vieux style) elle s'était arrêtée à Novocélié[2], village à une verste seulement de Kostroma. Elle y avait passé la nuit, après avoir fait prévenir le gouverneur de son approche. Celui-ci était allé au-devant des mandataires de la nation, et, suivi de la population, il s'était joint à eux pour les introduire solennellement dans la ville. A peine entrés, ils avaient envoyé prendre les ordres du jeune Romanof et de sa mère. La réponse fut qu'on s'empresserait de les recevoir le lendemain.

Le 14, de grand matin, le cortége se forma. La députation marcha précédée de prêtres portant la sainte

[1] Grand général. Voir l'observation de la page 64, tome II.
[2] Ou Novo-Sélié (Nouveau Village).

croix et une image de la Vierge Marie, pieusement emportée de Moscou. Une foule de peuple suivait. Michel Fœdorovitch et sa mère, voulant témoigner leur respect aux envoyés, se rendirent au-devant d'eux, jusqu'à la porte de l'enceinte extérieure du couvent.

Aussitôt l'archevêque et le boïar Chérémétief s'avancèrent à leur rencontre, annoncèrent à Michel son élévation, lui demandèrent, à lui et à sa mère, d'y donner leur assentiment, et le supplièrent de venir sans retard prendre possession du trône. En écoutant leurs paroles, la sœur Marthe ne témoigna point de joie : victime des coups du sort, frappée des dangers qu'aurait encore à courir son enfant chéri, elle s'effraya au contraire de cette perspective brillante qui eût séduit la vanité mondaine, et pria avec instance, en répandant de chaudes larmes, qu'on reportât sur une autre tête l'honneur insigne destiné à son fils. Lui-même le déclina formellement.

La députation chercha à entraîner la mère et le fils dans l'église, afin de les placer en quelque sorte plus directement sous la main de Dieu : ils l'y suivirent malgré eux, et, après l'office, l'archevêque, ayant renouvelé ses sollicitations, reçut à peu près la même réponse. Cependant l'entretien se prolongea, et dans cette conférence solennelle où une mère alarmée résista courageusement à l'appât d'une couronne pour ne point exposer à des dangers presque inévitables les jours de son fils, on entra dans de longues explications. Marfa multiplia les objections. Si son fils accepte, que deviendra le père, le chef de la famille, prisonnier des Polonais? La rancune de Sigismond ne lui sera-t-elle pas fatale? D'ailleurs le pays est dans un désordre épouvantable : un faible enfant ne réussira jamais à

l'en tirer en apaisant les factions. Les mœurs ont reçu une grave atteinte, la religion du serment est affaiblie, on se parjure même après avoir baisé la croix. Le trésor est vide, toutes les caisses sont épuisées, les joyaux de la couronne emportés, les domaines, source ordinaire du revenu, ravagés et pillés, les vassaux appauvris et ruinés. Avec quoi soldera-t-on les troupes? Et cependant l'ennemi vaincu menace de revenir avec des forces nouvelles. Il faudra peut-être se mettre encore une fois en campagne contre le roi de Pologne, grand-duc de Lithuanie, contre le roi de Suède, contre d'autres princes voisins, tous impatients de s'agrandir aux dépens du pays. Comment ne pas craindre pour le trône dans un tel état de choses? Quatre fois on en a disposé depuis l'interrègne, et la chute de chacun des quatre tsars a suivi de près son élévation. En sera-t-il autrement pour le jeune Michel? Faut-il livrer cet enfant à une perte certaine, en butte aux attaques des partis, à la vengeance des Polonais, exercée à la fois contre lui et son père? Pour triompher de ces scrupules bien légitimes, la députation emprunta le secours de la religion; elle fit remarquer à la pieuse Marthe, dans l'unanimité des votes, une manifestation non équivoque de la volonté immuable de Dieu à laquelle l'homme ne peut résister sans tomber dans le péché. Il est écrit, lui dit Théodorète: « La voix du peuple est la voix de Dieu. » Comme la pauvre mère résistait toujours, il fit approcher les prêtres qui portaient les crucifix, l'image miraculeuse de la Vierge ayant l'enfant Jésus dans ses bras, et celle des *grands thaumaturges* de Moscou, Pierre, Alexis et Jonas. L'humble religieuse s'inclina respectueusement devant ces objets de son culte, et l'idée du devoir prit insensiblement le dessus en elle

sur la sollicitude maternelle qui paralysait son courage. On la pressa de toutes parts, et la voix du peuple se fit entendre pour appuyer les supplications des députés.

En ce moment, Théodorète, s'adressant directement au jeune Romanof : « L'auguste Mère de Dieu, ainsi que les grands thaumaturges, t'aime, » lui dit-il, « et elle accomplit sur toi, qui es notre maître, la sainte volonté de son Fils et de notre Dieu. Courbe-toi donc, ô seigneur, en présence de son image vénérée; obéis comme Dieu le veut, comme la sainte Mère de Dieu et les grands thaumaturges l'ordonnent, et ne sois point rebelle à ces décrets divins; soumets-toi sans hésitation à ces saints commandements. »

Déjà la mère et le fils étaient ébranlés : la voix de la religion avait sur eux une grande puissance. Résister à la volonté divine, ils ne pouvaient supporter cette idée. L'archevêque en profita. Il leur représenta les suites d'un refus obstiné. Restant sans chef, l'empire serait encore une fois livré à toutes les horreurs de l'anarchie; la guerre civile éclaterait avec une nouvelle fureur et précipiterait dans l'abîme toute la nation. « Dieu, » ajouta-t-il, « au jour de son terrible et juste jugement, te demandera compte de tout cela, à toi auguste Marfa Ivanovna, fiancée de Jésus, et à ton fils notre très-puissant seigneur Mikhaïl Fœdorovitch. C'est chez nous, jeunes et vieux, et dans toutes les villes du grand empire moscovite, une résolution arrêtée, unanime et inébranlable, résolution d'ailleurs sanctionnée par le baisement de la croix, que, hormis ton fils, notre seigneur Mikhaïl Fœdorovitch, nous ne voulons pas que nul règne sur l'empire moscovite, et la pensée même ne nous en vient pas. »

Vaincus par ces représentations et touchés de ces instances, Michel et sa mère consentirent à la fin à accepter l'effrayant fardeau de la royauté. « Si Dieu le veut, qu'il en soit ainsi! » s'écria le jeune homme.

Aussitôt l'église retentit de joyeuses acclamations, et des hourras prolongés se firent entendre au dehors où la foule, qui n'avait pu trouver place dans la maison de Dieu, se pressait en rangs serrés et attendait avec anxiété le dénoûment. On retourna vers l'autel pour se répandre en actions de grâces et pour appeler la protection du Tout-Puissant sur son élu. Puis on prêta serment à ce dernier. Le lendemain, les moins considérables des députés, laissant leurs collègues près du nouveau tsar afin de lui faire cortége pendant son voyage, se mirent en route pour porter à Moscou l'heureuse nouvelle de son acceptation.

Là, déjà, l'impatience commençait à gagner le peuple et le conseil. On résolut d'envoyer supplier le tsar de hâter son arrivée, et cette seconde députation se composa de l'archevêque de Souzdal et Toroussa, des boïars prince Vorotinski et Vassili Pétrovitch Morosof, de l'okolnitchéï prince Daniel Ivanovitch Mesetzkoï et de différents autres personnages.

Cependant Michel Fœdorovitch, accompagné de sa mère, avait quitté Kostroma dès le 19 mars; mais il fut retenu à Iaroslavl par le mauvais état de la route, défoncée par suite d'un dégel. Il s'arrêta encore dans les villes de Rostof et de Peréïaslavl-Zaleskoï, ainsi qu'au sanctuaire de la Trinité (Troïtza), célèbre par sa sainte laure et par la châsse du bienheureux Serge thaumaturge, dont les reliques révérées attirent annuellement des milliers de pèlerins. Au milieu des convulsions de la patrie, ce couvent avait acquis une illustration nou-

velle par l'héroïsme de ses religieux et par une défense admirable, couronnée de succès [1]. Le pieux jeune homme n'eut garde de toucher à ce lieu si cher au patriotisme comme à la religion des Russes, sans réciter de ferventes prières sur le tombeau du saint, sans faire ses stations dans chacune des églises groupées à l'entour, sans remplir tous les devoirs prescrits aux fidèles. Il y consuma plusieurs jours, de manière qu'il n'arriva pas à Moscou avant le 19 avril. C'était juste un mois après son départ de Kostroma.

Toute la population se porta à la rencontre du nouveau tsar jusqu'à la distance de 30 verstes. Jamais on n'avait vu affluence pareille ; la route disparaissait, disent les témoins oculaires, tant elle était couverte d'hommes. Ce fut au milieu de ces flots de peuple que Michel Romanof entra dans la capitale, salué par les acclamations les plus bruyantes. Arrivé dans l'enceinte du Kreml, il alla faire ses dévotions dans les trois cathédrales de l'Assomption, de l'archange Michel, son patron, et de l'Annonciation, considérées comme les principaux sanctuaires de cette *mère des villes russes*. Puis il se rendit au palais des tsars, qui n'était séparé de la dernière des églises nommées que par le Palais à facettes (*Granovitaïa Palata*), prit possession de cette résidence, et y reçut les hommages du clergé, des boïars et des fonctionnaires de tout rang. La mère de Michel l'y accompagna ; toutefois, rien ne put la décider à y passer la nuit. Fidèle à son état, elle se fit conduire

[1] Le monastère avait été assiégé en 1608, et bombardé pendant six semaines ; trois assauts lui avaient été donnés et repoussés par les moines assistés de quelques centaines de soldats. Avec ces faibles forces, une partie de l'armée polonaise avait été tenue en échec pendant seize mois.

au couvent de Vossnécensk, et elle établit sa demeure dans cette maison privilégiée, voisine de celle du souverain [1].

La solennité du couronnement suivit de près l'arrivée du jeune tsar. « Mais avant de le faire, » dit Strahlenberg [2], « on lui fit accepter et signer les conditions suivantes : 1° Qu'il protégerait et conserverait la religion; 2° qu'il pardonnerait et oublierait tout ce qui était arrivé à son père, et qu'il ne se livrerait à aucune inimitié contre qui que ce puisse être; 3° qu'il ne ferait aucune nouvelle loi ni ne changerait les anciennes, et que, dans des affaires importantes, il ne déciderait rien par lui-même, mais que tout serait jugé selon les lois et la forme ordinaire des procès; 4° qu'il n'entrerait point en guerre, ni ne ferait la paix avec ses voisins, de son propre chef; et enfin 5° que pour paraître absolument désintéressé et pour éviter tout procès avec les particuliers, il céderait ses biens à sa famille ou les ferait incorporer aux domaines de l'État. »

C'est en se fondant sur ce passage que M. le prince Dolgorouki a cru pouvoir parler d'une constitution imposée à Michel Romanof. Mais est-il vrai qu'en cette occasion, comme auparavant à l'avénement du prince Vassili Chouïski, les prérogatives de la couronne aient été limitées?

Un fait est certain, c'est que la censure russe ne permet pas qu'il soit question dans aucun imprimé de restrictions apportées à l'autorité tsarienne. Certes, ce n'est pas là une preuve, et nous ne pourrions pas non plus accepter comme telle le passage qu'on va lire de l'*Histoire de Russie* de M. Oustrialof : « Les événements

[1] Elle y mourut en 1631.
[2] T. I, p. 82.

ayant suivi cette marche, » y est-il dit, « il n'a pu être question de limiter les droits de la nouvelle dynastie régnante; on lui remit le pouvoir absolu dans toute l'extension du mot, sans lui prescrire de conditions, et l'on se contenta d'exprimer le vœu « que la Russie « brillât comme le soleil; qu'elle s'étendît dans toutes « les directions, comme sous le tsar Fœdor Ioannovitch; « qu'autour d'elle tout lui fût soumis et lui obéît, et « que, dans l'intérieur du pays, régnassent la paix, la « tranquillité et la vraie foi. » Toutefois, le témoignage de G. F. Müller, ce savant historiographe dont nous avons déjà parlé, vient à l'appui de la dénégation renfermée dans ce passage. « D'après les conseils des principaux membres du clergé, » dit-il [1], « on résolut, encore avant l'arrivée de Sa Majesté, le 14 avril, de dresser une lettre patente constatant l'élection et *le pouvoir absolu du tsar pour lui et tous ses descendants,* laquelle lettre fut signée par tous les états et expédiée au mois de mai. L'original existe encore présentement aux Archives de l'empire. Il ne fait mention *ni de conditions ni de restrictions,* et c'est contre toute vérité que Strahlenberg assure que le tsar a signé de pareils articles avant son couronnement, célébré le 11 juin. »

Cette affirmation d'un érudit, historien impartial et connu pour son exactitude diplomatique, est d'un très-grand poids dans la discussion; cependant on va voir qu'elle n'est pas aussi décisive qu'elle paraît, et n'impose pas absolument silence au doute.

Le contenu de la pièce dont Müller parle comme existant encore aux Archives de Moscou, nous est connu.

[1] Voir Busching, *Magazin für die neue Historie und Geographie,* t. II, p. 405.

Lorsque la nouvelle de l'acceptation de Michel fut arrivée dans cette ville, les métropolitains, archevêques et évêques y tinrent, le 14 avril, conjointement avec tout le clergé consacré, un conseil solennel dans la cathédrale; et les boïars, les nobles, toute l'assemblée électorale tsarienne, comme aussi les fonctionnaires, les hôtes et tous les chrétiens orthodoxes, firent, nous dit-on, comme d'une voix, cette déclaration :

« Nous avons, en baisant la croix vivifiante, prêté serment, nous avons promis, comme nous promettons encore dans ce moment, à Dieu notre Seigneur et à la sainte Mère de Dieu, de dévouer nos âmes et nos têtes pour le très-puissant seigneur, pour le tsar et grand-prince, honoré, élu et aimé de Dieu, Mikhaïl Fœdorovitch, autocrate de toutes les Russies, et pour son épouse [1] éclairée de la vraie foi, la tsarine et grande-princesse, et pour leurs enfants tsariens qu'il plairait à Dieu de leur donner, de les servir fidèlement et sincèrement, de toute notre âme et sur nos têtes;

« De combattre jusqu'à la mort leurs ennemis, qui sont ceux de l'empire, les forces polonaises, lithuaniennes, allemandes et de Crimée, les traîtres Ivaschko Saroutzki [2] et autres, et de ne désirer ni rechercher

[1] C'est-à-dire pour sa future épouse : Michel ne contracta son premier mariage, avec la princesse Marie Dolgorouki, que le 19 septembre 1624.

[2] Saroutzki ou Zarucki était un ataman des Cosaques zaporoghes et l'un des principaux appuis du *petit Pierre*, dit brigand de Touchino, dont nous avons déjà parlé. Ce dernier, que Marine Mniszech, qui ne pouvait renoncer au rang suprême, avait reconnu pour son époux, après la mort du premier faux Dimitri, mourut assassiné en 1610, et bientôt après Marine tomba aux mains des Russes. Saroutzki la délivra, proclama tsar son fils, appela aux armes toute l'armée du Don, et demanda du secours au schah de

aucun autre souverain, hormis notre seigneur, tsar et grand-prince Mikhaïl Fœdorovitch, ni Marinka, ni son fils, etc.

« Aussi, nous tous qui composons l'assemblée pour l'élection de notre très-puissant seigneur, boïars, okolnitchéï, kniaz [1], voïvodes, nobles et fonctionnaires, ne voulons-nous, sans l'ordre exprès du tsar, ni rechercher ni nous attribuer aucun rang, aucune dignité supérieure à ceux dont nous avons hérité de nos pères ou que nous avons acquis par le service, et nous en tenir à nos biens patrimoniaux ou aux propriétés qu'il plairait au tsar de conférer à l'un ou à l'autre d'entre nous.

« De plus, dans les affaires de l'État, nous voulons, ainsi que nous l'avons promis en baisant la croix, nous

Perse. Mais battu à Voronége, expulsé d'Astrakhan, acculé à la mer par les troupes de Michel, il fut pris en juin 1614, et son vainqueur, le prince Odoïefski, l'envoya, sous bonne escorte, à Moscou, avec Marine et son fils. Le Cosaque périt sur la roue; le fils de Marine fut pendu, et cette femme ambitieuse elle-même parait avoir terminé sa vie dans une prison. (Voir notre article *Faux Démétrius* dans l'*Encyclopédie des Gens du monde*.) *Marinka* est le diminutif de *Marina*, comme *Petrouschka*, petit Pierre, est celui de *Petr* (on prononce Peotr), Pierre.

[1] C'est la forme russe du titre de prince, comme la forme serbe est *knez*. Le mot parait être de la même famille que *King*, *Konung*, *Kœnig*; d'origine scandinave, il a sans doute été importé en Russie par Rurik et ses compagnons. Lorsqu'on adopta le titre de grand-prince, *véliki-kniaz*, celui de simple *kniaz* resta réservé pour les frères et les fils du souverain ou pour d'autres princes du sang. Il s'étendit donc à toute la nombreuse descendance de Rurik de toutes les branches; et comme, dans chaque famille, tous les enfants y ont également droit, ce titre est très-commun en Russie et n'est pas toujours, ainsi que nous l'avons dit, uni à une fortune considérable.

acquitter sans réplique de tout mandat qui nous sera confié, et remplir ponctuellement tout ordre que nous donnera le seigneur, tsar et grand-prince Mikhaïl Fœdorovitch de toutes les Russies, soit pour affaires de service ou toutes autres.

« Enfin, nous, les boïars, fonctionnaires et diaks, nous veillerons attentivement entre nous qu'à l'égard du seigneur, tsar et grand-prince Mikhaïl Fœdorovitch, autocrate de toutes les Russies, dans la conduite des affaires relatives à la noblesse ou au pays, il ne se pratique aucune espèce de malversation ni d'intrigue; et nous nous en tiendrons, quant à ce point, rigoureusement et invariablement à la *précédente charte*, en confirmation de laquelle nous prêtons serment encore maintenant à notre seigneur, tsar et grand-prince Mikhaïl Fœdorovitch de toutes les Russies, en baisant la croix vivifiante. »

On le voit, une autre charte ou lettre patente, un autre instrument enfin, avait réellement été dressé avant celui que l'on vient de lire. Seulement ce document n'existe plus, ou du moins n'a pas été retrouvé. Schmidt-Phiseldeck en parle dans les termes suivants [1] : « Le tsar Michel Fœdorovitch avait consenti une capitulation formelle, mais elle ne tarda pas à être mise à néant (trouée). L'original de cette capitulation se conservait autrefois dans la cathédrale de Moscou, et l'on assure qu'au commencement de l'année 1730, la minute en existait encore aux Archives. Y est-elle toujours? c'est ce que j'ignore. »

Elle n'y est plus, Müller nous en a donné l'assurance. Mais est-il vrai au moins qu'elle y ait été? Pour notre

[1] *Materialien zu der russischen Geschichte*, Riga, 1725 et ann. suiv., t. II, p. 15.

part, nous en doutons, et nous pensons que Schmidt l'aura confondue avec l'instrument dont nous venons de donner le texte. Toutefois, comme cet écrit lui-même fait mention d'un document antérieur, force nous est d'admettre qu'il a existé. Seulement rien ne prouve qu'il ait renfermé des dispositions restrictives de l'autorité souveraine.

Peut-être des dispositions de ce genre avaient-elles effectivement été votées, mais sans qu'on ait persisté à en demander la ratification au nouvel élu qui se montrait si peu pressé d'accepter la couronne. En présence des refus réitérés de Michel et de sa mère, est-il croyable qu'on ait songé à aggraver les difficultés par les conditions restrictives auxquelles le jeune Romanof eût préalablement été obligé de souscrire ? Nous n'hésitons pas à répondre négativement, et toute l'histoire du règne des premiers princes de cette maison nous confirme dans notre incrédulité, d'ailleurs partagée par Schlœzer, Hupel et d'autres érudits.

En effet, l'autorité du tsar Michel ne fut pas moins absolue que celle de ses prédécesseurs ; et relativement au règne de son fils, Alexis Mikhaïlovitch, voici un témoignage rendu par un contemporain.

Le baron de Meyerberg, après avoir rappelé[1] le titre officiel du tsar, qui se qualifiait en outre de grand-prince et d'autocrate, ajoute ce commentaire : « Le « grand-prince de Russie est effectivement un vrai « seigneur, car, suivant l'antique usage, il dispose de « tout sans entraves. Sa volonté est pour tous ses « sujets une loi irrévocable, et il a sur eux, comme un « maître sur ses esclaves, le droit de vie et de mort.

[1] Dans son *Iter in Moschoviam*, p. 62.

« Châtiés de sa main ou fustigés par son ordre, tous « ses sujets voient en cela un acte de sa grâce. Aussi « regardent-ils leurs biens comme appartenant moins « à eux-mêmes qu'à Dieu et au tsar. »

Ce témoignage n'est nullement infirmé par la mention faite, dans l'introduction de l'*Oulojénié Zakonn* (code de lois) du même tsar Alexis, d'une assemblée composée d'hommes de toutes les classes de la population et convoquée par l'autocrate, afin de prendre son avis sur la nouvelle législation. « C'était là, » dit Meiners [1], « comme un abrégé du peuple russe, mais ce n'étaient pas des représentants de ce peuple ni des états de l'empire. Le tsar seul les convoquait, et il leur prescrivait ce qu'ils avaient à faire. Quand le résultat ne répondait pas à ses vues, il pouvait les punir et les renvoyer chez eux, annuler tous leurs travaux et leurs propositions, faire le contraire de ce qu'ils avaient conseillé, sans enfreindre aucune loi ni violer les droits de personne. »

L'histoire de l'avénement de l'impératrice Anne Ioannovna, en 1730, vient à l'appui de ces observations.

Cette princesse, de la branche aînée des Romanof, jusqu'alors duchesse douairière de Courlande, fit d'abord semblant de se soumettre aux exigences du haut conseil intime formé par quelques-uns des principaux membres de l'aristocratie. Mais arrivée à Moscou, elle changea de résolution. En déchirant l'acte restrictif de son autorité qu'elle avait consenti à signer, elle déclara entendre régner en autocrate absolue, *à l'exemple de ses ancêtres.*

[1] *Vergleichung des æltern und neuern Russlands*, t. I, p. 306.

Rien, en effet, n'était plus absolu que l'autorité de ces derniers, et la formule si connue concernant l'avis des boïars[1] était une pure déception. « Le conseil, » dit encore Meiners[2], « n'aurait jamais pu se réunir autrement que sur une invitation expresse : or, cette invitation était rarement faite, sinon en des jours d'audience, quand des ambassadeurs étrangers étaient présentés, ou dans des circonstances épineuses, lorsque le cabinet voulait faire peser sur le conseil ce qu'une mesure pouvait avoir d'odieux. Les voyageurs ne l'auraient pas dit expressément, qu'on pourrait cependant regarder comme une chose certaine que les boïars n'auraient jamais eu la hardiesse de contredire le grand-prince ou un de ses favoris, et que leurs fonctions consistaient plutôt à prendre connaissance de décisions déjà prises qu'à venir eux-mêmes en arrêter une. » De tout temps, la volonté du tsar était, aux yeux de tous, la volonté de Dieu, et l'extrême misère publique était impuissante à ébranler cette conviction.

D'après tout cela, nous penchons à croire que les articles dont Strahlenberg nous dit que Michel les signa, furent seulement votés, mais non pas soumis à l'acceptation du nouveau tsar. M. le prince Dolgorouki a mieux aimé adopter l'opinion de l'officier suédois, sans faire attention au démenti que lui a donné l'histoire. Mais, le fait fût-il vrai, il serait sans aucune importance, puisque les prétendues conditions du pacte n'ont jamais été mises à exécution.

Rien n'était plus critique que l'état de l'empire au moment où on le confia aux mains d'un jeune homme de dix-sept ans. Partout, le désordre et l'anarchie. Voici

[1] Voir dans le texte, p. 29.
[2] Dans l'ouvrage cité, t. II, p. 308.

le tableau qu'en fait M. Oustrialof[1] : « Les places frontières, qui devaient servir de défense à Michel, étaient dans les mains de l'ennemi soit intérieur soit du dehors. Les Suédois étaient maîtres de Kexholm, Oréchek, Koporié, et même de Novgorod ; les Polonais dominaient à Smolensk, Dorogobouge, Poutivl et Tchernigof; les alentours de Pskof étaient au pouvoir de Lisofski ; Riaisan, Kachira et Toula se débattaient en vain contre les Tatars de Crimée et les Nogaï ; Saroutzki était établi à Astrakhan; Kasan était livré à la révolte. A l'intérieur, des bandes de Cosaques du Don et de Zaporoghes, des divisions entières de Polonais et de Tatars menaçaient les villes et les couvents non encore détruits, où ils avaient l'espoir de trouver du butin. Tout le pays était ravagé, les soldats mouraient de faim, l'impôt territorial n'était plus levé, il n'y avait plus un kopeck (un sou) dans le trésor. Les joyaux tsariens, des couronnes d'un grand prix, des sceptres, des pierres précieuses, des vases, tout avait été dérobé, emporté en Pologne. Le trône du jeune souverain était entouré de courtisans appartenant à vingt partis différents : c'étaient les fidèles de Godounof, les complices d'Otrépief, les défenseurs de Chouïski, les partisans de Vladislas ; c'étaient même les compagnons du brigand de Touchino ; en un mot, des hommes professant les opinions les plus opposées, mais tous également ambitieux et incapables de faire la moindre concession touchant l'article des préséances. Les basses classes, aigries par dix ans de misère, s'étaient habituées à l'anarchie, et ce ne fut pas sans résistance qu'elles rentrèrent sous la domination des lois. »

[1] *Histoire de Russie*, t. Ier, chap. VII.

Telle était alors la situation. Cependant Michel trouva moyen de s'en tirer; il triompha des principaux obstacles à force de patience et grâce aux conseils de son père, dont nous nous occuperons dans un instant.

Tous les contemporains vantent le caractère de l'un et de l'autre. En ce qui concerne Michel, son extrême douceur a été attestée par un voyageur célèbre, digne devancier du baron de Meyerberg et dont la relation figure parmi les meilleures sources de l'histoire de Russie à cette époque.

En 1633, Frédéric III, duc régnant de Sleswig-Holstein, envoya à ce tsar une ambassade dont le secrétaire fut Adam Oléarius. Celui-ci eut ainsi l'occasion de voir Michel et de recueillir sur lui des renseignements exacts. Voici ce qu'il en dit dans son remarquable *Voyage* [1]:

« La première chose que le nouveau grand-duc fit à son avénement à la couronne, ce fut de conclure la paix avec les princes ses voisins, et d'abolir la mémoire des cruautés de ses prédécesseurs par un gouvernement si doux qu'on demeurait d'accord que, depuis plusieurs siècles, la Moscovie n'avait point eu de prince dont les sujets eussent eu plus lieu de se louer... Philarète fut élu patriarche... Le fils, qui était bon et qui avait beaucoup de disposition à la dévotion, a toujours vécu dans un profond respect pour le père, se servant de ses avis dans les délibérations des affaires importantes, et lui faisant l'honneur de l'inviter à toutes

[1] La première édition allemande est de 1647. Nous citons d'après la traduction française de Wicquefort, Amsterdam, 1727, in-fol., p. 274.

les audiences et à toutes les cérémonies publiques, où il lui faisait toujours prendre la première place. »

L'histoire de l'élection de Michel Fœdorovitch avait besoin d'être éclaircie, mais celle de son règne est assez connue pour qu'il nous soit permis de ne pas nous y arrêter. Nous aimons mieux consacrer encore quelques pages à l'histoire de la vie de son père, et peut-être cette courte notice biographique sur Fœdor Nikititch Romanof, plus connu sous le nom du patriarche Philarète, ne sera-t-elle pas sans intérêt pour le lecteur.

Nous avons parlé plus haut (p. 151) de sa naissance, de ses services et des motifs de sa disgrâce sous le tsar Boris Godounof, qui souilla son règne, du reste assez glorieux, par l'affreuse tyrannie exercée contre la malheureuse famille de Romanof. Le peuple russe reconnaissait à cette dernière plus de droits au trône qu'au fils de l'usurpateur, et il n'en fallut pas davantage pour la rendre odieuse au père, livré à son sujet aux plus vives inquiétudes.

Il n'attendit qu'un prétexte pour perdre à la fois tous les enfants de Nikita : Simon Godounof, parent du tsar et l'exécrable instrument de ses vengeances, se chargea de le lui trouver. Un serf d'Alexandre Romanof [1] accusa son maître d'avoir des herbes malfaisantes dans une pièce où il gardait ses provisions, de pratiquer des maléfices et de méditer l'empoisonnement de Boris. Une descente fut faite dans la maison du boïar : on y

[1] « Les serfs, dit Karamzine, passaient alors pour les espions les plus dignes de foi. » *Histoire de Russie*, t. X, chap. II.

surprit la preuve de son crime, des sacs qu'on y avait frauduleusement introduits. Cette découverte causa une rumeur extrême, entretenue et propagée par les affidés du tsar. Les sacs furent aussitôt portés chez le patriarche, et telle était l'ignorance encore répandue alors dans les plus hautes régions de la société russe, que le sortilége parut évident et qu'il remplit d'épouvante tous ceux qui en eurent connaissance.

Arrêtés avec tous leurs parents et alliés, dont même le plus considérable, le prince Ivan Vassiliévitch Sitzkoï, gouverneur d'Astrakhan, se vit traîner à Moscou, chargé de chaînes, les Romanof furent traduits devant un conseil de boïars, et, en juin 1601, déclarés convaincus du crime de haute trahison pour avoir attenté à la vie du tsar au moyen de la sorcellerie. Boris fit preuve de modération en les condamnant seulement à être incarcérés leur vie durant.

Nous avons dit quel fut le sort des divers membres de la famille. Quant à l'aîné, Fœdor Nikititch, on lui rasa la tête, on lui fit revêtir le froc et on l'envoya au couvent de Saint-Antoine dit Siiski, situé à une distance de 150 verstes d'Arkhangel, en remontant la Dvina, aux extrêmes limites du Nord et sous un climat glacial. C'est alors qu'il reçut ce nom de Philarète, destiné à jeter plus tard un grand éclat dans l'histoire. Sa femme, Xénie Ivanovna Chestof, dut également prendre le voile, sous le nom de Marfa, et fut envoyée sur un autre point de la Russie hyperboréenne, séparée, comme Philarète, de leur jeune fils Michel, âgé de moins de six ans, et de Tatiana sa sœur. D'abord la captivité de l'illustre boïar fut aggravée par des rigueurs inouïes et par l'espionnage dont on l'entoura : il ne trouva de consolation que dans les pratiques de la vie religieuse.

Cependant, au bout d'une année, des ordres moins inhumains adoucirent son exil; une place d'honneur lui fut assignée dans l'église, et il lui fut permis d'avoir près de sa personne un moine pour le servir et le distraire. En 1605, Boris voulut même que Philarète fût consacré en qualité de prieur et d'archimandrite, dignité qui avait ce mérite à ses yeux de rendre encore plus étranger au monde celui qu'il appelait son *traître.*

Boris mourut dans la même année, et Fœdor Borissovitch, ce fils chéri auquel il avait espéré assurer le trône en sacrifiant la famille la plus considérable de son empire, ne lui survécut que quelques semaines, étant bientôt tombé victime, malgré sa tendre jeunesse, d'une émeute populaire occasionnée par l'approche du faux Dimitri.

Cet imposteur (les historiens sont à peu près unanimes à le juger ainsi), soutenu par la compagnie de Jésus et par les armes polonaises, ne fut un instant élevé au trône, avec Marine Mniszech sa femme, que pour en être précipité à son tour par la fureur du peuple, avide de massacres. Il se donnait pour le second fils d'Ioann IV Vassiliévitch, et se montra par conséquent très-empressé de réparer l'injustice de l'usurpateur Boris Godounof à l'égard d'une famille alliée à la sienne et digne de son plus vif intérêt. Philarète, aussitôt rappelé des lieux nommés *désert de Siiski,* fut, à l'occasion du couronnement de Dimitri, élevé à la dignité de métropolitain de Rostof, et eut alors la consolation de revoir celle qui avait été sa femme, ainsi que ses deux enfants. La religieuse Marthe, accompagnée de son fils, dont elle faisait l'éducation, vint chercher dans son diocèse un asile

que, par un caprice du sort, elle trouva dans le couvent de Saint-Hypatius à Kostroma, jadis fondé par le mourza Tchet, aïeul de Boris Godounof, puis enrichi par ce dernier, et où tout attestait la splendeur éphémère de cette famille ennemie [1].

Celle des Romanof prit peu de part aux événements sous le règne non moins passager de Vassili Chouïski. Le métropolitain de Rostof fut cependant du nombre des délégués qu'on envoya, en juin 1606, à Ouglitch pour amener de là à Moscou les restes du jeune Dimitri Ioannovitch, près desquels, disait-on, plusieurs miracles s'étaient déjà opérés [2]. Mais après la destitution de ce tsar incapable, Philarète, comme nous l'avons dit, fut un des personnages choisis pour aller négocier la paix avec Sigismond III, roi de Pologne, et s'entendre avec lui sur les conditions auxquelles le jeune Vladislas pourrait être élevé au trône de Russie.

Il partit le 11 septembre 1610. Mais, arrivée dans le camp devant Smolensk, l'ambassade eut bien de la peine à déterminer Sigismond à se désister de ses prétentions personnelles, afin d'assurer à son fils le trône de Moscou; il s'obstinait d'ailleurs à demander pour lui-même la forteresse qu'il assiégeait. Il est à croire que les rapports de Philarète entretenaient dans l'esprit du patriarche Hermogène les défiances dont il était obsédé et ses scrupules religieux, que l'habile Zolkiewski

[1] Voir Karamzine, t. X, chap. IV.

[2] Müller, *Sammlung*, t. V, p. 371. A peine ces reliques eurent-elles été déposées dans la cathédrale de Saint-Michel-Archange que, dès le premier jour, treize personnes déclarèrent qu'elles avaient eu part, par la foi, à la grâce des saints et avaient été guéries de leurs infirmités. La même chose arriva les jours suivants.

s'efforçait en vain d'apaiser. A la fin, ce saint prélat ne contint plus son ardeur patriotique; malgré les hésitations du conseil des boïars, il prononça publiquement la bénédiction sur la vigoureuse défense de Schein dans Smolensk, et appela toute la nation à sauver sa foi, tous les hommes en état de porter les armes à accourir sous les bannières de l'Église et de la patrie. Procope Liapounof, autre patriote sincère, prit la direction du mouvement, que lui disputèrent cependant le prince Dmitri Troubetzkoï et cet ataman Saroutzki de Toula dont nous avons déjà parlé comme champion de Marine et de son fils. Avant de se renfermer dans le Kreml, les Polonais avaient mis le feu à Moscou : ils y furent assiégés; mais les divisions des chefs et la mort de Liapounof, victime d'un assassinat, opérèrent une puissante diversion en leur faveur. Alors se répandit ce désordre épouvantable dont on a vu le tableau et au milieu duquel surgirent de toutes parts de nouveaux imposteurs, prétendants à la couronne, ceux-ci proclamés dans telle ville, ceux-là dans telle autre, jusqu'à ce que le prince Pojarski, à la tête des patriotes de Nijni-Novgorod soulevés par Minine, parût devant la capitale. Ce fut le 20 août 1612 : Chodkiewicz, le successeur de Gonsiewski, fut battu en rase campagne, et Struss, comme nous l'avons dit, forcé par la faim de rendre la citadelle.

Pendant la lutte, Sigismond s'était enfin emparé de Smolensk et avait fait conduire à Varsovie le brave défenseur de la ville, Schein, ainsi que Philarète et le prince Galitsyne. Malgré le manque d'argent, l'insubordination des troupes, la mauvaise volonté des diètes, les confédérations toujours renaissantes, le roi ne renonça pas à ses prétentions à la Russie, et les négo-

ciations, entamées à plusieurs reprises, ne produisirent aucun résultat. Vladislas, à la tête d'une armée, repassa la frontière entre les deux pays et parut encore une fois, en 1617, sous les murs de Moscou. Il y donna l'assaut. Mais repoussé, trompé dans les espérances qu'il avait fondées sur ses intelligences avec divers chefs, pressé par les réclamations de ses troupes depuis quelque temps privées de solde, il consentit à la fin à renoncer au titre de tsar qu'il portait encore et conclut, le 1er décembre 1618, un armistice pour quatorze ans; ce traité est connu sous le nom du village de Déoulina, à sept verstes de la laure de Saint-Serge à Troïtza, où il fut conclu. La paix de Stolbova avait déjà mis fin à la guerre avec la Suède, l'année auparavant (le 26 janvier 1617).

La captivité de Philarète durait alors depuis neuf ans; de Varsovie, il avait été transféré au château de Marienbourg [1], et c'est de là, dit-on, qu'il avait trouvé moyen de se mettre en rapport avec le conseil des boïars et d'exercer son influence sur l'élection tsarienne, qu'il n'eut cependant jamais l'idée de faire tomber sur son fils [2]. L'interruption des hostilités lui rendit

[1] En Prusse, dit expressément Strahlenberg, t. I, p. 70 (voir aussi Büsching, *Magazin*, t. II, p. 403), car il y avait aussi un Marienbourg en Livonie. Une notice sur Philarète dans le Dictionnaire historique des écrivains ecclésiastiques, du métropolitain Eugène (en russe), notice reproduite par Strahl dans l'ouvrage *Das gelehrte Russland*, est d'une extrême maigreur et ne nous apprend rien de nouveau. Cependant il existait, nous assure-t-on, dans la bibliothèque du comte Tolstoï un manuscrit sur la captivité du fils de Nikita Romanof.

[2] Du moins, s'il faut en juger par le passage d'une *chronique manuscrite* de De Lille, reproduit par le Clerc, *Histoire de la Russie ancienne*, t. III, p. 28.

enfin la liberté. Il revint à Moscou, le 14 juin 1619, et le siége patriarcal étant resté vacant depuis la mort d'Hermogène, en 1613, Philarète y fut immédiatement élevé [1]. Théophane, patriarche de Jérusalem, alors présent à Moscou, le sacra en cette qualité, le 24 juin (vieux style) de la même année.

Nous avons dit jusqu'où allait à son égard le respect filial du tsar Michel. Il le prit pour corégent, et on lisait alors en tête des ukases cette formule : « Mikhaïl Fœdorovitch, souverain, tsar et grand-prince de toutes les Russies, et son père Philarète, grand seigneur [2] et très-saint patriarche de Moscou et de toutes les Russies, ordonnent, etc., etc. » Il existe même des ukases rendus exclusivement au nom du patriarche et ne se rapportant pas à sa sphère d'action ordinaire, dans laquelle un pouvoir absolu lui était laissé. Il prenait part à toutes les affaires politiques; tous les ambassadeurs étrangers lui étaient présentés aussi bien qu'au tsar, et dans ces audiences solennelles, ainsi qu'à table, il était toujours à la droite de celui-ci. Il avait sa cour composée de *stolniks* et autres officiers; en un mot, il partageait avec son fils toutes les prérogatives du rang suprême.

[1] Contre son gré, s'il faut en croire la même pièce publiée par le Clerc, où de très-sages paroles sont mises dans la bouche de l'illustre prélat.

[2] *Véliki goçoudar*. — C'est ainsi qu'on lit ces mots dans la traduction française d'une lettre de Mikhaïl Fœdorovitch, adressée au roi Louis XIII, traduction conservée à la Bibliothèque royale et publiée par M. Louis Pâris, dans son *Nestor* (t. I, p. 441). « Toutes lesquelles choses ayant été rapportées à Nostre grande puissance, par l'advis de Nostre sainct père *le grand seigneur* Phelaret-Niquitis, patriarche de toute la Russie et des principaux de Nostre empire, Nous avons commandé, » etc., etc.

De là cette splendeur du patriarcat, qui, excitant plus tard la jalousie du tsar, porta Pierre le Grand à y mettre fin, en 1721.

Au reste, Philarète donna de sages conseils à son fils, et son influence fut presque toujours heureuse. Le recensement général, dont il eut la première idée, fut le principe d'une amélioration considérable dans les revenus de l'État; mais, sans le vouloir peut-être, le patriarche contribua aussi efficacement, par cette mesure, à donner le caractère de la fixité à la servitude de la glèbe [1].

Dans l'exercice de ses fonctions de premier pasteur, il fit tous ses efforts pour rétablir à Moscou l'imprimerie [2] qui, pendant les troubles de l'interrègne, était restée dans l'abandon, il eut en effet la satisfaction d'en voir sortir, depuis 1624, beaucoup de livres liturgiques. Il prit part aux querelles suscitées par des essais de réforme de ces mêmes livres, dont le texte, au jugement de quelques savants ecclésiastiques, avait été gravement altéré dans les traductions slavonnes, querelles commencées sous Job et destinées à devenir si vives sous le patriarcat de Nicon, un des successeurs de Philarète. Celui-ci se montra en général ardent à conserver intacts l'antique foi et les usages traditionnels; mais son intervention ne paraît pas avoir toujours été heureuse. Dans la formule de la consécration des eaux, les mots *et par le feu* étaient une interpolation dont on accusait Denys, archimandrite de Troïtza, d'être l'auteur. Après de longs scrupules, Phi-

[1] Voir Oustrialof, *Histoire de Russie*, t. Ier, chap. VII.

[2] Fondée vers 1560. Le premier livre imprimé à Moscou, les Évangiles (*Apostol*), en sortit au mois de mars 1564. Voir Karamzine, t. VIII, chap. Ier.

larète en ordonna la suppression. De telles questions avaient une extrême importance aux yeux du clergé russe et de l'Église orientale en général. Une autre, d'une plus grande portée, était celle de savoir si des chrétiens convertis à la foi grecque orthodoxe avaient ou non besoin d'être rebaptisés, et ce ne fut pas dans le sens le plus libéral que Philarète résolut cette question de tolérance. Le concile réuni sous sa présidence, en 1620, jugea le renouvellement du baptême d'autant plus nécessaire qu'il n'avait pas été fait par immersion, mais simplement par aspersion. Cette décision synodale fut réformée cent ans après, par ordre de Pierre le Grand qui avait pris à cet égard l'avis de Jérémie, patriarche de Constantinople. Enfin, sous le pontificat de Philarète, eut lieu cette réforme du catéchisme qui ne tarda pas à être adoptée par les *raskolniks* [1] ou vieux croyants et que l'Église ne sanctionna pas par son approbation. Tandis que l'union faisait des progrès dans la Russie-Blanche, une éparchie orthodoxe [2], au nom de Sibérie et Tobolsk, fut fondée dans les provinces asiatiques; une école gréco-slavonne, ouverte dans le monastère Tchoudof du Kreml, devint le point de départ d'une académie ecclésiastique célèbre, et de nouveaux progrès se préparèrent pour l'avenir. Le schah de Perse ayant envoyé en Russie une robe de Jésus-Christ (*khitón*), le patriarche la fit recevoir avec pompe et institua une fête en son honneur.

Tels sont les faits les plus saillants relatifs à l'activité pastorale de Philarète; nous ajouterons qu'on possède de lui un petit nombre d'allocutions et d'homélies.

[1] Mot russe qui signifie *sectaire, dissident* ou *hérétique*.

[2] En Russie, les diocèses épiscopaux sont appelés *éparchies*.

Son pontificat dura quatorze ans. Il mourut le 1er octobre 1633, pleuré par son fils alors absent de Moscou, et par toute la nation; et, comme nous l'avons dit, il fut enterré dans la cathédrale Ouspenski (de l'Assomption) au Kreml, à côté d'Hermogène et des autres pasteurs en chef de son église, au premier rang desquels figure saint Philippe, ce métropolitain de Moscou qui osa braver Ioann IV Vassiliévitch et lui tenir ce langage : « On te respecte (en ta qualité de souverain) comme l'image de la Divinité, mais comme homme tu es poussière[1]. »

Philarète avait fait preuve de la même indépendance vis-à-vis de Sigismond III. On le nomme encore aujourd'hui parmi les patriotes les plus ardents, et sa mémoire reste à jamais vénérée dans son pays.

Pour terminer cette étude, il nous reste à donner brièvement la généalogie de la maison de Holstein-Gottorp qui s'allia aux Romanof, comme il a été dit p. 156, dans la personne d'Anne Pétrovna, et monta au trône de Russie dans celle de Pierre III.

Elle était issue des rois de Danemark, et dut son existence séparée au partage fait, en 1544, entre les fils de Frédéric de Holstein, qui avait été appelé par élection au trône de Christiern. Frédéric II, l'aîné de ces fils, eut le Danemark; le duché de Gottorp, ainsi nommé d'un château peu éloigné de Sleswig, échut au plus jeune, Adolphe, qui, après avoir été nommé évêque de Sleswig en 1556, mourut trente ans plus tard.

[1] Voir sur lui, Karamzine, t. VIII, chap. II.

Il transmit ce duché à ses descendants : l'un d'eux, Charles-Frédéric, épousa, en 1725, Anne, fille de Pierre le Grand, et c'est de ce mariage que naquit [1] Charles-Pierre-Ulric, qui, en embrassant la communion grecque, reçut le nom de Pierre Fœdorovitch, et succéda à sa tante Élisabeth Pétrovna sur le trône de Russie, le 5 janvier 1762.

Ici nous reprenons la suite des degrés, interrompue à la page 156.

XIII. Pierre III était descendant au treizième, du premier des Romanof connus, et il commença la ligne féminine de la branche cadette. Il mourut de mort violente, le 14 juillet 1762.

XIV. Pierre III avait été marié, en 1745, à Catherine Alexéïevna, princesse d'Anhalt-Zerbst. Cette union ne fut pas heureuse; mais c'est pendant sa durée que naquirent Paul Pétrovitch, le 1er octobre 1754, et sa sœur Anne en 1757 (morte deux ans après). Paul Ier régna de 1796 à 1801.

XV. Il fut marié deux fois. De sa première femme, Natalie Alexéïevna, princesse de Hesse-Darmstadt (morte en 1776), il n'eut point d'enfants; mais il en eut dix de la seconde, Marie Fœdorovna, née princesse de Wurtemberg-Stuttgart (morte en 1828).

Voici la liste de ces dix enfants :

Alexandre, né en 1777, mort en 1825;

Constantin, né en 1779, mort en 1831 ;

Alexandra, née en 1783, mariée à Joseph, palatin de Hongrie, morte en 1801 ;

Hélène, née en 1784, mariée à Frédéric, prince de Mecklenbourg-Strélitz, morte en 1816;

[1] A Kiel, le 4 mars 1728.

Marie, née en 1786, mariée à Charles, grand-duc de Saxe-Weimar actuel;

Catherine, née en 1788, mariée en premières noces au prince George de Holstein-Oldenbourg, et en secondes, à Guillaume Ier, roi de Wurtemberg; morte en 1819;

Olga, née en 1792, morte en 1795;

Anne, née en 1795, mariée à Guillaume II, roi actuel des Pays-Bas;

Nicolas, né en 1796;

Michel, né en 1798.

XVI. Nous donnerons également la liste des enfants issus du mariage de l'empereur Nicolas avec Alexandra Fœdorovna, née princesse de Prusse :

Alexandre césarévitch, né en 1818, marié, en 1841, avec Marie Alexandrovna, princesse de Hesse-Darmstadt. Plusieurs enfants sont issus de ce mariage;

Marie, née en 1819, mariée, en 1839, au duc Maximilien de Leuchtenberg, mère de plusieurs enfants;

Olga, née en 1822, mariée, en 1846, à Charles, prince royal de Wurtemberg;

Alexandra, née en 1825, mariée, en 1844, au prince Frédéric de Hesse, morte le 10 août de la même année;

Constantin, né en 1827;

Nicolas, né en 1831;

Michel, né en 1832.

On voit que les grands-ducs, fils de Nicolas, ont reçu les mêmes noms que les fils de Paul, et dans le même ordre.

La branche russe (aînée) de la maison de Holstein-Gottorp a conservé jusqu'à ce jour les titres appartenant à cette dernière, avec ceux qui sont attachés au

trône de Russie : l'empereur s'intitule *héritier de la Norwége, duc de Sleswig-Holstein, de Stormarn, de Ditmarsen et d'Oldenbourg.* Aucune possession réelle ne répond plus à ces titres, sur lesquels on a néanmoins basé récemment des discussions au sujet d'un prétendu droit éventuel de la Russie sur le duché de Sleswig ou sur ceux de Sleswig-Holstein.

Voici en quelles circonstances la dynastie russe a renoncé à cette partie de son héritage.

Pierre III, héritier d'Élisabeth, ayant succédé à cette impératrice, et son oncle, le prince-évêque de Lubeck (Adolphe-Frédéric), étant en même temps monté sur le trône de Suède auquel lui-même avait été appelé, la maison de Holstein-Gottorp se trouva extrêmement puissante. Le roi de Danemark, effrayé de cette prospérité inattendue d'une famille rivale, bien que proche parente, essaya d'obtenir par des négociations la cession de la partie du Holstein que cette famille possédait, ou du moins son échange contre le comté d'Oldenbourg et de Delmenhorst. Mais Pierre voulut profiter des avantages de sa position pour forcer, au contraire, le Danemark à lui restituer la partie du Sleswig qui avait été enlevée (1715) au duc Charles-Frédéric, son père, et refusa en conséquence de souscrire à l'arrangement proposé. Son projet était près d'être mis à exécution, lorsqu'il monta sur le trône sur les marches duquel sa mauvaise étoile l'avait placé. La Russie était alors en guerre avec la Prusse. Pierre, grand admirateur de Frédéric II, se hâta de conclure la paix, et son intention était d'employer contre le Danemark une partie de l'armée russe jusqu'alors engagée dans la guerre de Sept-Ans. Déjà ces forces étaient entrées dans le Mecklenbourg, lorsqu'une ré-

volution arracha le trône et la vie au malheureux monarque. Catherine II fit immédiatement cesser les hostilités. Elle signa, pour son fils Paul, en 1767, avec le roi Christian VII, un traité qui fut confirmé en 1773 (1er juillet), à l'époque de la majorité du jeune grand-duc, héritier de Holstein-Gottorp. En vertu de cet acte, contre lequel la Suède protesta vainement, Paul céda à la branche royale de Danemark tous ses droits sur le duché de Holstein-Gottorp et sur celui de Sleswig, en échange des comtés d'Oldenbourg et de Delmenhorst qui furent érigés en duché par l'empereur Joseph II, et qu'il gouverna pendant trois jours. Au bout de ce temps, le fils de Catherine céda ce nouveau duché à son parent, Frédéric-Auguste, déjà prince-évêque de Lubeck, chef de la maison de Holstein-Eutin, branche cadette de la sienne.

Ainsi les autocrates russes ont volontairement renoncé à toutes possessions en Allemagne, et le duché d'Oldenbourg est resté dans la descendance de Frédéric-Auguste, laquelle s'est depuis unie par de nouveaux liens à la maison impériale de Russie, nous voulons parler du mariage de la grande-duchesse Catherine Pavlovna avec le prince George, mort le 27 décembre 1812. Leur fils, Pierre, prince d'Oldenbourg (né le 26 août de la même année), est général de l'infanterie au service russe et membre du conseil de l'empire.

III

(*A la page 41.*)

RAPPORTS DIPLOMATIQUES ENTRE LA RUSSIE ET LA TURQUIE.

Le temps viendra peut-être où l'ambassadeur du tsar à Constantinople croira pouvoir y jouer le rôle que les Repnine, les Stackelberg, les Igelstrœm ont jadis joué dans la malheureuse Pologne. On se rappelle la sensation profonde que produisit, en juin 1845, la visite du jeune grand-duc Constantin Nicolaïévitch dans la capitale de l'empire othoman, et la courtoisie avec laquelle on s'empressa de déroger en sa faveur à de vieux usages, à la défense, maintenue pendant des siècles, de laisser pénétrer aucun chrétien dans certains lieux plus particulièrement en rapport avec les croyances et les traditions nationales. Même des agents diplomatiques secondaires, comme dans le moment actuel M. Oustinof, sont l'objet des attentions les plus scrupuleuses de la part de la Porte, et leur langage est plus haut et plus ferme qu'il ne serait permis au vizir le plus élevé en rang d'en tenir un à Saint-Pétersbourg. Le nouveau palais de l'ambassade à Péra, reconstruit dans des proportions colossales après l'incendie du mois d'octobre 1844, présente en quelque sorte l'image matérielle de la haute importance que la Russie a acquise, depuis la paix d'Andrinople, dans ses rapports avec la Turquie.

Quelle différence entre l'état actuel de ces rapports

et ce qu'ils étaient il y a moins de deux siècles! On en peut juger par le fait suivant.

Le 25 janvier 1668, sous le règne de Mohammed IV, l'ambassadeur du tsar Alexis Mikhaïlovitch fut conduit au sérail, à l'audience du sultan. Tout rempli de l'idée de la puissance de son maître, il ne jugea pas à propos de se montrer humble, et ne s'inclina pas assez profondément devant le padischah au gré des introducteurs. Ceux-ci, fidèles à un cérémonial humiliant et barbare, lui appliquaient les mains sur le sommet de la tête et cherchaient à la baisser le plus possible. Il se roidit courageusement contre cette violence. Mais les camériers, loin de lâcher prise, n'en pressèrent que plus fort, si bien que le Russe tomba par terre. A cette vue, son drogman perdit toute contenance et ne fut pas en état de proférer un seul mot. Le sultan, impatienté, ordonna au kaïmakam de le débarrasser de la présence de l'infidèle. Le ministre obéit et mit dehors, à coups de bâton qu'il leur appliqua de sa propre main, l'ambassadeur, le secrétaire et le drogman.

Nous donnerons l'historique des négociations entre la Russie et la Porte, de 1826 à 1829, dans la suite de nos publications sur l'empire des tsars.

IV

(*A la page 46.*)

LE CARACTÈRE DES RUSSES, SELON LA PENTARCHIE EUROPÉENNE.

D'abord il faut dire un mot de l'ouvrage mentionné en tête de cette note et qui, publié à Leipzig, en 1839, en langue allemande (442 pages in-8°), fit une profonde sensation et donna lieu à bien des commentaires.

La Pentarchie européenne est le panégyrique le plus audacieux qu'on ait jamais fait de la Russie. Il appartient à une époque où des écrivains mercenaires cherchaient à exalter cet État aux dépens des autres, surtout aux dépens de la France, qui, depuis la révolution de juillet, était représentée comme tombée en enfance, comme pourrie en quelque sorte à force de maturité. A en croire ces écrivains, l'Occident, en délire, ne savait plus ce qu'il faisait; il n'y avait plus rien de sacré pour les peuples; rien n'imposait à leur esprit entreprenant et novateur; ils étaient entraînés malgré eux sur la pente rapide du progrès, et, ne trouvant pas moyen de s'arrêter, devaient nécessairement se précipiter dans un abîme. Tout tombait en dissolution; l'instabilité était à l'ordre du jour, notamment chez nous où toutes les vieilles institutions étaient anéanties. La Russie seule avait conservé son équilibre; elle seule était jeune et forte, et opposait à la décrépitude des vieilles nations de l'Europe un peuple robuste et sain de corps, en pleine jouissance de facultés intellec-

tuelles qu'une civilisation poussée à l'excès n'avait pas encore altérées ou flétries.

Cette même prétention se fait remarquer dans le livre dont nous parlons.

« L'étranger dont le cœur n'est pas rétréci par les préjugés, » dit entre autres choses l'auteur, « ne peut refuser à *l'héroïque peuple du Nord* l'hommage qui lui est dû relativement à ce qu'il y a de plus national dans son caractère. Le sang pur et léger qui coule avec force dans ses veines, le sentiment qu'il a de sa vigueur et de la facilité avec laquelle il réussit à se tirer des positions les plus périlleuses, enfin sa bonhomie naturelle, font que le Russe n'appréhende point le danger et ne s'en inquiète en aucune façon. Aussi n'a-t-il nul souci des mesures de précaution que l'on pourrait prendre, et ses jeux de prédilection sont précisément ceux où le danger entre pour quelque chose. Il parle à son empereur, sans émotion, sans embarras, et pourtant il s'est accoutumé à le regarder comme un être supérieur, comme l'oint de Dieu. En vérité, un tel peuple a pour boulevard sa poitrine, et sa fidélité est pour lui comme une tour de salut (*Wahrlich, ein solches Volk hat seine Brust zur Wagenburg, seine Treue zum Thurme des Heils!* » p. 420).

En poursuivant, l'auteur fait voir, et cette fois nous sommes de son avis, qu'il n'est plus guère possible de parler d'un vieux parti russe, d'un parti plus russe que l'empereur. « C'est une chose qui atteste, » dit-il (p. 422), « une grande ignorance de la situation actuelle du pays que de parler encore de nos jours d'un parti de cour ou parti nobiliaire ultra-russe : ce parti n'existe pas, et ne pourrait pas exister, depuis que l'empereur, sa cour et son gouvernement n'ont d'autres tendan-

ces que les tendances nationales russes, d'autres intérêts que les véritables intérêts du peuple russe, de la patrie russe. »

Dans un autre passage (p. 76), l'auteur va jusqu'à faire de la Russie « la gardienne de la vraie liberté « allemande, des mœurs, de la science et de la culture « intellectuelle de l'Allemagne, *destination parfaitement « digne,* ajoute-t-il, *de ce peuple héroïque de Slaves (des « slavischen Heldenvolks).* »

M. de Custine aurait-il connu ce passage lorsqu'il écrivait, dans son livre de *la Russie en* 1839 (t. III, p. 581), ces lignes qui semblent destinées à y répondre : « Vous, les régulateurs des destinées de l'Europe, y pensez-vous? vous, défendre la cause de la civilisation chez des nations super-civilisées, quand le temps n'est pas loin où vous étiez vous-mêmes une horde disciplinée par la terreur, etc. ! . . . La Russie n'a aujourd'hui chez nous que la puissance que nous lui accordons, c'est-à-dire celle d'un parvenu plus ou moins habile à faire oublier son origine, sa fortune, et valoir son crédit apparent. La souveraineté sur des peuples plus barbares et plus esclaves qu'elle-même lui est due; elle est dans ses destinées, elle est écrite, passez-moi l'expression, dans les fastes de son avenir; son influence sur des peuples plus avancés est précaire. »

Et c'est un Allemand qui invoque pour sa nation la tutelle des Russes, qui proclame pour elle la nécessité d'un tel patronage, qui place sous cette sauvegarde la liberté, les mœurs et la civilisation de l'Allemagne! On en croit à peine ses yeux.

L'auteur de *la Pentarchie* a gardé l'anonyme, mais son livre, très-intéressant, plein d'idées, est véritablement écrit avec toute la profondeur de la science alle-

mande. Quel que soit cet auteur, habitant russifié des provinces baltiques, diplomate amphibie, moitié Germain moitié Moscovite, ou savant étranger brodant sur un texte qu'un autre aurait ébauché pour lui, on ne peut nier que ce ne soit un homme de tête, de science et d'esprit. On doit s'étonner que son livre n'ait pas reçu en France les honneurs de la traduction.

L'Allemagne ne s'est pas fait faute de protester contre l'injurieuse protection qu'on a osé lui offrir, et elle protesterait aujourd'hui avec plus de force encore, depuis qu'elle a vu le gouvernement russe imposer à deux de ses puissances une nouvelle solidarité avec lui, par la destruction du dernier débris indépendant de l'ancien royaume de Pologne.

L'Allemagne sait bien que ce n'est pas à ses voisins du Nord qu'elle peut s'adresser pour obtenir enfin les libertés qu'elle réclame et dont sa culture avancée, sa moralité exemplaire et sa modération habituelle la rendent si digne; elle n'est plus d'ailleurs aujourd'hui à l'état de déchéance et de faiblesse où elle se trouvait lors du traité de Lunéville, et qui obligeait tous ses princes, comme le dit le diplomate russe cité à la page 84 du texte, à « tourner leurs regards vers la Russie, comme vers un sauveur. » La Prusse, entre autres, n'ignore pas que si, après tant d'instances, elle n'a pu obtenir pour toute constitution, de son roi, si plein de cœur et si digne de sympathiser avec les élans généreux d'un peuple émancipé, que la lettre patente du 3 février 1847, les représentations du cabinet de Saint-Pétersbourg et la docilité avec laquelle le prince de Prusse prête l'oreille à ses avis, y ont peut-être eu plus de part que toute autre considération. Heureusement, l'influence du cabinet de Saint-Pétersbourg sur celui

de Potsdam est à son déclin, et il faut qu'elle baisse encore de jour en jour si le roi Frédéric-Guillaume IV veut réellement inspirer à l'Allemagne la confiance dont celle-ci a besoin pour se décider à reconnaître l'hégémonie prussienne et pour remettre à cette puissance moitié allemande, moitié slave et lettonne, la garde de ses intérêts, de sa haute civilisation et des garanties constitutionnelles qui lui sont acquises dans la plupart des États. Mais, en attendant, cette influence a paralysé ces velléités constitutionnelles de la Prusse, dont nous avons encore parlé dans la note de la page 51, la veille de la publication de la lettre patente du 3 février : on pourrait dire qu'elles n'ont produit qu'un avorton, si l'on ne savait que la liberté, puissante par elle-même, sait profiter des concessions les plus insignifiantes pour marcher à son but et assurer son triomphe final.

Revenons à *la Pentarchie.* Elle pourrait donner lieu aux citations les plus curieuses, les plus inattendues pour des lecteurs français ou appartenant à d'autres pays de l'Occident ; mais nous devons nous les interdire ici, obligé que nous serons de reporter plus tard notre attention sur ce livre, quand le temps sera venu de comprendre dans nos Études l'histoire de l'insurrection polonaise. Nous n'en ferons plus qu'une, relative aux intérêts maritimes de la Russie ; mais comme elle se rapporte à un autre passage du texte, le lecteur la trouvera plus loin, note VI.

La Pentarchie européenne ne ménage pas l'encens, on le voit bien ; cependant avant elle, les flatteurs de la colossale puissance du Nord avaient déjà tenu à peu près le même langage. M. le comte Adam Gurowski, ancien réfugié polonais, avait publié dès 1834 son livre

intitulé *la Vérité sur la Russie,* écrit en français, sans force persuasive peut-être, mais non sans talent. Suivant lui, « il serait impossible de ne pas reconnaître que la Russie plane aujourd'hui sur toutes les autres destinées (p. 66). »

« C'est aujourd'hui, » dit-il ensuite (p. 85), « que la Russie recueille les fruits des travaux et des efforts de Pierre le Grand, de Catherine; c'est un autre siècle qui profitera de ce qui s'accomplit de notre vivant... L'humanité ne se développe que par un mouvement lent, quelquefois inaperçu, mais continuel. La Russie, sa plus vaste partie, *son plus puissant agent,* ne doit pas être soumise à l'appréciation des années, mais des siècles. »

Tout ce qu'on lit dans cette brochure remarquable n'est pas précisément, comme on voit, *la vérité sur la Russie;* mais tout aussi, nous le disons avec conviction, n'a pas été dicté par l'erreur, et en faisant la part d'un zèle trop ardent, souvent bien près de la flagornerie, on ne peut méconnaître la portée de beaucoup d'idées habilement développées par l'auteur.

La citation suivante, qui se trouve dans une liaison intime avec le sujet traité dans notre texte et auquel la présente note se rapporte, pourra servir, nous le croyons, à justifier notre jugement favorable, malgré les exagérations qu'elle renferme et que nous faisons ressortir en les soulignant.

« La Russie avance et possède en elle tous les éléments principaux du progrès. Elle possède les plus vastes ressources connues, *autant intellectuelles* que matérielles; elle trouve en elle-même toutes les conditions requises de puissance et de grandeur : position géographique, population intelligente, conscience

d'existence politique, *originalité* puisée dans elle-même et par celle-ci à l'abri de l'imitation; enfin, unité de pouvoir, qui est tout, qui ne peut rencontrer en dehors de lui rien qui pût être en état d'entraver sa marche et de l'empêcher d'imprimer une impulsion rapide vers un but désigné à toutes les forces et toutes les ressources de l'État.

« Le pouvoir résume en lui cette unité que la Russie possède au milieu de la Slavonie. Il marche et marchera à la tête de la nation, à laquelle il distribue la civilisation dont il est le seul dépositaire [1]; il absorbe en lui toute la nation; c'est sa vie, son âme, qui la manifeste à l'extérieur, qui lui donne de l'essor et conduit les rouages intérieurs, les poussant ou les arrêtant à son gré, comme, dans la sagesse de ses conseils, il le juge le plus propre au bien de ceux qui lui sont confiés.

« Tel est le pouvoir en Russie. Fort de lui-même, il n'a pas besoin d'emprunter des secours hors de lui ou de se soumettre à une influence étrangère; car malheur à une nation qui, sans pouvoir et sans forces, espère quelque chose en dehors d'elle-même!

« La Russie est centralisée, condensée d'une certaine manière dans son pouvoir. Elle ne vit que par lui; il est son artère principale à laquelle aboutissent toutes les veines et tous les embranchements. Par cette organisation intérieure, *la Russie dominera toujours les événements* et n'en dépendra jamais.

« Un tel pouvoir protégera toujours le développement progressif des besoins et du bien-être. Il peut quelquefois dévier, dans les détails, de la voie que lui

[1] L'auteur, bien entendu, veut dire dans son pays.

trace la volonté suprême du chef; mais il n'y a rien de parfait dans le monde, et du moins cette volonté suprême, planant sur les intérêts différents des individus, ne peut se proposer d'autre but que de combiner, harmoniser les besoins de ceux qui sont au-dessous d'elle. Seule comme elle est, *épurée de toute tendance égoïste*, bornée et mesquine, une telle volonté suprême classe, satisfait, coordonne les diverses exigences qu'elle est destinée à guider.

« La Russie a donc plus d'influence civilisatrice en elle que n'en eut jamais la Pologne...

« Le continuel agrandissement de la Russie est tout providentiel; car il faut être fort pour pouvoir opérer sur une vaste échelle. Il faut une grande puissance pour réunir l'Asie à l'Europe et préluder par là, et rapprocher le moment [1] de cette unité définitive qui est le but vers lequel l'humanité marche à grands efforts. L'anneau le plus puissant de cette union, c'est la Slavonie, *personnifiée dans la Russie,* qui l'est à son tour dans son pouvoir, qui la représente au grand congrès des États et des intelligences européennes, auxquelles [2] il attire et façonne l'Asie.

« C'est dans l'accomplissement de cette fusion que la Russie, de nos jours, a pénétré profondément dans toutes les relations européennes, tant politiques que commerciales et industrielles. Son existence et sa grandeur sont un besoin de l'univers, comme celles de la France, de l'Angleterre, de l'Allemagne. Sans les produits que livre la Russie, le vaste marché du monde

[1] Nous citons textuellement, sans corriger les négligences de style, qu'on peut bien pardonner à un auteur étranger écrivant dans une langue qui n'est pas la sienne.

[2] Lisez : vers lesquelles il attire l'Asie qu'il y façonne.

resterait incomplet; elle y apportera de plus en plus des productions intellectuelles pour le beau et l'utile. La Russie, se développant en elle-même, ayant l'Orient à ses côtés, ne peut qu'enrichir les jouissances[1] morales et physiques des habitants de l'Occident, en multipliant la diversité de productions qu'elle seule peut recueillir. La diversité des zones et régions qui la forment, de même que l'originalité slavonne, promettent une large moisson aux besoins matériels, à l'esprit, à l'imagination des hommes en général.

« *Les ateliers des industriels, de même que les cabinets des savants et les musées de l'Europe, en sont déjà remplis,* et excitent de plus en plus les divers intérêts qui composent la nature humaine. Mais tous ces prodiges ne pouvaient être que l'œuvre d'une volonté grande, forte et unitaire, qui seule donne au pouvoir une faculté créatrice; et si, en Russie, la nation n'était pas, comme elle l'est, centralisée tout entière dans le pouvoir, pourrait-elle représenter de si grands résultats, donner de telles espérances et de si sûres garanties de son avenir? » (P. 68-72.)

En terminant (p. 81), M. le comte Gurowski établit un parallèle entre la Pologne, sa patrie, et la Russie, son pays d'adoption; entre « la Russie disant au monde: *Ego sum qui sum!* arrivée au point qu'elle occupe aujourd'hui, d'elle-même, sans autres aides que les vues, la direction et la sagesse suivie de ses empereurs, *qui sont le résumé de la haute intelligence du pouvoir,* comme le pouvoir l'est de l'État; soumise à une volonté éclairée, élevée, dominante, » et « la Pologne traînant ses doléances devant les étrangers, mendiant leur secours

[1] Lisez : qu'ajouter aux jouissances.

sans avoir su jamais se suffire à elle-même, dont le passé fut sans utilité pour l'Europe, dont l'avenir se confond à l'avenir de la Russie, comme d'une partie dans son tout. »

Et ce parallèle, il le résume ainsi : « Tout est action dans la Russie ; tout est au moins passivité en Pologne. L'une représente la vie ; l'autre est un cadavre qui a subi toutes les phases de la décomposition ! »

La Vérité sur la Russie n'était qu'un ballon d'essai : dans l'ouvrage *la Civilisation et la Russie*, l'auteur se démasque complétement. Mais ici il faudrait accumuler les citations, et peut-être le lecteur n'est-il pas curieux de connaître tous ces singuliers enfantements d'une imagination égarée, dont il a d'ailleurs déjà trouvé quelques échantillons dans les *Lettres sur la Russie* de M. Marmier, t. II, p. 75 et suiv.

V

(Aux pages 48 et 61.)

LE PANSLAVISME.

On compte aujourd'hui en Europe plus de soixante millions de Slaves : cette grande division ethnographique est, après la famille romane, la plus considérable de toutes. La famille germanique ne vient qu'au troisième rang.

On sait de quels éléments cette division se compose.

D'après la langue que parlent les différentes tribus slavonnes, l'abbé Dobrowsky, le premier, l'a subdivisée en deux branches : les Slaves occidentaux et ceux du sud-est.

La première branche, celle des Slaves occidentaux, forme trois classes, à savoir : 1° les *Lekhs* ou *Liekhs*, à laquelle appartiennent les Polonais, les Kassoubes, les Silésiens et les Poméraniens; 2° les *Tchekhs* et *Slovaks*, dont font partie, d'abord toute la population indigène de la Bohême et de la Moravie, et ensuite les Slovaks de la Hongrie; 3° les *Polabes*, nom qui embrasse les Slaves de l'Allemagne septentrionale, Lutitzes ou Vélètes, Bodritzes, Sorbes, Miltchanes, etc.

Dans la seconde branche, celle des Slaves du sud-est, on distingue également trois classes, qui sont : 1° les *Russes*, avec leurs différentes nuances, Moscovites ou Grands-Russes, Petits-Russes (Petits-Russiens) et Cosaques, Ruthènes ou Roussniaks de la Russie rouge (Galicie), de la Russie blanche, et de la Russie noire[1]; 2° les *Boulgares*, primitivement ouraliens[2], mais qui se sont entièrement fondus avec les Slaves de la Mœsie; 3° les *Illyriens* auxquels appartiennent les Serbes (Serviens, Esclavons et Bosniaks), les Dalmates, les Monténégrins, enfin les Vindes ou Slovènes, c'est-à-dire les Slaves de la Carinthie.

Disons aussi un mot du nom des Slaves.

On ne sait pas au juste d'où il vient; mais il parait

[1] Voir sur ces dénominations historiques notre ouvrage *la Russie, la Pologne et la Finlande*, p. 28 et suiv. On y trouvera aussi des renseignements étendus sur les populations autres que slavonnes de la Russie.

[2] C'est-à-dire de race soit ougre soit finnoise, et fort rapprochée de la race turque.

d'abord chez Jornandès (*Sclavi, Sclavini*) et chez Procope (Σκλαβηνοί et Σκλαβινοί); peut-être même est-on déjà en droit de le reconnaître dans les Σταύανοι du géographe Ptolémée. Les uns le dérivent de *slava*, gloire; les autres, avec plus de raison peut-être, de *slovo*, mot, parole. Car on dit Slovènes, comme on dit Slaves; et même dans la forme primitive de ce dernier nom, *Slovianine*, il n'y avait pas un *a*, il y avait un *o*. D'ailleurs, chez les Slaves, il y a deux noms qui se font pendant comme Gog et Magog, comme Iran et Touran; ces noms sont : les *Slovènes*, c'est-à-dire les parlants, ceux qui sont entre eux en communauté de langue, et les *Niemtzi*[1] ou muets, c'est-à-dire ceux qu'on ne comprenait pas, qui parlaient un idiome différent. Évidemment, il s'agit des parlants et des non-parlants. A cette explication si simple, trop simple peut-être au gré de quelques savants, deux hommes d'une grande autorité en ces matières, l'abbé Dobrowsky et M. Schafarik, ont opposé des hypothèses auxquelles, pour notre part, nous ne croyons pas devoir nous arrêter, malgré notre profond respect pour la science de leurs auteurs.

Les Slaves sont plus anciens dans le monde que leur nom, qui apparaît pour la première fois dans Jornandès[2], c'est-à-dire pas avant le milieu du sixième siècle. Auparavant, on leur donnait le nom de Serbes, connu déjà de Pline (*Hist. Nat.*, VI, 7) et de Ptolémée (V, 9), et qu'on trouve ensuite chez Procope (*De bello go-*

[1] Pluriel de *Niémetz*. Voir dans le texte p. 33.

[2] *De rebus geticis*, VIII : Veneti, Antes, Sclavi; et II : Principaliter tamen Sclavini et Antes nominantur; *De temporum successione*, XV : Præter instantiam quotidianam Bulgarorum, Antarum et Sclavinorum.

thico, III, 14) et chez Vibius Séquester (au mot *Albis*.) Le nom de Vénèdes, qu'on rencontre dans Tacite (*Annal.*, XI, 23), et celui d'Antes, familier à Jornandès et à Procope, les désignent également.

Personne n'a mieux discuté ces divers points d'érudition que le savant auteur des *Antiquités slavonnes*. Quoique les Slaves ne fissent partie ni des Scythes, ni des Sarmates peut-être, M. Schafarik les croit avec raison très-anciens en Europe, aussi anciens que les Celtes, les Thraces, les Germains, etc. Suivant lui, ils étaient probablement les mêmes que les Budins, les Neures, les Borysthénites, faussement appelés Scythes cultivateurs et confondus avec eux.

Vers le cinquième siècle de notre ère, des flots de Barbares enveloppèrent les Slaves ou les soumirent : de là une grande confusion dans les rapports qui les concernent. Mais bientôt ils se font jour, leur nom reparaît dans l'histoire, et le christianisme, qui leur arrive à la fois de Rome et de Byzance, finit par les mettre partout en contact avec la civilisation.

Néanmoins, jusqu'à la fin du siècle dernier, on a tenu peu de compte en Europe de cet élément ethnographique si important; les savants ne s'en occupaient guère plus que les hommes d'État, et sans doute on avait oublié depuis longtemps l'observation faite au seizième siècle par le baron de Herberstein, ambassadeur de Ferdinand I[er] en Russie, à savoir, que l'idiome de la Carinthie, son pays natal, lui était d'un grand secours pour comprendre la langue alors à peu près inconnue des Moscovites.

Cette indifférence s'explique : à l'exception de la Pologne et de la Russie, les Slaves n'avaient conservé leur indépendance nulle part; en Allemagne, en Hongrie,

en Turquie, partout ils étaient à l'état de peuple conquis. Toujours en proie à des convulsions intérieures, la Pologne n'avait aucune action sur les pays en dehors de ses frontières, et la Russie, avant de pouvoir se substituer à elle et sortir de son obscurité séculaire, avait encore à soutenir des luttes qui suffisaient à la mesure de ses forces. Les Turcs, souvent battus par les armées moscovites, réussissaient cependant le plus souvent à les arrêter sur le Danube, et c'est seulement en 1829 qu'ils en ont vu une franchir pour la première fois leur barrière du Balkan.

L'incendie de Moscou et la retraite désastreuse de Napoléon donnèrent le signal. Les Russes délivrèrent l'Europe de la domination française. Arrivant en vainqueurs à Prague, vieux foyer de la civilisation slavonne, et dans d'autres villes de la Bohême, ils y furent reçus comme des frères, comme des membres de la grande famille des Slaves. Ils jouaient alors un rôle si brillant dans le monde qu'il n'était plus possible aux hommes des classes lettrées en tous pays de rester étrangers à leur histoire, à leur langue et à leur littérature. On commença donc à s'occuper beaucoup des Slaves, et ceux d'entre eux qui vivaient sous d'autres lois que celles de la Russie, flattés dans leur instinct de race par la grandeur de cette dernière, ne manquèrent pas de faire valoir leur parenté avec son peuple, leur extraction commune, le lien d'une langue presque identique qui les unissait.

Et lorsque la victoire amena plus tard les aigles russes jusque dans la plaine d'Andrinople, les Slaves de Turquie se réveillèrent également de leur longue léthargie. Appuyés sur le colosse moscovite, les Serbes et les Boulgares se sentirent des forces auxquelles ils

n'auraient pas osé se fier jusqu'alors; ils eurent honte de leur abjection, se rappelèrent avec orgueil qu'ils étaient chrétiens, cessèrent de trembler devant un turban, et ouvrirent leurs cœurs à l'espérance.

Depuis ce moment, il fut question des Slaves partout : les Hanka, les Palacky, les Kollar, les Gaï, stimulèrent l'ambition de leurs compatriotes en ranimant le culte d'une langue jusqu'alors négligée, ou exaltèrent leur sentiment national par les nobles accents d'une poésie qui trouvait des échos dans les cœurs de tous ces peuples.

Ce fut ce réveil général des Slaves qui donna bientôt naissance à l'idée du *panslavisme*.

On comprend la signification de ce mot. Imité de *panhellénisme*, il donne l'idée d'une réunion de tous les Slaves, soit en un seul corps de nation, soit en une espèce de confédération, soit seulement pour ainsi dire en une communauté morale et intellectuelle, basée sur la même origine et sur la même langue, diversement nuancée dans les idiomes divers, mais dont le fond commun se retrouverait dans une langue littéraire qui serait adoptée par tous, et formerait entre eux un lien étroit.

La réunion de l'universalité des Slaves en un seul corps de nation est une chimère à laquelle personne n'a pu songer sérieusement. Les différentes branches de cette grande famille ethnographique ne sont pas moins profondément séparées entre elles que ne le sont les branches de la famille germanique, Allemands, Hollandais, Danois, Suédois, etc., etc., ou celles de la famille romane, Français, Italiens, Espagnols, Portugais, etc. Si elles n'ont pas toutes, comme celles-ci, une nationalité distincte, fortement empreinte, riche de tra-

ditions politiques vieilles et glorieuses, si même leurs idiomes sont moins différenciés, elles appartiennent en revanche à deux cultes hostiles entre eux, et sont divisées par la dissemblance de leurs traditions religieuses. D'ailleurs chacune des principales branches a sa littérature particulière : il existe une littérature bohème, une littérature polonaise, une littérature russe, un commencement de littérature serbe, ou, si l'on veut, illyrienne, et chacune de celles-ci, jalouse de sa sœur, prétend à une ancienneté plus grande, à un mérite supérieur, à une plus haute illustration. Les Slaves latins et les Slaves grecs suivent depuis longtemps des destinées différentes : sauf l'indépendance nationale, le Bohême ou l'Illyrien, soumis à l'Autriche, n'a certainement rien à envier au Russe pour lequel, au fond, il n'a pas plus de sympathie que pour l'Allemand, son voisin et son dominateur. Au temps des persécutions religieuses, quand la Bohême était hussite ou luthérienne, elle aurait pu invoquer, comme l'ont fait depuis les dissidents de Pologne, le secours du puissant monarque des Slaves du nord-est, si à cette époque il avait déjà compté pour quelque chose dans le monde européen; mais la réforme y a été complétement étouffée, et de nos jours les guerres de religion ne sont plus possibles. Enfin, si le gouvernement autrichien, généralement paternel, en dépit des scènes récentes du sanglant carnaval de Galicie, n'est impopulaire ni en Bohême, ni en Dalmatie, ni surtout dans la Carinthie et la Carniole, il ne peut cependant prétendre à aucune préférence de la part des Polonais et des Russes. Toutes ces branches d'une même souche ont une existence à part à laquelle elles ne songent pas à renoncer, et des tendances diverses qu'elles ne

sont nullement prêtes à diriger vers un seul et même but.

Ce n'est donc pas de là que peut naître aucun danger pour l'occident de l'Europe : on ne verra pas l'unité politique, à laquelle aspire depuis si longtemps l'Allemagne proprement dite, où tout semble y pousser cependant, l'histoire, les mœurs, les intérêts, s'improviser tout à coup parmi les Slaves, malgré les prédictions de leurs poëtes et le vertige passager qu'on a pu remarquer dans quelques coteries littéraires.

Mais, par un abus du langage, on a parlé aussi d'un panslavisme partiel, comme serait par exemple la fusion de la Pologne et de la Russie en un seul tout.

C'est, si nous ne nous trompons, le même comte Adam Gurowski dont nous nous sommes déjà occupé, qui, le premier, a mis cette idée en avant.

« La Russie, » disait-il en 1834 [1], « tendait... à devenir en Europe un État puissant et influent, *au nom de toute la Slavonie*, et comme en représentant la nationalité dans l'équilibre européen. Elle rencontra la Pologne sur sa route; elle sentit que c'était une question vitale pour son but, que l'absorption d'un pays qui la mettrait dans un contact plus immédiat avec l'Occident. La Providence se déclara pour elle. La Pologne, qui ne sut jamais acquérir une prépondérance politique, devait nécessairement faire place à un corps dont la marche fut signalée à chaque pas par la force attractive avec laquelle il sut réunir les Slavons autour de lui.

« Cette marche, lente dès l'origine, n'en fut pas moins sûre. Plus elle approche de son but définitif, plus elle acquiert de force et de vitesse...

[1] *La Vérité sur la Russie*, p. 3.

« Leur coexistence (celle de la Pologne et de la Russie) est impossible et serait même une monstruosité historique. *La Slavonie a besoin de l'unité;* il lui faut une seule tête, un seul foyer, une seule tendance, une seule volonté. Cette question intérieure est aujourd'hui définitivement résolue. »

« Dans la nature humaine, » dit plus loin l'auteur (p. 47), « une des premières lois est l'ascension, pour les individus comme pour les races et les États; chacun tend à s'élever, à monter comme individu et comme membre d'une puissante nation. Les races slaves, soumises aux mêmes lois, sentent aussi le besoin d'appartenir à la famille européenne. La Russie a presque déjà accompli en leur nom cette grande mission, ce que n'a pu faire la torpeur polonaise. C'est la Russie qui s'occupe continuellement de la réunion, de l'agrandissement et de la considération politique de ces peuples consanguins; la Pologne leur procura tout le contraire. L'influence religieuse, celle du langage commun, ces deux liens si puissants, assurent à la Russie la sympathie et lui attirent le peu de peuples qui ne lui sont pas encore agrégés; mais *l'irrésistible force d'attraction opérera bientôt cette union...*

« ... La Pologne, détachée comme elle l'était, ne représente rien; ses intérêts ne peuvent être séparés de ceux de la Russie *que la Providence a destinée à devenir la mère et la tutrice des Slavons.* C'est par la Russie que se préparent de grands et salutaires événements. »

Ces idées, auxquelles un poëte illustre, M. Adam Mickiewicz, a prêté l'autorité de son nom, ont depuis germé dans les têtes polonaises, et elles ont pris faveur surtout après l'avortement de la dernière tentative faite en Galicie et en Poznanie. La vieille haine des Polonais

contre les Allemands s'étant alors réveillée avec d'autant plus de force que ces derniers les accusaient d'une légèreté incurable et commençaient à se refroidir à l'égard de leur cause, beaucoup de jeunes nobles parlèrent de se réconcilier avec les Russes, de se jeter dans leurs bras. Ils sont nos oppresseurs, disaient-ils, mais du moins ils sont de la même race que nous; si nous sommes condamnés à subir le joug d'un vainqueur, mieux vaut que ce dernier soit un des nôtres que si nous avions dans nos cités le spectacle de la morgue étrangère, ou s'il fallait courber nos fronts devant la prétendue supériorité allemande. Avec les Russes pour maîtres, il y aura pour nous à la fois moins de honte et plus de consolations dans l'avenir.

Il y avait dans ce langage, dicté par le dépit qu'inspirait une humiliation récente, un oubli incroyable des plus justes griefs, et, disons-le, une véritable abdication. Aussi en est-on bientôt revenu, et l'émigration polonaise, qui a son siége à Paris et à Londres, n'a jamais adopté ces idées, si propres à faire triompher la cause des oppresseurs des Polonais en menaçant d'envelopper dans leur chute la civilisation elle-même.

Mais si les Polonais ont renoncé à ce genre de panslavisme, en est-il de même des Russes? Personne ne l'affirmera. La fusion de la Pologne avec leur pays est au contraire évidemment une tâche que le cabinet de Saint-Pétersbourg s'est imposée. Il a fait démentir les bruits qui couraient à la fin de 1846, sur un projet de réunion définitive qu'on lui attribuait; mais il vise à ce but, il ne s'en laissera pas détourner, et nous n'oserions certes pas affirmer qu'il n'y arrivera point. La patience l'a déjà bien servi dans ce travail depuis Pierre le Grand : avec son secours, il accomplira l'œuvre, nous

le craignons, en profitant des fautes de la noblesse polonaise, et en se faisant des alliés de la bourgeoisie et de la population des campagnes.

Là est un véritable danger pour l'Europe, et avant tout pour l'Allemagne dont l'Autriche semble déserter la cause en ce moment, et dont la Prusse n'ose pas prendre en mains les intérêts compromis.

Voilà donc un panslavisme possible, s'il est permis d'appeler de ce nom la simple association des destinées de la Pologne avec celles de la Russie.

On a parlé, il n'y a pas longtemps, dans une de nos principales Revues, d'un panslavisme tourné au contraire contre la Russie, et ceci regarde le deuxième mode dont nous avons fait mention plus haut, lequel serait une confédération au moins partielle entre les Slaves. Une telle confédération existe presque de fait dans la monarchie autrichienne, et n'est possible que sous cette forme; si elle a un renfort à attendre, c'est peut-être la Turquie qui le lui fournira un jour. Une autre confédération aurait pu se réaliser en Pologne, si le congrès de Vienne avait eu l'idée de rétablir l'ancienne république en liant entre elles par un lien fédéral les fractions qu'il en attribuait, indépendamment de la république de Cracovie, à la Russie, à l'Autriche et à la Prusse. Au reste, nous nous abstiendrons de discuter cette opinion dont nous n'apercevons pas assez clairement le côté pratique.

Suivant nous, le seul vrai panslavisme est celui du troisième mode indiqué, et qui se réduit à une simple communion intellectuelle. Le panslavisme est une question de civilisation plutôt que de politique.

Au particularisme des sociétés anciennes a succédé l'universalisme des nôtres : celles-ci tendent à l'unité

avec non moins d'ardeur que celles-là n'en mettaient à se fractionner à l'infini. Mais, dans la politique, des obstacles se rencontrent à chaque pas, comme nous venons de le voir ; l'œuvre s'accomplit dans le monde des idées, longtemps avant de trouver son application dans la réalité.

Jusqu'ici, la république des lettres est le seul empire universel fondé parmi nous et qui ait pu se soutenir à la longue ; encore a-t-elle perdu peut-être de son caractère d'universalité, depuis que le latin n'est plus la langue littéraire ni celle des affaires, et depuis qu'un respect plus grand pour l'idiome national, partout cultivé avec plus de soin, menace d'affaiblir la prédominance du français dans le monde élégant. En effet, dans cette république, l'unité se fondait sur une langue commune, en usage seulement dans certaines classes, il est vrai, de chaque corps social, mais qui, au sein de ces classes, formait partout un des principaux éléments de l'éducation.

Nulle part cette langue commune n'est plus facile à établir que parmi les Slaves, qui n'ont besoin de l'emprunter ni à l'antiquité païenne, ni à une société moderne rivale, plus anciennement policée qu'eux. Leurs différents idiomes, malgré les caractères spéciaux qui en distinguent la plupart, ne sont au fond que des dialectes d'une seule et même langue, dont le type serait le slavon d'église, artificiellement enrichi d'emprunts faits à chacun d'entre eux. Ces mêmes idiomes ne sont pas encore tellement fixés par des chefs-d'œuvre qu'ils ne puissent se modifier pour arriver à un rapprochement, et l'on aura ainsi une langue slavonne générale, qui deviendrait celle des livres et celle de l'éloquence, et dont l'étude ferait partie de toute édu-

cation libérale. Les auteurs pourraient alors compter, pour leurs publications, sur des lecteurs infiniment plus nombreux, ce qui serait un avantage précieux au milieu de populations jusqu'ici peu avancées en culture et chez lesquelles le goût des lettres reste encore presque exclusivement renfermé dans les classes supérieures. Les Slaves ont d'ailleurs bien du chemin à faire pour atteindre dans cette carrière la famille romane et la famille germanique, leurs aînées en civilisation : ce n'est pas trop de leurs efforts combinés s'ils ont l'ambition de se placer à leur niveau, en promettant au monde l'aurore d'une vie intellectuelle nouvelle.

Rien ne lie les peuples entre eux, rien ne donne le sentiment de la confraternité comme la communauté de la langue et de la littérature; celle-ci, en renfermant tous les Slaves dans la même sphère d'idées, en les entretenant des mêmes traditions, en les faisant participer aux mêmes titres de gloire intellectuelle, préparera leur rapprochement politique, et amènera peut-être à la fin cette fusion qu'on prédit, mais dont rien n'annonce encore la probabilité prochaine.

Ainsi compris, le panslavisme nous paraît être d'une grande portée, et nous croyons que c'est sous ce point de vue qu'il est envisagé par les hommes éminents qui s'en sont faits les principaux promoteurs. Celui-ci n'a rien de menaçant : ce n'est pas une ligue politique, formée au profit de telle ou de telle autre puissance; c'est simplement une communion d'idées et de sentiments qui, en attendant son action au dehors, élève les âmes et donne à ceux qui y participent la conscience de leur force et de leur dignité.

Les conséquences de cette communion sont incalcu-

lables, il est vrai, mais c'est aux générations futures qu'elles sont léguées.

VI

(*A la page* 72.)

AGRANDISSEMENT SUCCESSIF DE LA RUSSIE.

La Russie n'a pas toujours offert, tant s'en faut, les proportions colossales qui nous paraissent aujourd'hui si effrayantes : il n'y a pas encore quatre siècles, son étendue n'était guère que le double de celle de la France actuelle.

Voici le calcul des agrandissements successifs qui l'ont portée au point où nous la voyons. Il comprend les possessions en Asie et en Amérique, aussi bien que celles en Europe, et nous le donnons, bien entendu, comme simplement approximatif, tant en ce qui concerne la superficie que par rapport à la population. La première est calculée en kilomètres carrés.

		Superficie.	Population.
1462.	Commencement du règne de Ioann III Vassiliévitch. . .	1,000,000	6,000,000
1535.	Avénement de Ioann IV Vassiliévitch, le Terrible. . .	2,000,000	10,000,000
1584.	Époque de sa mort	7,500,000	12,000,000
1613.	Avénement de Michel Romanof	8,000,000	12,000,000
1645.	Époque de sa mort	14,000,000 [1]	13,000,000

[1] L'augmentation se rapporte en grande partie au progrès de la puissance russe en Sibérie.

		Superficie.	Population.
1689.	Avénement de Pierre le Grand	14,500,000	16,000,000
1725.	Époque de sa mort	15,000,000	20,000,000
1763.	Avénement de Catherine II .	17,500,000	25,000,000
1796.	Époque de sa mort	18,200,000	33,000,000
1825,	Époque de la mort d'Alexandre Ier.	20,500,000	55,000,000

En ajoutant les nouvelles conquêtes faites sous Nicolas, on arrive facilement à la superficie de 21 millions de kilomètres carrés dont nous avons parlé p. 44, et dont près de 5 millions et demi, ou au moins près de 5 millions se rapportent à l'Europe [1]. Dans ce chiffre et dans les 55 millions de population, la Finlande est comprise. Avec la Pologne, la monarchie russe ne compte pas aujourd'hui moins de 60 millions d'âmes.

Veut-on savoir quelle part chacune des principales divisions de la Russie prend à ces chiffres si formidables? L'aperçu suivant pourra servir à satisfaire cette curiosité, non pas avec une exactitude minutieuse, mais d'une manière assez approchante. Au lieu de kilomètres carrés, la superficie y est calculée en verstes carrées; mais on sait que la différence est faible entre les deux espèces de mesures. Ainsi que nous l'avons dit, la verste est au kilomètre comme 1 est à 1.067;

[1] D'après les calculs tout récents (1845) de M. de Kœppen, assisté de plusieurs autres académiciens de Saint-Pétersbourg, le dernier total paraît plus exact. Le chiffre que M. de Kœppen a trouvé, en verstes carrées, est 4,360,358. C'est aussi celui qui résulte du petit tableau qui va suivre et qui se fonde sur nos propres calculs. D'après le même auteur, la population européenne serait de 54 millions, sans compter la Finlande et le royaume de Pologne.

la verste carrée est au kilomètre carré comme 1 est à 1.14.

	Superficie.	Population.
Ancienne Moscovie, avec ses dépendances [1]	3,200,000	30,000,000
Petite-Russie	230,000	8,000,000
Russie occidentale	430,000	9,000,000
Russie méridionale	520,000	4,000,000
Transcaucasie	180,000	1,300,000
Sibérie occidentale	5,272,000	1,478,000
Sibérie orientale	8,330,000	950,000
Amérique russe	850,000	61,000
	19,012,000	54,789,000
Royaume de Pologne	111,000	4,500,000 [2]
Grande-principauté de Finlande	336,700	1,380,000
TOTAUX	19,459,700	60,669,000

PRÉTENTIONS POLITIQUES DE LA RUSSIE.

Il n'est pas temps encore de parler des prétentions dont l'empire othoman est l'objet, et sur lesquelles nous sommes à même de donner des renseignements positifs; nous nous bornerons ici à en constater une toute différente qui se trouve articulée dans *la Pentarchie européenne,* p. 351.

Le croirait-on? partant de ce fait, qu'en possession d'un commerce mêlé aux grands intérêts du monde, la

[1] Dans l'étendue qu'elle avait vers le temps de la conquête de la Sibérie, quand les tsaries de Kasan et d'Astrakhan en faisaient déjà partie.

[2] D'après le dénombrement de 1844, le royaume avait même 4,770,290 habitants.

Russie n'a sur l'Océan qu'une porte si étroite qu'il dépend d'une petite nation (les Danois) de la lui fermer, l'auteur se laisse aller, en apparence malgré lui, à cette supposition que la Norwége ne pourra lui refuser le remède contre un pareil état de choses qu'elle tient en son pouvoir. Et ce remède quel est-il? Ni plus ni moins que la *cession* de la baie ou fiord de Folden, dont on ferait une station de la flotte russe employée dans l'Océan. Cette cession, la Russie verrait la possibilité de l'obtenir soit par une transaction avec le storthing, soit même, à la rigueur, s'il y allait pour elle de l'existence ou de quelque autre intérêt majeur, par la force des armes. Avis aux paisibles Norwégiens! Nous avions cru jusqu'alors que les prétentions de la Russie, bien connues en ce qui concerne l'une des presqu'îles de la Scandinavie, ne s'étendaient en aucune manière à l'autre. Nous serions-nous trompés?

En examinant les chances d'une guerre maritime entre l'Angleterre et la Russie, le pentarchiste trouve ensuite que cette dernière n'aurait pas trop à les redouter. « L'Angleterre, » dit-il, « serait bien moins en état d'inquiéter la capitale de la Russie, que celle-ci ne le serait de produire ce même effet à l'égard de Londres (p. 352), » etc., etc.

Nous pourrions multiplier ces citations qui s'ajoutent à celles déjà contenues dans la note 4, mais nous renvoyons le lecteur à *la Pentarchie* même, ouvrage qui, comme *le Portfolio* publié presque en même temps, est plein des révélations les plus curieuses sur les desseins secrets de la Russie.

VII

(*A la page* 78.)

LE PRINCE CZARTORYISKI.

C'est à l'occasion de l'insurrection polonaise de 1830 qu'il conviendra le mieux de parler de ce chef actuel d'une famille illustre, homme éminent par son caractère et ses talents, et celui sur lequel une fraction nombreuse des patriotes de son pays a jeté les yeux pour présider à sa restauration, au cas où la Providence leur réserverait encore cette satisfaction tant désirée.

Cependant, il a été si souvent question de lui dans ces derniers temps, soit à l'occasion des effets d'une inépuisable charité dont l'hôtel Lambert, sa demeure à Paris, est le théâtre, soit à propos de ses rapports supposés avec la dernière tentative de ses compatriotes en Galicie, rapports qui ont eu pour conséquence le séquestre mis sur ses biens dans cette province par le gouvernement autrichien [1], soit enfin dans un ouvrage célèbre sur l'histoire contemporaine, que nous croyons utile de lui consacrer ici au moins quelques lignes. Nous tenons d'ailleurs à mettre sous les yeux de nos lecteurs de courtes citations du tome VI, tout récemment publié, de l'*Histoire du consulat et de l'empire*, de M. Thiers, afin de donner à nos jugements sur l'empe-

[1] Le gouvernement russe avait déjà confisqué ses propriétés appartenant soit à l'empire, soit au royaume de Pologne.

reur Alexandre, antérieurs à cette publication, l'appui d'une autorité si imposante.

Adam-George prince Czartoryiski [1], né le 14 janvier 1770, était fils du prince Adam-Casimir qui fut présenté, en même temps que son cousin Stanislas Poniatowski, comme candidat au trône électif de Pologne, et petit-fils de ce prince Auguste, palatin de Russie, sur lequel Rulhière s'est si longuement étendu dans son *Histoire de l'anarchie de Pologne.* Le principal siége de sa famille était le château de Pulawy, magnifique résidence située sur la Vistule, dans le palatinat de Lublin, au nord-ouest de la ville de ce nom, et célèbre non-seulement par ses jardins, mais encore par une bibliothèque de 80,000 volumes, depuis livrée à une spoliation qui n'a rien respecté, dans ces lieux où se trouvaient réunis jadis des souvenirs de toute espèce de l'ancienne gloire de la Pologne. Aujourd'hui Pulawy est confondu dans le domaine de la couronne.

Nous n'avons pas à raconter ici toute la vie du prince Adam-George; nous rappellerons seulement ce qui a été dit dans le texte, qu'il était un des jeunes amis d'Alexandre, et qu'après l'avénement au trône de ce dernier, il fit partie de sa société la plus intime. C'est à cette époque qu'il fut nommé ministre-collègue au département des affaires étrangères. Le titulaire de la place était le comte Alexandre Vorontsof, grand chancelier; mais le prince Czartoryiski en remplit presque exclusivement les fonctions, de concert avec son maître et ami, qui se réservait la direction su-

[1] Prononcez Tcharloriski. — Au lieu de *Adam-George*, on lit dans le texte seulement *George* : c'est une faute d'impression que le lecteur voudra bien corriger.

prême des affaires diplomatiques. Ce fut pendant ce ministère qu'eut lieu la rupture avec la France, expiée bientôt par la bataille d'Austerlitz qui pourtant n'en devint pas le terme. La jalousie des Russes s'offensa de cette élévation d'un Polonais; mais la conduite du prince ne tarda pas à l'apaiser, si ce n'est au sein de certaines coteries, où l'opposition contre lui continuait de se faire jour.

Ici se placent les citations annoncées plus haut.

« A côté d'Alexandre, » dit M. Thiers, « se trouvait (dans le camp de Pulawy, en septembre 1805) le prince Pierre Dolgorouki, officier débutant dans la carrière des armes, plein de présomption et d'ambition, ennemi de la coterie des jeunes gens d'esprit [1] qui gouvernait l'empire, cherchant à persuader à l'empereur que ces jeunes gens étaient des Russes infidèles qui, dans l'intérêt de la Pologne, trahissaient la Russie. La mobilité d'Alexandre donnait au prince Dolgorouki plus d'une chance de succès. Il était faux que le prince Adam, le plus honnête des hommes, fût capable de trahir Alexandre. Mais il haïssait la cour de Prusse, dont il prenait la faiblesse pour de la duplicité; il souhaitait, par un sentiment tout polonais, que le projet de violenter cette cour (encore indécise à ce moment et à laquelle Napoléon présentait comme un leurre le Hanovre), si elle n'adhérait pas aux vues de la coalition, s'accomplît à la rigueur, que l'on rompît avec elle, et que, passant sur le corps de ses armées à peine formées, on lui enlevât Varsovie et Posen [2], pour proclamer Alexandre roi de la Pologne reconstituée. C'é-

[1] Kotchoubéi, Stroganof, Novociltsof, Czartoryiski.

[2] Dont la Prusse était en possession par suite des derniers partages.

tait là un vœu tout naturel chez un Polonais, mais peu réfléchi chez un homme d'État russe. Napoléon seul suffisait pour battre la coalition : que serait-ce si on lui donnait l'alliance forcée de la Prusse? Au surplus, c'était beaucoup trop exiger du caractère irrésolu d'Alexandre. » (T. VI, p. 51.)

Reprenant ailleurs le même sujet : « Nous avons dit, » ajoute l'historien, « que l'empereur Alexandre commençait à tomber sous des influences nouvelles. Il n'était pas content de la direction imprimée à ses affaires;... aussi ne voulait-il plus écouter de conseils, car il se croyait plus habile que tous ses conseillers. Le prince Adam Czartoryiski, honnête, grave, passionné sous des dehors froids, devenu, comme on l'a vu, le censeur incommode de la faiblesse et de la mobilité de son maître, soutenait une opinion qui devait le lui aliéner complétement. Selon ce ministre, l'empereur n'avait que faire à l'armée. Ce n'était pas là sa place. Il n'avait jamais servi, il ne pouvait pas savoir commander. Sa présence au quartier général, au milieu d'un entourage de jeunes gens, légers, ignorants, présomptueux, annulerait l'autorité des généraux, et en même temps leur responsabilité [1]... Il fallait donc laisser les généraux remplir le rôle qui leur appartenait à la tête des troupes et aller soi-même remplir le sien au centre du gouvernement, en soutenant l'esprit public, en administrant avec énergie et application, de manière à fournir aux armées les ressources nécessaires pour prolonger la lutte, seul moyen, sinon de vaincre, au moins de balancer la fortune.

« On ne pouvait exprimer un sentiment ni plus

[1] Voir l'opinion conforme du feld-maréchal Kamenski, p. 147.

sensé, ni plus désagréable à l'empereur Alexandre. Il avait essayé de jouer un rôle politique en Europe, et n'y avait pas encore réussi à son gré. Il se voyait entraîné dans une lutte qui l'aurait rempli d'effroi, si l'éloignement de son empire ne l'avait rassuré. Il avait besoin de s'étourdir par le tumulte des camps... Ce monarque se demandait d'ailleurs s'il ne pourrait pas à son tour briller sur les champs de bataille...

« Il était confirmé dans ces idées par la coterie militaire qui l'entourait déjà, et à la tête de laquelle se trouvait le prince Dolgorouki. Celle-ci, pour mieux s'emparer de l'empereur, voulait l'entraîner à l'armée. Elle cherchait à lui persuader qu'il avait les qualités du commandement et qu'il n'avait qu'à se montrer pour changer le destin de la guerre...

« Le rusé Koutousof [1] se hasardait timidement à dire qu'il n'en était pas tout à fait ainsi; mais, trop servile pour soutenir courageusement son avis, il se gardait de contrarier les nouveaux possesseurs de la faveur impériale, et avait la bassesse de laisser insulter sa vieille expérience. L'intrépide Bagrathion, le vicieux mais brave Miloradovitch, le sage Doktorof, étaient des officiers dont l'avis méritait quelque attention. Aucun de ces hommes n'était compté. Un Allemand, conseiller de l'archiduc Jean à Hohenlinden, le

[1] C'est une épithète dont nous nous sommes nous-même servi, p. 96, avant que le nouveau volume de l'histoire de M. Thiers eût vu le jour. — On remarquera, du reste, que nous substituons notre orthographe à celle de M. Thiers. Si nous écrivons Bagrathion, et non Bagration, c'est parce qu'il ne faut pas prononcer *Bagracion*, comme on a l'habitude de le faire. Le nom du prince géorgien est une espèce de dérivé de celui de Bagrath, appartenant à la race royale de son pays. Voir sur ce nom l'*Encyclopédie des Gens du monde*, à l'article *Géorgie*, t. XII, p. 558.

général Weirother, avait seul une véritable autorité sur la jeunesse militaire qui entourait Alexandre. » (P. 280 et suiv.)

Enfin, dans un troisième passage nous lisons : « Les remontrances du prince Czartoryiski, en stimulant l'orgueil d'Alexandre, avaient relevé son âme, et il était résolu (mars 1806), avant de remettre son épée à Napoléon, de la lui faire attendre. Mais, quoique utiles, les leçons de son jeune censeur lui étaient importunes ; et il en était arrivé au point de chercher, dans les vieux personnages de son empire, un complaisant sans capacité qui exécutât avec soumission ses volontés personnelles. » (P. 426.)

En effet, à cette époque, le grand chancelier comte Vorontsof étant venu à mourir, le général de l'infanterie baron de Budberg fut nommé à sa place (le 17 juin). Alors le prince Czartoryiski donna sa démission et eut pour successeur, en qualité de ministre-collègue, le comte Alexandre Saltykof; mais il resta membre du conseil de l'empire, sénateur, membre de la direction supérieure des écoles et curateur du district universitaire de Vilna. Il accompagna même l'empereur Alexandre à l'armée pendant la campagne de 1807, comme il avait fait dans celle de 1805.

M. Thiers a évidemment puisé ses renseignements à bonne source; ils sont d'ailleurs parfaitement d'accord avec ceux que nous fournit un témoin oculaire des événements, le feld-maréchal comte de Stedingh, ministre plénipotentiaire de Suède en Russie à cette époque. « Le prince Czartoryiski, » écrivait-il en 1806, lorsque celui-ci eut quitté le ministère, « le prince Czartoryiski a cru pendant quelque temps avoir gain de cause, mais il était loin de son compte. Sa Majesté, jalouse de

son autorité, voulait que le ministre se réglât sur l'opinion qu'elle avait adoptée, et qui, *n'étant jamais bien ferme et prononcée,* exposait à mille contradictions et faisait naître les brigues et cabales qui empêchaient le succès. A ces causes il faut ajouter la jalousie et la haine des Russes contre le prince. » *Mémoires posthumes,* t. II, p. 183.

Au reste, il fallait donner un successeur au comte Vorontsof, décédé, et il n'était guère possible de nommer grand chancelier [1] un Polonais, ami personnel d'Alexandre sans doute, mais qui, outre ce lien, était attaché à la Russie uniquement par l'espérance de restaurer sous ses auspices la malheureuse Pologne.

Ce qui prouve combien le prince est toujours resté Polonais, même au service de la Russie, c'est ce jugement de Novociltsof, son successeur en qualité de curateur de l'université de Vilna, qu'il a reculé au moins de cent ans la fusion de la jeunesse lithuanienne avec les Russes.

Nous réservons pour un autre moment l'appréciation de sa conduite lors de l'insurrection de 1830.

Notons seulement ici, en passant, que Budberg eut pour successeur, comme chef du collége de l'empire, le comte Nicolas Roumantsof [2], de même que Vorontsof avait été celui du prince Alexandre Kourakine, plus tard (1808-1812) ambassadeur à Paris.

[1] Ou même ministre en titre des affaires étrangères. Le chef du collége de l'empire est souvent décoré de ce titre élevé de grand chancelier, mais il ne le possède pas de droit ; M. le comte de Nesselrode, par exemple, était ministre depuis vingt ans lorsqu'il en fut investi.

[2] Voir dans les Appendices du volume suivant.

VIII

(*A la page* 82.)

LA CORRUPTION.

Nous en parlerons d'une manière plus détaillée dans le volume suivant (chapitre IX); mais, en attendant, nous plaçons ici l'extrait promis du livre anonyme anglais *Revelations of Russia*. C'est à la traduction française de M. Noblet (t. Ier, p. 149 et suiv.) que nous l'empruntons, en négligeant beaucoup d'autres traits racontés précédemment.

« L'empereur Alexandre, dont le caractère offrait un singulier mélange de vues libérales, de bienveillance, de finesse, jointes à une faiblesse indolente qui le livrait, lui et son empire, à la merci de ses confidents, connaissait parfaitement cette corruption de tout le système social. Aucune flatterie ne put jamais lui persuader qu'il fût un Pierre le Grand ou un Napoléon : aussi ne songea-t-il jamais (?) à tenter une réforme, la plus difficile peut-être qu'on pût entreprendre. Il savait très-bien que pour l'essayer avec quelque chance de succès, il devrait commencer par élever au décuple les salaires de ses officiers, ce que la situation de ses finances ne permettait pas, et d'établir la liberté illimitée (?) de la presse, ce qui eût été regardé par ses ministres comme un acte insensé de francomanie. Dépourvu de l'énergie nécessaire pour discuter la question avec ses conseillers, même lorsqu'il sentait ce que leur conduite avait d'odieux et d'impolitique, il évita de re-

muer cette montagne d'iniquités sociales; mais du moins il la vit exactement telle qu'elle était, et sachant bien qu'à moins de trancher le mal dans sa racine, tout acte de sévérité resterait inutile, il laissa la corruption marcher tête levée, au lieu de l'obliger, comme Nicolas, à se voiler du moins aux yeux du public. Aux vols patents de ses domestiques, il opposait pour toute vengeance une tranquille ironie, laissant à son ministre le souci des découvertes et l'ennui des punitions. Il disait froidement de ses sujets : « S'ils savaient où les mettre, ils me voleraient mes vaisseaux de guerre; s'ils « pouvaient m'arracher les dents sans m'éveiller, ils « me les voleraient durant mon sommeil. »

Ces paroles d'Alexandre, recueillies par un observateur incontestablement sérieux, sont-elles authentiques? Nous ne l'affirmerons pas, mais il n'importe, puisqu'elles caractérisent avec vérité la situation.

Des témoignages aussi respectables que nombreux attestent cette dernière. Pour le moment, nous n'en produirons plus qu'un seul. Celui-ci, à la vérité, est d'un Polonais, mais d'un Polonais connu pour sa modération et son esprit de justice, le comte Stanislas Plater, frère du comte Louis, récemment enlevé à sa patrie.

« La nation russe, » dit-il dans une brochure [1], « a fait preuve dans mainte occasion d'un grand caractère politique, auquel on ne saurait rendre trop de justice. En outre, bien des qualités estimables, bien des vertus privées brillent isolément parmi les habitants de la vaste Moscovie. Mais tout Russe éclairé conviendra avec nous, ou plutôt il l'avouera en gémissant, qu'il

[1] *Les Polonais au tribunal de l'Europe* (1831), p. 29.

n'est pas en Europe de système de gouvernement plus immoral; que, basé sur la vénalité la plus déhontée, il en a fait une sorte de convention tacite, une habitude qui n'a plus rien de choquant, et qui en est venue au point que bien des gens en Russie ne savent plus se figurer un employé honnête homme. Cette conviction a frappé de mélancolie les dernières années de l'empereur Alexandre. C'est elle encore qui a exalté l'imagination des conjurés de 1825, qui, pénétrés de la nécessité d'une réforme, et rêvant un meilleur ordre de choses, ont cru que même le plus affreux bouleversement était préférable à cet état de corruption systématisée.

« Partout où l'administration russe a été introduite, la vénalité a établi son empire. »

IX

(*A la page* 82.)

LE GÉNÉRAL COMTE ARAKTCHÉÏEF.

On ne peut dire que ce soit chose facile que d'écrire sur les événements intérieurs de l'histoire de la Russie. En l'absence de toute publicité, les matériaux sont peu abondants, et, à moins d'avoir été soi-même témoin des événements ou d'en avoir pu, grâce à quelque bonne fortune, deviner les ressorts secrets, on n'en sait que ce qui s'est manifesté extérieurement, pour ainsi dire sur les planches, sous les yeux de tout le monde.

Cependant, une tâche beaucoup plus difficile encore, c'est celle de faire la biographie d'un homme d'État russe, quand toute son activité, renfermée dans l'intérieur de l'empire, n'a pas été sous le contrôle des journalistes ou autres observateurs étrangers. A peine si les feuilles publiques du pays, soumises à une censure sévère, ont fait de lui, de loin en loin, une courte mention. D'actes, le plus souvent on n'en connaît pas qu'on puisse lui attribuer personnellement avec certitude : en Russie le souverain seul agit; en dehors de lui, les individus sont nuls, il n'y a plus que des instruments de ses volontés, sans volonté eux-mêmes et par conséquent sans mérite et sans responsabilité. La responsabilité même du mal ne retombe sur personne, car ce dernier n'est point avoué : défense est faite à tous de s'en souvenir, on en efface les traces le mieux qu'on peut, et, plongé dans les eaux du Léthé, rarement il reparaît à la surface pour se porter accusateur contre ceux qui ont le plus aidé à l'accomplir. La presse tout entière, strictement surveillée, et d'ailleurs servile ici de sa nature, respecte l'interdiction prononcée. Il existe bien, en russe, quelques biographies contemporaines, comme on en possède relativement aux hommes du passé, mais elles se bornent à enregistrer les états de service patents, les nominations et les marques successives de la faveur impériale; elles passent les faits dont il serait embarrassant de s'occuper, s'abstiennent surtout de les juger, et trompent sur tous les points la plus légitime curiosité.

Pour vérifier l'exactitude de ces allégations, il suffit de jeter un coup d'œil sur le petit nombre de notices dont a été l'objet, en langue russe, le personnage mystérieux qui doit nous occuper ici. A les lire, personne

ne se douterait de l'extrême importance qu'a eue ce personnage pendant une grande partie du règne d'Alexandre, et nous-même nous n'en aurions aucune idée, si les faits recueillis pendant notre séjour en Russie n'étaient restés présents à notre mémoire. Encore en 1825, tout le monde tremblait devant Araktchéïef, son nom était dans toutes les bouches, on lui attribuait d'un commun accord tous les actes de sévère répression qui assombrissent le tableau des dernières dix années de la vie d'Alexandre, vie d'ailleurs souvent si noble et si bienfaisante.

Très-probablement, pour la plupart de nos lecteurs, le comte Araktchéïef est un inconnu dont ils n'ont jamais entendu parler et dont ils s'étonnent peut-être de rencontrer le nom en tête d'une notice historique. Qui était Araktchéïef, nous demanderont-ils, pour mériter cet honneur? et valait-il effectivement la peine qu'on le lui accordât?

Peut-être non, si l'on en juge par le contenu de cette notice, dans l'impossibilité où nous sommes d'y retracer avec assez de détails une carrière à peine éclairée par un demi-jour équivoque et que le gouvernement s'applique à laisser dans l'ombre; mais certainement oui, si on consulte l'opinion publique, si on a la plus faible notion de l'influence extrême que le général Araktchéïef a réellement exercée pendant tant d'années.

L'auteur des *Révélations sur la Russie*, prévoyant que la même question lui serait faite, est allé au-devant d'elle, et voici comment il y répond. Nous nous bornons à transcrire cette réponse sans en prendre tous les termes, faits ou réflexions, sous notre propre responsabilité.

« Si le lecteur, » dit-il [1], « eût vécu en Russie sous le règne d'Alexandre, il ne ferait pas plus cette question qu'un Français vivant sous le règne de Louis XIII ne l'eût faite de Richelieu. Araktchéïef gouverna le monarque et l'État. Comme Richelieu, il apporta dans le gouvernement de bonnes intentions; mais, dans la pratique des affaires, il joignit à l'astucieuse sévérité de ce prêtre la cruauté sombre d'un (vizir [2]) oriental. Il conçut le plan et fut le fondateur des célèbres colonies militaires, qui seraient devenues dangereuses à la paix du monde, ou du moins auraient obligé les autres pays à adopter, pour leur propre défense, un système analogue, si elles n'avaient commencé par se rendre dangereuses au gouvernement impérial.

« Araktchéïef qui gouverna l'empereur, et par lui son peuple, fut gouverné lui-même par une maîtresse, un démon sous forme humaine, qui le poussa aux frénésies les plus cruelles. A la fin, cette femme fut assassinée par une (un?) de ses esclaves, dont elle avait, dans un moment de caprice, fait fouetter la sœur, sa favorite, élevée par elle de la manière la plus soignée, au sein du luxe et de la magnificence. Araktchéïef, en punition du meurtre, fit mettre à la torture tous ses domestiques, et comme, depuis le règne d'Élisabeth, la peine de mort n'existe plus légalement en Russie, si ce n'est pour le crime de haute trahison, ils reçurent tous le knout. Ceux qui y survécurent furent envoyés dans une ville éloignée, dont le gouverneur était une de ses créatures, et condamnés à recevoir dix fois plus de coups de fouet qu'ils n'en pouvaient supporter. »

[1] Traduction de M. Noblet, t. Ier, p. 191.

[2] Ce mot, que nous intercalons, nous semblerait compléter la phrase.

On jugera sans doute cette réponse suffisante, et peut-être nous suivra-t-on maintenant avec quelque intérêt dans un exposé de faits, fort incomplet encore sans contredit, malgré nos longues recherches, mais dont, à l'aide de ces indications, il pourra être donné à d'autres de combler les lacunes.

Sous le règne de Catherine II, vivait, dans un petit village du gouvernement de Novgorod, un pauvre gentilhomme campagnard qui, après avoir exercé quelque temps le métier des armes, s'était retiré avec le grade de major et avait fait valoir, le mieux qu'il pouvait, son modeste patrimoine, tout au plus suffisant pour le faire vivre. Il s'appelait André Araktchéïef. Nous ignorons s'il était parent de ce général-major Vassili Araktchéïef qui servit du temps de l'impératrice Anne, en 1736, 1737 et 1738, sous Munnich, et que celui-ci a qualifié « d'intrépide guerrier, sur lequel on peut compter dans une bataille. »

Le major avait un fils qui, né le 23 septembre 1769 [1], avait reçu sur les fonts du baptême le nom d'Alexis. Il le destinait à l'état militaire, car il est d'usage en Russie que tout noble passe au service au moins quelques années de sa jeunesse. Après avoir fait donner à ce fils, dans la maison paternelle, l'instruction qu'on peut assurer à ses enfants dans un village russe, laquelle consistait dans la lecture, l'écriture et le calcul, il le conduisit à Saint-Pétersbourg, dans l'espoir de le faire recevoir au corps des cadets d'artillerie. Mais la pension exigée dépassait ses moyens, et quoique Gabriel, le bienfaisant métropolitain chef du diocèse, l'aidât d'un petit pécule, il eût été obligé de renoncer à son projet

[1] Les dates de cette notice se rapportent au vieux style.

s'il n'avait réussi à y intéresser le général Pierre Melissino, homme important par lui-même et fils du curateur de l'université de Moscou. Grâce à cet appui, le major retourna satisfait dans son village.

Reçu aux cadets, Alexis Andréïévitch [1] montra des talents, et fit de grands progrès dans les mathématiques et dans les sciences militaires, mais sans prendre goût aux lettres, sans apprendre aucune autre langue que la sienne, malgré la vogue dont jouissait alors le français dans la haute société, et malgré la facilité qu'ont les Russes à s'approprier les idiomes étrangers. Le détail de la discipline était ce qui intéressait le plus le fils du major. On fut content de son zèle, et en 1787 il passa officier.

Melissino ne perdit point de vue son protégé : il le recommanda au comte (depuis prince) Nicolas Saltykof qui jouissait d'un grand crédit auprès du grand-duc Paul et avait la direction de l'éducation des princes ses fils [2]. Saltykof attacha le jeune Araktchéïef aux siens, pour répéter avec eux leurs leçons d'artillerie et de fortification; il remarqua son assiduité, l'exactitude qu'il mettait dans son service, son profond respect pour les règlements et la discipline, et il ne tarda pas à le prendre en amitié.

Ce fut sans doute en partie à la protection du prince qu'Araktchéïef dut la faveur de l'héritier de la couronne des tsars, au service duquel il ne tarda pas à être appelé.

La résidence favorite de Paul était Gatchina, petite ville à 57 verstes au sud de Pétersbourg, où le prince

[1] Nous avons expliqué plus haut, p. 149, l'usage des noms patronymiques généralement suivi par les Russes.

[2] Voir les Appendices du tome suivant.

Grégoire Orlof s'était fait construire un vaste château, racheté ensuite par l'impératrice Catherine et offert en don à son fils. Ce château, aujourd'hui lieu de plaisir pour les jeunes grands-ducs et grandes-duchesses, Paul l'avait transformé en une véritable citadelle, flanquée de tourelles, entourée de fossés, communiquant aux jardins par des ponts-levis, défendue par une garnison particulière. Comme aujourd'hui, il y existait déjà un hospice d'enfants trouvés auquel Marie Fœdorovna, cette bienfaitrice des pauvres, prodiguait dès lors ses soins maternels. Le grand-duc avait soumis ces orphelins à une organisation militaire, et, vers 1793, il demanda au général Melissino un officier d'artillerie capable de former pour cette arme l'une de leurs compagnies. Araktchéïef lui fut présenté, et ce fut là l'origine de sa fortune.

Le talent qu'il montra à composer des feux d'artifice, et plus encore la roideur, la dureté avec laquelle il était soumis et exigeait des autres la soumission aux règlements, le recommandèrent à Paul, lui-même d'un caractère roide et despotique. Vis-à-vis de l'héritier du trône, Araktchéïef était souple et insinuant; il sut se faire aimer de lui, lui devint nécessaire, et ne tarda pas à lui inspirer une grande confiance. En 1796, il reçut sa nomination comme directeur des orphelins militaires de Gatchina, place qui le mit en contact journalier avec son maître.

Cependant Catherine II mourut dans la même année, et à son règne grandiose en succéda un autre, qui, à bien des égards, en fut la négation ou la contre-partie. Car non-seulement Paul était capricieux et violent, il était de plus aigri, froissé dans tous ses sentiments; il n'aimait pas sa mère, des souvenirs pénibles se ratta-

chaient pour lui à la plupart de ses actes. Il était donc toujours tenté de défaire ce que Catherine avait fait, et le plus souvent bien fait, car elle avait le coup d'œil du génie.

A peine monté sur le trône, Paul incorpora les compagnies de Gatchina aux différents régiments de la garde, entre lesquels il répartit aussi leurs officiers, en les avançant de deux ou trois grades. Cette innovation fit murmurer, car on n'était pas encore façonné alors, comme on le devint bientôt, à l'obéissance passive aux commandements les plus arbitraires; beaucoup d'officiers prirent leur congé. Paul n'en tint aucun compte.

Avant la fin de l'année, Araktchéïef fut nommé colonel, gouverneur militaire de Saint-Pétersbourg, général-major, major au régiment de Préobrajensk et chevalier grand-croix de Sainte-Anne. L'année suivante, le titre de baron lui fut conféré, et il reçut le grand cordon de Saint-Alexandre Nevski, faveur rarement accordée à un jeune homme de vingt-huit ans. L'empereur lui fit don de 2,000 paysans, en lui abandonnant le choix de la terre, choix que le favori fit tomber sur Grousino, dans le gouvernement de Novgorod.

Par quels éminents services Araktchéïef mérita-t-il ces distinctions multipliées? L'histoire se tait sur ce point, et les biographes russes n'ont garde d'y toucher. Mais voici, s'il faut en croire Masson, dont l'exagération, à la vérité, est un peu suspecte, en quoi consistaient les titres de l'heureux parvenu. « Il est, » écrivait en 1800 l'auteur des *Mémoires secrets,* « il est d'une brutalité révoltante qu'il exerçait déjà sur les cadets (les orphelins). Jamais poëte pindarique ne fut plus

impérieusement tourmenté de son Apollon, que cet homme n'est obsédé de son démon martial. Ses fureurs et ses coups de bâton ont déjà coûté la vie à plus d'un malheureux soldat, sous les yeux mêmes de Paul. Ce bourreau a même ramené dans le service russe une barbarie qu'on n'y connaissait plus : il outrage et frappe les officiers à l'exercice. »

Si les motifs de cette faveur extraordinaire sont encore peu éclaircis, le fait en lui-même n'en est pas moins constant.

Mais sous un maître passionné, fantasque et méfiant comme l'était Paul, nul ne pouvait dire où il en serait le lendemain, et le plus haut crédit ne préservait pas des retours de fortune les plus accablants. Araktchéïef n'était pas le seul favori : sans parler de Koutaïssof et de Rostoptchine [1], il y avait le comte de Pahlen [2], caractère énergique, esprit éclairé, fonctionnaire actif, et qui n'était guère d'humeur à supporter un rival dont il aurait à craindre les sourdes hostilités.

Brusquement renvoyé en mars 1798, Araktchéïef fut rappelé au mois d'août suivant. Il eut alors à remplir les fonctions de quartier-maître général, fut chargé, en janvier 1799, du commandement du bataillon d'artillerie de la garde, et nommé inspecteur de toute l'artillerie, puis, en outre, commandeur de l'ordre de Malte, et comte de l'empire russe.

Le 1er octobre de cette même année, il reçut pour la seconde fois l'ordre de quitter la cour, on ne nous

[1] Voir, sur ce dernier, les Appendices du t. II.

[2] Mort à sa terre de Hofzun Bergen, en Courlande, le 13 février 1826, âgé de 82 ans. L'année auparavant, nous avions vu le beau et aimable vieillard, à Mitau, dans la maison de son gendre, M. le baron Théodore de Hahn.

dit pas plus pourquoi que dans la première occasion ; mais nous croyons que l'influence du comte de Pahlen était pour beaucoup dans cette disgrâce.

Pendant son absence se trama la conspiration dont l'unique but était le détrônement de Paul, mais qui ne s'accomplit qu'en tranchant les jours de l'infortuné monarque. Araktchéïef était à dix lieues de la capitale, à la tête de son bataillon, lorsqu'il reçut une missive qui le rappelait. Paul, averti par des communications secrètes ou guidé par ses pressentiments, craignait de tomber dans un piége, et, en proie à de vives terreurs, il manda en toute hâte le favori disgracié, afin d'avoir près de lui un homme de confiance capable de le défendre contre ses ennemis.

Malheureusement, il était trop tard. En arrivant aux barrières de Saint-Pétersbourg, Araktchéïef les trouva fermées. D'autres disent que l'audacieux ministre de Paul avait fait arrêter le courrier porteur de la dépêche destinée au comte, et s'était saisi de cette dernière.

Araktchéïef était depuis longtemps connu d'Alexandre : par ordre de l'empereur, il avait dû le préparer aux fonctions de gouverneur militaire de la capitale. On assure qu'il le vit quelque temps après la catastrophe, et qu'ils pleurèrent ensemble la fin tragique de Paul. Donnant un libre cours aux accents d'une fidélité sincère, le général parla avec une grande véhémence. Il maudissait son absence dans un tel moment; sans elle, disait-il, le crime n'aurait jamais été commis; il aurait bien su déjouer les projets des conspirateurs, et il les aurait plutôt tués tous. Alexandre fut touché de cette vive douleur; elle lui donna bonne opinion d'Araktchéïef, et il résolut de se l'attacher,

tandis que Pahlen, odieux à l'impératrice mère, fut renvoyé dans son gouvernement de Livonie.

Réintégré dans les fonctions d'inspecteur de toute l'artillerie et confirmé en qualité de commandant du bataillon d'artillerie de la garde, le comte Araktchéïef rendit dans cette arme des services vraiment signalés. Il la tira du misérable état où elle se trouvait encore à cette époque, pour la mettre au niveau de ce qu'elle était dans les pays les plus avancés sous ce rapport, notamment dans l'armée française avec laquelle on ne devait pas tarder à se rencontrer, d'abord à Dirnstein et à Austerlitz, puis à Eylau et à Friedland. Sa récompense fut, en 1807, le grade élevé de général (en chef) de l'artillerie, intermédiaire, comme celui de général de l'infanterie ou de général de la cavalerie, entre les grades de lieutenant général et de feld-maréchal.

L'attachement du jeune autocrate pour Araktchéïef allait toujours en croissant. Sachant que son éducation négligée le rendait peu propre à la vie du grand monde, où il ne jouissait pas d'assez de considération, et qu'elle lui interdisait l'ambition de jouer un des premiers rôles dans l'empire, il le regarda comme un homme à lui, sûr et dévoué, prit souvent ses conseils et le chargea de fonctions confidentielles pendant les fréquentes absences qu'il avait à faire à cette époque.

Le 13 janvier 1808, Araktchéïef fut appelé au ministère de la guerre en remplacement du général Serge Kosmitch Viazmitinof; mais ce poste difficile, qui le mettait journellement en rapport avec un brillant corps d'officiers et avec des généraux la plupart formés à l'école des pays d'Occident à laquelle lui-même était resté étranger, ne paraît pas avoir convenu à son genre de talents. Il y resta seulement jusqu'en 1810, et eut

pour successeur le sage Barclay de Tolly, plus apte, par son instruction et par sa connaissance profonde de l'art de la guerre, à présider dignement à une si vaste administration.

Cependant le comte avait été nommé en outre inspecteur général de toute l'infanterie et de toute l'artillerie; le commissariat général et le service des provisions avaient également été placés sous sa surveillance. Après la réorganisation du conseil de l'empire, il devint encore président du département qui, dans ce grand corps de l'État, est consacré aux affaires militaires. Déchargé du portefeuille de la guerre, il resta cependant membre du comité des ministres; de plus, il fut appelé à siéger au sénat, et il jouit, presque seul, du privilége de l'entrée libre chez l'empereur.

Rien ne se faisait plus sans lui, et néanmoins son nom ne figure officiellement nulle part. L'empereur s'applaudissait d'avoir trouvé un instrument à la fois si sûr et si commode, et admirait tout ce que faisait Araktchéïef. Ce dernier était alors le premier conseiller du monarque, son ami, dit même un biographe russe [1], sans nous expliquer clairement en quoi consistaient les rapports intimes qui s'étaient établis entre eux. Seulement ce même biographe fait un grand éloge du désintéressement d'Araktchéïef, et aux yeux de son maître, qui connaissait la vénalité des fonctionnaires russes [2], cette qualité fut en effet pour lui la plus puissante recommandation. Elle n'alla pas pourtant jusqu'à faire négliger au comte le soin légitime de sa fortune; car, ainsi qu'on le verra plus loin, l'héritage du pauvre

[1] Voir le *Dictionnaire des hommes notables de Russie*, par Bantysch-Kamenski, édition de Chirinyef, t. I, p. 377.

[2] Voir plus haut, p. 237.

major en retraite n'en constituait plus qu'une partie presque imperceptible.

Le comte paraît avoir eu peu de part aux événements de la guerre de 1812, et n'accompagna pas l'empereur dans ses campagnes à l'étranger. Des devoirs importants le retenaient au siége de l'empire, où il paraît avoir été en possession de pouvoirs étendus.

C'est d'après ses conseils qu'Alexandre, de retour dans ses États dont la guerre et les affaires diplomatiques l'avaient longtemps tenu éloigné, fit le premier essai des colonies militaires, dans le but, comme on le verra à la page 14 du tome II, de garder sur pied des forces considérables sans grever le trésor d'une charge trop pesante. Cette idée était empruntée à l'Autriche, où il existait depuis plus d'un siècle, dans la contrée dite Frontière militaire, des établissements de ce genre dont on avait tout lieu d'être satisfait. Suivant Araktchéïef, la fusion d'un certain nombre de régiments avec les paysans serfs de la couronne, dans des gouvernements mal peuplés et où une grande partie du sol était jusqu'alors restée en friche, devait produire divers avantages. D'abord, une grande économie dans les dépenses, car le soldat colonisé pouvait contribuer à son entretien par des travaux agricoles et pourvoir lui-même, sans pension de retraite, aux besoins de sa vieillesse; puis, une augmentation notable de la population, de la richesse nationale et de la civilisation dans l'empire; enfin, un remède aux difficultés du recrutement, toujours grandes dans un pays où les hommes sont la propriété la plus précieuse des seigneurs territoriaux, ainsi qu'aux lenteurs avec lesquelles on avait réuni jusqu'alors les forces armées tant soit peu considérables. De plus, cette institution

lui semblait permettre d'accroître encore la force numérique de l'armée, école de discipline et source unique d'un certain degré d'instruction pour la population rurale. Appliquée d'abord à un petit nombre de régiments, la colonisation se serait étendue plus tard à l'armée entière; 4 à 6 millions d'*âmes* ou de serfs mâles de la couronne y auraient été englobés, pour former les ménages sur lesquels on devait répartir les soldats et pour fournir une réserve composée de paysans enrégimentés. Exécutée sur une si vaste échelle, l'entreprise aurait menacé la tranquillité de l'Europe, où elle produisit en effet, lorsqu'on en connut le projet, la plus vive sensation. Elle aurait en outre, on n'a pas tardé à le reconnaître, jeté dans la Russie même des semences de discorde et de guerres civiles : les soulèvements de paysans et les émeutes militaires pouvaient en être alternativement le résultat dans les différentes contrées de l'empire.

Les colonies militaires n'ont jamais pris et ne prendront jamais une extension si colossale, mais le plan fut néanmoins réalisé sur un pied encore assez considérable. Pourtant on commença timidement et sans donner de publicité, à ce qu'il paraît, à l'ukase du 26 avril 1818 qui fut le point de départ. Le premier régiment colonisé fut celui des grenadiers *du comte Araktchéïef :* on l'établit aux environs du lac Ilmen, dans le gouvernement de Novgorod, sur les bords du Volkhof, mais non sans avoir à lutter contre de graves obstacles. Cependant, dès le 1[er] janvier 1822, toute une division, composée de six régiments, avait reçu son organisation coloniale. D'autres ukases, destinés à régir la matière, furent rendus le 12 décembre 1821 et le 18 février 1825. Au bout de moins de dix ans,

plus de 60,000 hommes, avec près de 30,000 chevaux, se trouvaient fixés sur les terres de la couronne, au milieu d'une population d'environ 400,000 paysans mâles; l'infanterie, dans le gouvernement de Novgorod; la cavalerie, dans ceux de Kharkof ou des Slobodes d'Oukraine, de Kherson et d'Iékatérinoslaf. Les frais de premier établissement et autres n'avaient pas atteint, à la mort d'Alexandre, la somme de 35 millions de roubles.

L'auteur du projet fut nommé chef de tous les établissements de l'infanterie, et directeur des colonies militaires en général. L'empereur lui confia, en outre, la direction des cantonistes militaires, c'est-à-dire de l'ensemble des enfants de troupe jusqu'alors attachés à l'état-major.

Toute cette grande innovation, impopulaire de prime abord, et dont les cultivateurs, même maintenant, ne paraissent pas encore avoir pris leur parti, ne fit qu'ajouter à la défaveur avec laquelle on regardait le mystérieux favori d'Alexandre; défaveur d'autant plus grande que, chez Araktchéïef, la sévérité, dans l'exercice d'un pouvoir sans bornes, n'était pas rachetée par ces qualités brillantes, assez communes dans la haute noblesse russe, ni par le prestige qui s'attache à l'énergie avec laquelle on remplit un rôle difficile dont on a assumé sur soi la responsabilité.

Tout ce qui se faisait de contraire à l'esprit du siècle et aux intentions souvent manifestées d'Alexandre était attribué au général Araktchéïef. Russe de pur sang, ne parlant que sa langue, peu instruit en général, il ne pouvait avoir un goût bien prononcé pour les jouissances intellectuelles, ni beaucoup de respect pour le travail de la pensée. Aussi ne manquait-on pas de

mettre sur son compte presque exclusif les pas rétrogrades qui marquèrent la fin du règne de l'empereur, à partir du congrès d'Aix-la-Chapelle, quand l'ascendant du prince de Metternich eut réussi à le corriger de ses tendances par-trop libérales. On sait qu'alors la censure devint de plus en plus méticuleuse, que divers journaux furent supprimés, qu'une inquisition injurieuse fut exercée au sein des universités, qu'on soumit les étudiants à des formalités gênantes, et qu'on poussa la malveillance à l'égard de beaucoup de professeurs jusqu'à les suspendre de leurs fonctions, comme il arriva à MM. Arsénief, Halitch, Herrmann et Raupach (décembre 1821) ; en un mot, qu'aux vues élevées et larges, trop larges peut-être, qui avaient présidé jusqu'à ce moment à la direction de l'instruction publique et de tout ce qui tient à la propagation des lumières, succéda un obscurantisme étroit, ombrageux et tracassier. Deux hauts fonctionnaires de ce département, MM. Rounitch et Magnitzki, passaient pour être les promoteurs les plus zélés du nouveau système, les ennemis les plus ardents du mouvement libre des esprits : une défaveur extrême s'attacha à leur nom, et comme ils appartenaient au cercle le plus intime du favori, tout l'odieux de leur rôle retomba aussi sur ce dernier [1].

D'ailleurs, chargé de veiller sur les jours du maître, Araktchéïef exerçait une police très-active et très-arbitraire. On tremblait devant lui; la présence supposée de ses agents dans toute réunion de quelques personnes réduisait l'échange des idées aux propos les plus

[1] Magnitzki surtout, curateur de l'université de Kasan, était regardé comme le bras droit d'Araktchéïef. Il perdit sa place en décembre 1826, et fut envoyé à Revel, en une espèce d'exil.

insignifiants. Cette police n'était d'ailleurs pas la seule : souvent celle du gouverneur général de Pétersbourg, Miloradovitch, se croisait avec elle, et une troisième se rattachait au cabinet noir appartenant au ministère des postes confié au prince Alexandre Galitsyne.

Mais l'impopularité d'Araktchéïef, loin de lui nuire aux yeux de l'empereur, semblait au contraire le lui rendre plus cher; sans amis comme sans famille, sans racines dans le sol ni dans la société, sans autre appui que celui du monarque, il appartenait à celui-ci corps et âme, pour ainsi dire, et lui inspirait une confiance illimitée.

Les colonies militaires répondaient peu, à la vérité, à l'attente qu'on en avait eue, et des troubles assez graves qui y avaient eu lieu faisaient voir à quels dangers cette institution pouvait exposer l'empire. Mais son fondateur n'y avait nullement attaché son existence politique. Au contraire, des doutes s'élevaient dans son propre esprit sur l'utilité de la maintenir. Araktchéïef était nécessaire à Alexandre sous d'autres rapports. Dans son indolence, fruit de la lassitude morale et du quiétisme religieux, le monarque aimait à se décharger sur lui des principaux soucis de la royauté; il le munissait de ses pleins pouvoirs pendant ses fréquentes absences, lui recommandant d'avoir l'œil à tout et de le tenir au courant de ses observations.

Cependant, peu de mois avant le voyage de Taganrog et pendant une autre absence de l'empereur, un crime commis à Grousino appela l'attention publique sur les déréglements de la vie particulière du favori, et contribua peut-être à préparer sa chute.

Ainsi qu'on le sait déjà, par une citation placée au commencement de cette notice, il avait alors une con-

cubine qui le gouvernait, comme il gouvernait lui-même le chef de l'empire. C'était la femme d'un marin, personne violente, impérieuse, avide et généralement détestée pour sa dureté. Néanmoins on lui faisait la cour, on recherchait sa protection; le maître de police avait les plus grandes attentions pour elle, et des hommes même des familles les plus considérables ne rougissaient pas de lui adresser leurs suppliques, de flatter par des présents son amour-propre et son avarice [1]. Cruelle par caractère, elle accablait de mauvais traitements les serfs qui la servaient. Un jour, une malheureuse femme de chambre, à laquelle jusqu'alors elle avait témoigné beaucoup d'amitié, eut le malheur d'exciter son déplaisir. Entraînée par la passion, la sultane donna l'ordre de faire fouetter sa pauvre suivante, et ce caprice barbare fut aussitôt satisfait. Mais il ne resta pas impuni. Exaspéré par la douleur, le frère de la victime jura de venger l'outrage commis sur sa sœur; armé d'un couteau, il épia l'occasion de s'en servir, et lorsque la favorite tomba sous ses coups, elle jeta vainement des cris lamentables; nul ne se pressa d'aller à son secours.

Cet événement fit une sensation profonde; mais, peu touché du scandale public dont il était cause, Araktchéïef n'écouta que sa passion. Il courut à Grousino, fit éclater une douleur sans bornes, se jeta dans la fosse où avait été descendu le corps de sa maîtresse, s'abstint de nourriture pendant quelques jours, laissa croître sa barbe, et resta plusieurs jours dans un état

[1] Nous pourrions en nommer quelques-uns. On assure qu'Araktchéïef, après la mort de sa maîtresse, ayant trouvé leurs lettres, se fit un malin plaisir de les leur renvoyer.

voisin du délire, oubliant tout, sauf le soin de sa vengeance.

Nous aurons à parler (t. II, p. 34) de Photius et du couvent de Saint-George. Ce couvent, fondé au commencement du douzième siècle, mais récemment rebâti, s'élève sur une langue de terre aride, à deux lieues de Novgorod, là où le Volkhof sort du lac Ilmen. Rien n'est comparable à la magnificence intérieure de ses églises, due en grande partie au renom de sainteté de Photius, ainsi qu'aux pieuses libéralités d'une de ses plus riches pénitentes, la comtesse Anne Orlof-Tchesmenski. L'iconostase [1], en bronze doré, de l'église principale s'élève jusque dans la coupole; parmi ses images, celles du Christ et de la Vierge Marie sont ornées de couronnes étincelantes de diamants, de rubis, d'émeraudes, d'autres pierres précieuses et de perles fines. Des candélabres en vermeil sont placés devant, et non loin de là est une statue colossale de saint George, en argent repoussé. La reliure des évangiles et des missels est couverte en vermeil, avec des médaillons émaillés représentant des scènes de l'histoire sainte. Sur une belle balustrade à hauteur d'appui, qui sépare le chœur de la nef, on lit cette inscription : « Ici l'empereur Alexandre, accompagné du comte Araktchéïef et d'autres personnages de sa cour, a été en prières, prosterné aux côtés de Photius, etc. » Dans le trésor (*riznitsa*) du monastère, on conserve des objets d'une valeur inappréciable, des mitres chargées de perles et de pierreries, des chasubles en brocart d'or du plus grand prix, des crosses, des crucifix, des croix pectorales, des calices et des patènes, des images de saints, des onyx

[1] Voir t. II, p. 33, l'explication de ce mot.

à figures, des couvertures d'autel, etc. C'est seulement dans les monastères du premier rang, dits *laures*[1], à celui des Souterrains (Petcherski) de Kief, à celui de la Trinité (Troïtza) sous l'invocation de saint Serge, et à celui de Saint-Alexandre Nevski, qu'on retrouve un tel amas de richesses, conservées par l'Église au sein de confréries dont les membres ont fait vœu d'abstinence et de pauvreté.

Photius (en russe Foti), l'archimandrite du couvent, vivait conformément à ce vœu, au milieu de toute cette magnificence. Il était en odeur de sainteté et attirait de toutes parts des pèlerins, appartenant même aux plus hautes classes de la société. L'empereur l'avait visité, et, dans les occasions importantes, Photius savait se faire écouter de lui. Un jour il se présenta au palais d'Hiver sans avoir été appelé : c'était au temps où le prince Alexandre Galitsyne était ministre des cultes et de l'instruction publique. Admis en présence d'Alexandre, il lui dit que l'Église était en souffrance, que des doctrines étrangères s'y introduisaient, que la simplicité de son antique foi était menacée, et il somma le monarque de conjurer le danger, de mettre fin à ces abus. Bientôt après, le prince Galitsyne fut révoqué et le saint synode resta seul chargé des affaires ecclésiastiques.

Photius avait pris le même ascendant sur le comte Araktchéïef. Alexandre, informé de l'état où le malheur arrivé à sa maîtresse avait jeté ce favori, s'adressa au moine pour qu'il essayât de l'en tirer. Il lui écrivit de sa propre main. Il avait appris, disait-il, qu'Araktchéïef s'abandonnait au désespoir. Lui seul, Photius, pourrait

[1] Voir t. II, p. 50.

en prévenir les effets, lui dont la parole pleine d'onction et la sainte vie avaient ramené à Dieu tant de brebis égarées. Il l'en conjurait au fond de son cœur, et il continuait ainsi : « Appelle-le près de toi, parle-lui au nom de la religion, raffermis sa foi, exhorte-le à se ménager pour la patrie à laquelle il est précieux par-dessus tout. Tu conserveras ainsi à cette dernière un serviteur d'un mérite inappréciable, et à moi-même un ami fidèle auquel je suis sincèrement attaché. »

Le saint homme se conforma aux désirs du monarque. Il invita le favori à se rendre près de lui; et Araktchéïef y alla en effet, resta plusieurs semaines dans la sainte retraite, fit pénitence et retrouva quelque calme.

Mais la soif de la vengeance ne céda pas à l'influence d'une religion dont le pardon des injures est pourtant la première loi.

L'assassin à qui le ressentiment avait mis le couteau à la main n'était pas le seul coupable : il avait eu besoin de complices, et en avait trouvé sans peine parmi ses camarades, qui tous exécraient leur tyrannique maîtresse. Le nombre des accusés était de vingt et un, et dès lors le procès était du ressort du sénat. Pour le soustraire à ce tribunal élevé, le comte fit juger les prévenus, sur les lieux mêmes, par catégories de sept individus. Au mépris de la législation existante, la torture cassa les membres à plusieurs d'entre eux[1] et tous furent condamnés.

Dans l'intervalle, Alexandre avait entrepris le voyage de Taganrog; Araktchéïef, comme de coutume, était resté à son poste. Il n'était pas encore consolé de la

[1] L'empereur Nicolas, par un ukase du 21 (9) février 1827,

perte qu'il avait faite, lorsqu'il reçut l'accablante nouvelle de la mort de son maître chéri.

Le manifeste de grâce, dont il sera question dans le texte (t. II, p. 215), ne pouvait manquer d'être rendu au premier jour par le nouveau souverain. Il aurait préservé de l'épouvantable peine du knout les malheureux sur lesquels s'appesantissait la colère du général. La déportation en Sibérie ne parut pas à ce dernier une expiation suffisante; il fit hâter les apprêts du supplice, et la sentence fut exécutée suivant toute sa teneur presque à la veille de la publication de l'acte de clémence attendu.

Nicolas, informé du fait, en fut indigné; il ordonna que le procès fût revisé, ce qui eut effectivement lieu en mars 1827, et il témoigna immédiatement au général une froideur qui lui fit comprendre que son règne était passé.

Au reste, il est rare que le favori d'un souverain conserve la même position sous le règne de son successeur. C'est lui qu'on aime à rendre responsable de tout le mal qui s'est fait jusqu'alors, et, en l'éloignant, on semble donner au pays une satisfaction qui devient pour le nouveau monarque la source d'une popularité au moins momentanée, en même temps que l'on décharge la mémoire du défunt des souvenirs pénibles qui pourraient s'y attacher.

Quoi qu'il en soit de cette considération, Nicolas, comme on l'a vu, avait un grand sentiment de justice,

intima de nouveau aux autorités de ne rien admettre dans les prisons qui de loin ou de près ressemblât à une torture. Le Petit-Russien Klimof venait de périr victime d'une conduite contraire, « événement affreux, dit l'ukase, et qui prouve que les autorités locales ne font rien pour empêcher ces actes de cruauté. »

et ce sentiment était froissé par la conduite violente du général. Une autre cause contribua à la chute de l'homme jusqu'alors tout-puissant. Il avait un fils naturel qu'il avait fait nommer lieutenant dans l'artillerie de la garde à cheval, et qu'Alexandre, sur sa recommandation, avait reçu au nombre de ses aides de camp. Le jeune homme se montra peu digne de cet honneur. Dans les premiers jours de l'année 1826, il insulta sans motif un vieillard au grand Théâtre de la capitale. L'empereur le fit exclure de la garde et envoyer dans une garnison lointaine; un ordre du jour exprès stigmatisa « l'immoralité de sa conduite. »

Alors le père jugea prudent de s'éloigner. Ayant demandé la permission de voyager à l'étranger, il la reçut immédiatement, accompagnée d'une somme de 50,000 roubles dont Nicolas lui fit présent, mais qu'Araktchéïef dépensa, selon le biographe russe, en actes de bienfaisance.

Il quitta Pétersbourg au mois de juin 1826. Après avoir visité encore une fois les colonies militaires, le comte partit pour Berlin et pour Dresde, d'où il se rendit à Paris. On assure qu'à la frontière de France il s'attira, par son arrogance, une humiliation de la part d'un préposé aux douanes, et que cet incident fut cause qu'il n'obtint pas de Charles X la faveur d'une audience.

Ce séjour en pays étranger avait à peine duré quelques mois, lorsque l'empereur, prompt à saisir le premier prétexte plausible, fit savoir au voyageur que sa longue absence nécessitait de nouveaux arrangements. La direction des colonies militaires lui fut enlevée, et l'on disposa aussi de plusieurs de ses autres emplois : celui de président du comité des affaires mili-

taires au conseil de l'empire lui fut cependant conservé jusqu'à la fin.

Un ukase du 11 novembre (30 octobre) décida que le général de l'infanterie prince Chakhofskoï, en sa qualité de commandant du corps des grenadiers, prendrait immédiatement le commandement de toutes les colonies militaires établies dans le gouvernement de Novgorod, lesquelles porteraient dorénavant la dénomination de corps des grenadiers colonisés; que les pouvoirs de cet officier général seraient assimilés à ceux d'un commandant de corps détaché; que les mêmes pouvoirs seraient exercés par le lieutenant général comte de Witt, chef des colonies établies dans les gouvernements de Kherson et d'Iékatérinoslaf. Un état-major spécial était créé pour le corps des grenadiers colonisés, et le grand état-major, ainsi que le comité économique des colonies militaires, était réuni à l'état-major général de l'empereur sous les ordres du baron de Diebitsch.

Lorsqu'il reçut ces nouvelles à Paris, le comte était occupé à faire construire une grande horloge en bronze et à musique, surmontée du buste d'Alexandre : elle ne devait jouer qu'une seule fois par jour, à l'heure où le monarque avait rendu le dernier soupir, et faisait entendre alors l'air de la belle prière : *Paix au milieu des bienheureux* (*So sviatymi oupokoï*). Araktchéïef fit aussitôt ses préparatifs de départ.

On assure que le 18 décembre 1826 il présenta à l'empereur un mémoire sur les colonies militaires préparé déjà pour son prédécesseur. S'il faut s'en rapporter à un extrait inséré dans les *Éphémérides géographiques de Weimar,* voici quelle aurait été la substance de ce mémoire. Contre toute attente, y était-il dit, les

sept huitièmes des soldats colonisés retombent à la charge du gouvernement; les enfants mâles d'un district ne suffisent jamais à pourvoir au recrutement du régiment de son ressort; l'État se voit obligé de faire le sacrifice du total des revenus de ses terres, et les paysans sont partout mécontents de leur nouvelle position. Pour étendre la colonisation à toute l'armée, on absorberait peut-être une somme de 4 milliards, à supposer que le gouvernemеnt fût à même de consacrer tant d'argent à cet objet, etc.

Cette tentative pour ramener sur sa personne l'intérêt du jeune monarque ne changea rien aux dispositions que celui-ci avait déjà manifestées à l'égard de l'homme de confiance de son frère; Nicolas était décidé à se passer de ses services, et Araktchéïef se résigna, mais non sans donner à entendre qu'il avait en mains les moyens de se venger d'une telle disgrâce. Il fut un instant question de faire imprimer à l'étranger les nombreuses lettres, écrites de la main d'Alexandre, qu'il conservait parmi ce qu'il avait de plus précieux, ainsi que celle adressée naguère en sa faveur à l'archimandrite de Saint-George.

Il n'y a presque pas d'exemple, en Russie, d'une résistance sérieuse opposée par un sujet aux volontés de l'autocrate : celui récemment donné par M. Ivan Golovine est un des premiers dont nous ayons connaissance. Le vizir déchu garda le silence et se retira dans sa terre de Grousino. Telle était l'opinion qu'on se faisait de sa disgrâce, que le gouverneur civil de Novgorod n'osa pas prendre sur lui de lui permettre de prolonger son séjour dans cette ville, elle-même l'image d'une décadence absolue, lorsque par hasard il y fit un jour une simple apparition. Mais l'empereur désapprouva

la conduite du gouverneur [1] : le comte Orlof, chargé de lui porter une réprimande, alla par la même occasion à Grousino faire, en grande tenue, une visite de politesse au général.

Désormais enseveli dans une retraite profonde, celui-ci consacra le reste de ses jours à l'économie rurale et à des actes de bienfaisance. Il fit de Grousino un temple de mémoire en l'honneur de son maître chéri, conserva soigneusement, dans l'état où elles s'étaient trouvées alors, les pièces où le monarque avait passé quelques nuits, y étala dans des armoires à glaces les cadeaux qu'il avait lui-même reçus d'Alexandre, tout ce qui lui rappelait son souvenir, entre autres ces lettres précieuses dont nous avons parlé tout à l'heure. Dans le même but, il institua différentes fondations. Ainsi, il déposa dans la banque territoriale une somme de 50,000 roubles en papier [2], dont on devait, pendant trois ans, laisser s'accumuler avec elle les intérêts, pour la faire servir ensuite, pendant cent ans, c'est-à-dire jusqu'en 1925, à décerner un prix annuel à l'auteur de la meilleure histoire du règne d'Alexandre. L'Académie impériale des sciences de Saint-Pétersbourg devait être juge du concours. Il affecta un capital de 300,000 roubles au corps des cadets de Novgorod, et les intérêts de cette somme devaient servir à payer la pension de plu-

[1] Celui-ci ayant envoyé un exprès à Saint-Pétersbourg pour informer l'empereur de l'arrivée du général, Sa Majesté le lui réexpédia à ses frais, en lui faisant savoir que la nouvelle donnée était sans intérêt pour Elle.

[2] C'est en 1839 seulement que le rouble en argent, qui équivaut à 3 roubles 50 kopecks en assignats (un peu plus de 4 fr. en monnaie de France), a été rétabli comme principale unité monétaire ayant cours dans l'empire. Voir Custine, *la Russie en 1839*, t. IV, p. 163 et 203.

sieurs jeunes gens, appartenant à des familles nobles, mais pauvres, des gouvernements de Novgorod et de Tver. Il signala aussi sa bienfaisance à l'égard de ses paysans, et si sa longue carrière politique ne lui a guère assuré de droits à la reconnaissance de ses compatriotes, il mérita du moins les bénédictions de beaucoup d'individus isolés dont il améliora le sort.

Lorsqu'il tomba malade en 1834, il s'était déjà préparé, par les secours de la religion, à son passage dans ce monde immatériel où il espérait rejoindre l'objet chéri de son long dévouement. Après avoir inauguré dans l'église de son village un monument où l'on voyait le buste du défunt couronné par la Foi, l'Espérance et la Charité, il avait écrit à un ami : « J'ai tout fait maintenant, et je puis aller, mon rapport à la main [1], me présenter devant l'empereur Alexandre. » Nicolas s'empressa d'envoyer à Grousino son médecin, sir James Wylie; mais les secours de l'art ne pouvaient plus produire d'effet; les forces du malade étaient épuisées. Il mourut le 21 avril (3 mai) 1834, sans détourner les yeux du portrait d'Alexandre, suspendu en face de son lit. Il était âgé de soixante-cinq ans. On l'enterra dans l'église du village, où il avait lui-même préparé son monument à peu de distance d'un buste de Paul Ier.

Indépendamment de ses immeubles, le comte Aarktchéïef laissa une somme de 1,800,000 roubles, contenue dans un paquet dont la garde, du vivant de son bienfaiteur, avait été remise au Sénat, et où l'on trouva aussi une espèce de disposition testamentaire. Dans le

[1] Les fonctionnaires russes, quand ils paraissent devant leur supérieur, sont obligés de lui présenter leur rapport; c'est un usage qui, le plus souvent, se réduit à une simple formalité.

cas où il mourrait sans avoir désigné son héritier, Araktchéïef priait l'empereur de daigner se charger pour lui de cette tâche; lui-même se bornait à affecter diverses sommes à différents usages. Depuis, il n'avait point fait son choix relativement à cet héritier; Nicolas ordonna que ce serait le corps de cadets de Novgorod. Cette école militaire devait être mise en possession de Grousino, avec toutes ses dépendances, à la charge de donner l'éducation, au nom du défunt, à un certain nombre de jeunes gens.

Ainsi les bienfaits d'Araktchéïef lui survivent, et si le jugement porté sur lui par les contemporains est sévère, peut-être sa mémoire trouvera-t-elle grâce aux yeux des générations futures, moins directement intéressées dans le débat, moins frappées du contraste qu'un tel favori, dépourvu de toutes ces qualités brillante que l'on emprunte à une éducation soignée et à l'usage du grand monde, présentait avec son maître, véritable type à cet égard et l'un des hommes les plus aimables, les plus instruits et les mieux intentionnés dont l'histoire de notre temps puisse se glorifier.

En effet, le comte Araktchéïef était resté trop fidèle au caractère natif de sa nation, pour être entièrement rompu à la civilisation. Mais il n'était pas pour cela sans bonnes qualités, et celle qu'on serait le moins en droit de lui contester, c'est une fidélité à toute épreuve et allant même jusqu'au delà du tombeau. Sa devise était : *Dévoué sans adulation*; en effet, si son adoration pour Alexandre était grande, elle n'avait du moins rien d'obséquieux ni d'intéressé; elle avait sa source dans une gratitude profonde et dans cette disposition naturelle aux Russes à l'égard de leurs souverains, qui sont pour eux, comme nous l'avons dit, les représen-

tants de Dieu sur la terre. Araktchéïef était infatigable au service du sien; et, quoique mêlé à tout, il s'effaça néanmoins à ce point, que son nom paraît à peine dans les actes innombrables d'un règne de vingt-cinq ans. Cette modestie a bien servi ses intérêts, car, malgré des intentions honorables, on ne peut dire assurément que le favori fût le bon ange d'Alexandre, dont il entretint au contraire les ombrages, sans essayer de lui faire comprendre la véritable nature de sa mission [1].

X

(*A la page* 88.)

LE TRAITÉ DE TILSIT.

Conclu le 7 juillet 1807, le traité de Tilsit mit fin à la guerre entre la France et la Russie; bien plus, il fut accompagné d'un traité d'alliance entre les deux empires, acte dont l'article 8 s'exprimait en ces termes :

« Si, par suite des changements qui viennent de se faire à Constantinople [2], la Porte n'acceptait point la

[1] En dehors de la Russie, le nom d'Araktchéïef est attaché à un groupe d'îles découvert en 1817, par Othon de Kotzebue, navigateur distingué, fils du fameux poëte dramatique dont chacun, en outre de son riche et sentimental théâtre, connaît le lamentable voyage en Sibérie (*l'Année la plus remarquable de ma vie*). Othon de Kotzebue, capitaine de vaisseau de première classe, est mort à Reval, en Esthonie, le 1er mars 1846.

[2] La destitution de Sélim III, remplacé par Moustapha IV.

médiation de la France; ou si, après l'avoir acceptée, il arrivait que, dans le délai de trois mois après les négociations, elles n'eussent pas conduit à un résultat satisfaisant, la France fera cause commune avec la Russie contre la Porte Othomane, et les deux hautes parties contractantes s'entendront pour soustraire toutes les provinces de l'empire Othoman, en Europe, la ville de Constantinople et la province de Romélie exceptées, au joug et aux vexations des Turcs. »

On arrêta en outre des stipulations secrètes; mais Bignon, qui en résume le contenu, ne pense pas qu'aucune fût relative à ce même partage éventuel de la Turquie. L'idée déjà exprimée dans l'art. 8 du pacte d'alliance fut sans doute développée dans la conversation ou dans la correspondance; il y eut accord conditionnel à ce sujet entre Alexandre et Napoléon, mais rien de plus n'a été écrit et signé.

Du reste, dit l'historien diplomate, « la possibilité d'un partage n'avait été qu'une hypothèse essentiellement subordonnée à un événement qui ne se réalisa pas, le refus de la médiation de la France par la Porte Othomane. L'empereur Napoléon ne tarda pas à se désenchanter d'un projet dont il jugea que le principal avantage ne serait pas pour lui. Au moment où l'ordre qu'il avait donné au général Sébastiani parvint à Constantinople, cet ambassadeur avait déjà regagné auprès du sultan Moustapha une partie de l'influence dont il avait joui auprès de Sélim... Le mémoire qu'il rédigea fut contraire à toute idée de partage [1]. »

Bignon accorde toutefois (p. 345) que les articles

[1] *Histoire de France depuis le 18 brumaire jusqu'à la paix de Tilsit*, t. VI, p. 346.

secrets sur cette matière, articles mis en circulation par l'Angleterre et portés par elle à Constantinople comme ayant été convenus entre Napoléon et Alexandre, approchent plus ou moins de ce qui avait été ébauché dans les entretiens des deux empereurs.

La *Biographie universelle* de Michaud, à l'article *Alexandre Ier* de son supplément [1], donne de ces articles la rédaction suivante, en faisant remarquer qu'elle les publiait *pour la première fois*. Quoique ce texte ne soit probablement pas authentique, il a cependant de l'importance, surtout si on le rapproche du projet de l'abbé Piatoli, si bien caractérisé par M. Thiers, ainsi que des documents officiels postérieurs concernant les rapports de la Russie avec la Turquie, documents peu connus encore et dont nous aurons à nous occuper dans le cours de cet ouvrage.

Voici donc ce prétendu traité secret :

« Art. 1er. La Russie prendra possession de la Turquie européenne, et étendra ses conquêtes en Asie autant qu'elle le jugera convenable. — Art. 2. La dynastie des Bourbons en Espagne et la maison de Bragance en Portugal cesseront de régner. Un prince de la maison de Bonaparte succédera à chacune de ces couronnes. — Art. 3. L'autorité temporelle du pape cessera : Rome et ses dépendances seront réunies au royaume d'Italie. — Art. 4. La Russie s'engage à aider la France de sa marine pour la conquête de Gibraltar. — Art. 5. Les Français prendront possession des villes situées en Afrique, telles que Tunis, Alger, etc.; et, à la paix générale, toutes les conquêtes que les Français pourront avoir faites en Afrique seront données en indem-

[1] T. LVI, p. 165.

nité aux rois de Sardaigne et de Sicile. — Art. 6. L'île de Malte sera possédée par les Français, et il ne sera fait aucune paix avec l'Angleterre tant qu'elle n'aura pas cédé cette île. — Art. 7. Les Français occuperont l'Égypte. — Art. 8. La navigation de la Méditerranée ne sera permise qu'aux navires et vaisseaux français, russes, espagnols et italiens. — Art. 9. Le Danemark sera indemnisé dans le nord de l'Allemagne par les villes hanséatiques, sous la clause cependant qu'il consentira à remettre son escadre dans les mains de la France. — Art. 10. LL. MM. les empereurs de Russie et de France conviendront ensemble d'un règlement d'après lequel il ne sera permis à aucune puissance de mettre en mer des navires marchands, à moins qu'elle ne possède un certain nombre de bâtiments de guerre. »

Un tel pacte n'eût été autre chose que le partage du monde entre les deux empereurs. Personne ne prendra sur lui d'en affirmer la possibilité; mais Alexandre, dans la mobilité de son esprit, s'est souvent nourri de chimères, et qui sait si Napoléon n'a pas feint d'entrer dans ses vues pour faire de lui plus sûrement l'instrument des siennes? Dans tous les cas, ces articles, s'ils n'ont pas été forgés à plaisir, sont toujours restés à l'état de projet.

Ce fut sous prétexte de compléter le système continental, et en conséquence des stipulations de Tilsit, qu'Alexandre, l'année d'après, envahit la Finlande, et l'arracha à son beau-frère et ancien allié. Il avait besoin de cette possession pour mieux couvrir sa capitale du côté de la Suède.

XI

(*A la page* 106.)

LA SAINTE-ALLIANCE ET MADAME DE KRUDENER.

La Sainte-Alliance, pacte d'une nature inusitée, a donné lieu, comme on sait, à toutes sortes de commentaires. On sera curieux d'apprendre de quelle manière Alexandre lui-même en a expliqué l'origine, dans une conversation qu'il eut à ce sujet, en 1818, avec le docteur Eylert, évêque évangélique prussien. Nous traduisons de l'allemand.

« Aux jours de Lützen, de Dresde, de Bautzen, » dit l'empereur à ce prélat, « après tant d'efforts inutiles, où, malgré le plus grand héroïsme de nos troupes, nous fûmes néanmoins obligés de battre en retraite, nous ne pûmes, votre roi et moi, nous soustraire à cette conviction que le pouvoir des hommes était peu de chose et que l'Allemagne était perdue, à moins d'un secours et d'une bénédiction spéciale de la divine Providence. Nous chevauchions côte à côte, votre roi et moi, sans escorte; sérieux et livrés à nos réflexions, nous restions muets l'un et l'autre. Enfin ce plus cher de mes amis rompit le silence pour m'adresser ces mots : « Cela ne peut aller ainsi! nous sommes dans « la direction de l'est, et c'est à l'ouest que nous vou- « lons, que nous devons marcher. Nous y parviendrons, « Dieu aidant. Mais si, comme je l'espère, il bénit nos « efforts réunis, alors proclamons en face du monde « entier notre conviction qu'à lui seul appartient

« l'honneur. » Nous nous en fîmes la promesse et nous nous serrâmes la main sincèrement (*ehrlich*). Vinrent les victoires de Kulm, de Katzbach, de Grossbeeren et de Leipzig, et, lorsque arrivés à Paris nous fûmes au but de la pénible course, le roi de Prusse rappela nos saintes résolutions dont il avait eu la première pensée, et le noble empereur d'Autriche, François Ier, qui partageait nos vues, nos sentiments et nos tendances, entra volontiers dans notre association. La première idée de la Sainte-Alliance était éclose dans une heure de gravité; elle fut réalisée dans une heure, plus belle, de gratitude et de bonheur. Elle n'est nullement notre œuvre, mais l'œuvre de Dieu. Le Rédempteur a lui-même inspiré toutes les pensées que cet acte renferme, tous les principes qu'il proclame. Quiconque ne reconnaît et ne sent pas cela, quiconque, mêlant au saint le profane, ne voit là que des arrière-pensées et les desseins secrets de la politique, n'a point de voix dans cette discussion, et il serait superflu de l'y admettre. » *Charakterzüge und historische Fragmente aus dem Leben Friedrich Wilhelms III*, t. II, p. 246-48.

Telles sont les paroles recueillies de la bouche même d'Alexandre. Le lecteur pourra comparer avec elles le passage suivant d'un livre de M. Capefigue, *Histoire de la Restauration*, etc., *par un homme d'État*, t. Ier, p. 300.

« Alexandre, d'un caractère généreux, quoique un peu dissimulé, avait alors une préoccupation, celle d'assurer la paix du monde. Son ambition était de faire un noble contraste avec Napoléon, grand surtout par la guerre. Quoique l'intime influence de madame de Krudener n'ait commencé qu'en 1815, le tsar avait déjà

recueilli (en 1814) certaines idées mystiques et de prédestination qui lui faisaient croire que sa mission était ici-bas de remplir le rôle de pacificateur, au moyen de ses immenses armées. C'était une de ces âmes usées par toutes les émotions, comme on en rencontre en Russie [1]. On aurait dit que, préoccupé d'un cruel accident de sa vie, qui lui pesait comme le remords, il se jetait avec passion dans le bien comme vers le repentir. »

Puisque, dans ce passage, il est fait mention de madame de Krudener, nom auquel se rattachait alors une auréole de sainteté tout à fait inattendue, et qui ne s'est pas plus conservée dans la famille qu'elle ne lui avait semblé promise d'abord, occupons-nous un instant de la femme remarquable à laquelle ce nom doit une notabilité européenne.

Barbe-Julienne de Vietinghof, née à Riga le 11 (22) novembre 1764, appartenait à une famille considérable de la noblesse livonienne; son père était conseiller privé russe et sénateur, et sa mère, née comtesse Munnich, était la petite-fille du célèbre feld-maréchal de ce nom. Elle fut élevée pour le grand monde, et reçut son éducation en partie à Paris, où son père l'amena à l'âge de neuf ans. Elle en avait à peine dix-huit lorsqu'elle fut mariée, en 1782, avec le baron de Krudener, diplomate habile et savant qui, après avoir été successivement ministre russe en Courlande, à Venise, à Copenhague et à Berlin, mourut dans cette dernière ville, le 14 juin 1802.

Cette union fut loin d'être heureuse. Gâtée dès sa première jeunesse par les hommages d'un monde épris

[1] En Russie seulement ?

des grâces de sa personne et de la vivacité de son esprit, douée d'ailleurs d'une imagination ardente, exaltée, elle fit des fautes et eut des aventures qui obligèrent son mari de la renvoyer à ses parents, bien qu'elle lui eût donné deux enfants, un fils et une fille.

Depuis, la baronne de Krudener mena une vie errante. A Paris, elle attira l'attention sur elle par son roman de *Valérie*, publié en 1803; à Berlin, sa conversation piquante lui valut les bonnes grâces de la reine Louise; à Genève, où elle se rendit en 1812, elle commença à réfléchir sérieusement sur la religion.

Ce n'est pas qu'elle n'en eût de tout temps entendu la voix par moments; au contraire, il y avait en elle une tendance mystique très-prononcée, et, pendant son séjour en Prusse, elle avait eu des relations avec les frères Moraves, pour lesquels elle se sentait beaucoup de sympathie. Mais les distractions du monde l'avaient longtemps étourdie, et ce fut seulement en avançant en âge qu'elle écouta ce besoin intime qui s'annonça tous les jours avec plus de force. En 1813, elle vit, à Carlsruhe, Jung-Stilling, célèbre mystique et visionnaire, qui acheva de l'exalter.

Dès lors, elle se crut appelée à prêcher l'Évangile aux pauvres. A Heidelberg, elle se donna la mission de visiter les prisons et de porter la parole de Dieu à des hommes condamnés à la peine de mort.

Ce fut non loin de là, à Heilbronn, qu'eut lieu, le 4 juin 1815, la première entrevue de la baronne de Krudener avec l'empereur Alexandre. Une lettre qu'elle avait écrite à mademoiselle de Stourdza avait inspiré à ce monarque le désir de faire sa connaissance. Éloquente, sentimentale, elle sut s'emparer de son esprit flottant, de son imagination vive et mobile, et prit un

grand ascendant sur lui, ainsi que nous l'apprend M. Empeytaz, jeune ecclésiastique de Genève qui se joignit à elle à cette époque, et devint un de ses plus zélés adeptes et collaborateurs. On verra bientôt [1] que l'incendie de Moscou avait fortement impressionné l'autocrate et que, depuis ce moment, la religion, cette douce consolatrice de l'homme, alors un peu méconnue en Russie comme ailleurs, par suite du philosophisme du siècle dernier, avait trouvé un accès facile dans son âme. Mais, suivant le zélateur de Genève [2], il avait vécu jusqu'alors dans le péché, « résultat des principes qu'il avait sucés avec le lait [3]. » « Il devint religieux, » continue M. Empeytaz, « au point qu'il dit un jour à madame de Krudener : « Dans mes conférences avec « mes ministres, qui sont loin d'avoir mes principes, « lorsqu'ils sont d'avis contraire, au lieu de disputer, « je prie intérieurement, et je les vois se rapprocher « peu à peu des principes de la charité et de la jus- « tice. »

Le 11 juillet 1815, Alexandre entra pour la seconde fois dans Paris. Madame de Krudener l'y suivit, y ouvrit des assemblées de piété, et dut sans doute à la haute protection de l'empereur la vogue dont elle jouit pendant quelque temps et qui fit de ses conférences le rendez-vous d'une société choisie, mais qui ne survécut pas à la présence du monarque sur lequel tous les yeux étaient alors fixés.

[1] Dans une des notes suivantes.

[2] *Notice sur Alexandre, empereur de Russie,* Genève, 1828, p. 7 et 21.

[3] Ceci a trait aux opinions religieuses de Catherine II. Voir sa correspondance avec Voltaire. Au reste, Alexandre s'est expliqué lui-même sur ce point, ainsi qu'on le verra dans la note 2 du t. II.

Celui-ci cédait volontiers à l'impulsion qui l'entraînait vers la femme sensible, autrefois enlacée dans le péché, mais devenue depuis apôtre zélée de la foi en Christ. « Quelques jours avant son départ de Paris, » raconte encore le ministre genevois, « il nous dit : « Je « vais quitter la France; mais avant mon départ, je « veux, par un acte public, rendre à Dieu le Père, le « Fils et le Saint-Esprit, l'hommage que nous lui de- « vons pour la protection qu'il nous a accordée, et « inviter les peuples à se ranger sous l'obéissance de « l'Évangile. Je vous apporte le projet de cet acte, « vous priant de l'examiner attentivement; et, s'il y a « quelque expression que vous n'approuviez pas, vous « voudrez bien me la faire connaître. Je désire que « l'empereur d'Autriche et le roi de Prusse s'unissent « à moi dans cet acte d'adoration, afin qu'on nous voie, « comme les Mages d'Orient, reconnaître la suprême « autorité du Dieu sauveur. Vous vous unirez à moi « pour demander à Dieu que mes alliés soient disposés « à le signer. » — Le lendemain, Alexandre vint reprendre son projet; il reçut avec la plus grande humilité les remarques qu'on lui présenta. Le jour suivant, il le porta à signer aux souverains alliés. Il eut la satisfaction de les voir entrer de suite dans ses vues. Il vint le soir nous faire part de ses démarches et rendre grâces à Dieu de leur heureux succès. »

Cette relation a été publiée après la mort d'Alexandre, et peut-être les paroles qu'on prête au monarque ont-elles été écrites de mémoire, de telle sorte qu'il ne faudrait pas s'attacher à leur contexture littérale; mais le fait en lui-même, affirmé ainsi solennellement par un ministre de l'Évangile, ne nous paraît pas pouvoir être révoqué en doute, et rien, dans la citation ci-des-

sus, ne contredit les assertions personnelles de l'empereur reproduites dans la note précédente. L'idée de la Sainte-Alliance ne lui a pas été suggérée par madame de Krudener, mais cette femme remarquable a eu évidemment quelque part à la rédaction de l'acte destiné à mettre cette idée en pratique.

Suivons-la rapidement jusqu'à la fin de sa carrière.

Peu de temps après la signature de l'acte et le départ de Paris des monarques coalisés, madame de Krudener, qui venait de décrire *le Camp des Vertus* et la magnifique fête à laquelle elle avait assisté dans la plaine de Châlons, quitta également la France où elle n'excitait plus la même attention. Arrivée à Bâle, vers la fin de 1815, elle ne cessa d'y présider à des exercices religieux, s'occupant en même temps du soin des pauvres comme du premier de ses devoirs. Bientôt elle fut tellement entourée, ses doctrines firent une telle sensation qu'un pasteur se crut obligé de s'élever contre elle en chaire, et que le magistrat la fit prier de changer de résidence. La même invitation lui fut faite dans le pays de Bade[1], ainsi que dans plusieurs cantons de la Suisse. A la fin, aucun gouvernement ne voulut plus tolérer sa présence dans ses États. La police de l'un la remit aux mains de celle de l'autre, et alors elle se décida à retourner en Russie dont elle atteignit la frontière (1818) sans cesser un instant d'être surveillée. Même dans les États d'Alexandre elle trouva peu de faveur. Toute sa suite, composée de près de vingt

[1] Sa justification est contenue dans la *lettre de madame la baronne de Krudener à M. de Bergheim, ministre de l'intérieur, à Carlsruhe*, du 14 février 1817.

personnes, fut d'abord renvoyée; cependant la baronne ayant écrit à l'empereur pour s'en plaindre, il fut ordonné aux autorités de lever l'interdiction.

Elle essaya de reprendre ses prédications à Mitau, mais sans pouvoir les continuer; elle ne trouva pas plus de facilité à Saint-Pétersbourg, et l'enthousiasme avec lequel elle plaida la cause des Grecs déplut à l'empereur, alors livré à l'influence autrichienne. Elle se retira donc dans sa terre de Kosse, près de Werro, en Livonie, et y mena obscurément une vie vouée à la religion. En juin 1824, acceptant l'invitation de son amie, la princesse Alexandre Galitsyne, de la suivre dans ses terres de la Crimée, elle partit avec elle, accompagnée de sa fille et du conseiller d'État de Berkheim, son gendre. A peine arrivée dans cette contrée lointaine, elle tomba malade, et mourut, le 13 (25) décembre de la même année, à Karaçoubasar, ville de plus de 10,000 âmes, et la plus peuplée de la presqu'île.

Chez elle, a dit le duc de la Rochefoucauld, « l'esprit était la dupe du cœur; » c'est une critique qui ressemble beaucoup à un éloge. En effet, madame de Krudener avait le cœur chaud, une sensibilité exaltée, une imagination ardente ; son esprit, quoique orné et d'une certaine étendue, avait peu de part à la direction de sa conduite. Celle-ci a donné prise à la critique, mais elle a présenté aussi des points lumineux qui feront respecter la mémoire de la zélée missionnaire. Son éloquence, souvent entraînante, se fondait sur une conviction sincère, et si, sortant de son rôle de femme, elle s'est élevé une tribune en face du public, c'est sans doute, comme elle l'a dit quelque part, parce que « l'on ne résiste guère à l'envie de communiquer aux

autres ce qui nous a profondément émus nous-mêmes.» Elle se sentait poussée par « l'esprit »; et dans nos temps d'apathie, où les plus misérables calculs dominent toutes les questions, nous ne lui ferons pas un crime d'avoir cédé à une impulsion toute différente, celle de l'enthousiasme même porté jusqu'à l'extase.

FIN DU TOME PREMIER.



TABLE DES MATIÈRES.

Histoire intime.

Pages.

Préface. 1

Introduction. Résumé historique. D'où vient la Russie et où va-t-elle? 15

Chapitre Ier. Alexandre Ier Pavlovitch. Son caractère et son règne. 65

Études, Notes et Éclaircissements.

I. Du titre de tsar. 115

II. La maison de Romanof avant et après son avénement au trône. 124

III. Rapports diplomatiques entre la Russie et la Turquie. 202

IV. Du livre de *la Pentarchie européenne*, et du caractère des Russes. 204

V. Le panslavisme 213

VI. Agrandissement successif de la Russie. 226

Prétentions politiques de la Russie. 226

VII. Le prince Czartoryiski. 230

VIII. La corruption. 237

IX. Le général comte Araktchéïef. 239

X. Le traité de Tilsit. 267

XI. La Sainte-Alliance et madame de Krudener. . . . 271

HISTOIRE INTIME

DE

LA RUSSIE.

Imprimerie de la Société Typographique Belge,
AD. WAHLEN ET COMPAGNIE.